



HAL
open science

Le Parti Populaire Français dans le Finistère (1936-1945)

Malo Bars

► **To cite this version:**

Malo Bars. Le Parti Populaire Français dans le Finistère (1936-1945). Sciences de l'Homme et Société. 2022. dumas-04818958

HAL Id: dumas-04818958

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04818958v1>

Submitted on 4 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

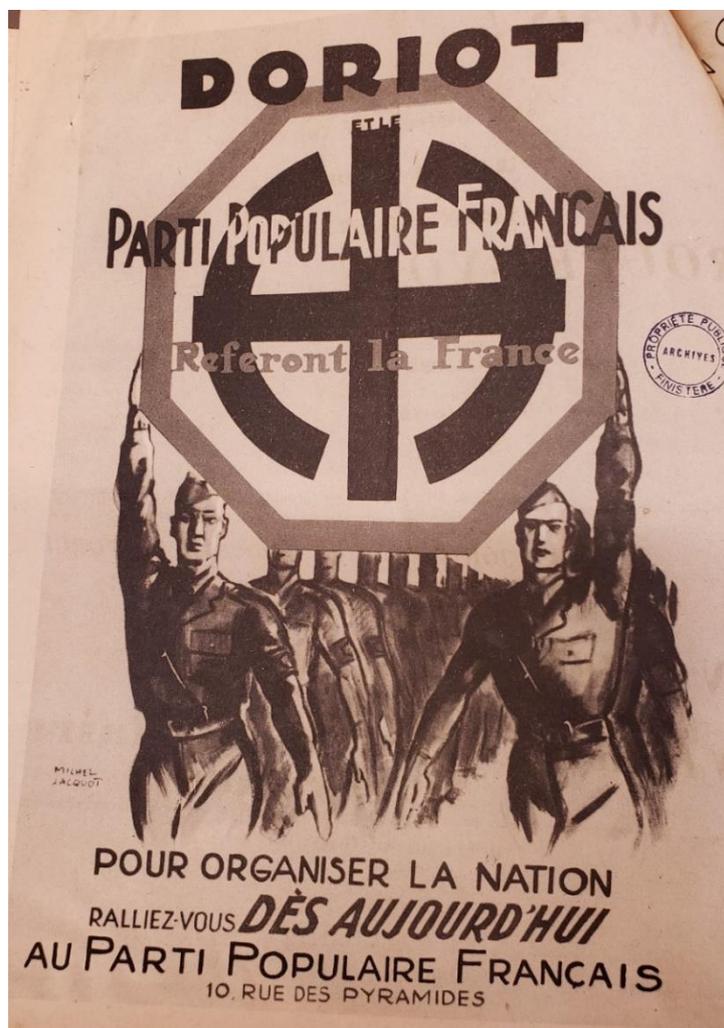


Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Malo Bars

Sous la direction de Sébastien Carney, Maître de conférences en histoire contemporaine, Université de Bretagne Occidentale

LE PARTI POPULAIRE FRANÇAIS DANS LE FINISTÈRE **(1936-1945)**



Mémoire de Master 2 Civilisations, Cultures et Sociétés

Brest, Université de Bretagne Occidentale

2020-2022

Couverture : Affiche du Parti Populaire Français, Archives Départementales du Finistère, site de Quimper, 200 W 56.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier Mr Sébastien Carney, maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Bretagne Occidentale, pour ses précieux conseils tout au long de ces deux années, ses suggestions de références et la rapidité ainsi que la qualité de ses corrections.

Je suis également reconnaissant envers le personnel des Archives Départementales d'Ille-et-Vilaine et notamment Mr Samuel Boche, qui a grandement facilité mon travail sur place à Rennes.

Je remercie aussi les personnels de la bibliothèque de Lettres et Sciences Humaines de l'UBO ainsi que de la bibliothèque Yves Le Gallo du CRBC pour leur aide apportée dans mes recherches.

Je n'aurais pas pu étudier aussi largement les fonds des Archives Départementales du Finistère sans l'aide du personnel de la salle de lecture de Quimper que je remercie pour m'avoir orienté dans mes recherches.

Car le master CCS est aussi une aventure collective, je tiens à remercier mes camarades de promotion et particulièrement Alexis et Grégoire, sans qui ces deux années auraient été moins drôles.

Enfin, j'adresse mes plus sincères remerciements à Carla, qui m'accompagne et me soutient depuis déjà tant d'années.

Abréviations utilisées

- ADF : Archives Départementales du Finistère
- ADIV : Archives Départementales d'Ille-et-Vilaine
- AF : Action Française
- AM Brest : Archives Municipales de la ville de Brest
- ANO : Alliance Nationale de l'Ouest
- BnF : Bibliothèque nationale de France
- BPA : Bureau de Placement Allemand
- CAA : Comité d'Action Antibolchévique
- CGT : Confédération Générale du Travail
- COSI : Comité Ouvrier de Secours Immédiat
- CSAR : Comité Secret d'Action Révolutionnaire
- CVIA : Commission de Vérification des Internements Administratifs
- FFI : Forces Françaises de l'Intérieur
- FFL : Forces Françaises Libres
- FTP : Francs-Tireurs-Partisans
- GAJS : Groupes d'Action pour la Justice Sociale
- IC : Internationale Communiste
- JFF : Jeunes Femmes de France
- JPF : Jeunesses Populaires Françaises
- LVF : Légion des Volontaires Français contre le bolchévisme
- MSR : Mouvement Social Révolutionnaire
- NSKK : *Nationalsozialistische Kraftfahrkorps*
- ORA : Organisation de Résistance de l'Armée
- OT : Organisation Todt
- PAB : Parti Autonomiste Breton
- PCF : Parti Communiste Français
- PDP : Parti Démocrate Populaire
- PNB : Parti National Breton
- PPF : Parti Populaire Français
- PSF : Parti Social Français
- RG : Renseignements Généraux
- RNP : Rassemblement National Populaire
- SD : *Sicherheitsdienst*
- SFIO : Section Française de l'Internationale Ouvrière
- SK : *Schutzkommandos*
- SSCT : Service Social des Chantiers Todt
- STO : Service du Travail Obligatoire
- TSF : Transmission sans fil
- UNC : Union Nationale des Combattants
- UPJF : Union Populaire de la Jeunesse Française
- URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Introduction

L'histoire de Jacques Doriot, transfuge du Parti Communiste Français (PCF) vers le fascisme pendant l'entre-deux-guerres, et de son parti a tôt intéressé les historiens¹. Cette histoire s'inscrit plus largement dans les études portant sur l'existence ou non d'un fascisme français de façon ancrée et pérenne en France. D'une part, certains historiens de la seconde moitié du XX^e siècle, notamment français², estiment que le fascisme resta au stade groupusculaire et ne fut qu'une virtualité dans une France « réfractaire au fascisme³ ». D'autre part, ce constat est remis en cause par des travaux récents d'historiens majoritairement étrangers pour qui le fascisme français fut une réalité trop niée par l'histoire française⁴. Par exemple, Zeev Sternhell voit l'émergence d'un fascisme originel et idéal en France à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e dans les idées d'intellectuels tels que Maurice Barrès et Georges Sorel.

L'historiographie de l'extrême-droite en France et particulièrement du fascisme durant l'entre-deux-guerres est ainsi sujette à de nombreuses controverses et polémiques sous forme de débats entre historiens. Elle s'arrête avant tout sur l'étude à la fois du caractère fasciste de partis ou mouvements politiques – ligues, Croix-de-Feu puis Parti Social Français, Parti Populaire Français – mais aussi sur la diffusion des idées fascistes dans les cercles intellectuels et politiques français.

L'histoire du PPF n'a pas souvent fait l'objet d'ouvrages à part entière, toutefois, elle apparaît dans toutes les recherches sur l'extrême-droite, la collaboration et le fascisme en France. Si ces études s'accordent à définir le Parti Populaire Français comme un authentique parti fasciste français, elles insistent également sur le caractère groupusculaire de ce dernier, et ce malgré son dynamisme dans certains espaces géographiques – région parisienne, Lyonnais, Bordelais, région de Marseille. De ce fait, l'historiographie locale du PPF est peu développée au profit de recherches sur l'envergure nationale du parti.

¹ Dieter Wolf, *Doriot, du communisme à la collaboration*, Paris, Fayard, 1969 [Première édition en 1967] et Jean-Paul Brunet, *Doriot : du communisme au fascisme*, Paris, Editions Balland, 1986.

² Voir notamment René Rémond, *Les droites en France*, Paris, Aubier Montaigne, 1982 [1954] ; Pierre Milza, *Fascisme français : passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987 ; Michel Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Editions du Seuil, 2014 ; Zeev Sternhell (dir), *L'histoire refoulée : La Rocque, les Croix-de-Feu et la question du fascisme français*, Paris, Editions du Cerf, 2019.

³ René Rémond, « Y a-t-il un fascisme français ? », *Terre Humaine*, juillet-août 1952 ; cité par Philippe Machefer, *Ligues et fascismes en France (1919-1939)*, Paris, Presses universitaires de France, 1974.

⁴ Robert Soucy, *Fascismes français? 1933-1939. Mouvements antidémocratiques*, Paris, Editions Autrement, 2004 ; Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Paris, Gallimard, 2012 [Edition originale en 1983].

L'historiographie de l'extrême-droite – et notamment du PPF – en Bretagne et plus particulièrement dans le Finistère durant l'entre-deux-guerres et la Seconde Guerre mondiale est intimement liée, d'abord, à l'étude générale des mouvements et partis politiques dans la région⁵ ainsi qu'à l'étude du phénomène collaborationniste, souvent conclue par l'étude de l'épuration⁶. En effet, il existe peu de monographies sur le Parti Populaire Français en Bretagne⁷, son histoire locale apparaît de manière visible dans les recherches sur la collaboration et l'épuration en Bretagne.

Le Parti Populaire Français est un parti politique fondé par l'ancien communiste dissident Jacques Doriot en 1936. Organisation située à l'extrême-droite du champ politique, le PPF est unanimement considéré comme fasciste par l'historiographie – consensus assez rare pour être souligné. Philippe Burrin place le PPF au sein de la zone centrale de la « nébuleuse fascistoïde⁸ » française. De ce fait, il ne s'agira pas de débattre sur le caractère fasciste du parti doriote dans ce mémoire. Concernant l'idéologie, Doriot prône une rénovation nationale plus conservatrice que révolutionnaire marquée par la réforme de l'Etat et de l'administration vers un contrôle politique fort, la défense de droits sociaux et le renforcement de la puissance nationale française en Europe et dans le monde, notamment par le biais des colonies. Jacques Doriot voue, en outre, une haine viscérale au communisme qui l'a évincé en 1934 avant de mettre en pratique ses propres conceptions au sein du Front Populaire en 1936. Le PPF progresse rapidement dans des régions dynamiques déjà évoquées et surtout en région parisienne pour atteindre 100 000 membres en 1938 selon les estimations. Cependant, après une crise interne en 1938 et 1939 et le début de la Seconde Guerre mondiale, le parti est au plus bas et ne doit sa survie qu'à un rapprochement opéré avec le nouveau gouvernement de Vichy ainsi qu'avec les autorités allemandes qui l'autorisent à la fin de l'année 1941. Par la suite, surtout après l'offensive

⁵ Voir notamment Christian Bougeard, *La Bretagne d'une guerre à l'autre 1914-1945*, Paris, Editions Gisserot, 1999 ; Christian Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne : notables, élus et militants, 1914-1946*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

⁶ Marcel Baudot, *La Libération de la Bretagne*, Paris, Hachette éditions, 1973 ; Jacqueline Sainclivier, *La Bretagne dans la guerre, 1939-1945*, Rennes - Caen, Editions Ouest-France, 1994 ; Philippe Collin et Philippe Raoul, *L'Épuration dans le Finistère*, Mémoire de maîtrise, Brest, Université de Bretagne Occidentale, 1997 ; Nicolas Blottière, *Les trajectoires de la collaboration radicale en Bretagne*, Mémoire de maîtrise, Université de Rennes 2, 2001.

⁷ Sont notamment à citer les travaux de Marie-Christelle Malherbe, *L'Action Française, les Croix de Feu, le Parti Social Français, le Parti Populaire Français dans le Morbihan des années 30*, Mémoire de maîtrise de l'université de Rennes 2, 1989 et ceux de Julie Le Bras, *Etude du Parti Populaire Français dans le Morbihan*, Mémoire de l'université de Rennes 2, 2006, p. 85.

⁸ Philippe Burrin, *La dérive fasciste : Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, Paris, Editions du Seuil, 2003.

allemande contre l'URSS, le PPF s'engage dans une collaboration radicale progressive qui prend tragiquement mais logiquement fin en 1945 en Allemagne où Doriot est abattu par l'aviation alliée, ce qui entraîne la disparition d'un parti déjà exsangue.

S'il existe autant de définitions du fascisme que d'études sur cet objet historique, il semble néanmoins possible d'identifier des invariants figurant dans ces définitions⁹. Le fascisme se définit à la fois négativement et positivement. D'un côté, il critique le marxisme, le libéralisme, le parlementarisme, l'égalitarisme, le matérialisme, la décadence. D'un autre, il affirme une volonté de conservatisme socio-économique, d'autoritarisme politique, de paternalisme, de spiritualisme et d'une hiérarchie sociale et politique. On peut ici mobiliser le positionnement de Philippe Burrin qui reprend certains de ces éléments en une définition plus structurante :

« Le fascisme ambitionnait de former une communauté nationale mobilisée en permanence sur des valeurs de foi, de force et de combat ; une communauté inégalitaire, comprimée dans une unité totalitaire excluant toute autre allégeance que la fidélité exclusive au Chef qui personnifiait le destin collectif et en décidait absolument ; une communauté militarisée, soudée en vue d'une entreprise de domination qui était à elle-même son principe et son but¹⁰ ».

Mais ces définitions du fascisme s'appliquent-elles aussi aux tentatives fascistes de l'entre-deux-guerres en France ? A la différence de Sternhell, qui voit dans le fascisme français une version originelle du fascisme européen, Burrin estime que ce fascisme français apparaît comme un fascisme secondaire et dérivé en comparaison du fascisme italien et du nazisme. Il se définirait davantage comme un fascisme collaborateur, un « totalitarisme fasciste¹¹ ». De la même manière, Pierre Milza affirme que le fascisme en France est resté au stade de la révolte antibourgeoise par manque de soutien des classes dirigeantes et de la bourgeoisie, soutien nécessaire pour prendre le pouvoir – comme cela fut le cas en Italie et en Allemagne. Il écrit notamment :

« C'est sous les traits d'une organisation de masse [...], hiérarchisée, militarisée, fanatiquement attachée à la personne de son principal leader, pratiquant l'agitation de rue et le recours systématique à la violence, que l'on retrouve en d'autres lieux et sous d'autres noms [...], candidat plus ou moins

⁹ On trouvera par exemple des définitions dans les ouvrages de Philippe Machefer, *Ligues et Fascismes en France (1919-1939)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1974 ; Renzo De Felice, *Interpretations of Fascism*, Harvard University Press, 1977 ; Robert Soucy, *Fascismes français ? (1933-1939)*, Autrement, 2004 ; Pascal Ory, *Du fascisme*, Paris, Perrin, 2010 ; Enzo Traverso, « Interpréter le fascisme », *La Revue Internationale des Livres et des Idées*, 06/05/2010, en ligne, URL : <http://www.revuedeslivres.net/articles.php?idArt=99> [consulté le 04/06/2021].

¹⁰ Philippe Burrin, *La dérive fasciste : Doriot, Déat, Bergery (1933-1945)*, op. cit., p. 22.

¹¹ *Ibidem*, p. 496.

marginal au pouvoir et déjà porteur de ce qui fait la spécificité des régimes fascistes, comparés aux autres formes de dictatures réactionnaires : à savoir le totalitarisme. »¹²

Ces appréciations du fascisme en France semblent s'appliquer à l'organisation nationale du Parti Populaire Français, mais est-ce le cas pour des structures locales comme on l'observe dans le Finistère ? Certains spécialistes estiment qu'on ne peut pas créer de catégorie « fascisme » dans la mesure où on ne peut pas le définir, comme l'évoque Laurent Kestel : « Toute démarche classificatoire se heurte au fait qu'il *n'existe pas de définition du fascisme* (français) sinon, plus prosaïquement, des luttes (politiques, académiques, etc.) pour sa définition légitime¹³ ». De la même manière, René Rémond estime que, désormais, le terme « fascisme » a été trop élargi au point de ne plus rien définir : « La notion en est venue à désigner tous les mouvements et les régimes qui compriment les libertés et qui asservissent les citoyens à la tyrannie du pouvoir, quel que soit l'inspiration de celui-ci¹⁴ ».

Concernant le Finistère, bien que nous puissions nous passer d'une définition géographique, une brève présentation de sa géographie politique et de sa population peut s'avérer utile¹⁵. Le Finistère est un des départements les plus peuplés et démographiquement dynamiques durant l'entre-deux-guerres. La société finistérienne est majoritairement rurale malgré le développement de quelques centres urbains ainsi qu'un exode rural et une émigration croissants. Elle se caractérise également par l'omniprésence de l'Eglise catholique et d'un cléricisme vécu à la fois comme pratique et comme mouvement social – surtout dans le Léon et le long d'une diagonale Carhaix-Audierne –, bien qu'une déchristianisation progressive s'opère. En termes de paysage électoral, le début du XX^e siècle se traduit par une poussée des droites, bien installées dans des bastions historiques – notamment dans le Léon très catholique. Toutefois, le centre gauche – radicalisme, Fédération Républicaine – et le socialisme se renforcent, surtout dans le sud du département. Au cours des années 1930, une polarisation politique s'opère : la droite, toujours majoritaire mais peu unifiée, et la gauche progressent toutes deux au détriment du centre. Bien que sujet à certaines critiques¹⁶, le choix de l'échelle

¹² Pierre Milza, *Fascisme français : passé et présent*, op. cit., p. 49-50.

¹³ Laurent Kestel, *La conversion en politique : Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Raisons d'agir, 2012, p. 12.

¹⁴ René Rémond, *Les droites en France*, op. cit., p. 199.

¹⁵ Sur ce point, voir la très utile synthèse de Jean-Paul Sénéchal, *Le Finistère du Front Populaire, lutte pour l'hégémonie et logique de blocs*, Thèse de doctorat, Université de Bretagne Occidentale, 2015 ou sa version publiée Jean-Paul Sénéchal, *Finistère du Front populaire 1934-1938. Lutte pour l'hégémonie et logique de blocs*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2018.

¹⁶ Jacques Rougerie estime que le département limite partiellement l'approche historique : « Cette unité monstrueuse qu'est le département : microscopique, arbitraire, anachronique, aussi sottement antiéconomique que

départementale s'impose ici dans la mesure où il découle de l'organisation même du PPF – qui dispose d'un cercle d'abord national puis fédéral délimité par le département et enfin local.

Il s'agit, dans le cadre de ces recherches de master, de s'attarder non pas sur le caractère fasciste du PPF mais davantage sur les mécanismes et les motivations locales de l'organisation finistérienne de ce parti fondé avant tout sur une volonté de massification prégnante en région parisienne et dans des grandes régions urbaines. La structure du parti doriote, semblant basée sur la figure omniprésente du chef Jacques Doriot et d'une administration « par le haut », n'apparaît pas propice à l'émergence de sections locales plutôt individuelles et « par le bas ». Pourtant, l'apparition de telles motivations pourrait avoir eu lieu dans le Finistère entre 1936 et 1945.

Mais, plus généralement, de quelle manière le Parti Populaire Français, parti fasciste basé sur une structure nationale hiérarchisée, tente-il de s'implanter dans un environnement local finistérien ?

« L'histoire du PPF ne saurait être réduite à la trajectoire politique de son leader¹⁷ ». En effet, ainsi que l'estime Laurent Kestel, l'histoire du PPF peut se détacher de celle de son chef et créateur Jacques Doriot. La démarche qui sous-tend le présent travail de recherche, axée sur l'histoire locale du parti dans un cadre municipal puis départemental, s'inscrit dans la continuité de l'affirmation de Kestel. Il s'agit de proposer un état des lieux de la place politique et idéologique occupée par le Parti Populaire Français dans le Finistère. Cette approche se traduit par l'étude de l'organisation du parti à l'échelle locale – permanences, structure partisane, bureau départemental, évolution des effectifs, relation avec les autres formations politiques – mais conduit dans le même mouvement à observer, au sein d'un parti avant tout national – voire parisien – le rôle joué par des initiatives locales. De plus, ces recherches menées sur le PPF mettent également en exergue la création d'espaces de socialisation au sein du parti politique.

Il convient ici de rappeler les objectifs de cette étude. Il s'agit avant toute autre chose de s'interroger sur la manière dont le Parti Populaire Français parvient à s'implanter dans plusieurs

contre-géographique, chacun sait bien qu'elle a tous les défauts ». Jacques Rougerie, « Faut-il départementaliser l'histoire de France ? », *Annales. Economies, sociétés, civilisations*, 21^{ème} année, n°1, 1966, p. 178-179.

¹⁷ Laurent Kestel, *La conversion en politique*, *op. cit.*, p. 14.

localités du Finistère, bien que de façon délicate et minime. Autrement dit, comment le parti fondé par Jacques Doriot en 1936 se développe dans le département alors que les efforts d'expansion de sa direction sont particulièrement centrés sur la région parisienne et les grandes régions urbaines françaises ainsi que sur l'Algérie. Ce questionnement mène aussi à observer l'émergence de mouvements locaux qui ne semblent pas guidés par les responsables nationaux ou régionaux du parti mais plutôt par des individus se regroupant derrière des idées communes.

Dans l'optique de définir ce qu'était le Parti Populaire Français dans le Finistère, il s'agit de proposer une étude chronologique de la structure du parti dans le département, des débuts de son implantation en 1936 à sa disparition progressive entre 1944 et 1945. Puis, on s'intéressera aux difficultés auxquelles a dû faire face le parti de Jacques Doriot dans le département, entraînant des échecs qui ont eu pour conséquence de bipolariser l'attitude de ses membres. Enfin, une étude prosopographique sur les membres finistériens du PPF permettra d'approfondir les processus mis en exergue dans les premiers temps de ces recherches.

Première partie : Naissance et développement du Parti Populaire Français dans le Finistère

Cette approche chronologique est pensée comme un moyen de définition du PPF dans le Finistère. En effet, l'appréhension de l'organisation du parti dans le département devrait aboutir à une meilleure compréhension structurelle, politique et idéologique de ce qu'était le PPF des années 1936 à 1945 dans un cadre local – ses structures et son organisation notamment.

La périodisation proposée ici est liée au rythme de l'existence du parti. D'abord en plein développement national de sa création à sa première grave crise interne et au début de la guerre, le PPF apparaît en Bretagne et notamment dans le Finistère (1936-1940). A la suite de son autorisation par les services allemands, de nouvelles structures locales voient le jour et permettent un essor limité (1941-1943). Au fur et à mesure du recul allemand sur le Front de l'Est puis du débarquement allié, l'organisation du parti périclité. La mort de Jacques Doriot en Allemagne au début de l'année 1945 marque le point d'orgue de sa disparition, que viennent entériner la Libération et l'Épuration.

Chapitre 1 : L'apparition du PPF dans le département (1936 – 1940)

A. Le dynamisme national du Parti Populaire Français

Dès l'année de création du parti en 1936, ce dernier progresse rapidement en région parisienne et dans plusieurs grandes agglomérations. Bien qu'il fasse les frais de l'échec de la tentative opportuniste d'entrisme sur les autres mouvements de droite au sein du Front de la Liberté, le parti de Jacques Doriot parvient à s'implanter dans de nouvelles régions jusqu'alors non touchées par son idéologie.

1. L'essor des premiers mois

La création du PPF en 1936 marque l'aboutissement de la dissidence politique de Jacques Doriot, exclu du Parti Communiste Français (PCF) en 1934 suite à des désaccords doctrinaux. Il s'éloigne de la gauche bien qu'il se présente aux élections municipales et législatives de 1935 et 1936 sous l'étiquette de communiste indépendant, mais en bénéficiant du soutien des habitants de son fief de Saint-Denis, qui lui est majoritairement resté fidèle, ainsi que de la droite. Ce mouvement doriotiste vers la droite du champ politique aboutit à la création du Parti Populaire Français lors d'une conférence en juin 1936. Doriot réclame notamment un Etat fort, national et social. Ce nouveau parti séduit à la fois les soutiens doriotistes de la première heure – dont une grande partie d'anciens communistes ayant fait scission avec le PCF en soutien de leur député-maire – ainsi que certains partisans de droite ou d'extrême-droite – notamment des membres des Croix-de-Feu du colonel de La Rocque.

Concernant le rapide essor politique et militant du PPF, il est pertinent de comparer les chiffres émis par le Parti avec ceux des spécialistes du parti. D'abord, *L'Emancipation Nationale*, l'organe du PPF, publie régulièrement les chiffres des adhésions au parti. Selon le journal – et donc selon la direction politique – le PPF de Doriot fait état de 15 000 membres en juillet 1936 puis 100 000 adhésions en novembre de la même année avant de s'élever à 295 000 en janvier 1938, apogée de sa croissance en France¹⁸. Le parti doriotiste profite d'un contexte

¹⁸ Ces chiffres sont publiés dans *L'Emancipation Nationale* du 28 novembre 1936 et du 14 janvier 1938. Ils sont cités par Dieter Wolf, *Doriot, op. cit.*, p. 217.

favorable. Effectivement, en plus de l'existence d'un anticommunisme diffus en France¹⁹, la droite s'inquiète du Front Populaire et cherche à le combattre. De plus, le caractère modéré du colonel de La Rocque – chef des Croix-de-Feu puis du Parti Social Français (PSF) – déçoit une frange de l'extrême-droite qui se rapproche de Doriot.

L'essor du PPF se traduit également par l'organisation de Congrès nationaux qui renforcent l'esprit de corps du parti. Ainsi le premier Congrès du PPF est organisé le 9 novembre 1936 et aboutit à la création d'un Bureau Politique et d'un Comité Central. Non seulement le PPF séduit les masses mais il se dote dans le même temps d'une structure nationale qui permet de coordonner l'action du parti qui se développe aussi en dehors de la région parisienne.

Bien que ces chiffres mettent en lumière un départ tonitruant et une séduction immédiate de l'opinion par le PPF, faisant de lui un parti de masse en France, ils sont à nuancer. Les historiens estiment que l'importance du PPF a été volontairement grossie de part et d'autre du champ politique. Dans un premier temps, le PPF a lui-même gonflé ses chiffres d'adhésions. Jean-Paul Brunet note que les responsables locaux et régionaux du parti élevaient artificiellement les adhésions pour se faire valoir auprès de la direction nationale du parti²⁰. En outre, la gauche a volontairement surestimé la force politique du PPF pour faciliter l'identification de son adversaire afin de mieux le combattre. C'est le constat que dresse René Rémond dans son étude sur les droites en France²¹. Ainsi, les effectifs du PPF ont été largement arrondis à l'excès. En effet, si la presse du parti fait culminer les adhésions à 300 000 en 1938, les spécialistes s'accordent à dire que ce chiffre doit être divisé *a minima* par trois. De cette manière, la diffusion du parti est bien plus limitée que ses responsables ne veulent bien le dire. Jean-Paul Brunet évoque un chiffre maximal de 100 000 adhérents lors de l'apogée du parti en 1938²², des effectifs nettement inférieurs à ceux du PSF de La Rocque qui revendique 3 millions d'adhérents à la même période – même si ce chiffre doit lui aussi certainement être divisé par trois²³, il met en exergue l'incapacité du PPF à grignoter suffisamment les autres organisations partisans pour s'ériger en premier parti de droite en France.

¹⁹ Notamment étudié par Jean-Jacques Becker et Serge Berstein, *Histoire de l'anticommunisme*, Paris, O. Orban, 1987.

²⁰ *Ibid.*, p. 228.

²¹ René Rémond, *Les droites en France*, Paris, Aubier Montaigne, 1982 [1959], p. 217.

²² Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, *op. cit.*, p. 229.

²³ *Ibidem.*

Pour autant, l'essor du Parti Populaire Français amorcé dès juin 1936 connaît un coup d'arrêt dans son développement national en 1937, dans le cadre d'une tentative d'alliance politique qui finit par échouer.

2. *Un frein : l'échec du Front de la Liberté*

Le Front de la Liberté est une tentative de regroupement de partis contre le Front Populaire dont l'idée est formulée lors d'une réunion du PPF en mai 1937. Cette tactique s'inscrit dans un contexte de recomposition des forces de droite à la suite de la dissolution des ligues et de développement rapide de nouveaux partis (PPF et PSF)²⁴. Comme le note Laurent Kestel, cette tentative de regroupement politique dépend avant tout d'une stratégie située « par-delà les partis »²⁵ – Doriot faisant appel aussi bien au PSF qu'au Parti Radical. Toutefois, le refus des partis de gauche entraîne la classification du Front de la Liberté comme une alliance de droite. Alors que Doriot a annoncé que « chaque parti devra apporter une collaboration sincère en dehors de préoccupations politiques particulières²⁶ », il s'agit en fait pour le chef du PPF d'attirer le colonel de La Rocque dans une opération de front unique contre le communisme mais aussi et surtout de réduire l'influence politique du PSF. Dieter Wolf résume cette tentative d'union comme la condition *sine qua non* du développement du PPF après 1937 :

« Doriot devait tout faire pour atteindre la masse [des partisans de La Rocque]. En un sens, il ne fit pas autre chose que tenter de nouveau cette “ouverture à droite” qu'en 1934, alors communiste, il avait projetée et que son rival Thorez avait réussie avec le Front populaire : un groupe extrémiste contraignant un parti de masse de doctrine assez vague à collaborer avec lui en vue de parer au danger d'isolement et de stagnation²⁷ ».

Cette stratégie de rapprochement se solde rapidement par un échec. D'une part, le Front de la Liberté rencontre peu d'adhésion : seuls la Fédération Républicaine de Louis Marin et le Parti Républicain National et Social de Pierre Taittinger répondent à l'appel du PPF. D'autre part, le rapprochement échoue à attirer le PSF de La Rocque et *in fine* à regrouper les partis de droite au sein d'une même organisation. En effet, La Rocque a posé plusieurs conditions pour adhérer

²⁴ Jean Vavasseur-Desperriers, « Les tentatives de regroupement des droites dans les années trente », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, n° 109-3, 2002, p. 70.

²⁵ Kestel, *La conversion en politique*, *op. cit.*, p. 170.

²⁶ *La Dépêche de Brest*, 19 avril 1937.

²⁷ D. Wolf, *Doriot, du communisme à la collaboration*, *op. cit.*, p. 255.

au Front de la Liberté et Doriot les a toutes acceptées ; seulement, le Conseil National du PSF rejette l'adhésion. La Rocque sait effectivement que dans une alliance telle que celle du Front de la Liberté, le parti le plus organisé et le plus dynamique – à savoir le PPF – phagocyterait les autres partis.

Ces difficultés de fondation d'une alliance sont révélatrices des différences de doctrines et d'objectifs existant entre les partis de droite et d'extrême-droite en France au cours de l'entre-deux-guerres. Pierre Milza estime que l'échec du Front de la Liberté a pour conséquence une perte d'audience importante concernant la diffusion du PPF, soit l'effet inverse de celui escompté par cette politique opportuniste²⁸. Jean Vavasseur-Desperriers conclut, lui, que la tentative du Front de la Liberté est le fait de groupes minoritaires en réaction à l'apparition de la puissance hégémonique qu'est le PSF – comme le met en lumière le nombre d'adhérents du parti de La Rocque :

« Il s'agissait là d'une opération montée par deux acteurs principaux, le PPF et la Fédération républicaine, pour faire face à une situation difficile dans un contexte d'affrontement et de recomposition politique, la mise au point d'une organisation confédérale ayant pour objectif essentiel de freiner l'ascension d'un rival jugé dangereux. Son existence ne pouvait donc être que temporaire. »²⁹

Si l'échec du Front de la Liberté ralentit bel et bien la croissance nationale du PPF, elle ne réduit pas à néant les efforts de propagande et de diffusion de ce dernier qui parvient à s'implanter dans plusieurs régions françaises.

3. *Le développement en province*

Fort de son développement en région parisienne sous l'impulsion de Jacques Doriot et de ses soutiens proches, notamment au sein du rayon de Saint-Denis, le PPF s'exporte dans plusieurs régions françaises « traditionnellement favorables à un certain extrémisme de droite³⁰ » telles que la région marseillaise, le couloir rhodanien ou encore certaines grandes villes ainsi qu'en Algérie. Des fédérations régionales sont ainsi créées à Bordeaux par Jean Le

²⁸ Pierre Milza, *Fascisme français : passé et présent*, op. cit., p. 176.

²⁹ Jean Vavasseur-Desperriers, « Les tentatives de regroupement des droites dans les années trente », art. cit., p. 76.

³⁰ Pierre Milza, *Fascisme français : passé et présent*, op. cit., p. 169.

Can, à Marseille derrière Simon Sabiani³¹, ou encore à Lyon sous la direction d'Albert Beugras³².

Ancien communiste implanté à Marseille, Simon Sabiani occupe une position politique et symbolique majeure dans la cité phocéenne, proche de celle d'un « Parrain » de mafia italienne. Son activité, considérée parfois comme celle d'un « politicien-gangster³³ », le conduit notamment à se rapprocher du Comité Secret d'Action Révolutionnaire (CSAR) plus connu sous le nom de « la Cagoule »³⁴. Après avoir pris ses distances avec le communisme au profit d'un rapprochement avec l'idéologie fasciste, Sabiani combat le Front Populaire et se rallie au Parti Populaire Français de Jacques Doriot nouvellement créé. Un important meeting est ainsi organisé par la fédération marseillaise du PPF en présence d'une majorité des membres du Bureau Politique du parti – dont Doriot – le 26 juillet 1936³⁵. Sabiani est même nommé par Doriot membre du Bureau Politique au cours de l'année 1937³⁶. Simon Sabiani reste intransigeant quant à sa position de « Chef » à Marseille et se considère à la fois comme le disciple et l'associé de Doriot³⁷. Bien que sûrement exagérés, les effectifs du PPF à Marseille seraient grimpés à 8 000 adhérents quelques mois seulement après le ralliement de Sabiani au parti³⁸. Rapidement, le sud-est de la France – Marseille, Nice, Cannes, Toulon – devient une des zones d'influence les plus importantes du PPF avec la région parisienne³⁹.

Albert Beugras est, quant à lui, chargé de l'organisation du PPF dans la région lyonnaise à la suite du « Rendez-vous de Saint-Denis » du 28 juin 1936. Il se démène pour recruter de nouveaux adhérents et crée l'hebdomadaire régional du parti, *Attaque*⁴⁰. Jacques Doriot participe même à un congrès du parti organisé pour fêter le premier anniversaire du PPF : la manifestation adopte le modèle nazi très théâtral qui a fasciné Beugras lors d'un voyage en Allemagne plus tôt dans l'année⁴¹. Ce dernier se consacre ainsi, selon les mots de sa fille Marie Chaix, « entièrement [...] à la lutte anticommuniste »⁴² entre 1936 et le début de la guerre.

³¹ Voir Jean-Baptiste Nicolăi, *Simon Sabiani*, Paris, O. Orban, 1991.

³² Dont l'histoire est retracée par l'une de ses filles dans Marie Chaix, *Les lauriers du lac de Constance : chronique d'une collaboration*, Paris, Éd. du Seuil, 1998.

³³ J. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 215.

³⁴ J.-B. Nicolăi, *Simon Sabiani*, op. cit., p. 216-217.

³⁵ *Ibid.*, p. 205.

³⁶ *Ibid.*, p. 220.

³⁷ *Ibid.*, p. 211.

³⁸ *Ibid.*, p. 207.

³⁹ D. Wolf, *Doriot, du communisme à la collaboration*, op. cit., p. 180.

⁴⁰ Marie Chaix, *Les lauriers du lac de Constance*, op. cit., p. 12.

⁴¹ *Ibid.*, p. 26.

⁴² *Ibid.*, p. 27.

En plus de ces implantations locales rapidement devenues départementales puis régionales, il existe des organisations structurées dans quelques villes telles que Clermont-Ferrand, Reims ou Rouen ou dans certains départements très actifs tels que le Var ou les Alpes-Maritimes. Ces fédérations sont l'expression de la croissance nationale du parti de Doriot, mais, selon Jean-Paul Brunet, elles ne permettent toutefois pas de considérer le PPF comme une organisation stable et structurée, le parti manquant de consistance et de présence dans une plus large partie du pays⁴³.

A l'échelle de la Bretagne, Dieter Wolf dénombre, entre 1936 et 1939, l'existence de 13 sections dont 4 « sections actives » et 9 « sections virtuelles »⁴⁴. Il s'agit, pour les premières, de sections organisant des réunions régulières – au moins cinq par an – et, pour les secondes, de sections n'agissant que de façon intermittente et difficilement maintenues en vie.

Malgré les efforts de Jacques Doriot, le développement du PPF hors de son fief de Saint-Denis est contesté. En effet, Doriot se démène pour diffuser la propagande de son parti et organise de nombreux meetings et réunions dans toute la France. En un seul week-end du mois de mai 1938, il intervient à Toulon, Marseille, Lyon et Montlhéry⁴⁵. Ces efforts semblent récompensés par l'augmentation du nombre d'adhésions au PPF et l'expansion spatiale et idéologique du parti.

Toutefois, l'organisation de réunions publiques est rendue délicate dans plusieurs municipalités, notamment à cause d'une mobilisation du PCF et de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO). Tous les meetings annoncés par le PPF entraînent la mise en place d'une contre-propagande du PCF, suivi par la SFIO. Les communistes et les socialistes font ainsi non seulement pression sur l'opinion dans plusieurs villes censées accueillir des réunions du parti de Doriot, mais aussi sur les municipalités pour qu'elles refusent l'autorisation de réunion. Cette stratégie porte parfois ses fruits puisqu'une réunion est interdite au dernier moment à Montpellier en octobre 1936⁴⁶. Surtout, la grande majorité des réunions prévues par le Parti Populaire Français est le théâtre de violences. Une réunion marseillaise donne ainsi lieu à des affrontements violents entre soutiens de Sabiani et militants du PCF en juillet 1936⁴⁷.

⁴³ Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot, op. cit.*, p. 230.

⁴⁴ D. Wolf, *Doriot, du communisme à la collaboration, op. cit.*, p. 219-220.

⁴⁵ Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot, op. cit.*, p.228.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 216.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 213.

Jacques Doriot est même victime de plusieurs attentats dans le cadre de réunions publiques – sa voiture est par exemple mitraillée à Mézières. Plusieurs réunions publiques organisées par le PPF ou par leurs adversaires politiques sont sujettes à ces violences. Une réunion du PPF à Carrières-sous-Poissy débouche ainsi sur une bagarre avec plusieurs membres de la Confédération Générale du Travail (CGT)⁴⁸.

« Partout, le PPF dut s'imposer par la force. Il y réussit partiellement⁴⁹ ». Tel est le constat dressé par Jean-Paul Brunet à la suite de son étude sur Jacques Doriot et le PPF. Le parti met en place un service d'ordre qui se radicalise au cours des réunions et donc des affrontements avec les militants communistes – et socialistes dans une moindre mesure. Toutefois, ces événements violents et les interdictions des réunions du parti ont pu avoir pour conséquence d'éloigner du parti de Doriot une partie de la bourgeoisie de droite⁵⁰, freinant l'expansion sociale et géographique du PPF.

Il est donc à noter que les objectifs des dirigeants du PPF sont quasiment toujours contrariés par la mobilisation du PCF et de la SFIO lorsque ceux-ci tentent d'exporter les idées et l'organisation de leur parti hors de région parisienne et même plus simplement de Saint-Denis. Pour autant, l'opposition du PCF s'effrite à mesure que le Front Populaire se fragilise et le PPF parvient à se développer, entre 1937 et 1938, hors des régions très urbanisées déjà citées et des métropoles qui lui sont déjà plutôt favorables.

Justement, se pose la question de la compatibilité entre l'idéologie et l'organisation du PPF et une potentielle implantation dans des régions rurales et cléricales – comme c'est majoritairement le cas dans le Finistère – *a priori* moins propices à la diffusion du parti doriotiste. En effet, Doriot entend créer un mouvement national de regroupement des Français – à l'exception des communistes, naturellement – et de réforme des institutions⁵¹. Toutefois, la doctrine du parti peut-elle séduire la population finistérienne ?

D'abord, le Finistère connaît une forte tradition politique de droite. En effet, les droites remportent les élections de l'entre-deux-guerres avant 1936 et sont particulièrement implantées

⁴⁸ *La Dépêche de Brest*, 29 mars 1937.

⁴⁹ Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot, op. cit.*, p. 218.

⁵⁰ D. Wolf, *Doriot, du communisme à la collaboration, op. cit.*, p. 183.

⁵¹ Philippe Burrin, *La dérive fasciste, op. cit.*, p. 308.

dans le nord du département⁵². Or le PPF cherche, à partir de 1936, à mettre à profit une hostilité à l'égard de la gauche et notamment des communistes et des socialistes. Mais, dans le Finistère, ces tendances de gauche sont d'ores et déjà minoritaires et les droites – dont les idéologies sont plus modérées que celle du PPF – semblent très solidement ancrées dans leurs bastions. De ce fait, il semble que le département présente une situation peu favorable au PPF dans la mesure où l'hostilité à la gauche est déjà cristallisée au sein de tendances de droite majoritaires et peu volatiles.

En outre, le cléricanisme, présent dans les comportements et les mentalités finistériens, peut jouer en défaveur du PPF. En effet, la société finistérienne est caractérisée par la prégnance de l'Eglise catholique, ce qui amène Jean-Paul Sénéchal à souligner cette « Eglise omniprésente⁵³ ». Mais la doctrine du PPF, pas particulièrement cléricale, ne semble pas propice à une séduction des catholiques. Ainsi, même si Doriot prône un traditionalisme culturel et un certain spiritualisme, ce dernier n'est pas axé sur un soutien du catholicisme. Robert Soucy note par ailleurs qu'à l'inverse des mouvements fascistes antérieurs – le Faisceau de Valois et les Croix-de-Feu – qui s'appuyaient sur une majorité conservatrice et catholique, la base partisane du PPF est avant tout composée d'ouvriers et d'anticléricaux⁵⁴.

Néanmoins, la doctrine du PPF peut séduire une certaine frange de la population finistérienne. Par exemple, la doctrine économique et sociale du parti est axée autour d'une exaltation de l'anticapitalisme et d'une volonté de justice sociale. Cela se traduit par un attrait pour le corporatisme ainsi que pour la paysannerie et les classes moyennes⁵⁵. Or un certain corporatisme est déjà mis en place dans le département *via* l'Office Central de Landerneau. De plus, comme l'a souligné Jean-Paul Sénéchal, la société finistérienne est particulièrement rurale⁵⁶ et pourrait donc être attirée par la doctrine populaire du parti de Jacques Doriot.

Ainsi donc, l'environnement très rural et cléricale finistérien ne semble pas promouvoir un terreau favorable à l'implantation du Parti Populaire Français dans le département. Et, effectivement, cette observation est amenée à se vérifier. Toutefois, le PPF fait preuve d'une certaine habileté politique dans ses méthodes de recrutement et de propagande et semble se développer malgré tout dans certains points du département.

⁵² Jean-Paul Sénéchal, *Le Finistère du Front Populaire, lutte pour l'hégémonie et logique de blocs*, *op. cit.*, p. 134-158.

⁵³ *Ibid.*, p. 80.

⁵⁴ Robert Soucy, *Fascismes français ?*, *op. cit.*, p. 308.

⁵⁵ Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, *op. cit.*, p. 257.

⁵⁶ Jean-Paul Sénéchal, *Le Finistère du Front Populaire, lutte pour l'hégémonie et logique de blocs*, *op. cit.*, p. 181.

Enfin, comme l'exprime Philippe Burrin, le PPF « avait connu grâce aux conditions de l'été 1936 un bref succès que la disposition de fonds importants en provenance d'une partie du grand patronat n'avait pu suffire à transformer en percée : il lui faudrait désormais lutter contre le courant⁵⁷ ». Autrement dit, le PPF n'est pas parvenu à promouvoir un modèle de rassemblement national au cours de ses premiers mois d'existence et doit, à partir de 1937, se présenter comme un parti politique qui n'est pas totalement inclus dans le jeu politique classique, ce qui ne l'empêche pas de continuer à croître, notamment dans le Finistère.

⁵⁷ Philippe Burrin, *La dérive fasciste, op. cit.*, p. 314.

B. La première section brestoise et la scission landernéenne

L'implantation du PPF dans les départements de province est la suite logique du développement d'un parti avant tout parisien. La formation de sections finistériennes marque l'aboutissement d'une massification – toute relative – d'un parti rapidement d'envergure nationale.

1. *La première section finistérienne est créée à Brest*

L'attestation de la présence du Parti Populaire Français dans le Finistère n'occupe qu'une place très ténue dans les archives du département ; c'est aussi ce que fait remarquer Jean-Paul Sénéchal dans sa thèse sur la période du Front Populaire dans le Finistère⁵⁸. En effet, si la série W intitulée « Archives publiques postérieures à 1940 » peut fournir de nombreuses informations sur l'organisation et la structure du parti à partir de 1940, la série M « Administration générale et Economie » concernant notamment la III^e République semble peu satisfaisante pour des recherches sur le PPF avant l'année 1940.

Néanmoins, la présence du parti de Jacques Doriot est bien attestée par ces archives. En effet, un rapport de l'inspecteur de police Creff daté du 17 décembre 1943⁵⁹ propose un bilan de l'activité du PPF dans la région brestoise depuis son apparition en 1936. Ce rapport s'attarde particulièrement sur l'activité du parti en 1942 et 1943, période de réalisation d'actions de propagande, de réunions publiques et *in fine* de croissance du parti dans le département. Pour autant, le début du rapport présente l'apparition du PPF dans le Finistère et explique : « Le P.P.F. dont le représentant à Brest, depuis 1936 était un nommé TIXIER, ne groupait que quelques éléments, dont DESROCHES, président de l'Union Nationale des Anciens Combattants⁶⁰ ». Ainsi, le Parti Populaire Français de Jacques Doriot s'est effectivement étendu jusque dans le Finistère lors de l'année de sa création en 1936. Même si le rapport ne le précise pas, on peut estimer que cette apparition fut progressive et très peu dense, comme l'évoque le rapport des Renseignements Généraux en faisant état uniquement de « quelques membres⁶¹ ».

⁵⁸ Jean-Paul Sénéchal, *Le Finistère du Front Populaire, lutte pour l'hégémonie et logique de blocs*, op. cit., p. 876.

⁵⁹ ADF, 208J179, Rapport de l'inspecteur de police Creff au commissaire principal et chef des Renseignements Généraux à Brest, 17 décembre 1943.

⁶⁰ En majuscules dans le texte.

⁶¹ *Ibid.*

Il n'est *a priori* pas étonnant de retrouver parmi les individus fondateurs d'une structure du PPF à Brest des membres de l'Union Nationale des Anciens Combattants (UNC), dont le président de l'antenne brestoise Daniel Desroches. En effet, selon Jean-Paul Brunet, Doriot, s'est toujours érigé contre la guerre et est même « possédé par une véritable phobie de la guerre⁶² » depuis son expérience de soldat de 14-18. Or cette volonté de ne pas reproduire les horreurs de la Première Guerre mondiale est partagée par la majorité des anciens Poilus membres de l'UNC, ce qui a pu conduire à un certain soutien du PPF comme cela fut le cas à Brest.

Toutefois, les archives disponibles ne permettent pas de saisir plus précisément les modalités du développement local du PPF à Brest. Dans cette situation, le dynamisme de la section et le nombre de ses membres restent obscurs.

De son côté, Jean-Paul Sénéchal estime que le PPF n'apparaît que tardivement dans le Finistère, lors d'une réunion en février 1938 à Landerneau⁶³. Un rapport du Commissariat Spécial de Brest au préfet du Finistère du 23 juin 1938⁶⁴ laisse en effet penser que la section brestoise du PPF disparaît rapidement ou que son activité et le nombre de ses membres sont si faibles qu'ils ne méritent pas d'être cités dans une note sur l'activité du PPF dans la région brestoise. Le rapport du commissaire divisionnaire de la Police Spéciale précise que « le seul groupe existant se trouve à Landerneau et est de date récente⁶⁵ ». Aucune mention n'est faite d'une section brestoise sous la direction d'un nommé Tixier ou Desroches, ce qui sous-entend peut-être que ce groupe brestois a périclité faute d'activité et de recrutement. Toutefois, aucune certitude n'est possible sur ce dernier point, faute de sources pour tenter de saisir l'évolution de la structure brestoise du PPF.

Pour autant, une trace de l'activité du PPF à Brest est visible dans un rapport du Commissariat spécial de Brest au préfet du Finistère et au sous-préfet de Brest daté du 13 décembre 1937⁶⁶. Il s'agit d'une copie d'affiches diffusées dans les rues de Brest et apposées sur les murs de la ville. Est présentée d'abord l'affiche antibolchévique « Moscou veut la

⁶² Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot, op. cit.*, p. 187.

⁶³ Jean-Paul Sénéchal, *Le Finistère du Front Populaire, lutte pour l'hégémonie et logique de blocs, op. cit.*, p. 876.

⁶⁴ ADF, 1M227, Rapport du Commissariat Spécial de Brest au préfet du Finistère, 23 juin 1938.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ ADF, 1M227, Rapport du Commissariat Spécial de Brest au préfet du Finistère, 13 décembre 1937.

guerre » dans laquelle sont critiqués le soutien de l'URSS aux communistes espagnols ainsi que la demande de Moscou d'une intervention française en faveur de ces communistes engagés dans la guerre civile en Espagne. Une seconde affiche présente les citations du général Dusseigneur, « emprisonné comme malfaiteur⁶⁷ ».

Ces marques de propagande brestoïse de la part du PPF à la fin de l'année 1937 sont l'illustration du maintien d'une activité politique dans la ville, constat qui tend à orienter vers l'hypothèse selon laquelle le rapport du 23 juin 1938 déjà cité ou bien ne s'intéresse volontairement pas à l'existence d'un groupe PPF à Brest, même peu actif et peu développé, ou bien oublie de le mentionner faute d'activité suffisante ou parce que l'auteur du rapport se concentre sur la région précise de Landerneau. Enfin, il est possible que l'activité déjà faible du PPF à Brest ait complètement disparu au cours de l'année 1938, à l'aube de la première grave crise du parti.

C'est ce que semblent confirmer d'autres témoignages de propagande enregistrés par les Renseignements Généraux. Il existe ainsi des copies d'affiches du parti aux Archives Municipales de Brest ayant été diffusées dans les rues de Brest à la fin de l'année 1937 et au début de l'année 1938. Il s'agit d'une part du tract « France libère-toi » daté de décembre 1937⁶⁸ qui lance un appel à la Résistance contre le parti communiste qui ne « poursuit qu'un but : FAIRE DE LA FRANCE EN EUROPE OCCIDENTALE LE SOLDAT DE STALINE⁶⁹ ». La manifestation de la propagande du PPF à Brest est également rappelée dans un rapport du Commissariat Spécial de Brest au préfet du Finistère du 4 janvier 1938⁷⁰. Preuve du fonctionnement de la section brestoïse au cours des premiers mois de 1938, une seconde affiche intitulée « A bas l'union nationale pour la guerre, vive l'union nationale anti-marxiste pour la paix⁷¹ » s'inscrit dans la critique continue du communisme de la part de Doriot et de son parti. Publiée et diffusée en mars 1938, elle met en exergue le maintien d'une activité du parti à Brest

Ainsi donc, même si l'activité du groupe brestoïse est discutée, le PPF se développe bel et bien dans le Finistère au cours des premières années du parti, plus précisément dans la région de Landerneau.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ AM Brest, 2I46, Surveillance du PPF, 1937-1938.

⁶⁹ *Ibid.*, en majuscules dans le texte.

⁷⁰ ADF, 1M140, Rapport du Commissariat Spécial de Brest au préfet du Finistère, 4 janvier 1938.

⁷¹ AM Brest, 2I46, Surveillance des partis politiques, PPF, 1937-1938.

2. *La scission du Parti Social Français à Landerneau*

Le Parti Social Français (PSF) est un parti politique d'extrême-droite dirigé par le colonel de La Rocque qui a pris la relève de la ligue des Croix de Feu, interdite en 1936 alors qu'elle regroupait plus de 700 000 membres dès 1935⁷². Le parti de La Rocque est sujet à de virulents débats historiographiques concernant sa classification politique entre fascisme et conservatisme républicain. D'un côté, certains historiens pensent les Croix de Feu et le PSF comme un mouvement conservateur de masse, sans toutefois qu'il ne revête un caractère révolutionnaire fasciste. C'est par exemple la position de René Rémond qui évoque même les Croix de Feu comme un « scoutisme politique pour grandes personnes⁷³ ». Mais cette opinion est fortement critiquée par certains spécialistes. Laurent Kestel met ainsi en évidence que le PSF et le PPF possèdent davantage de points communs que la majorité des études menées sur ces partis ne le laissent penser⁷⁴. Zeev Sternhell présente le PSF comme fasciste – bien qu'il puisse ne pas être l'essence même de ce courant⁷⁵ –, tout comme l'écrit Robert Soucy⁷⁶.

Le mouvement Croix de Feu apparaît dans le Finistère à partir de l'année 1933 dans les villes de Landerneau et de Quimper avant de s'étendre à Brest et Morlaix l'année suivante⁷⁷. La ligue fait vite état de 20 sections et 45 délégations locales dans le département⁷⁸, regroupant plus de 3 500 membres lors de sa transformation en Parti Social Français en 1936⁷⁹. Il possède les caractéristiques suivantes⁸⁰ : forte attraction sur les associations d'anciens combattants, actions de propagande nombreuses – réunions privées, meetings, presse –, mise en place d'un service d'entraide sociale, antimarxisme exacerbé et valeurs morales conservatrices – la famille et l'Eglise sont la base de la nation. Le PSF est donc comme la grande force politique de la droite finistérienne. Christian Bougeard souligne ainsi que le PSF « apparaît comme une force majeure dans la recomposition des droites finistériennes de 1936 à 1940⁸¹ ».

⁷² Zeev Sternhell (dir), *L'histoire refoulée : La Rocque, les Croix de feu et la question du fascisme français*, Paris, Les éditions du Cerf, 2019, p. 122.

⁷³ Rémond, *Les droites en France*, op. cit., p. 214.

⁷⁴ Laurent Kestel, « Au-delà des étiquettes : analyse comparée du PSF et du PPF », dans Zeev Sternhell (dir), *L'histoire refoulée*, op. cit., p. 119-140.

⁷⁵ Zeev Sternhell (dir), *L'histoire refoulée*, op. cit., p. 16.

⁷⁶ Robert Soucy, *Fascismes français ?*, op. cit., p. 439-442.

⁷⁷ Jean-Paul Sénéchal, *Finistère du Front Populaire, lutte pour l'hégémonie et logique de blocs*, op. cit., p. 854.

⁷⁸ Bruno Le Roux, *Le mouvement Croix de Feu et le PSF dans le Finistère*, Mémoire de maîtrise, Brest, Université de Bretagne Occidentale, 1996, p. 23.

⁷⁹ Jean-Paul Sénéchal, *Finistère du Front Populaire, lutte pour l'hégémonie et logique de blocs*, op. cit., p. 857.

⁸⁰ Bruno Le Roux, *Le mouvement Croix de Feu et le PSF dans le Finistère*, Mémoire de maîtrise, Brest, Université de Bretagne Occidentale, 1996.

⁸¹ Christian Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne*, op. cit., p. 195.

Le mouvement Croix de Feu-PSF est particulièrement implanté à Landerneau, à partir de 1933, sous l'impulsion d'Eugène Leclerc, militaire à la retraite et membre de l'UNC qui devient le délégué régional des Croix de Feu puis du Parti Social Français après la dissolution de la ligue. Landerneau occupe ainsi une place de centre névralgique du mouvement dans le Finistère du fait de l'implantation locale d'Eugène Leclerc. Mais c'est précisément à Landerneau que s'opère une scission au sein de la section du PSF de la ville.

En effet, un rapport du commissaire de police de Landerneau au sous-préfet de Brest en date du 4 février 1938 souligne la création d'une section du Parti Populaire Français⁸². Le rapport présente un chiffre de 25 membres environ, concernant la taille de cette section. Il est surtout à remarquer que tous les adhérents du PPF ou presque sont issus du PSF du colonel de La Rocque, comme le précise la note du commissaire de police : « La naissance de cette section va porter un gros préjudice au P.S.F. local, car ces 25 adhérents sont à peu près tous des dissidents du groupe de LA ROCQUE⁸³ ». La création d'une section du PPF est intervenue à la suite d'une réunion au cours de laquelle le programme du parti a été présenté et commenté par les dirigeants locaux De Penanros et Radiguet.

La scission du PSF au profit du PPF dans le Finistère au cours de ce début d'année 1938 met une nouvelle fois en évidence – ici dans un cadre local – l'opposition entre ces deux organisations dans un contexte de concurrence, notamment à l'extrême-droite du champ politique. Jean-Paul Sénéchal précise que cette scission s'opère à la fois sur le terrain politique mais aussi professionnel : le PSF de Leclerc et l'Office Central dirigé par Budes de Guébriant entretiennent selon lui de mauvaises relations, ce qui a pu conduire certains employés à créer une section du PPF, peut-être avec l'aval de Guébriant⁸⁴. D'autre part, cette scission pourrait être mue par des reproches à l'encontre de la modération du PSF, en comparaison à l'extrémisme croissant du PPF.

La présence du PPF à Landerneau se renforce au cours des mois suivants la création de la section locale. Effectivement, une nouvelle réunion privée se tient au mois de mai 1938⁸⁵. Elle

⁸² ADF, 1M227, Rapport du commissaire de police de Landerneau au sous-préfet de Brest, 4 février 1938.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ Jean-Paul Sénéchal, *Le Finistère du Front Populaire*, *op. cit.*, p. 876.

⁸⁵ ADF, 1M227, Rapport du commissaire de police de Landerneau au sous-préfet de Brest, 9 mai 1938.

fait cette fois-ci intervenir des notables locaux et notamment le maire de la commune de Dirinon Mr De Dieuleveult en tant que président de ce rassemblement, ainsi que des responsables nationaux du PPF : le délégué régional du parti en Bretagne Louis Raison et le Secrétaire Général du Parti Henri Barbé. Cette réunion étant tenue en présence de responsables majeurs du parti, l'organisation du Parti Populaire Français entre dans une nouvelle dimension. Son expansion dans le Finistère coïncide avec la croissance nationale du parti observée dans la publication du nombre d'adhérents par *L'Emancipation Nationale* jusqu'en 1938 – bien que les chiffres soient gonflés, l'ordre de grandeur du développement présenté reste vraisemblable.

La réunion organisée le 8 mai 1938 rassemble ainsi environ 150 personnes selon le rapport du commissariat de police de Landerneau. De Dieuleveult est assisté d'un entrepreneur landernéen, Leroux, et d'un des responsables de la scission du PSF ayant entraîné la création de la section du PPF à Landerneau, De Penanros. Les discours tenus par les différents intervenants locaux, régionaux et nationaux s'attardent sur plusieurs points : félicitations pour le rapide développement de la section de Landerneau, exposition de la lutte acharnée contre Moscou et le bolchevisme et enfin critique des grèves de 1936-1938 tout en soutenant les grévistes pour les séduire.

Le commissaire de police de Landerneau Maginel conclut son rapport sur une précision concernant l'auditoire présent à la réunion. Il souligne : « Je crois néanmoins qu'une assez forte proportion de ces auditeurs n'étaient pas des Doriotistes⁸⁶ ». Quand bien même une majorité de l'auditoire n'était pas des sympathisants du PPF, il est à noter que l'entrée de la réunion était accessible uniquement sur présentation d'une invitation. Et même si ces invitations ont pu être largement diffusées, le nombre d'auditeurs présents à cette réunion met en lumière une réelle curiosité politique, idéologique ou professionnelle à l'égard du Parti Populaire Français dans la région de Landerneau.

Dans un rapport du Commissaire Divisionnaire de la Police Spéciale au préfet du Finistère en date du 23 juin 1938⁸⁷, il est précisé que la section landernéenne du PPF est le seul groupe existant du parti dans la région de Brest. A la date du rapport, le 23 juin, l'activité de la section « s'est bornée jusqu'à là à trois ou quatre réunions privées⁸⁸ ».

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ ADF, 1M227, Rapport du commissariat spécial de Brest au préfet du Finistère, 23 juin 1938.

⁸⁸ *Ibid.*

Finalement, il apparaît que le Parti Populaire Français parvient à prendre pied dans le département du Finistère entre 1936 et 1938. Mais ce développement est-il suffisant pour insuffler un mouvement assez diffus pour présenter des candidats en son nom lors d'élections ?

3. Des élus PPF ?

A Douarnenez, la question d'une implantation du PPF peut être posée concernant Daniel Le Flanchec, le maire de la ville de 1924 à 1940. D'une part, il possède plusieurs points communs avec Jacques Doriot. Ils sont tous les deux des dissidents du Parti Communiste – que Le Flanchec quitte en 1936 – et sont de plus parvenus à maintenir leur mandat de maire à la suite de leur scission. En outre, ils bénéficient d'une réputation d'hommes forts et charismatiques et sont appréciés dans leur municipalité. Ils sont de ce fait souvent associés et comparés, à tel point que Le Flanchec peut être parfois qualifié de « Doriot breton⁸⁹ ». Enfin, Jean-Michel Le Boulanger précise dans son étude sur Le Flanchec⁹⁰ qu'il existe des liens d'amitié entre les deux hommes.

Assez naturellement s'opère ainsi un rapprochement entre Le Flanchec et le Parti Populaire Français. Dans un premier temps, la presse du PPF *La Liberté*⁹¹ s'empare de la victoire de Le Flanchec lors des élections municipales de 1937. En effet, le maire sortant a battu l'opposition communiste cette année-là. Insistant dans un premier temps sur la défaite des communistes, l'organe du PPF met en lumière la dissidence du maire de Douarnenez et la salue : « Il est réélu. *L'Humanité* ne dit pas un mot de cette élection, nous le faisons pour elle⁹² ». La même année, Doriot demande à Le Flanchec d'intervenir lors d'un meeting de son parti organisé à Saint-Denis dans le cadre de la campagne des élections municipales. Cette venue du maire de Douarnenez fait la une de *La Liberté*, note Jean-Michel Le Boulanger. Effectivement, l'organe de presse du PPF titre le 18 juin : « Daniel Le Flanchec, héros de la lutte pour le pain et représentant du courage breton, parlera ce soir à Saint-Denis⁹³ ».

⁸⁹ Thomas Perrono, « Daniel Le Flanchec, le Doriot breton ? », *En Envoy, revue d'histoire contemporaine en Bretagne*, en ligne, URL : http://enenvoy.fr/eo_actu/entredeuxguerres/daniel_le_flanchec_le_doriot_breton.html [consulté le 15/05/2021].

⁹⁰ Jean-Michel Le Boulanger, *Ni Dieu, ni maître ? Flanchec 1881-1944 ou l'étrange parcours d'un insoumis*, Douarnenez, Mémoires de la ville, 1997, p. 210.

⁹¹ Organe de la presse quotidienne du PPF, racheté par Doriot en 1937.

⁹² *La Liberté*, 2 février 1937 ; cité par J-M Le Boulanger, *Ni Dieu, ni maître ? Flanchec 1881-1944 ou l'étrange parcours d'un insoumis*, op. cit., p. 210.

⁹³ *La Liberté*, 18 juin 1937 ; cité par J-M Le Boulanger, *Ni Dieu, ni maître ? Flanchec 1881-1944 ou l'étrange parcours d'un insoumis*, op. cit., p. 214.

Pour autant, et ce malgré les rapprochements entre Doriot et Le Flanchec, est-il possible d'apposer une étiquette de doriote à au maire de Douarnenez à partir de 1936 ou 1937 ? Jean-Michel Le Boulanger souligne que la participation de Le Flanchec au meeting de juin 1937 fut le seul rapprochement réel entre ce dernier et le PPF, excepté sa relation d'amitié avec Doriot. Ainsi, le nom de Le Flanchec ne figure sur aucun rapport de réunions du PPF dans le Finistère ni sur les listes des adhérents du parti. Toutefois, il est précisé que Le Flanchec est un « sympathisant du P.P.F.⁹⁴ », même si ce constat semble uniquement fondé sur l'amitié de celui-ci avec Doriot.

En fait, il est possible d'avancer que l'étiquette de doriote apposée à Le Flanchec pour le reste de sa vie le fut plutôt à tort, comme le souligne Christian Bougeard⁹⁵. Effectivement, sa relation avec Jacques Doriot – illustrée par une accolade lors du meeting de Saint-Denis – lui vaut d'être qualifié de doriote, bien qu'il n'ait plus de lien avec le PPF par la suite et s'oppose même à des membres du parti au sein du Conseil municipal de Douarnenez en 1940⁹⁶.

Un second cas de potentiel élu du parti doriote apparaît dans le Finistère au cours de la même période. En effet, lors des élections cantonales de 1937, un candidat d'origine aristocratique, le Baron Foy, se présente sous l'étiquette de conservateur et est élu face à Albert Le Bail dans le canton de Plogastel-Saint-Germain. *A priori* sans liens avec le Parti Populaire Français, l'élection du Baron Foy prend une autre tournure après l'utilisation de cette victoire électorale par l'organe de presse du PPF, *L'Emancipation Nationale*.

Effectivement, en octobre 1937, le journal du parti présente les trois conseillers généraux de l'organisation doriote élus sur l'ensemble du territoire français. Parmi ces derniers figure le Baron Foy qui aurait alors été membre du PPF sans en avoir porté l'étiquette lors des élections. Cette situation laisse imaginer plusieurs possibilités. Bien qu'il ait affirmé avoir fait partie du mouvement des Croix de Feu, le Baron Foy avait nié appartenir au PSF⁹⁷ – encore moins au PPF donc. Ou le Baron Foy, sans être membre du PPF, fut un de leur sympathisant dans la région, ce qui a entraîné son identification comme élu du PPF à l'issue des élections. Ou bien l'étiquette de conservateur utilisée lors de sa campagne a conduit à une

⁹⁴ ADF, 4M490, Rapport du préfet du Finistère au ministre de l'Intérieur, 3 mars 1938 ; cité par Jean-Michel Le Boulanger, *Ni Dieu, ni maître ? Flanchec 1881-1944 ou l'étrange parcours d'un insoumis*, op. cit., p. 220.

⁹⁵ Christian Bougeard, *Les forces politiques*, op. cit., p. 169.

⁹⁶ En effet, les nommés Carn, Bord et Pensec forment un noyau PPF au sein de la municipalité et participent même au Congrès du parti en 1942. Eugène Carn succède à Le Flanchec au poste de maire de Douarnenez en 1940.

⁹⁷ *Le Citoyen*, 23 octobre 1937.

instrumentalisation politique de la part de *L'Emancipation Nationale* – et donc du Bureau Politique du PPF – à des fins de propagande.

Même si, comme le met en lumière Laurent Kestel, « l'idéologie n'est pas à la racine de l'action »⁹⁸, l'étude de Jean-Michel Le Boulanger permet de mieux saisir l'idéologie soutenue par le Baron Foy et ainsi ses liens avec le PPF. En effet, bien que classé à droite par la préfecture, le Baron Foy soutient une doctrine extrémiste proche de celle du PPF : admirateur de Mussolini et antiparlementaire, il représente l'un des symboles de l'extrême-droite finistérienne⁹⁹.

Amère, l'équipe perdante d'Albert Le Bail prend position contre l'hypocrisie du Baron Foy après ces élections cantonales d'octobre 1937. En effet, l'hebdomadaire de Le Bail, *Le Citoyen*, publie le 23 octobre 1937¹⁰⁰ un article intitulé « Le Baron Foy doriotiste » dans lequel il est précisé : « Par contre, il ne s'était pas vanté de s'être mis à la remorque du renégat Doriot, l'homme qui au moment de la guerre du Maroc¹⁰¹ poignardait dans le dos nos soldats engagés dans la bataille¹⁰² ». Dieter Wolf précise que l'implication de Doriot auprès d'Abd El-Krim pendant la guerre du Rif lui a valu d'attacher « si solidement [son] nom au complexe de “menées antinationales et de trahison” qu'il ne devait plus parvenir ensuite à faire revenir l'opinion française de cette idée admise une fois pour toute¹⁰³ ». Preuve en est que cette partie de sa carrière politique le suit jusque dans les années 1930. Mais l'hebdomadaire fait ici surtout référence à l'affirmation du Baron Foy selon laquelle ce dernier n'était pas membre du PSF de La Rocque – malgré sa sympathie pour les Croix de Feu – mais sans évoquer une potentielle appartenance au PPF de Doriot. L'auteur de l'article conclut : « Plus d'un brave cultivateur de Landudec ou de Pouldreuzic, trompé une fois de plus par une campagne hypocrite, sera un peu ahuri d'apprendre qu'il a voté pour Doriot¹⁰⁴ ». Ainsi, l'équipe de Le Bail penche pour une hypothèse qui se situe entre les deux présentées : le Baron Foy aurait été membre ou sympathisant du PPF mais sans le préciser lors de la campagne électorale.

⁹⁸ Laurent Kestel, *La conversion en politique*, op. cit., p. 9.

⁹⁹ J.-M. Le Boulanger, *Ni Dieu, ni maître ? Flanchec 1881-1944 ou l'étrange parcours d'un insoumis*, op. cit., p. 219.

¹⁰⁰ *Le Citoyen*, 23 octobre 1937, cité par Jean-Paul Sénéchal, *Le Finistère du Front Populaire*, op. cit., p. 877.

¹⁰¹ L'invective fait référence à l'intervention possible de Doriot en faveur d'Abd El-Krim au Maroc lors de la guerre du Rif. Concernant ce conflit, lire Vincent Courcelle-Labrousse et Nicolas Marmié, *La Guerre du Rif : Maroc, 1921-1926*, Paris, Tallandier, 2008.

¹⁰² *Le Citoyen*, 23 octobre 1937.

¹⁰³ Dieter Wolf, *Doriot, du communisme à la collaboration*, op. cit., p. 41.

¹⁰⁴ *Le Citoyen*, 23 octobre 1937.

Enfin, même s'il est possible d'évoquer la présence d'élus du Parti Populaire Français dans le Finistère entre 1936 et 1938, cette dernière appellation doit être nuancée par la réalité ambiguë de l'appartenance au PPF de Le Flanche et du Baron Foy. Surtout, le développement apparent du parti de Doriot dans le département est de courte durée et les différentes crises des années 1938 et 1939 s'avèrent fatales au parti – non seulement dans le Finistère mais aussi plus généralement en France.

C. L'évolution de la situation politique française intérieure et extérieure aboutit à la disparition du parti dans le département

Malgré des débuts réussis marqués par la création de sections locales sur l'ensemble du territoire métropolitain, le Parti Populaire Français, rongé par des conflits internes, ne peut faire face aux événements internationaux et disparaît au début de la Seconde Guerre mondiale, dans l'attente de son renouveau.

1. *Fin du Front Populaire*

Le Front Populaire – dont l'idée essentielle du rapprochement entre communistes et socialistes était notamment prônée par Doriot avant d'entraîner son exclusion du PCF – a porté la gauche au pouvoir. Toutefois, cette alliance gouvernementale ne tient qu'une année. En effet, le Front Populaire fait face à de nombreux adversaires. Dans un premier temps, il s'agit de tensions internes : des dissensions entre Léon Blum et les communistes interviennent dès 1936. Mais plus largement, le Front Populaire cristallise un « regain de la violence politique¹⁰⁵ » : l'année 1936 est marquée par la naissance de partis nationalistes voire fascistes comme le PPF et le PSF ainsi que par les déferlements de l'anticommunisme et de l'antisémitisme – notamment à l'égard de Léon Blum – tandis que le gouvernement doit surmonter plusieurs crises – affaire Salengro, complot terroriste de la Cagoule. Bien que le Front Populaire survive quelques mois sous les gouvernements de Chautemps puis de Blum à nouveau, Daladier s'appuie, à partir de 1938, sur une majorité de centre-droit et met fin à la coalition des gauches.

La disparition du Front Populaire aboutit particulièrement à l'affaiblissement du communisme dans le champ politique et social français. Cette évolution est lourde de conséquence pour le Parti Populaire Français de Jacques Doriot. En effet, l'anticommunisme correspond à un élément fondamental de la doctrine du parti, caractère exacerbé dans l'opposition au Front Populaire, alliance qui avait permis aux communistes de se rapprocher du pouvoir. Seulement, l'arrivée de Daladier en 1938 et le recul forcé du communisme en France à cette date entraînent une perte d'identité du parti doriotiste. Ainsi, le PPF, anticommuniste par essence, perd le principal moteur de son combat politique et idéologique en France – Doriot et son parti restent très violents à l'égard du stalinisme.

¹⁰⁵ Patrice Touchard et al., *Le siècle des excès: de 1870 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 2010, p. 365.

Même si cette perte d'identité partielle dans la doctrine du PPF ne doit pas être surestimée, elle a pu avoir des conséquences concernant le dynamisme du parti en France et notamment dans le Finistère. Elle coïncide par exemple avec la stagnation puis la chute des effectifs du PPF à partir de 1938¹⁰⁶.

Comme cela fut le cas dans le Finistère, l'activité du parti de Doriot entre progressivement dans un premier sommeil à partir de 1938, sommeil dont il ne se réveillera que difficilement après 1941. Mais la perte de dynamisme du PPF est aussi et surtout imputable à la grave crise interne subie par le parti au cours de cette année 1938, crise dont les conséquences peuvent être sensibles jusque dans le Finistère.

2. *Crise interne au parti*

Les Accords de Munich de 1938 sont l'occasion d'une crise de grande envergure au sein du PPF¹⁰⁷. Pour Doriot, ces accords – entérinant l'incorporation des Allemands des Sudètes tchécoslovaques au sein du Reich – sont un soulagement dans la mesure où ils éloignent la perspective d'une guerre européenne. Toutefois, l'évolution de la situation politique européenne aboutit à la naissance de dissensions au sein du PPF. Doriot, le chef du parti, défend les avantages des Accords de Munich pour la France, mais il est dénoncé au sein même de son parti et accusé de défaitisme. Selon plusieurs membres – ainsi qu'une frange de l'opinion publique – le tournant de Munich met en lumière l'affaiblissement stratégique et diplomatique de la France. Les critiques à l'encontre de Doriot sont renouvelées lors de réunions du Bureau Politique du parti et dans le cadre privé. Elles conduisent finalement plusieurs membres majeurs du PPF à démissionner.

Ainsi, au début de l'année 1939, des responsables et des intellectuels du parti de Doriot qui forment en quelque sorte son état-major abandonnent le navire, dénonçant la recherche d'ambitions personnelles de Doriot au détriment des intérêts du parti. En fait, cette crise cristallise plusieurs reproches adressés au leader du PPF : peu de réactions face aux avancées allemandes et italiennes en Europe, critique de l'opportunisme du parti et enfin déception de la figure du chef qu'est Doriot. Pour Dieter Wolf, bien que les raisons de ces défections soient

¹⁰⁶ Comme le souligne J.-P. Brunet dans sa biographie de Doriot, la presse du PPF tait l'évolution des chiffres d'adhésion à partir de 1938 et les crises traversées par le parti. Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot, op. cit.*, p. 228.

¹⁰⁷ Crise explicitée notamment par Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot, op. cit.*, p. 291-307 et Philippe Burrin, *La dérive fasciste, op. cit.*, p. 329-337.

multiples, la cause fondamentale de la crise réside dans le fait que le PPF « avait fait son temps¹⁰⁸ », notamment dans la mesure où la coalition du Front Populaire venait d'être brisée et que le PPF s'était enfermé dans un simple anticommunisme trop peu fédérateur.

Cette crise nationale du PPF a des conséquences sur l'organisation du parti au cours des années 1938 et 1939. Si Jean-Paul Brunet affirme que le parti n'a pas été affecté en profondeur par cette crise dans la mesure où les démissions ont été rendues de façon discrète, et que Doriot a continué à tenir des réunions pour resserrer la structure de son parti, il semble toutefois pertinent d'observer l'évolution du parti dans le Finistère. Bien que les sections locales de ce département soient très éloignées des sphères de pouvoir du PPF, la crise traversée par le parti entre 1938 et 1939 – alliée à une certaine perte d'identité doctrinale face à l'affaiblissement communiste – fragilise l'organisation locale du parti.

En effet, les crises traversées accaparent l'attention des responsables doriotistes qui cherchent à endiguer la perte de dynamisme du parti et se focalisent donc sur l'échelon national et dirigeant. De cette manière, les considérations pour le développement du PPF dans un environnement local, comme c'est le cas dans le Finistère, ont pu diminuer et ainsi participer au déclin du PPF dans le département.

De plus, la rupture de certains cadres du parti a entraîné par conséquence la disparition de nombreuses subventions – notamment à cause du départ de Pucheu, proche du patronat. Or les finances du PPF, déjà en méforme avant la crise, ne s'en relèvent pas : *L'Emancipation Nationale* est réduite de moitié, *La Liberté* cesse de paraître, et on peut estimer que les subventions allouées aux sections locales du parti s'en trouvent également affectées.

Ainsi, sans verser dans un déterminisme historique, la grave crise traversée par le PPF au cours de l'année 1938 puis en 1939 a pu avoir des conséquences néfastes sur l'organisation du parti dans le Finistère – notamment concernant les finances et l'encadrement partisan. La disparition du PPF de la scène politique finistérienne est parachevée par la mobilisation générale de 1939 puis par l'occupation de la région par les Allemands.

¹⁰⁸ D. Wolf, *Doriot, du communisme à la collaboration*, op. cit., p. 285.

3. *Mobilisation générale de 1939 et interdiction du parti par les Allemands*

Le 3 septembre 1939, la France, à la suite de la Grande-Bretagne, déclare la guerre à l'Allemagne hitlérienne qui vient de lancer son offensive en Pologne. Par la suite, la situation de guerre en France coupe partout les dynamiques partisans. D'abord, la mobilisation générale a pour effets d'éloigner la principale faction responsable de l'activité des partis politiques en France – les jeunes hommes – de leur implantation partisane locale. D'autre part, la guerre s'étend sur le sol français à partir de mai 1940 et ce climat de débâcle et d'exode massif annihile toute vie politique en dehors de l'Assemblée Nationale – qui débat sur les suites à donner à la défaite.

En outre, la France est en partie occupée par les troupes allemandes, comme c'est intégralement le cas de la Bretagne. Philippe Burrin souligne que les débuts de la période d'Occupation ne sont pas propices à la vie politique locale et que les partis politiques ne font preuve d'aucune activité¹⁰⁹.

De plus, le Parti Populaire Français, exsangue en 1940 mais que Doriot veut rapprocher du pouvoir grâce à des relations avec Pétain et le régime de Vichy, est d'abord interdit en zone occupée par les autorités allemandes et surtout Otto Abetz qui se méfie des partis nationalistes français et particulièrement de l'ambition de Doriot. En effet, Abetz est inquiet par la ruse politique de Doriot ainsi que son expérience du communisme¹¹⁰. Preuve de cette méfiance, le PPF n'est autorisé en zone occupée qu'à l'automne 1941, plusieurs mois après le Rassemblement National Populaire (RNP) et le Francisme notamment – respectivement autorisés en février et mai de la même année¹¹¹. Alors que le PPF se développe à nouveau en zone libre et à Paris grâce aux efforts de son leader, toute entreprise politique en lien avec le doriotisme est impossible dans le Finistère, ce pourquoi le PPF ne réapparaît dans le département qu'au début de l'année 1942. Malgré ses 100 000 membres évalués en 1938, le PPF ne fait plus état que de 15 000 adhérents en 1941 selon l'étude de Jean-Paul Brunet¹¹².

¹⁰⁹ Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande : 1940-1944*, Paris, Éd. du Seuil, 1995, p. 36.

¹¹⁰ Philippe Burrin, « Le collaborationnisme », dans Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir), *La France des années noires, Tome I : De la défaite à Vichy*, Paris, Éd. du Seuil, 2000, p. 396.

¹¹¹ Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande*, op. cit., p. 386.

¹¹² J.-P. Brunet, *Jacques Doriot*, op. cit., p. 350.

Enfin, pour Philippe Burrin, le déclin du PPF entre 1938 et 1940 marque l'échec de la mise en place d'une organisation purement fasciste en France, échec lié à la faiblesse du rassemblement national du parti dirigé par Doriot¹¹³. Christian Bougeard, lui, estime que l'impact de l'extrême-droite du PPF fut trop faible pour peser sur la vie politique bretonne avant la guerre, mais que le parti se manifeste ensuite dans le collaborationnisme dont il devient une des forces majeures¹¹⁴. En outre, il souligne que « cette antériorité [la tentative d'implantation du parti avant-guerre] va compter en 1941 quand ce parti pronazi se reconstitue sous la protection de l'occupant allemand¹¹⁵ ».

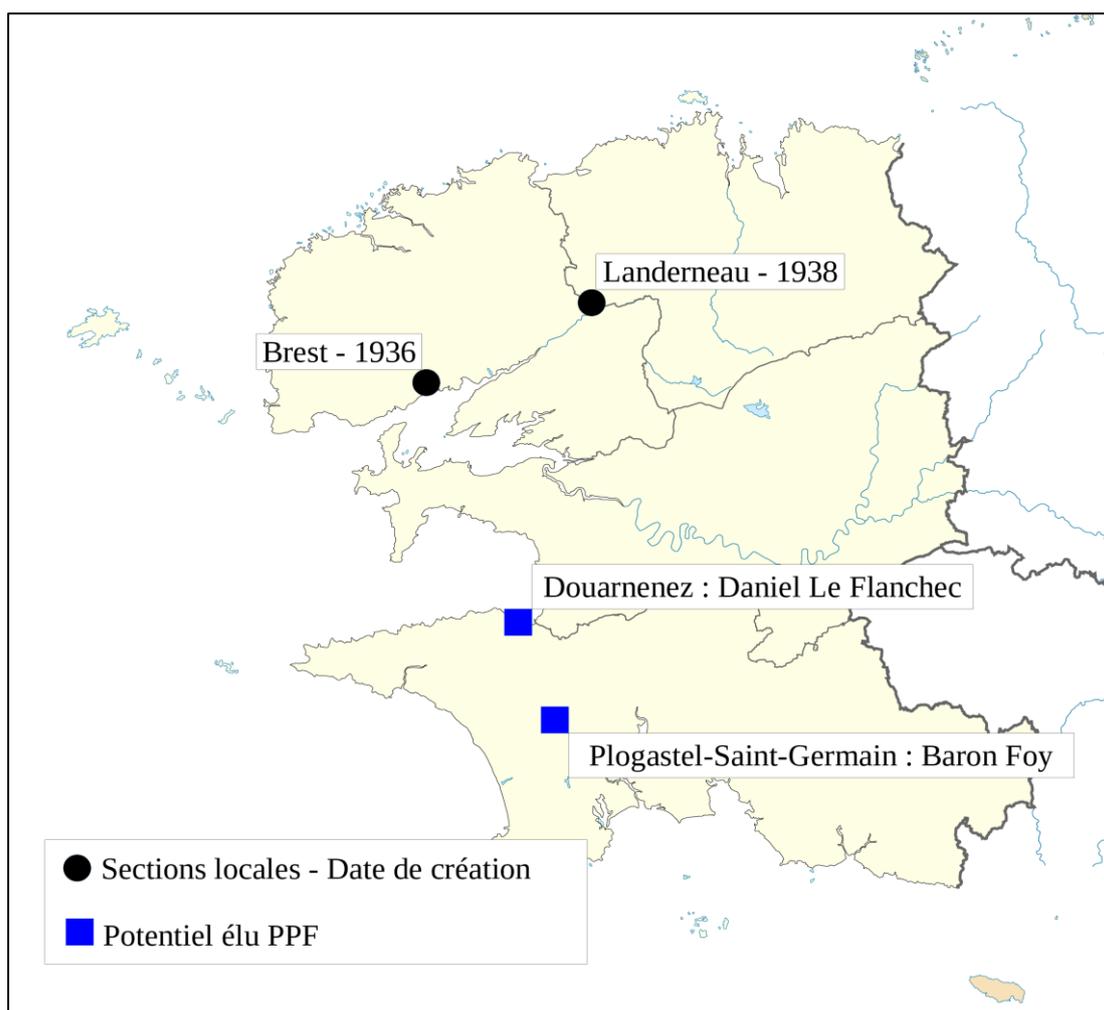


Figure 1 : Carte de l'implantation du PPF dans le Finistère entre 1936 et 1939

¹¹³ P. Burrin, *La dérive fasciste*, op. cit., p. 336-337.

¹¹⁴ Christian Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne 1914-1946*, op. cit., p. 206-207.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 203.

Conclusion du chapitre 1 :

Le Parti Populaire Français est donc parvenu à s'implanter, bien que de manière fragile, dans le Finistère de la fin des années 1930. D'abord vraisemblablement présent à Brest dès 1936 – même si les rares sources ne permettent pas d'évoquer directement l'établissement d'une section brestoise –, le PPF apparaît surtout dans le Finistère par une scission de membres du PSF de Landerneau, pourtant fief du responsable régional du parti, Eugène Leclerc. Toutefois, cette implantation ne se traduit pas par une diffusion massive de l'idéologie du parti, et ce malgré les efforts de sa presse pour tenter de transformer des élus locaux en figures doriotistes.

Des difficultés internes puis les débuts de la Seconde Guerre mondiale empêchent les partisans doriotistes de confirmer l'implantation du PPF dans d'autres localités du département. Toutefois, Jacques Doriot entend bien mettre à profit la situation particulière de l'Occupation allemande d'une partie du sol français afin de faire de son parti un groupement politique de gouvernement sous l'égide de l'Allemagne nazie.

Chapitre 2 : La renaissance et le développement départemental (fin 1941 – fin 1943)

A. Les sections brestoises et quimpéroises voient le jour après l'autorisation du parti en zone occupée

L'autorisation du parti de Jacques Doriot à la fin de l'année 1941 aboutit, à partir de l'année suivante, à son développement numérique. En effet, des sections se forment à Brest, ville qui retrouve une partie de sa structure construite à la fin des années 1930, et à Quimper.

1. L'autorisation du Parti Populaire Français en zone occupée

Dans les premiers temps de l'Occupation, la renaissance du Parti Populaire Français après sa mise en sommeil entre 1939 et 1940 est rendue délicate par son interdiction par les autorités allemandes. Les partis nationalistes sont effectivement très surveillés par l'état-major nazi en France qui se méfie du caractère souvent conflictuel et expansionniste de ces partis. De l'autre côté de la zone de démarcation, Doriot se rapproche de Pétain au point d'être nommé au Conseil National de l'Etat Français en janvier 1941 et de recevoir des subventions pour son parti de la part de celui-ci. Ces subventions permettent en partie la diffusion de la presse ainsi que de la propagande du PPF dans toute la France. Elles peuvent également servir aux campagnes de recrutement du parti en zone occupée puisque ce dernier est autorisé au cours de l'année 1941.

En effet, à partir de juillet 1941, le Parti Populaire Français fait partie des organisations partisans nouvellement autorisées à fonctionner en zone occupée par les Allemands. Jean-Paul Brunet souligne que cette autorisation permet au parti de Doriot de se restructurer et d'atteindre de nouveaux membres grâce à des campagnes de recrutement¹¹⁶. Dans le Finistère, les traces de l'autorisation de fonctionnement du PPF sont visibles dans certaines archives. Ainsi, une lettre du préfet délégué du Ministère de l'Intérieur adressée aux préfets de la zone occupée en date du 24 juillet 1941¹¹⁷ dresse la liste des « groupements politiques dont l'activité en territoires occupés s'était vu autorisée par le Commandement des Forces Militaires en France¹¹⁸ ». Le Parti Populaire Français figure sur cette liste aux côtés d'autres partis d'extrême-droite : le Rassemblement National Populaire (RNP) de Marcel Déat, « Le Feu » de Maurice Delaunay,

¹¹⁶ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, op. cit.*, p. 335.

¹¹⁷ ADF, 200W49, Lettre du préfet du Ministère de l'Intérieur aux préfets de la zone occupée, 24 juillet 1941.

¹¹⁸ *Ibid.*

le Parti Franciste de Marcel Bucard, le Groupe Collaboration d'Alphonse de Châteaubriant, le Front Franc de Jean Boissel et enfin le Parti Français National-Collectiviste de Pierre Clémenti.

En revanche, si le PPF est de ce fait autorisé à fonctionner et donc à ne plus se présenter à visage caché¹¹⁹, il n'a pas la possibilité d'organiser des réunions ou des rassemblements en zone occupée avant le mois de novembre 1941. Effectivement, le 17 novembre 1941, un rapport de la *Feldkommandantur* au préfet du Finistère¹²⁰ stipule que le Parti Populaire Français est dorénavant autorisé à se rassembler publiquement ou à tenir des réunions. En outre, cette autorisation de fonctionnement et de réunion est accordée au début de l'année 1942 à l'Union Populaire de la Jeunesse Française (UPJF)¹²¹, l'organisation de jeunesse du PPF.

Elle est tout de même soumise à certaines conditions : le port d'insignes ou d'uniformes ainsi que l'organisation de cortèges sont prohibés et toute réunion publique doit au préalable être autorisée par les autorités d'occupation allemandes.

Ainsi, même si le PPF tente d'ores et déjà de se restructurer en France non occupée sous l'impulsion directe de Jacques Doriot, le parti reçoit au cours de l'année 1941 les instruments rendant envisageable un nouveau départ à visage découvert, et ce même en zone occupée. Comme le souligne Jacqueline Sainclivier, le PPF bénéficie de sa structure nationale construite et consolidée avant la guerre¹²², ce qui lui permet de réactiver ses réseaux politiques et partisans, bien qu'une grande partie des anciens du parti ne renouvellent pas leur adhésion après 1940.

¹¹⁹ Avant son autorisation, le PPF se réunissait sous d'autres noms comme l'association des « Amis du Maréchal » ou celle des « Amis de *L'Emancipation Nationale* ». J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, op. cit.* p. 330.

¹²⁰ ADF, 200W49, Note de la *Feldkommandantur* au préfet du Finistère, 17 novembre 1941.

¹²¹ *Ibid.*, Note de la *Feldkommandantur* au préfet du Finistère, 7 janvier 1942.

¹²² Jacqueline Sainclivier, *La Bretagne dans la guerre, 1939-1945, op. cit.*, p. 73.

2. La section de Brest dynamisée par un nouveau délégué

La section brestoise du PPF, fondée dans le département dès l'année 1936, n'avait fait preuve que d'une faible activité avant la guerre. Elle s'était toutefois distinguée par la diffusion d'affiches dans les rues de la ville au cours des années 1937 et 1938 avant de disparaître face aux crises présentées précédemment. Néanmoins, l'autorisation du parti en Bretagne rend possible de nouvelles ambitions de développement et d'expansion du parti dans le Finistère.

Mais le renouveau du Parti Populaire Français dans la région brestoise ne se réalise pas sur le même modèle qu'en 1936. En effet, Tixier, le responsable de la section locale de Brest, est jugé trop peu entreprenant et est remplacé en 1943 par un ex-dirigeant de la section de Toulon, alors bien plus active. Ce remplacement du poste de dirigeant du parti à Brest est attesté dans un rapport des Renseignements Généraux de Brest qui dresse le bilan de l'activité du parti à la fin de l'année 1943¹²³. Il est en effet souligné qu'Arghiropol – le responsable venu de la section de Toulon – a pris la direction du parti et lui a donné « une nouvelle impulsion¹²⁴ ». Ce rapport précise qu'à la suite de ce changement à la tête du parti, la section brestoise du PPF a gagné plusieurs adhérents, notamment au détriment du PSF.

Une fiche de renseignement sur Roman Arghiropol d'Argyr, de son nom complet, est transmise en interne au sein des Renseignements Généraux à Brest en 1943 ainsi qu'au préfet du Finistère¹²⁵. Il y est précisé qu'Arghiropol est employé comme inspecteur-interprète à l'Arsenal de Brest pour le compte de la *Kriegsmarine* mais il est susceptible d'être également agent de renseignement de la Gestapo. En outre, il est devenu secrétaire fédéral corporatif du PPF à Brest bien qu'il n'occupe pas la direction du bureau fédéral – poste occupé par M. Le Gall de Kerangal, de la section de Quimper¹²⁶. Le rapport précise que ce nouveau responsable brestois est en charge de la réorganisation du parti dans la région et a, à cet effet, limogé l'ancien président Tixier « qui passait pour ne pas être assez énergique¹²⁷ ». Cette volonté de remplacer Tixier était déjà perceptible au début de l'année 1943 lorsque l'inspecteur régional du PPF expliquait lors d'une réunion privée du parti qu'il n'était « pas satisfait de l'activité du secrétaire fédéral du Parti à Brest, M. TIXIER, [...] qu'il a accusé de mollesse et de manque

¹²³ ADF, 208J179, Rapport de l'inspecteur de police Creff au chef du service des RG de Brest, 17 décembre 1943.

¹²⁴ *Id.*

¹²⁵ ADF, 200W56, Rapport de l'inspecteur de police Josso au chef de service des RG de Brest, 2 avril 1943.

¹²⁶ Ce nouveau bureau fédéral est acté dans le cadre du Congrès du PPF organisé le 1^{er} Mai 1943 à Quimper. ADF, 200W56, compte-rendu du Congrès du PPF par les RG, 7 mai 1943.

¹²⁷ *Ibid.*

d'initiative¹²⁸ ». Bien que très actif, Arghiropol d'Argyr ne manifeste son activité que par des distributions de tracts et n'organise pas de réunions du PPF.

Concernant l'échelle de grandeur de cette « nouvelle impulsion » insufflée par Arghiropol, Georges-Michel Thomas et Alain Le Grand estiment que la section de Brest serait passée de vingt à une centaine de membres grâce à l'action d'un « élément d'ascendance grecque » venu de Toulon¹²⁹, chiffres repris par Christian Bougeard qui estime ensuite entre 60 et 140 le nombre de membres du PPF dans le Finistère dans son étude sur les forces politiques en Bretagne¹³⁰.

Il est à noter qu'une grande partie du recrutement s'effectue parmi les ouvriers de l'Organisation Todt (OT)¹³¹ et moins parmi les Brestoïses hostiles à Vichy et favorables à une entente avec l'Allemagne – qui représentent une frange infime de la population. En effet, la grande majorité de l'opinion publique soutient le Maréchal Pétain, mais est surtout attentiste et ne s'engage ni dans la Résistance ni dans la collaboration¹³².

Ainsi, le PPF se restructure dans le Nord-Finistère après son autorisation en 1941. Mais si l'année 1942 est marquée par le retour d'un dynamisme politique et propagandiste, le développement du parti à Brest intervient surtout au cours de l'année 1943.

En effet, l'activité de propagande et de recrutement du PPF dans la région brestoïse augmente progressivement en 1943. Alors que la section de Brest paraît amorphe pendant la première moitié de l'année selon le peu d'archives disponibles, une nette accélération de l'activité de propagande et de recrutement est opérée à partir du mois de juin.

Ainsi, l'inspecteur régional du parti, Le Breton, se déplace à Morlaix dans le cadre d'une réunion le 16 juin 1943¹³³. Celui-ci critique les rouages administratifs français et le fonctionnement du service de ravitaillement. Surtout, cette réunion s'inscrit dans un système de propagande antimaçonnique que met en place le PPF de Doriot : la réunion de Morlaix a notamment pour but la représentation du film de propagande antimaçonnique « Forces

¹²⁸ ADF, 200W56, Rapport du Chef des RG de Quimper au préfet du Finistère, 18 février 1943.

¹²⁹ Georges-Michel Thomas et Alain Le Grand, *Le Finistère dans la guerre (1939-1945), Tome 1 : L'Occupation*, Brest, Paris, Editions de la Cité, 1979, p. 359.

¹³⁰ Christian Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne 1914-1946, op. cit.*, p. 232-233.

¹³¹ L'Organisation Todt (OT) était un groupe de génie civil et militaire de l'Allemagne nazie, notamment responsable en France des chantiers de certaines bases navales et de la construction du Mur de l'Atlantique.

¹³² Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy : les français et la crise d'identité nationale ; 1936 - 1944*, Paris, Éd. du Seuil, 2001, p. 252.

¹³³ ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 19 juin 1943.

Occultes »¹³⁴. Preuve d'une réelle volonté de diffusion de l'idéologie du parti, une nouvelle réunion de propagande a lieu, à nouveau à Morlaix, quelques jours plus tard¹³⁵.

Comme le souligne le rapport des RG, la section brestoise du PPF est « toujours aussi agissante¹³⁶ » dans le secteur et les réunions de propagande s'enchaînent au mois de juillet : des affiches antibolchéviques et pro-PPF sont apposées sur les murs de la ville¹³⁷, une cérémonie est présidée par Arghiropol en l'honneur des membres du parti tués sur le front russe ou par des résistants¹³⁸, enfin, une réunion est organisée au Relecq-Kerhuon pour exposer les grandes lignes du PPF et sa conduite à venir¹³⁹. De plus, plusieurs membres des sections de Brest, Douarnenez et Quimper participent à des manifestations nationales du PPF – congrès, défilés. D'autres manifestations du PPF, cette fois plus ponctuelles et nécessitant moins d'organisation sont observées à Brest. Par exemple, l'emblème du parti est hissé à la fenêtre du siège social du PPF situé rue Jean Jaurès à Brest¹⁴⁰ et des inscriptions à la craie contre Staline et en faveur de Doriot sont réalisées sur les murs du théâtre de la ville¹⁴¹. De la même manière, des tracts et des inscriptions murales sont émis dans les rues de Brest par des membres du parti au mois de décembre 1943 : il s'agit d'une part de tracts et d'inscription de propagande dans une optique de recrutement au cri de « Vive Doriot » et « Vive le PPF »¹⁴² et d'autre part de tracts antianglais orientés contre Churchill¹⁴³. Concernant l'activité au siège du parti à Brest, un rapport des Renseignements Généraux précise que des rassemblements assez réguliers s'y tiennent « sans que ceci ait le caractère de réunion politique, mais plutôt d'amusements¹⁴⁴ ».

Finalement, le PPF finistérien fait état, dans le nord du département, d'une accélération de son activité ainsi que d'une expansion géographique – vers Morlaix notamment – au cours des années 1942 et 1943. Ces efforts de propagande et de recrutement sont rendus possibles à la fois par la prise en main de la section brestoise par Arghiropol d'Argyr mais aussi grâce au

¹³⁴ L'antimaçonnisme est un courant de pensée orienté contre la franc-maçonnerie et ses potentiels intérêts communs avec les Juifs. Ce thème du « complot judéo-maçonnique » est largement partagé par l'extrême-droite dans l'entre-deux-guerres et pendant la Seconde Guerre mondiale. Sur ce sujet, se référer à Alain Bauer et Roger Dachez, *La franc-maçonnerie*, Paris, Presses universitaires de France, 2013.

¹³⁵ ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 29 juin 1943.

¹³⁶ *Id.*

¹³⁷ *Id.*

¹³⁸ ADF, 200W56, Rapport des RG de Brest, 1^{er} juillet 1943.

¹³⁹ ADF, 200W47, Rapport des RG de Brest, 24 juillet 1943.

¹⁴⁰ *Ibid.*, Rapport des RG de Brest, 4 septembre 1943.

¹⁴¹ *Ibid.*, Rapport des RG de Brest, 11 septembre 1943.

¹⁴² ADF, 200W56, Rapport des RG de Brest au préfet du Finistère, 8 décembre 1943.

¹⁴³ ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 11 décembre 1943.

¹⁴⁴ *Ibid.*, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 29 octobre 1943.

déplacement de cadres du parti – délégué régional, membres du Comité Central – qui permettent de rassembler plus d’auditeurs lors de réunion publiques et donc de diffuser l’idéologie du parti. Mais cette période relativement faste du parti – qui ne suscite ni engouement ni recrutement massif au niveau local – prend brutalement fin à partir de cette année 1943, dont le mois de décembre est marqué au fer rouge par l’assassinat d’Arghiropol dans les rues de Brest, le 9 décembre 1943.

Toujours est-il que la structure du Parti Populaire Français prend aussi de l’ampleur dans le reste du département. Une section dont les effectifs progressent rapidement voit le jour dans la région de Quimper et participe de la diffusion de la doctrine du parti, permettant ainsi la mise en place d’un bureau départemental du PPF.

3. Création d’une section dans la région de Quimper

En parallèle de la réorganisation du Parti Populaire Français dans la région de Brest, une section locale voit le jour à Quimper au cours de l’année 1942. A l’instar de la section brestoise, cette section quimpéroise connaît un développement principal en 1943 avant de lentement décliner. Sa création est attestée par un rapport du commissariat de police de Quimper au préfet du Finistère en date du 30 juillet 1942¹⁴⁵. Il y est souligné que le PPF possède quelques adhérents à Quimper mais « dont l’activité est nulle¹⁴⁶ ». Ainsi, de la même manière que dans la région brestoise, le PPF de Doriot apparaît dans une réelle période de croissance à partir de la seconde moitié de l’année 1942.

La structure locale quimpéroise du parti, si elle reste peu active tout au long de l’année, se distingue par des opérations de propagande sur le modèle de la distribution massive de tracts. De telles opérations sont par exemple menées fin 1942 dans les rues de Quimper. D’abord, des tracts anticommunistes sont diffusés en grande quantité lors de la dernière semaine de novembre¹⁴⁷. Des slogans « Doriot vaincra », « Le communisme c’est la guerre civile » et « Le P.P.F. c’est l’ordre » appellent la population quimpéroise à rejoindre les rangs du parti de Doriot, même si cet appel est peu entendu. Cette méthode de distribution massive de tracts et de papillons est renouvelée le 3 décembre¹⁴⁸, à tel point que le rapport de police note que « la

¹⁴⁵ ADF, 200W56, Rapport du commissariat de police de Quimper au préfet du Finistère, 30 juillet 1942.

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ ADF, 200W56, Rapport du commissariat de police de Quimper au préfet du Finistère, 1^{er} Décembre 1942

¹⁴⁸ ADF, 200W56, Rapport d’un inspecteur des RG de Quimper au chef du service, 15 décembre 1942.

chaussée était littéralement jonchée de ces tracts¹⁴⁹ ». Une partie des affiches distribuées est récupérée et incendiée par de jeunes individus. Bien que le rapport précise que ces derniers ignoraient qu'il s'agissait de propagande du PPF, cette réaction met en lumière la réception hostile de la propagande des partis collaborationnistes.

A priori peu organisée et active uniquement sur le mode de distribution de propagande, la section quimpéroise se structure sur la période de décembre 1942 à janvier 1943. D'abord, des réunions sont tenues à l'Hôtel du Cheval Noir à Quimper – dont le fils de la propriétaire est membre du PPF – les 14 et 17 décembre 1942¹⁵⁰. Ces rassemblements privés sont l'occasion pour le parti d'organiser la suite de son expansion. Sous l'égide d'inspecteurs régionaux du parti – Mathurin Bolloré puis Jean-Roger Le Breton – sont évoqués plusieurs aspects de ce développement : la formation d'un groupe de jeunes du parti, l'ouverture prochaine d'une permanence à Quimper, ainsi que des rappels de la doctrine et de l'organisation du parti à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle locale. Ce type de réunions privées est également propice à la diffusion au sein des membres du parti d'une propagande en faveur de l'engagement militaire dans la Légion des Volontaires Français contre le bolchévisme (LVF)¹⁵¹. Le 17 décembre sont ainsi présents le lieutenant Denis, représentant de la LVF, et M. Sahut, ex-légionnaire de retour du Front de l'Est venu témoigner de son expérience¹⁵². Finalement, la fondation de la section de Quimper est achevée au mois de février 1943. En effet, lors d'une réunion privée, la structure finale de la section est bâtie : Paul Le Roux est nommé responsable de la section, Yves Le Gall de Kerangal devient son secrétaire tandis que Bernard Massotte et Anne-Marie Gueguen sont respectivement responsables des sections de jeunesse et féminine du parti à Quimper.

A la suite de cette structuration interne, ponctuée notamment par la réception d'une circulaire de la direction nationale du parti¹⁵³, le PPF tente d'occuper l'espace public quimpérois. Dans cette optique, une permanence est ouverte Avenue de la Gare à Quimper au mois de janvier¹⁵⁴ et des réunions publiques s'enchaînent dans la région, ce qui permet parfois

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ ADF, 200W56, Rapport du commissaire de la police de Quimper à l'intendant de police de Rennes, 15 décembre 1942 ; ADF, 200W56, Rapport du chef des RG de Quimper au préfet du Finistère, 22 décembre 1942.

¹⁵¹ La filiation entre le PPF et la LVF, notamment dans le Finistère, est développée plus bas.

¹⁵² ADF, 200W56, Rapport du chef des RG de Quimper au préfet du Finistère, 22 décembre 1942.

¹⁵³ *Ibid.*, Rapport du chef de service des RG de Quimper au préfet du Finistère, 24 décembre 1942.

¹⁵⁴ *Ibid.*, Rapport du chef de service des RG de Quimper au préfet du Finistère, 8 janvier 1943.

d'attirer l'œil de la presse locale. Dans un premier temps, une affiche annonçant une réunion du PPF pour présenter les points centraux du programme du parti est diffusée à Quimper¹⁵⁵. Elle fait écho à un premier appel publié dans *L'Ouest-Eclair* du 18 janvier 1943¹⁵⁶ pour mobiliser la population lors de la réunion du PPF intitulée « Comment Jacques Doriot pense sauver la France et châtier les traîtres et leurs complices assassins ». La première réunion publique de la section du PPF de Quimper se tient donc le 21 janvier dans une salle de la mairie de la ville¹⁵⁷. Organisée sous la présidence de Tixier, elle est surtout dédiée à un discours de M. Canobbio, membre du Bureau Politique du parti, et orientée contre le bolchévisme, l'Angleterre et le régime de Vichy, mais en faveur d'une alliance avec l'Allemagne nazie.

Finalement, la section locale du Parti Populaire Français à Quimper, après s'être progressivement structurée et affirmée, se distingue par une activité accrue au cours de l'année 1943, notamment *via* de nombreuses réunions publiques et privées ainsi que des actions de propagande pour marquer les esprits de la population locale.

En effet, la section PPF de Quimper continue d'étendre son activité au cours de l'année 1943. D'une part, de nombreuses réunions privées sont organisées dans la ville, notamment au mois de mars 1943¹⁵⁸ au cours duquel les membres du parti se regroupent pour évoquer les actions de propagande à effectuer ainsi que pour rappeler la doctrine du parti, point presque toujours alloué à l'inspecteur régional Bolloré. Ces réunions, bien qu'elles puissent paraître rébarbatives, ont le mérite de mobiliser régulièrement les membres du parti et de réaffirmer leur union politique et idéologique. Il s'agit également pour la direction nationale de diffuser des évolutions idéologiques nouvelles, notamment concernant la LVF. Par exemple, la réunion du 10 mars permet aux responsables du PPF de transmettre des consignes aux adhérents : les membres du parti de Doriot doivent adhérer aux « Amis de la Légion »¹⁵⁹ ainsi que présenter la LVF comme le groupe de combat du parti.

En outre, comme à Brest, le PPF entend se distinguer auprès de la population par une distribution massive de propagande du parti. Les membres de la section sont donc amenés à

¹⁵⁵ *Ibid.*, Affiche « Le Parti Populaire Français vous appelle à exiger avec lui ».

¹⁵⁶ *Ibid.*, Article de *L'Ouest-Eclair* « Une réunion du P.P.F. », 18 janvier 1943.

¹⁵⁷ *Ibid.*, Rapport du chef des RG de Quimper au préfet de la Finistère, 22 janvier 1943.

¹⁵⁸ Deux réunions sont notamment organisées le 9 et le 11 mars 1943 à Quimper. ADF, 200W56, Rapport du chef des RG de Quimper, 10 mars 1943 ; ADF, 200W56, Rapport du chef des RG de Quimper, 15 mars 1943.

¹⁵⁹ Les « Amis de la LVF » était une association de soutien à la LVF, dont l'adhésion n'impliquait toutefois pas d'engagement au sein de ladite légion.

diffuser des tracts, des papillons, des affiches, mais aussi à inscrire des slogans pro-PPF sur les murs de la ville, comme c'est le cas le 20 mars où les tracts ou inscriptions suivantes sont découverts¹⁶⁰ : « Doriot et le Parti Populaire Français referont la France », « Le communisme c'est la mort de la France », « Un déserteur : THOREZ, un combattant : DORIoT », « Guerre à l'Anglais », « Nous reprendrons l'Empire ». De la même manière, des tracts sont distribués au cours du mois d'avril¹⁶¹.

Le développement du PPF dans le département atteint son apogée au milieu de l'année 1943, période choisie par les dirigeants régionaux et fédéraux pour organiser un congrès départemental. Même si la réunion publique qui devait accompagner le congrès est interdite par les autorités allemandes¹⁶², le congrès a bien lieu le 1^{er} mai 1943 à Quimper. Autant qu'une revue des forces en présence, il est l'occasion de mettre au point un bureau fédéral du parti dans le Finistère¹⁶³. Ce bureau, composé en grande majorité de membres de la section de Quimper, met en lumière l'expansion non seulement territoriale mais également en termes de compétences et de branches de la part du parti. En effet, on dénombre des postes variés : secrétaire fédéral, secrétaire corporatif, trésorier fédéral, secrétaire fédéral du groupe paysan, secrétaire culturel, secrétaire des Jeunesses Populaires Françaises, secrétaire des Jeunes Femmes de France et enfin chargé de liaison avec le Parti National Breton (PNB). Ces derniers mettent en lumière la diversification de l'activité du parti dans le département du Finistère.

¹⁶⁰ ADF, 200W56, Rapport du commissaire de police au préfet du Finistère, 21 mars 1943.

¹⁶¹ ADF, 200W56, Rapport du commissaire de police au préfet du Finistère, 13 avril 1943.

¹⁶² ADF, 200W56, Lettre du préfet du Finistère à l'inspecteur régional du PPF, 28 avril 1943.

¹⁶³ Le compte-rendu de ce congrès est disponible aux ADF, 200W56, Rapport du chef des RG de Quimper au préfet du Finistère, 7 mai 1943.

Finally, it appears that the French Popular Party progresses rapidly in the Finistère. This progression is translated by the takeover of the Brest structure but also by the emergence of a very active Quimper section. However, if the party has made progress in terms of propaganda, diversity of its actions and the number of its meetings – whether private or public –, this does not translate into numerical growth. Jacqueline Sainclivier estimates the party's membership at its peak in 1943¹⁶⁴, at the lower end of Christian Bougeard's estimate.

For all that, even though numerically weak, the PPF shows vitality in the Finistère, particularly through the bias of a section in Douarnenez and its participation in national party gatherings (congresses, parades).

¹⁶⁴ Jacqueline Sainclivier, *La Bretagne dans la guerre, 1939-1945*, *op. cit.*, p. 73.

B. D'autres éléments du dynamisme du parti

Le parti de Jacques Doriot n'est pas uniquement actif à Brest et à Quimper. Des tentatives d'implantation ont lieu dans d'autres villes du Finistère. Celles-ci débouchent sur la création d'une section à Douarnenez tandis qu'elles se soldent par des échecs à Morlaix et Landerneau, pourtant ville PPF pionnière dans le département en 1938.

1. *Création d'une section à Douarnenez*

La situation du PPF dans la région de Douarnenez paraît assez ambiguë depuis 1937. En effet, il est à rappeler que le maire de la ville de 1924 à 1940 fut très proche de Jacques Doriot et participa à un des meetings du PPF au cours de l'année 1937. Si Le Flanchec se vit apposer une étiquette de doriotiste, il s'avère qu'il n'eut pas de liens avec ce parti jusqu'à son départ de la scène politique après 1940 – à l'exception donc de sa participation au meeting de juin 1937. Toutefois, Le Flanchec, à la fin de son mandat de maire, a eu quelques démêlés avec des membres du PPF faisant partie du conseil municipal de la ville. En effet, Jean-Michel Le Boulanger met en lumière dans son étude sur Le Flanchec qu'un des conseillers municipaux de Douarnenez et membre du PPF, Eugène Carn, s'oppose à toutes les demandes du maire et est même nommé à ce poste par la Feldkommandantur après la destitution de Le Flanchec¹⁶⁵.

Un des rares édiles bretons membres d'un parti collaborationniste selon Christian Bougeard¹⁶⁶, Eugène Carn était en fait membre de plusieurs partis à la fois, notamment du PPF, du Mouvement Social Révolutionnaire (MSR) et du Rassemblement National Populaire (RNP). En effet, à la Libération, il est identifié par les autorités françaises comme membre du PPF, du Comité d'Action Antibolchévique, du Comité Ouvrier de Secours Immédiat (COSI), du MSR ainsi que du RNP¹⁶⁷. Ce phénomène d'appartenance plurielle n'est pas isolé au sein des partisans de la collaboration avec l'Allemagne. Carn est toutefois considéré comme appartenant surtout au MSR puis au Parti Populaire Français. Il est ainsi présenté comme le « chef de la section locale du P.P.F. à Douarnenez¹⁶⁸ ». Il représente une des figures du parti doriotiste les plus en

¹⁶⁵ J-M Le Boulanger, *Ni Dieu, ni maître ? Flanchec 1881-1944 ou l'étrange parcours d'un insoumis*, op. cit., p. 240 et p.244.

¹⁶⁶ Christian Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne*, op. cit., p. 233.

¹⁶⁷ ADF, 31W394, Liste des membres de partis collaborationnistes pour le département du Finistère.

¹⁶⁸ ADF, 200W49, Rapport du chef des RG de Quimper au chef régional des RG, 5 octobre 1943.

vues dans le Finistère à travers son poste de maire de Douarnenez qui lui permet d'organiser une section locale du parti dans cette région.

Ainsi, le maire de la ville organise autour de lui la mise en place d'une section du PPF. Preuve de son appartenance au PPF ainsi que celle de certains de ses collaborateurs, un « noyau dur » de la section PPF de la ville se rend au Congrès du parti organisé par Doriot au mois de novembre 1942¹⁶⁹. Cette délégation se compose d'Eugène Carn ainsi que de Roger Bord et Pierre Le Pensec, tous deux employés au service du Ravitaillement de Douarnenez. Il est à noter qu'ils n'ont toutefois « pas pris place dans le wagon réservé aux membres du P.P.F.¹⁷⁰ » mis à leur disposition en gare de Quimper. Ce Congrès, le quatrième du parti depuis 1936, est l'occasion pour Doriot de rappeler l'histoire et la doctrine du parti aux milliers de délégués venus de toute la France : il retrace l'origine du PPF depuis la Première Guerre mondiale, exprime sa haine des Juifs et, à l'inverse, fait l'éloge d'Adolf Hitler et enfin présente le futur « Etat Populaire Français », le régime qui sera mis en place lors de la prise du pouvoir par son parti¹⁷¹. Un compte-rendu de ce Congrès est également diffusé sous forme de tract par le parti, à tel point qu'il est reçu par courrier par le commissariat de police de Quimper¹⁷².

Finalement, bien que la section locale du PPF à Douarnenez semble peu développée au vu de l'absence de rapports de surveillance du parti de la part des Renseignements Généraux, une délégation participe au Congrès national du parti à Paris et met en lumière son intégration au sein de la structure partisane nationale et une certaine considération dont elle jouit auprès de la direction du parti. De plus, les discours tenus lors de ce Congrès ont tendance à raffermir les positions doctrinales et idéologiques des soutiens doriotistes et ainsi à redynamiser l'organisation du PPF à l'échelle nationale.

Mais malgré la participation de plusieurs membres du parti au Congrès de 1942, l'activité locale à Douarnenez reste faible. Elle est néanmoins soulignée par la surveillance des Renseignements Généraux à partir de 1943. Effectivement, un rapport du commissariat de police de Douarnenez de janvier 1943 fait état d'une absence d'action du parti à l'exception

¹⁶⁹ ADF, 200W56, Rapport de l'inspecteur de police Le Roy au chef des RG de Quimper, 20 novembre 1942.

¹⁷⁰ *Id.*

¹⁷¹ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 393.

¹⁷² ADF, 200W56, Rapport du commissaire de police de Quimper au préfet du Finistère et copie du tract, 30 novembre 1942.

d'inscriptions antigaullistes et antianglaises sur certaines maisons occupées par des gaullistes notoires, dont les classiques « Vive Doriot », « A bas l'Angleterre » et « Doriot vaincra »¹⁷³.

L'action de la section de Douarnenez s'étend davantage à la fin de l'année. Alors que l'activité du PPF dans le Finistère semble diminuer, le bilan du dernier trimestre 1943 réalisé par les Renseignements Généraux met en lumière le dynamisme du parti à Douarnenez par rapport aux autres sections du département :

« Pourtant, la section de DOUARNENEZ, sous l'impulsion d'un sieur RUAULT Henri, [...], est parvenue à rameuter une quinzaine d'adhérents qui se réunissent tous les premiers mercredis du mois. Cette section s'efforce d'attirer l'attention sur elle en placardant des affiches anti-anglaises dans les rues de l'agglomération et en donnant une large diffusion à un journal intitulé l'Alerte P.P.F. dont les articles reprennent des thèmes de propagande trop usés pour retenir l'attention du public¹⁷⁴ ».

Ce constat dressé par le chef des Renseignements Généraux de Quimper fait écho aux rapports émis par son service pendant ce dernier trimestre : alors que les sections brestoise et quimpéroise perdent en dynamisme, la section de Douarnenez tente de se mobiliser. Une délégation de la section locale participe ainsi à une réunion de propagande organisée au début du mois de novembre à Rennes en présence de propagandistes du PPF venus de Paris et notamment le directeur du *Cri du peuple*, un des organes de presse du parti, Henri Lèbre¹⁷⁵. Un compte-rendu de cette réunion est diffusé aux autres membres de la section lors d'une réunion privée le 9 novembre 1943¹⁷⁶. La fin du mois de novembre est également ponctuée d'une réunion privée sur la doctrine du parti présidée par l'inspecteur régional Le Breton¹⁷⁷ ainsi que d'une distribution massive de tracts jetés sur la voie publique et d'affiches collées sur les murs de la ville¹⁷⁸.

Enfin, l'énergie déployée par les responsables de la section de Douarnenez a pu aboutir à la création d'une section locale des Jeunesses Populaires Françaises (JPF) puisque c'est par le qualificatif de « Chef des Jeunesses Populaires Françaises à Douarnenez » qu'est identifié Alexandre Arnera, membre du PPF de Douarnenez, dans un rapport de police suite à des

¹⁷³ ADF, 200W61, Rapport du commissaire de police de Douarnenez au préfet du Finistère, 25 janvier 1943.

¹⁷⁴ ADF, 1171W19, Fichier départemental du PPF dans le Sud-Finistère réalisé par le chef du service des RG de Quimper Henri Soutif, mise à jour du 25 décembre 1943.

¹⁷⁵ ADF, 200W56, Rapport des RG de Quimper au préfet du Finistère, 19 novembre 1943.

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ ADF, 200W48, Rapport du chef des RG de Quimper au préfet du Finistère, 23 novembre 1943.

¹⁷⁸ ADF, 200W56, Rapport du commissaire de police de Douarnenez au préfet du Finistère, 26 novembre 1943.

incidents provoqués à Douarnenez par ce dernier avec deux membres des JPF de Quimper¹⁷⁹. Selon ce rapport des Renseignements Généraux, le développement du PPF dans la région de Douarnenez aurait débouché sur la mise en place d'une organisation de jeunesse du parti. Toutefois, et ce par rapport aux faibles effectifs du parti dans la région douarneniste, cette section des JPF ne doit être composée que de très peu de membres.

Finalement, il s'avère que la section de Douarnenez, bien qu'elle profite très tôt de l'implantation du parti dans la région, fonctionne en partie à contretemps des autres sections finistériennes. En effet, on n'observe pas de traces d'une structure PPF douarneniste active avant la moitié de l'année 1943 alors qu'elle se développe davantage à la fin de cette même année, *a contrario* des sections de Brest et de Quimper dont l'apogée se situe plus tôt. Toujours est-il que cette organisation locale du PPF participe du mouvement dont le parti fait état dans le département au cours de cette période 1942-1943. Période ponctuée par la participation des membres finistériens à des réunions d'envergure nationale, qu'il s'agisse de Congrès – déjà rapidement évoqués – ou de meetings et défilés.

2. *Participation aux Congrès et aux rassemblements nationaux et régionaux du parti*

Les Congrès du Parti Populaire Français sont des rassemblements réunissant des délégués du parti venus de toute la France. Ils ont pour but d'évoquer la doctrine, la conduite ou encore la propagande du parti afin de la diffuser de manière la plus large possible, grâce à l'action des délégués locaux qui se sont déplacés. Ces réunions jouent également un rôle fondamental de propagande en elles-mêmes dans la mesure où elles sont l'occasion d'inviter un grand nombre de journalistes pour promouvoir la figure du parti et de Doriot. Le premier de ces Congrès du PPF a lieu le 9 novembre 1936 à Saint-Denis et aboutit à la création du Bureau politique et du Comité Central du parti¹⁸⁰. Le second est organisé le 11 mars 1938¹⁸¹, à l'aube de la première crise du parti et dans un contexte international étouffant.

¹⁷⁹ ADF, 200W56, Rapport d'un inspecteur de police de Quimper au chef des RG de Quimper, 16 décembre 1943.

¹⁸⁰ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 218-219.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 282.

Si la participation de membres du PPF dans le Finistère n'est pas attestée concernant les premiers Congrès du parti organisés avant-guerre, elle l'est en revanche pour le quatrième Congrès rassemblé par Doriot du 4 au 8 novembre 1942 au cinéma du Gaumont-Palace à Paris.

D'abord, une délégation brestoise s'est déplacée à Paris dans le cadre de ce Congrès. Tixier et Desroches, toujours à la tête du PPF de la région de Brest étaient ainsi délégués de la section aux côtés de Gironde, Hervé et Quéméneur¹⁸². D'autre part, la délégation douarneniste déjà présentée formée par Carn, Bord et Le Pensec participe également à ce IV^e Congrès du PPF de novembre 1942.

Même si aucun des membres de la section de Brest, comme le souligne le rapport du chef du service des RG de Quimper, « ne possède une personnalité ressortant de l'ordinaire et ne possède d'influence en dehors d'une très petite sphère d'amis¹⁸³ », leur participation au Congrès du parti renseigne sur l'implication de ces membres au sein de l'organisation nationale ainsi que certains efforts mis en place afin de diffuser l'idéologie doriotiste. Quant à la participation des membres du parti de Douarnenez, elle semble illustrer une certaine ferveur idéologique qui les traverse, tout comme l'ont mis en lumière les altercations entre Carn et Le Flanchec au sein du conseil municipal de la ville.

Quelle idéologie, qui sera vraisemblablement diffusée par les délégués locaux présents, est présentée par Doriot et ses soutiens lors de ce Congrès ? D'abord, le chef du PPF rappelle l'évolution de la doctrine du parti qui aboutit à repousser les Juifs et se rapprocher d'Hitler. Surtout, le Congrès se clôt sur l'affirmation choc de Doriot « Je veux faire un parti totalitaire ! Je veux faire un parti fasciste !¹⁸⁴ ». Enfin, lors d'un discours donné après la fin du Congrès depuis le balcon du siège du parti, il demande de déclarer la guerre à l'Angleterre et aux États-Unis¹⁸⁵. Ces invectives de la part de Doriot, qui suscitent l'acclamation de la foule réunie au Congrès, ont pour but de fidéliser et fanatiser les membres du parti, ainsi que de diffuser au maximum l'idéologie du PPF, notamment par la création d'un sentiment d'appartenance partisane et d'une mobilisation collective. La participation des membres finistériens du parti a donc pu participer d'un raffermissement des liens entre les structures nationale et locale de l'organisation PPF.

¹⁸² ADF, 1171W19, Fichier départemental du PPF dans le Nord-Finistère réalisé par le chef du service des RG de Quimper Henri Soutif, non daté mais postérieur à 1942 par rapport aux informations renseignées.

¹⁸³ *Ibid.*

¹⁸⁴ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 394.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 396.

La période qui suit l'organisation du Congrès du PPF en novembre 1942 est d'ailleurs marquée par un recul général de l'activité des partis, à l'exception des partis extrémistes¹⁸⁶.

En outre, en dehors des Congrès du parti, d'autres manifestations ponctuelles sont l'occasion de réunir les différentes sections locales du parti au sein d'un mouvement national unifié, comme c'est le cas lors d'une grande manifestation publique du parti pour le retour de Doriot du front de l'Est à l'été 1943¹⁸⁷. En effet, Doriot, engagé sur le front de l'Est sous l'uniforme de la LVF depuis 1941, bénéficie d'une permission de la part de la Légion et rentre à Paris en juillet 1943, notamment pour réorganiser le parti dont la gestion est rendue délicate par l'absence de son chef. Il en profite pour mettre en place une manifestation publique au Vel' d'Hiv' suivie d'un défilé sur les Champs-Élysées à Paris. Ce défilé est l'occasion de présenter les premiers bataillons armés des Gardes Françaises du PPF – environ 1 500 hommes selon Jean-Paul Brunet –, un service d'ordre amené à protéger les membres du parti.

Les membres du PPF des sections finistériennes sont invités à participer à cette manifestation et des délégations sont désignées dès la fin du mois de juillet pour se rendre à Paris. Les Renseignements Généraux quimpérois évoquent d'abord la nomination de « dix membres militants » de la section de Quimper¹⁸⁸ tandis que la section brestoise désigne, elle, « une trentaine de personnes¹⁸⁹ ». Ce dernier rapport présente certains noms tels que ceux d'Arghiropol, Gironde, Bourguignon et Thoman auxquels s'ajoutent De Kerangal, Gueguen, Bonis et Massotte de la section quimpéroise¹⁹⁰. Ce dernier rapport des Renseignements Généraux souligne que les membres du PPF ont reçu des consignes concernant l'organisation de démonstrations publiques.

D'ailleurs, la participation à cette manifestation des membres des sections de Brest et de Quimper n'est pas anodine et coïncide avec les périodes de dynamisme de celles-ci. En effet, l'été 1943 correspond à l'apogée de l'activité brestoise et quimpéroise tandis que la section de Douarnenez a fait preuve de vitalité plutôt vers la fin de cette même année. Ainsi, l'implication et l'inclusion des sections locales au sein de l'organisme national font naturellement écho aux rythmes propres de ces sections.

¹⁸⁶ ADF, 200W61, Rapport du commissaire principal de police, non daté mais publié à la fin de l'année 1942 par rapport aux informations présentées.

¹⁸⁷ Les informations suivantes sont issues de J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 419-423.

¹⁸⁸ ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 31 juillet 1943.

¹⁸⁹ ADF, 200W56, Rapport du commissaire principal des RG de Brest au chef régional des RG, 6 août 1943.

¹⁹⁰ *Ibid.*, Rapport du chef du service des RG de Quimper au préfet du Finistère, 11 août 1943.

Il est aussi à remarquer que le parti subventionne les sections locales pour qu'elles puissent se déplacer à Paris, ici à hauteur de 12.000 francs¹⁹¹. Non seulement cela permet à ses membres d'assister aux manifestations et ainsi de s'imprégner de la doctrine du parti, mais sûrement, dans une autre mesure, de renforcer l'impression de puissance dégagée par l'organisation partisane, particulièrement lorsque les meetings sont organisés dans l'imposant Vélodrome d'Hiver, comme celui de l'été 1943.

Enfin, si de telles manifestations nationales auxquelles participent les membres finistériens du PPF laissent envisager un regain d'activité du parti à leur retour dans leur localité, il apparaît que cela ne soit pas le cas dans le Finistère. C'est le constat qui transparait des rapports des Renseignements Généraux sur la période suivant le meeting du Vel' d'Hiv' d'août 1943. D'abord, le PPF n'a eu « qu'une très faible activité » dans la région de Quimper au cours de la semaine qui a suivi la manifestation parisienne¹⁹². En outre, il est également souligné que la section brestoise du parti n'a eu aucune activité à la suite du meeting. Un rapport précise même que la réunion organisée par Doriot « n'a eu aucune réaction et n'a soulevé aucun enthousiasme dans la population¹⁹³ ».

Les membres du PPF finistérien sont également impliqués dans des actions d'ordre régional. Ainsi, une réunion des cadres fédéraux et sectionnaires des cinq départements bretons est organisée à Rennes au cours du mois de novembre 1943¹⁹⁴. Placée sous la direction de membres du Directoire ou du bureau politique du parti tels que Lèbre ou Thurotte, elle est codirigée par Tony Guédel, chargé par Jacques Doriot des questions bretonnes. Lors de cette réunion, les progrès réalisés par le parti dans la région sont constatés. L'article de *L'Alerte* demande ainsi aux Bretons de rejoindre le combat doriotiste.

Au cours du mois suivant, l'école corporative régionale du PPF se tient à Brest les 18 et 19 décembre 1943¹⁹⁵. Cette dernière intervient notamment à la suite du décès de Roman Arghiropol d'Argyr et les membres du parti présents participent aux obsèques organisées à Brest. Cette réunion, marquée par la présence de Célor, est par exemple l'occasion de discuter de l'action sociale menée par les représentants locaux du PPF.

¹⁹¹ *Id.*

¹⁹² ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 14 août 1943.

¹⁹³ ADF, 200W47, Rapport des RG de Brest, 14 août 1943.

¹⁹⁴ ADF, PER30, *L'Alerte*, Décembre 1943, Nouvelle série n°2.

¹⁹⁵ ADF, 200W56, *L'Alerte*, Janvier 1944, Nouvelle série n°3.

La participation aux manifestations collectives du parti – qu’elles soient nationales ou régionales –, n’engendre finalement pas nécessairement de regain d’activité du parti, qu’il s’agisse d’actions de propagande ou de recrutement, bien qu’elle mette en lumière l’inclusion de l’échelon local et départemental au sein de l’organisation nationale du PPF. Ce constat est notamment illustré par l’absence d’activité du PPF local, à Quimper comme à Brest, lors de la courte période qui suit directement le rassemblement national du parti de l’été 1943.

Toutefois, malgré des éléments encourageants qui tendent à affirmer l’implantation départementale du PPF dans le Finistère sur la période 1942-1943 – comme c’est le cas des sections locales, de la création d’une fédération finistérienne, de la participation aux réunions nationales –, le parti de Jacques Doriot essuie des échecs lors de ses tentatives d’expansion.

3. Certaines tentatives d’implantation du PPF peuvent se solder par des échecs

Le Parti Populaire Français a beau faire des efforts pour diffuser l’idéologie du parti et recruter de nouveaux membres, ceux-ci n’aboutissent pas tous aux mêmes résultats. Par exemple, si les sections de Quimper, Brest et Douarnenez voient le jour et font preuve d’un certain dynamisme, les tentatives de création d’autres sections dans les villes de Landerneau et Morlaix ne connaissent pas le même succès.

En effet, il est attesté que le PPF tente de s’implanter dans la ville de Landerneau au cours des années 1942 et 1943. Toutefois, il est souligné que « malgré les efforts de Mme QUEMENEUR [...] et LANNUZEL, [...], aucun bureau ou section n’a pu être constitué dans cette localité¹⁹⁶ ». Ces deux individus, membres de la section PPF de Brest, entendaient donc créer une structure locale du parti à Landerneau. Mais, et ce malgré l’implantation du parti dans cette ville en 1938 à la suite de la dissidence d’environ 25 membres du PSF, aucune section ni bureau ne voit le jour faute d’adhérents.

Il apparaît donc que, parfois, les tentatives d’expansion géographiques du PPF dans le département du Finistère ne rencontrent pas les retombées attendues et se soldent par des échecs, comme c’est le cas de manière cuisante à Landerneau. D’autre part, la diffusion du parti vers la ville de Morlaix rencontre elle aussi certaines difficultés, bien qu’une section parvienne toutefois à y être formée.

¹⁹⁶ ADF, 1171W19, Fichier départemental du PPF dans le Nord-Finistère réalisé par le chef du service des RG de Quimper Henri Soutif, non daté mais postérieur à 1942.

L

e rapport du chef du service des Renseignements Généraux à Quimper, Henri Soutif, met en lumière l'absence d'adhérents du PPF dans l'arrondissement de Morlaix¹⁹⁷. Pourtant, une étude de Thomas et Le Grand¹⁹⁸ fait état d'une section à Morlaix, bien qu'elle reste faible et fragile. En fait, si une section du PPF a bien pu être fondée dans cette localité, la permanence du parti est victime d'un attentat organisé par la Résistance au cours de l'année 1942¹⁹⁹, annihilant les efforts réalisés par les membres du parti pour mettre en place une cellule locale.

Néanmoins, bien que la tentative d'une implantation d'une section du parti dans la région morlaisienne se solde par une défaite, la ville de Morlaix peut tout de même devenir le théâtre d'opérations de propagande du parti. D'une part, au mois de juin 1943, elle accueille les réunions de propagande antimaçonniques précédemment évoquées. D'autre part, des opérations de propagande sont menées dans les rues de la ville telles que des distributions de tracts, comme en novembre 1943²⁰⁰. Enfin, un bureau de la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme est ouvert dans la ville²⁰¹. Le PPF étant le premier pourvoyeur de la LVF²⁰² et contrôlant même la Légion dans le département du Finistère²⁰³, ce bureau morlaisien met en lumière une certaine implantation du parti dans la ville malgré la disparition de la section PPF.

Enfin, des rapports réguliers des Renseignements Généraux mettent en exergue l'absence de toute activité du PPF dans la région de Concarneau²⁰⁴, qu'il s'agisse de la formation d'une section ou tout simplement de la présence de représentants du parti. Le PPF ne s'implante donc jamais dans cette région du département durant toute la période d'activité du parti, de 1936 à 1945. La régularité des rapports du commissariat de police de la ville à la préfecture du département met tout de même en lumière la surveillance mise en place concernant les partis collaborationnistes, et notamment le PPF, malgré leurs faibles effectifs.

¹⁹⁷ *Ibid.*

¹⁹⁸ Thomas et Le Grand, *Le Finistère dans la guerre, tome 1, op.cit.*, p. 359

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 359.

²⁰⁰ ADF, 200W56, Rapport du chef du service des RG de Brest au préfet du Finistère, 12 novembre 1943.

²⁰¹ ADF, 1171W19, Rapport du chef du service des RG de Quimper Soutif sur la LVF dans le Finistère, non daté.

²⁰² Jacqueline Sainclivier, *La Bretagne dans la guerre, 1939-1945, op. cit.*, p. 77.

²⁰³ Christian Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne*, p. 238.

²⁰⁴ ADF, 200W56, Rapports du commissaire de police de Concarneau au préfet du Finistère du 31 juillet 1942, 30 mars 1943, 30 septembre 1943 et 30 décembre 1943.

Ainsi, le PPF fait état d'un dynamisme certain dans le département du Finistère, qu'il s'agisse de l'ouverture de sections locales et de recrutement comme à Douarnenez ou bien de la participation de ses membres à des manifestations nationales organisées par le parti. Toutefois, malgré un développement très urbain du PPF, l'ensemble des tentatives d'implantation et d'expansion de ce parti n'est pas couronné de succès, comme l'illustrent les échecs de Landerneau et Morlaix ainsi que son absence de la région de Concarneau.

Mais surtout, malgré – ou du fait de²⁰⁵ – sa faiblesse numérique, le PPF se définit particulièrement dans le Finistère par une activité de propagande et de recrutement très élevée, illustration d'une volonté de massification du parti.

²⁰⁵ Sur ce point, voir plus loin l'évocation de l'ouvrage de Serge Moscovici, *Psychologie des minorités actives*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996 [1976].

C. Le PPF multiplie sa propagande et ses tentatives de recrutement

Fort de sa nouvelle implantation départementale, le parti doriote cherche à augmenter le nombre de ses adhérents. Pour ce faire, il tente de se distinguer des autres partis collaborationnistes par une propagande omniprésente, notamment à l'intention de la jeunesse.

1. *L'évolution idéologique de Doriot et du PPF et ses répercussions sur la propagande locale*

La propagande locale du PPF s'appuie naturellement sur la doctrine nationale du parti, en majeure partie influencée par celle de Doriot. Mais l'idéologie de ce dernier évolue au cours des premières années de la guerre et se radicalise. Ces changements idéologiques ont des répercussions à tous les échelons du parti et notamment au niveau local.

D'abord, l'anticommunisme de Jacques Doriot, hérité de son exclusion du PCF en 1934 et développé pendant la période du Front Populaire, est exacerbé. En effet, l'idée-force du Parti Populaire Français avant la guerre tient dans la mise en lumière de la faillite du socialisme et de l'internationale communiste. Cette caractéristique idéologique du PPF sous-tend toute l'entreprise politique du parti jusqu'en 1945, même si elle s'efface relativement au sein de la collaboration au profit d'un soutien sans faille aux Allemands. Dieter Wolf estime que « le fasciste Doriot ne peut se comprendre sans ses débuts communistes. Le chef du P.P.F. se comporta, sa vie durant, en renégat du communisme poussé par un besoin irrésistible de vengeance²⁰⁶ ». Christian Bougeard souligne lui que le thème de l'anticommunisme forme une passerelle entre les partis collaborationnistes et les pétainistes en Bretagne pendant la période d'Occupation²⁰⁷.

D'autre part, Doriot se rapproche du régime de Vichy et du Maréchal Pétain, au point d'être nommé membre du Conseil National de l'Etat Français en janvier 1941. En fait, Jacques Doriot souhaite remplacer l'état-major de Vichy par des membres du PPF qu'il juge plus compétents

²⁰⁶ D. Wolf, *Doriot, du communisme à la collaboration*, op. cit., p. 14.

²⁰⁷ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne*, op. cit., p. 231.

et fiables. Mais face à l'impasse dans laquelle il finit par se retrouver au sein du régime de Vichy, Doriot préfère se tourner vers l'occupant allemand dans sa quête du pouvoir.

En outre, Jean-Paul Brunet souligne que le PPF se place en pointe dans l'action antisémite²⁰⁸. L'antisémitisme exacerbé par le PPF après 1940 serait un moyen opportuniste d'apporter des réponses à tous les problèmes posés au parti. Doriot remet ainsi son parti sur pied en attisant la haine et en s'appuyant sur une politique sociale.

Mais, surtout, le tournant idéologique du PPF intervient en juin 1941 lors du déclenchement de l'opération « Barbarossa » qui met fin au pacte de non-agression germano-soviétique. Doriot oppose, à partir de cette date, le communisme maléfique à une Allemagne nazie idéalisée. Cette peur du bolchévisme comme menace pour la liberté de l'Europe entière conduit certains leaders de partis politiques vers la collaboration avec l'Allemagne²⁰⁹. Cette position, définie par la suite comme « collaborationnisme »²¹⁰, représente le caractère fondamental du PPF au cours de la période 1941-1945. Yves Durand en donne la définition suivante : « Le collaborationnisme, c'est l'engagement aux côtés de l'occupant, non par nécessité ou adaptation aux circonstances, mais par adhésion volontaire à l'idéologie nazie et recherche avec l'Allemagne d'une alliance étroite²¹¹ ». Toutefois, cette position collaborationniste reste très minoritaire, comme le souligne Christian Bougeard : « Dans le contexte d'un pays vaincu, une poignée seulement d'individus a fait le choix de servir l'occupant pour des raisons politiques et idéologiques ou par intérêt²¹² ». D'une plume plus directe, Maurice Lucas évoque « d'infimes groupuscules où les déclassés sociaux côtoient les illuminés, les ambitieux de petit calibre et les repris de justice...²¹³ ».

De son côté, Philippe Burrin présente le collaborationnisme comme le « cercle restreint mais non négligeable des hommes politiques, des journalistes, des simples Français qui ont jugé bon de s'engager, de faire de la politique en présence de l'occupant, de manifester des opinions collaborationnistes, de plaider l'entente avec le vainqueur, de militer en sa faveur, parfois de revêtir son uniforme²¹⁴ ». Et justement, le Parti Populaire Français se trouve parmi les premiers à prôner un engagement militaire français aux côtés de l'Allemagne.

²⁰⁸ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 346.

²⁰⁹ Pierre Giolitto, *Volontaires français sous l'uniforme allemand*, Paris, Perrin, 2007, p. 8-11.

²¹⁰ Déat est le premier à utiliser ce terme dans *L'Œuvre* du 4 novembre 1940 ; cité par Pierre Giolitto, *Volontaires français sous l'uniforme allemand*, op. cit., p. 24.

²¹¹ *Ibid.*, p. 24.

²¹² Christian Bougeard, *La Bretagne de l'Occupation à la Libération 1940-1945*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014, p. 100.

²¹³ Maurice Lucas, « Les temps incertains (1914-1945) » dans Yves Le Gallo (dir), *Le Finistère de la Préhistoire à nos jours*, Saint-Jean d'Angély, Éditions Bordessoules, 1991, p. 498.

²¹⁴ Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande*, op. cit., p. 9.

Effectivement, le PPF est à l'origine de la création de la Légion des Volontaires Français contre le bolchévisme (LVF) aux côtés d'autres partis collaborationnistes. L'idée est notamment lancée par Doriot lors d'un Congrès du PPF en juin 1941²¹⁵. La LVF est une association fondée officiellement le 8 juillet 1941²¹⁶ ayant pour finalité d'engager des volontaires français pour combattre l'URSS et soutenir les Allemands sur le front de l'Est. Toutefois, cette tentative de la LVF ne remporte pas les succès escomptés : les engagements sont peu nombreux et freinés par les Allemands eux-mêmes, qui se méfient d'armer des Français ; la majorité des engagés veulent échapper au STO, à une situation économique difficile ou à des poursuites judiciaires, ou sont souvent des hommes intellectuellement limités aveuglés par la propagande²¹⁷. Les effectifs sont ainsi dérisoires et s'élèvent à environ 5 800 hommes reçus sur 13 000 engagés en 1943²¹⁸. Pascal Ory précise, lui, que la LVF combattante se limite à moins de 4 000 légionnaires²¹⁹.

Mais quelles sont les répercussions, à l'échelle locale, de ces évolutions idéologiques ? Le PPF finistérien se caractérise en majorité par des actions de propagande anticommuniste et antianglaise, accompagnées d'un antigaulisme, ainsi que par l'instrumentalisation de la LVF et un rapprochement avec l'occupant allemand.

D'abord, le PPF dans le département du Finistère fait preuve d'un anticommunisme notoire, illustré par l'orientation de sa propagande. Des tracts « Le communisme c'est la guerre civile²²⁰ », des affiches antibolcheviques²²¹ et des inscriptions contre Staline²²² sont ainsi diffusés dans plusieurs villes du département afin de tenter de mobiliser la population contre l'Internationale Communiste (IC).

Cet anticommunisme se double d'attaques contre les ennemis de l'Allemagne – Churchill et les Britanniques, De Gaulle. En effet, des inscriptions antigaulistes sont réalisées à Douarnenez sur des maisons appartenant à des gaullistes repérés²²³ et des tracts antianglais peuvent être diffusés comme à Brest en décembre 1943²²⁴. Enfin, des affiches mettent en garde

²¹⁵ Pascal Ory, *Les collaborateurs: 1940 - 1945*, Paris, Éd. du Seuil, 1980, p.241.

²¹⁶ Pierre Giolitto, *Volontaires français sous l'uniforme allemand*, op. cit., p. 21.

²¹⁷ *Ibid.*, p. 70-83.

²¹⁸ *Ibid.*, p. 83.

²¹⁹ Pascal Ory, *Les collaborateurs*, op. cit., p. 243.

²²⁰ ADF, 200W56, Rapport du commissaire de police de Quimper au préfet du Finistère, 1^{er} décembre 1942.

²²¹ ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 26 juin 1943.

²²² *Ibid.*, Rapport des RG de Brest, 11 septembre 1943.

²²³ ADF, 200W61, Rapport du commissaire de police de Douarnenez au préfet du Finistère, 25 janvier 1943.

²²⁴ ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 11 décembre 1943.

les Résistants gaullistes et communistes d'une vengeance du PPF après l'assassinat du chef de la section brestoise Arghiropol : « Nous prévenons les communistes et gaullistes que notre camarade sera vengé²²⁵ ».

En outre, l'implication du PPF dans la création puis l'organisation de la LVF dans un cadre national a des répercussions dans le Finistère. Ainsi, un rapport des Renseignements Généraux sur l'activité de la LVF dans le département met en lumière la filiation existant entre ces deux organismes²²⁶. Les bureaux de recrutement de Quimper, Douarnenez et Morlaix sont tenus par des membres du PPF et le chef départemental du parti, Paul Le Roux, occupe le poste de directeur de la LVF dans le Finistère. De plus, les réseaux de propagande du PPF, particulièrement sa presse *Le Cri du Peuple*, sont activés pour diffuser une active propagande en faveur de l'engagement dans la Légion.

Enfin, à l'image des dirigeants nationaux du parti, les membres du PPF se rapprochent progressivement des services d'occupation allemands – j'aurai l'occasion d'y revenir. Ils s'engagent notamment dans un corps auxiliaire de la police allemande, le Service Social des Chantiers Todt (SSCT)²²⁷. Henri Soutif, le chef des Renseignements Généraux finistériens conclut même ce fichier sur le PPF par l'affirmation suivante : « Pour terminer, résumons la situation en disant que le Parti Populaire Français, s'il s'efforce d'être un parti populaire, semble avoir renoncé, dans mon secteur, d'être un parti français²²⁸ ».

Ainsi, l'activité du Parti Populaire Français dans le département du Finistère dépend intégralement des évolutions idéologiques et doctrinales du parti de Jacques Doriot. Ses actions de propagande ainsi que ses tentatives de recrutement suivent les consignes nationales du parti, sans que des initiatives ou des particularités idéologiques locales ne semblent apparaître.

Cette diffusion du PPF est rendue possible par la présence du parti dans l'espace public finistérien – grâce aux permanences locales – et à la diversification du recrutement du parti – à la fois par la création de sections de jeunesse et de sections féminines.

²²⁵ *Ibid.*, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 18 décembre 1943.

²²⁶ ADF, 1171W19, Rapport du chef du service des RG de Quimper Soutif sur la LVF dans le Finistère, non daté.

²²⁷ ADF, 200W49, Fichier départemental du PPF dans le Sud-Finistère réalisé par le chef du service des RG de Quimper Henri Soutif, 25 décembre 1943.

²²⁸ *Id.*

2. *Les permanences locales et l'attractivité des sections féminines et de jeunesse*

« La section représente la cellule de base du parti et son travail est indispensable aux services centraux du département. De son dynamisme dépend la force de la fédération²²⁹ ». Si, comme le souligne Bruno Le Roux dans son étude sur les Croix-de-Feu et le PSF dans le Finistère, la section locale est une cellule fondamentale dans le dynamisme d'un parti, la permanence locale de la section est son empreinte dans l'espace public et l'épicentre de son activité : elle permet d'assurer les fonctions essentielles de recrutement et de propagande. Jacqueline Sainclivier met en exergue le fait que l'ouverture de permanences locales participe de la politique de présence des partis collaborationnistes en Bretagne. Ainsi, elle note que « dans toutes les villes, petites ou grandes, sont ouvertes des permanences²³⁰ ».

Ces dernières voient ainsi le jour dans les points-clés du développement du PPF dans le Finistère, elles coïncident logiquement avec la présence de sections locales naissantes. Par exemple, un projet de permanence lancé en décembre 1942²³¹ aboutit au début de l'année 1943 à son ouverture à Quimper, Avenue de la Gare²³², ce qui témoigne du dynamisme du parti dans la région quimpéroise. En ce qui concerne la section brestoise, les rapports des Renseignements Généraux font état d'un « siège social²³³ » du PPF rue Jean Jaurès puis rue de Siam. Cette appellation particulière de « siège social » – il s'agit en réalité de la permanence du parti dans la ville de Brest – fait figure d'exception : il s'agit de la seule apparition de ce terme dans les rapports des Renseignements Généraux finistériens. Cette dénomination pourrait faire référence à la position principale de la section de Brest au sein de la fédération PPF du Finistère, notamment en termes d'effectifs. Enfin, des permanences sont ouvertes ou en projet d'ouverture à Morlaix et Douarnenez mais n'aboutissent pas à l'installation du siège du parti. D'une part, la section de Morlaix ne parvient pas à voir le jour malgré la présence d'une permanence – seul cas finistérien d'une antériorité de la permanence sur la section – et, d'autre part, l'ouverture de la permanence de Douarnenez place de la Croix s'effectue au cours du mois de février 1944, début de la période du délitement de l'activité du PPF, et est finalement marquée par un échec.

²²⁹ Bruno Le Roux, *Le mouvement Croix de Feu et le PSF dans le Finistère*, op. cit., p. 23.

²³⁰ J. Sainclivier, *La Bretagne dans la guerre, 1939-1945*, op. cit., p. 76.

²³¹ ADF, 200W56, Rapport des RG de Quimper à l'intendant de police à Rennes, 15 décembre 1942.

²³² *Ibid.*, Rapport des RG au préfet du Finistère, 8 janvier 1943.

²³³ ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 4 septembre 1943.

En effet, la permanence, dont le projet était lancé au début du mois de février, n'est toujours pas occupée à la fin du mois²³⁴.

Enfin, même si ces permanences sont essentielles pour l'activité de propagande et de recrutement du PPF dans le Finistère, elles ont pour conséquence néfaste de cristalliser les marques d'hostilité à l'égard du parti. Autrement dit, leur position centrale au sein de l'organisation locale du parti et leur présence dans l'espace public attirent l'attention de la population et parfois de la Résistance. La permanence de Morlaix est ainsi détruite par la Résistance en 1942²³⁵ tandis que la permanence de Quimper, bien que semblant laissée à l'abandon depuis plusieurs mois²³⁶, est victime d'un attentat le 3 mai 1944²³⁷. Ces attaques contre l'empreinte du PPF dans les villes illustrent l'hostilité générale que le parti soulève. Elles mettent également en lumière que ces permanences sont un danger pour les opposants au collaborationnisme et donc qu'elles remplissent leur objectif de propagande et de recrutement parfois rien qu'à travers leur présence – même lorsque la permanence est abandonnée comme à Quimper.

Dans une même optique de diffusion du parti et de son idéologie, des sections de jeunesse et des sections féminines sont fondées par le Parti Populaire Français. Illustrations de la diversification des actions du parti, elles soulignent l'importance d'un recrutement orienté en fonction de différents groupes sociaux pour étendre l'influence du PPF. De telles sections voient ainsi le jour dans le Finistère.

Dans un premier temps, l'Union Populaire de la Jeunesse Française est autorisée à fonctionner en zone occupée à partir de 1942²³⁸. Par la suite, une section des Jeunesses Populaires Françaises (JPF) est créée à Quimper sous l'impulsion de jeunes membres du parti. En effet, il est souligné dans les rapports des Renseignements Généraux qu'un « groupe de jeunes du Parti est en voie de formation²³⁹ » avant qu'un rapport sur la constitution finale de la section de Quimper ne présente Bernard Massotte comme le « responsable des Jeunesses Populaires Françaises à Quimper²⁴⁰ ». La création d'une telle section, qui se livre selon les RG

²³⁴ ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 26 février 1944.

²³⁵ G.-M. Thomas et A. Le Grand, *Le Finistère dans la guerre, tome 1, op. cit.*, p. 359.

²³⁶ ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 23 octobre 1943.

²³⁷ *Ibid.*, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 6 mai 1944.

²³⁸ ADF, 200W49, Lettre de la *Feldkommandantur* au préfet de Quimper, 7 janvier 1942.

²³⁹ ADF, 200W56, Rapport du commissaire de police de Quimper à l'intendant de police à Rennes, 15 décembre 1942.

²⁴⁰ *Ibid.*, Rapport du chef des RG de Quimper au préfet du Finistère, 13 février 1943.

à un actif recrutement avec succès²⁴¹, souligne le caractère juvénile du PPF et met en avant le dynamisme de la jeunesse du parti ainsi que son implication au sein de l'organisation locale. Bernard Massotte n'a, par exemple, pas encore fêté ses 18 ans lorsqu'il est présenté comme le responsable fédéral des JPF au congrès départemental du parti en mai 1943²⁴². Les effectifs des JPF dans le Finistère sont difficiles à estimer, mais une liste de ses membres est présentée par les autorités françaises à la Libération²⁴³. Elle présente 8 membres de l'organisation de jeunesse du PPF – sans compter Massotte, abattu par la Résistance en avril 1944²⁴⁴. Pour autant, il semble délicat d'avancer d'autres chiffres du fait de la volatilité de l'appartenance partisane pendant l'Occupation. Toutefois, il apparaît que les JPF étaient *a minima* formés d'un noyau stable d'une dizaine d'éléments dans la région de Quimper. Un rapport des Renseignements Généraux fait, lui, état d'une vingtaine de membres et d'une activité limitée à des inscriptions de propagande dans les rues de Quimper²⁴⁵. Il est à remarquer que cet engouement de la jeunesse se traduit souvent par un activisme qui se caractérise par une croissance de l'agressivité²⁴⁶ ainsi que par un engagement relativement important au sein de la LVF²⁴⁷. Enfin, le PPF finistérien tente de se développer, *via* sa filière de jeunesse, dans d'autres départements. Yves Le Ménager, membre des JPF de Quimper aurait ainsi été chargé de créer, en lien avec Joseph Bonis, un groupe universitaire de recrutement du PPF à Angers²⁴⁸.

Il existe également dans le Finistère une filiale féminine du PPF. Ainsi, à partir de février 1943, le poste de « responsable de la section féminine du Parti²⁴⁹ » est précisé dans la surveillance locale du PPF, poste occupé dans un premier temps par Anne-Marie Guéguen²⁵⁰. De même que pour les JPF, une jeune membre du PPF est désignée secrétaire fédérale des Jeunes Femmes de France (JFF) lors du congrès départemental du parti de mai 1943²⁵¹. La création d'une section féminine illustre la diversification du PPF dans le Finistère, ainsi qu'une volonté d'inclusion et de recrutement des femmes au sein de son organisation, bien qu'elles ne représentent qu'environ un tiers des membres de partis collaborationnistes dans le Finistère²⁵². Marie-France Andrieux, secrétaire fédérale des JFF du Finistère, participe ainsi à un stage au

²⁴¹ *Ibid.*, Rapport du commissaire de police de Quimper à l'intendant de police à Rennes, 15 décembre 1942.

²⁴² *Ibid.*, Rapport du chef des RG de Quimper au préfet du Finistère, 7 mai 1943.

²⁴³ ADF, 31W394, Liste des membres des JPF.

²⁴⁴ ADF, 208J179, Notes d'Alain Le Grand sur les morts de Massotte et Arghiropol d'Argyr.

²⁴⁵ ADF, 1171W19, Surveillance des mouvements de jeunesse.

²⁴⁶ Ce que souligne Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande*, *op.cit.*, p. 431.

²⁴⁷ G.-M. Thomas et A. Le Grand, *Le Finistère dans la guerre*, tome 1, *op. cit.*, p. 358.

²⁴⁸ ADF, 31W328, Note de renseignements militaire de la juridiction militaire de Quimper, 15 janvier 1945.

²⁴⁹ ADF, 200W56, Rapport du chef des RG de Quimper au préfet du Finistère, 13 février 1943.

²⁵⁰ *Id.*

²⁵¹ *Ibid.*, Rapport du chef des RG de Quimper au préfet du Finistère, 7 mai 1943.

²⁵² Philippe Collin et Philippe Raoul, *L'épuration dans le Finistère 1944-1946*, *op. cit.*, p. 175-176.

sein de l'École des Cadres du PPF au cours de l'été 1943²⁵³, preuve de l'inclusion des femmes dans la structure dirigeante du parti et d'un certain dynamisme de la fédération du Finistère. Il semble toutefois pertinent de se poser la question du réel impact des JFF au sein de l'organisation locale du parti, ses quelques membres se confondant d'ailleurs souvent avec les Jeunesses Populaires Françaises du fait de leur jeune âge.

Ainsi, l'utilisation de l'espace public et une diversification du recrutement davantage orienté vers la jeunesse et la gente féminine ont été les stratégies mises en place par le PPF pour affermir son implantation dans le département du Finistère et recruter de nouveaux membres dans une optique de massification du parti et d'une prise de pouvoir nationale proche. Cet objectif se traduit d'un autre côté par la récupération de membres de partis collaborationnistes concurrents moins organisés.

3. *Phagocytose de partis collaborationnistes*

En effet, le développement du PPF dans le Finistère est rendu possible et accentué par la récupération d'effectifs provenant de la disparition ou du déclin d'autres organisations partisans, d'ailleurs souvent concurrentes. Déjà en 1938, le PPF s'implantait dans le département par le biais d'une scission du PSF du colonel de La Rocque à Landerneau. Pendant la période d'Occupation, le parti de Doriot bénéficie également de l'instabilité des autres partis collaborationnistes, et notamment le MSR et le RNP.

Tout d'abord, il faut envisager le milieu collaborationniste comme une multiplicité de partis – et surtout de chefs de partis – possédant des organisations différentes ainsi que des objectifs et des méthodes parfois divergents et rongés par l'ambition personnelle de leur chef. Leur point commun premier est rappelé par Philippe Burrin : « Né de la société, [le collaborationnisme] s'en arrache jusqu'à se mettre en dehors d'elle et à vouloir la refaire avec l'aide de l'ennemi. Lancé en fanfare au nom de la défense de la nation, il finit par soutenir que les intérêts des occupés coïncident avec ceux des occupants²⁵⁴ ». La collaboration était perçue comme un

²⁵³ *Ibid.*, Rapport des RG de Quimper, 22 octobre 1943.

²⁵⁴ P. Burrin, *La France à l'heure allemande*, *op. cit.*, p. 366.

moyen de défendre l'intérêt national, de lutter contre des ennemis communs (Juifs, communistes), de sauvegarder la civilisation occidentale et permettre une construction européenne sous l'égide de l'Allemagne²⁵⁵. Toutefois, les partisans de la collaboration sont engagés dans plusieurs organisations concurrentes. Les principales – en plus du PPF – sont le Francisme de Marcel Bucard, le Mouvement Révolutionnaire National (MSR) d'Eugène Deloncle et le Rassemblement National Populaire (RNP) de Marcel Déat²⁵⁶.

Le Finistère n'échappe pas à cette multiplicité des partis collaborationnistes. Il existe en effet des sections de chacun d'entre eux dans le département pendant l'Occupation, même si le Francisme ne parvient pas à s'implanter dans une région aussi rurale « car son idéologie séduit davantage une clientèle urbaine et industrialisée²⁵⁷ ». Ainsi, le RNP et le MSR tentent de s'implanter dans le département du Finistère mais connaissent chacun des difficultés.

Mais plus que la multiplicité des partis collaborationnistes finistériens, c'est la forte volatilité de leurs membres qui permet au PPF de se développer dans le département. Christian Bougeard souligne notamment que les partis collaborationnistes connaissent une forte fluctuation de leurs effectifs à cause des rivalités qui les opposent²⁵⁸. En effet, l'appartenance partisane est fragile pendant l'Occupation et de nombreux individus changent rapidement de partis voire adhèrent à plusieurs organisations en même temps. D'autre part, le MSR et le RNP font preuve d'une certaine instabilité qui profite au PPF. En effet, le RNP de Marcel Déat est d'abord absorbé par le MSR de Deloncle en 1941 au sein d'une alliance. A la suite de ce regroupement, certains membres du RNP se tournent vers le PPF. Mais surtout, le MSR est lui-même progressivement phagocyté par le PPF au cours de la période 1942-1943²⁵⁹. Plusieurs membres du PPF finistérien, dont Bernard Massotte par exemple, passent ainsi du MSR au PPF ou du RNP au PPF entre 1941 et 1943.

Le Parti Populaire Français apparaît ainsi comme le parti collaborationniste le plus solide pendant l'Occupation. Il possède notamment une structure nationale expérimentée, une organisation stable et une base partisane relativement développée. La force de son organisation lui permet donc non seulement de survivre dans un environnement concurrentiel et hostile, mais

²⁵⁵ Sur l'histoire de l'idée européenne pendant la guerre, voir Bernard Bruneteau, *Les « collabos » de l'Europe nouvelle*, Paris, CNRS Editions, 2016 [2003].

²⁵⁶ Henry Rouso dresse un tableau synthétique de la collaboration et notamment de chaque parti cité ici dans Henry Rouso, *La collaboration : les noms, les thèmes, les lieux*, Paris, MA Editions, 1987.

²⁵⁷ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne*, op. cit. p. 236.

²⁵⁸ *Ibid.*, p. 231.

²⁵⁹ Christian Bougeard, *La Bretagne d'une guerre à l'autre : 1914-1945*, Paris, Editions J.-P. Gisserot, 1999, p. 106.

aussi de profiter des difficultés affrontées par ses concurrents pour l'exercice du pouvoir. Le parti doriote fait preuve, dans le Finistère, d'une propagande et d'un recrutement qui se veulent hyperactifs et diversement orientés – notamment vers les jeunes, plus actifs, et les femmes – pour diffuser son idéologie, qui a grandement évolué depuis l'avant-guerre. Le PPF s'appuie dans cette optique sur une politique de présence dans l'espace public marquée par l'ouverture de permanences locales. La structure du parti dans le Finistère est formée sur 3 sections locales principales (Brest, Quimper, Douarnenez) dont dépend le dynamisme de la fédération finistérienne.

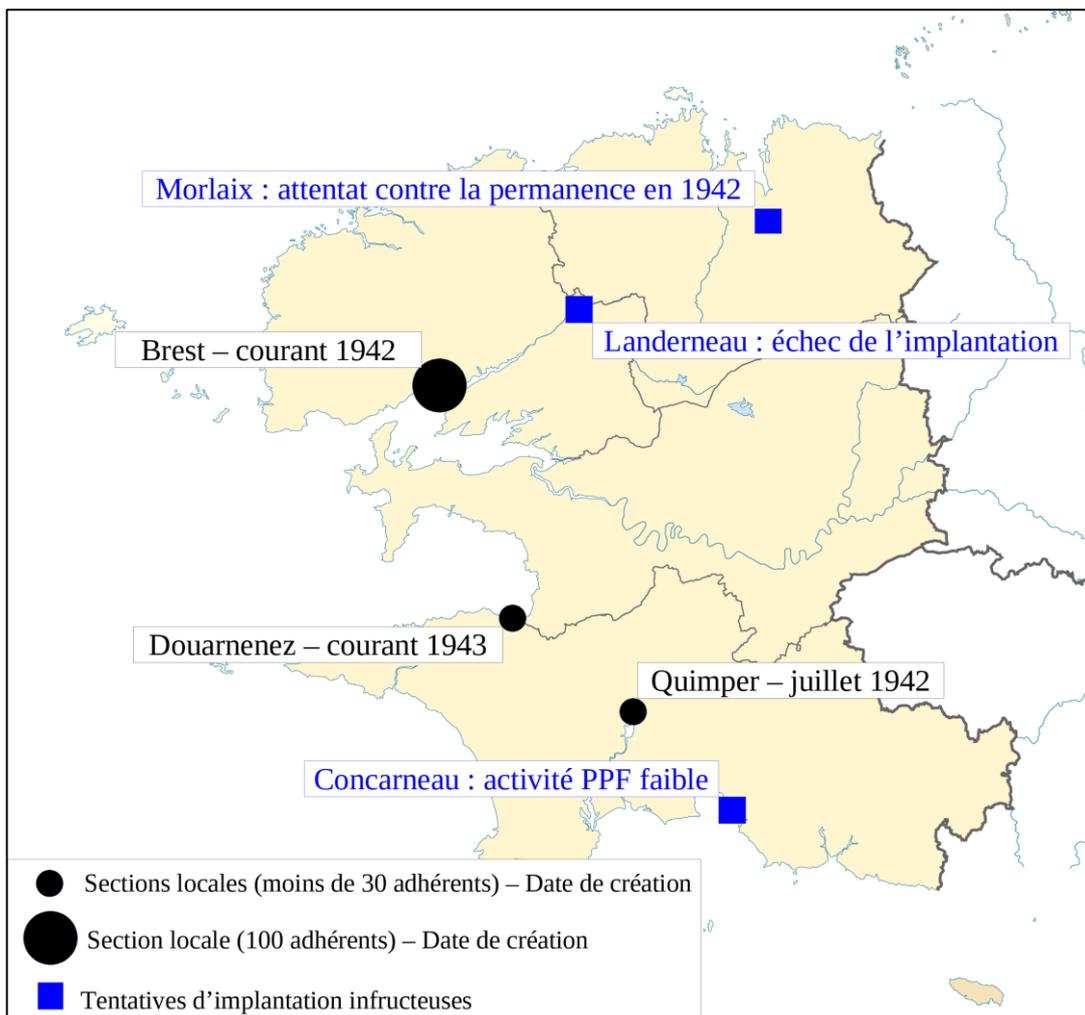


Figure 2 : Carte de l'implantation du PPF dans le Finistère entre 1942 et 1945

Conclusion du chapitre 2 :

Pour conclure, il s'agit désormais de proposer une estimation du nombre de membres du parti dans le Finistère au cours de la période d'Occupation, notamment lorsque ses effectifs se situent à leur paroxysme sur la période 1942-1943. D'abord, le PPF est sujet à une surveillance à la Libération et une liste de ses membres repérés présente 30 membres pour le Finistère²⁶⁰, un chiffre donc bien en deçà des estimations des historiens. On peut penser toutefois que cette liste ne présente que les noms des principaux adhérents du PPF finistérien, plus actifs et donc naturellement plus faciles à repérer. Une liste des membres de la section de Douarnenez fait, elle, état de 25 membres rien que pour la région douarneniste²⁶¹. En estimant vraisemblable l'augmentation de la section brestoise d'une vingtaine à une centaine de membres grâce à l'action d'Arghiropol, le PPF aurait compté environ 140 adhérents à son apogée, comme l'a estimé, dans une fourchette haute, Christian Bougeard²⁶². Toutefois, le croisement d'une liste des membres du PPF trouvée sur Arghiropol d'Argyr²⁶³, d'une liste des membres du PPF identifiés par les RG²⁶⁴ et enfin de dossiers individuels sur les partisans de la collaboration²⁶⁵ permet d'estimer à environ 110 adhérents les effectifs du PPF dans le Finistère au cours de sa période principale d'activité (1942-1943). Cet ensemble d'adhérents se répartit entre Brest (une soixantaine de membres repérés) ainsi que Quimper et Douarnenez (une cinquantaine de membres, comme le souligne le fichier réalisé par les RG fin 1943²⁶⁶). Il s'agit, d'une part, d'un cercle élargi qui ne comprend vraisemblablement pas uniquement des membres actifs au sein de l'organisation du parti mais également de simples soutiens. Et, d'autre part, le PPF a pu faire état de tels effectifs uniquement pendant un court laps de temps : les défaites allemandes et l'hostilité de la collaboration et de la Résistance ont vite réduit les troupes du parti.

Le développement du Parti Populaire Français dans le Finistère s'appuie également sur le noyautage de la Légion des Volontaires Français contre le bolchévisme. En effet, même si

²⁶⁰ ADF, 31W394, Liste des membres du PPF repérés.

²⁶¹ *Ibid.*, Liste nominative des adhérents PPF de la circonscription de Douarnenez

²⁶² Christian Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne 1914-1946*, *op. cit.*, p. 232-233.

²⁶³ ADF, 1171W19, Liste des membres du PPF trouvée sur Arghiropol d'Argyr à Brest.

²⁶⁴ *Ibid.*, Rapport du chef des RG de Brest au directeur des RG à Paris, 12 février 1945.

²⁶⁵ ADF, 31W324 à 31W377 : ADF, 1265W1 à 1265W19.

²⁶⁶ ADF, 200W49, Fichier départemental du PPF dans le Sud-Finistère réalisé par le chef du service des RG de Quimper Henri Soutif, 25 décembre 1943. Ce rapport présente une estimation de 50 membres du parti dans la région comprenant Quimper et Douarnenez, précisant qu'il s'agit d'une majorité « d'arrivistes soucieux avant tout de leurs intérêts personnels ».

les effectifs du PPF ne rendent pas possible un engagement massif au sein de la LVF, le parti de Doriot contrôle les permanences et donc les engagements de légionnaires dans le département. Doriot, lui-même engagé au sein de la LVF, poursuit l'objectif d'instrumentaliser cet organisme pour recruter des militants pour son parti.

Toutefois, l'impression d'une activité débordante et d'un recrutement rapide et partiellement efficace ne doit pas troubler l'observation du bilan du PPF dans le Finistère : les effectifs stagnent à un stade groupusculaire et le parti connaît des difficultés d'implantation et, surtout, une hostilité de la part de la population. L'apogée du parti est atteint au cours de l'année 1943, avant que le vent, déjà peu favorable à la collaboration, ne tourne et n'emporte avec lui les derniers espoirs des membres du parti, qui s'engagent parfois dans une collaboration définie comme ultra²⁶⁷.

Un dernier point sur le financement du parti peut ici être développé dans la mesure où il n'a pas encore été précisé. Le parti doriote s'appuie, avant tout, sur les cotisations des adhérents. Cependant, d'autres sources de revenus peuvent rentrer en ligne de compte. Ainsi, un individu proche du parti, Henri Friant, industriel à Douarnenez, « ne fait pas partie en nom du PPF mais il lui témoigne sa sympathie par des subventions en argent²⁶⁸ ». Enfin, preuve de la collusion entre le PPF et les services allemands, les fonds nécessaires à l'édition et à la diffusion de *L'Alerte* sont fournis par les services de la Propaganda-Staffel²⁶⁹.

²⁶⁷ M.-O. Baruch, *Das Vichy-Regime. Frankreich 1940-1944*, Stuttgart, Reclam, 1999 ; cité par D. Gosewinkel. « Europe antilibérale ou Anti-Europe ? Les conceptions européennes de l'extrême droite française entre 1940 et 1990 », *Politique européenne*, vol. 62, no. 4, 2018, pp. 152-179.

²⁶⁸ ADF, 1265W10, Dossier Henri Friant, Notice individuelle.

²⁶⁹ ADF, 200W56, Note d'information du préfet du Finistère, 18 février 1944.

Chapitre 3 : La disparition (fin 1943 – 1945)

A. Un parti en apparence hiérarchisé mais instable

A partir de la fin de l'année 1943, le Parti Populaire Français disparaît progressivement du paysage politique finistérien. Dans un premier temps, il garde une hiérarchie nationale et locale apparente, mais l'organisation du parti est en réalité fragilisée. En fait, le PPF fait surtout face à la pression exercée par l'opinion publique et – plus violemment – par la Résistance. En outre, l'activité doriotiste décline conséquemment à l'éloignement des perspectives d'une victoire allemande dans la guerre.

1. Une hiérarchie politique nationale et locale qui demeure

Effectivement, le PPF fait des efforts pour maintenir une hiérarchie politique à l'échelon national, mais on observe aussi de tels efforts dans le Finistère, notamment au sein du Bureau Départemental.

Tout d'abord, Jacques Doriot est persuadé que l'heure du PPF est passée : la France lui est hostile, les finances sont catastrophiques, l'activité décline dans toutes les régions. Il décide alors de repartir sur le Front de l'Est en mars 1943²⁷⁰. Il ne laisse toutefois pas la direction du PPF à l'abandon. En effet, jugeant le Bureau Politique du PPF trop important en termes d'effectifs, Doriot nomme un Directoire d'uniquement neuf membres à la tête du parti pour la durée de son absence sur le Front russe. Jean-Paul Brunet précise que ce Directoire est « traversé par un certain nombre de courants divergents²⁷¹ », notamment à cause de l'affaiblissement national du PPF, mais que l'homme à sa tête, Victor Barthélémy, parvient à maintenir une certaine unité au sein de la direction parisienne.

Ainsi donc, bien que son parti semble s'engager sur un chemin descendant, Doriot cherche à garder son contrôle et une certaine unité du PPF. Même si Doriot est peu considéré par Vichy

²⁷⁰ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 408.

²⁷¹ *Ibid.*, p. 418.

et les Allemands concernant l'exercice du pouvoir, il continue ses efforts pour s'en rapprocher et maintenir son parti à flots.

A l'échelle du Finistère, on observe également une volonté de préserver une unité hiérarchique dans la gestion du parti. Celle-ci se traduit particulièrement par la continuité des dirigeants locaux du parti et notamment du Bureau Départemental mis en place au mois de mai 1943. Ainsi, les postes à responsabilité du PPF dans le Finistère sont rappelés par les Renseignements Généraux en octobre 1943 et considérés comme inchangés depuis mai²⁷² : Paul Le Roux occupe le poste de délégué départemental du parti, Yves Le Gall de Kerangal celui de secrétaire fédéral tandis qu'Eugène Carn est cité en tant que responsable de la section de Douarnenez. Il est à noter que ce rapport des RG fait état d'environ 50 membres pour le Parti Populaire Français dans le Finistère à cette période, et de plus de 300 adhérents aux Amis de la Légion des Volontaires Français contre le bolchévisme.

Plus tard encore, cette fois-ci au mois d'avril 1944 et alors que l'activité du PPF est quasiment nulle ou sujette à de graves menaces de la part de la Résistance, certains de ses membres continuent de croire en l'organisation doriote et dans une hiérarchie de façade. Alexandre Arnera est ainsi « nommé Secrétaire Fédéral des J.P.F. pour le département du Finistère²⁷³ », illustration de cette volonté du PPF de maintenir voire de développer sa hiérarchie, qu'elle soit nationale ou locale.

Enfin, l'apparente hiérarchie du PPF après 1943 est également mise en lumière par les relations entre la direction nationale et les sections locales et départementales. En effet, les sections finistériennes reçoivent toujours les directives nationales par le biais de la presse interne du parti ainsi que la visite de délégués régionaux ou nationaux.

Parfois, la visite de délégués régionaux ou nationaux dans le Finistère représente une des seules activités du PPF dans le département. Entre octobre 1943 et la fin de l'activité du parti dans le courant 1944, les inspecteurs général et régional du PPF, Le Breton et Bolloré, se déplacent plus de sept fois dans le Finistère. Il s'agit par exemple de stimuler les militants de Quimper car le parti semble être en sommeil dans la région²⁷⁴, d'organiser des réunions privées

²⁷² ADF, 200W49, Rapport du chef des RG de Quimper au chef du service régional des RG à Rennes, 5 octobre 1943.

²⁷³ ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 15 avril 1944.

²⁷⁴ *Ibid.*, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 29 octobre 1943.

de propagande comme à Douarnenez²⁷⁵ ou encore de recadrer certains membres du parti dont les actions déplaisent à la direction²⁷⁶.

En outre, si les relations hiérarchiques entre Paris et le Finistère sont rappelées par la réception de directives nationales orales par le biais des délégués, elles le sont aussi sous forme écrite. Les sections finistériennes reçoivent ainsi la presse interne du PPF à plusieurs reprises. *L'Alerte* est diffusée d'abord aux membres du parti puis aux individus susceptibles d'adhérer au parti, comme à Quimper en décembre 1943²⁷⁷ puis en janvier 1944²⁷⁸. La réception de la propagande est un moyen de stimuler les adhérents du parti en rappelant les causes de leur combat et en appelant à fournir les rangs du PPF, bien que *L'Alerte* ne soit pas vraiment lue par la population.

Parfois, la transmission des directives nationales prend quelque peu du retard, comme le met en exergue la réception en octobre 1943 du bulletin intérieur du parti *Arguments* daté du 1^{er} janvier 1943²⁷⁹.

Ainsi, malgré les difficultés que traverse le PPF à partir de la fin de l'année 1943, le parti de Jacques Doriot tente de maintenir une organisation structurée et hiérarchisée, à la fois à Paris au sein de la direction nationale et en province. Toutefois, la situation désespérée du PPF au cours de l'année 1944 doit nuancer cette apparente hiérarchie doriotiste : le Directoire ne satisfait pas Doriot, qui doit rentrer en urgence pour éviter que de mauvaises décisions – à ses yeux – ne soient prises. Le parti entre progressivement en léthargie dans le Finistère et, en outre, ses membres tendent à échapper au contrôle du parti et se radicalisent au contact des services d'occupation allemands. De plus, Dieter Wolf rappelle que, malgré une certaine stabilité des cadres du parti, le PPF ne bénéficie pas d'une véritable constance concernant la masse de ses adhérents²⁸⁰.

²⁷⁵ ADF, 200W56, Rapport des RG de Quimper, 19 novembre 1943.

²⁷⁶ Bernard Massotte est ainsi rappelé à l'ordre pour s'être engagé dans le « Service Social des Chantiers Todt », une force de police auxiliaire allemande. ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 18 décembre 1943.

²⁷⁷ ADF, 200W56, Rapport des RG de Quimper, 14 décembre 1943.

²⁷⁸ *Ibid.*, Rapport des RG de Quimper, 11 janvier 1944.

²⁷⁹ ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 9 octobre 1943.

²⁸⁰ D. Wolf, *Doriot, du communisme à la collaboration*, op. cit., p. 363.

2. *En réalité, l'instabilité de l'organisation fragilise l'ensemble*

Dans les faits, l'organisation en apparence structurée et toujours ordonnée du PPF est sujette à de nombreuses tensions – à Paris comme dans le Finistère – et doit faire face à une instabilité grandissante aboutissant au départ de membres importants.

D'une part, la situation du PPF à l'échelle nationale se complique de manière croissante. Alors que Doriot a sommé le Directoire qu'il a nommé avant de partir avec la LVF de ne pas tenter de s'allier avec les autres partis collaborationnistes au sein du Front Révolutionnaire National, Jean Fossati, membre du Directoire et chargé des relations avec ces partis de la collaboration, annonce pourtant l'imminence d'un accord avec ces derniers²⁸¹. L'apprenant de façon détournée sur le front de l'Est – on lui annonce qu'une fusion totale des partis de la collaboration allait avoir lieu, ce qui n'est pas le cas –, Doriot demande et obtient immédiatement une permission et rentre en France reprendre le contrôle de son parti. Sur place, il « se déchaîna en reproches contre Fossati et la direction du parti²⁸² », ce qui aboutit à une vive période de tensions au sein de la direction du PPF à Paris. En permanence dans le Finistère et en campagne de recrutement pour la Waffen-SS, le lieutenant-colonel Gamory-Dubourdeau – membre du PPF et chargé des relations entre le PPF et le PNB dans le Finistère – évoque, selon un rapport des RG, que le parti a subi « une épuration à la suite de divergences d'opinion qui s'étaient manifestées jusque au sein de son Comité Directeur quant à l'attitude à adopter devant les évènements actuels²⁸³ ». Or ces tensions ont pu avoir des répercussions sur l'organisation du parti dans le Finistère, alors même que l'activité du parti commence à décliner et à perdre en ferveur et en régularité.

En outre, l'instabilité du PPF s'accroît par l'absence de Doriot du sol français²⁸⁴. En effet, ce dernier a tenté et est parvenu à reprendre la main sur la direction nationale de son parti, notamment en acceptant la démission de Fossati à la suite de ses critiques ainsi qu'en organisant un grand meeting suivi d'un défilé des troupes paramilitaires du parti, les Gardes Françaises, sur les Champs-Élysées. Seulement, Doriot repart sur le front de l'Est en août 1943 et y reste jusqu'en février 1944 malgré ses efforts pour rentrer en France s'occuper de la situation de plus

²⁸¹ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 418-419.

²⁸² *Ibid.*, p. 419.

²⁸³ ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 18 septembre 1943.

²⁸⁴ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, p. 420-423.

en plus critique du PPF. Sans chef pour prendre certaines décisions importantes, le parti de Doriot est criblé de dettes, se radicalise et devient un parti au service de l'occupant allemand.

D'autre part, l'instabilité générale du PPF est illustrée par l'apparition de tensions à l'échelle du sud-Finistère entre certains militants radicaux et des délégués du parti à la fin de l'année 1943.

Dans un premier temps, plusieurs membres du parti sont interpellés pour « usurpation de fonction » : Massotte, Bonis et Arnera se sont fait passer pour des membres de la police allemande²⁸⁵. Ces jeunes individus adhérents du PPF cherchent en fait à se rapprocher de la formation nommée « Service Social des Chantiers Todt », qui serait en réalité, selon le rapport des RG, une « police auxiliaire allemande, recrutant des Français des partis de collaboration pour les spécialiser dans les affaires politiques et la provocation²⁸⁶ ». Seulement, les membres du PPF ont reçu l'interdiction de s'engager dans cette formation, et le délégué régional Le Breton se déplace à Quimper pour rappeler à Massotte cette interdiction et lui reprocher son enrôlement. Un autre rapport précise même que Bernard Massotte, pourtant membre très actif du PPF et responsable des JPF dans le Finistère, aurait été exclu du parti et que la discussion entre les deux hommes – Le Breton et Massotte – « a failli tourner au pugilat²⁸⁷ ». Enfin, une note des Renseignements Généraux rapporte que le délégué régional de la propagande du PPF, M. Bernard, s'est rendu à Quimper et a exigé la carte de membre du PPF de Massotte. En effet, il est précisé que l'activité policière de ce dernier au sein du Service Social des Chantiers Todt « déplairait fort aux dirigeants du parti²⁸⁸ ».

Par la suite, l'instabilité à la fois nationale et locale du PPF, couplée à l'hostilité dont font preuve la population et la Résistance à l'égard du parti, conduisent certains de ses membres à quitter l'organisation doriote, voire même la région. D'abord, un membre important de la section brestoise, Joseph Gourves, quitte la ville de Brest pour s'installer à Paris peu de temps après l'assassinat d'Arghiropol d'Argyr en décembre 1943²⁸⁹. Comme il ne revient dans le Finistère qu'en avril 1944²⁹⁰, sa période d'absence déstabilise la section brestoise déjà particulièrement fragile depuis l'assassinat d'Arghiropol. La prise de distance de Gourves avec

²⁸⁵ ADF, 200W56, Rapport des RG de Quimper au chef de service régional des RG à Rennes, 16 décembre 1943.

²⁸⁶ *Id.*

²⁸⁷ ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 18 décembre 1943.

²⁸⁸ *Ibid.*, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 22 janvier 1944.

²⁸⁹ ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 5 février 1944.

²⁹⁰ *Ibid.*, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 15 avril 1944.

le PPF du Finistère est tout de même symptomatique d'une peur générale des partis de la collaboration face aux actions de la Résistance. De la même manière, Brault, ancien membre du PSF de La Rocque et simple sympathisant du PPF quitte la région de Brest pour celle d'Angers²⁹¹.

Mais les départs les plus marquants de responsables du PPF du Finistère sont ceux d'Yves Le Gall de Kerangal et d'Henri Ruault. Le Gall de Kerangal, alors secrétaire fédéral du PPF dans le Finistère, présente ainsi sa démission du parti au début du mois de février 1944²⁹². Il est souligné que son attitude est critiquée par les autres membres du parti. Henri Ruault, considéré comme le chef local du parti à Douarnenez, quitte, lui, son domicile de Tréboul (ancienne commune limitrophe de Douarnenez, rattachée à celle-ci en 1945) en avril 1944²⁹³, sans tourner le dos au PPF et à Doriot toutefois. En effet, le rapport des RG met en lumière que le départ définitif de Ruault de Tréboul – et même de la Bretagne puisqu'il déménage à Paris – intervient à la suite de « nombreuses menaces de mort » reçues par celui-ci²⁹⁴. Preuve de la surveillance dont fait l'objet le PPF de la part de la Résistance, le domicile d'Henri Ruault est visité par plusieurs individus au début du mois suivant et des papiers sont emportés, notamment une liste des membres du PPF²⁹⁵.

Ainsi, derrière l'apparence du maintien d'une structure hiérarchisée et stable du PPF, le parti de Jacques Doriot fait en réalité état d'une instabilité croissante. Cette dernière se traduit à la fois par des tensions au sein de la direction parisienne, tensions qui ont pu avoir des répercussions négatives sur les directives et la motivation diffusées aux adhérents du parti en province, ainsi que par des altercations et des départs de membres influents du parti dans le Finistère.

Cette instabilité du Parti Populaire Français amorce le déclin du parti, dont, cette fois-ci, il ne se relèvera pas. L'organisation PPF finistérienne entre ainsi dans une léthargie progressive qui aboutit à la disparition du parti du paysage finistérien et français à la fin de la guerre.

²⁹¹ *Ibid.*, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 29 avril 1944.

²⁹² ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 5 février 1944.

²⁹³ *Ibid.*, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 15 avril 1944.

²⁹⁴ *Id.*

²⁹⁵ *Ibid.*, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 6 mai 1944.

3. *La léthargie progressive du PPF et l'érosion de la base militante*

L'activité du Parti Populaire Français dans le Finistère décline donc rapidement à partir de la fin de l'année 1943. Cette chute se traduit à la fois par une baisse de l'activité publique, une propagande et un recrutement au point mort ainsi que l'érosion de la base militante.

Tout d'abord, la vitalité des sections doriotistes diminue progressivement, aussi bien à Brest qu'à Quimper ou Douarnenez. Un rapport des Renseignements Généraux de Quimper résume la situation du PPF dans le département en 1943 : « L'activité du Parti Populaire Français au cours des trois mois écoulés a été presque nulle. Aucune réunion n'a été tenue, ni publique, ni privée, et la propagande s'est bornée à quelques inscriptions à la craie et quelques distributions du tract « L'Alerte – Bulletin de combat de la Région bretonne du Parti Populaire Français – Chef Jacques Doriot²⁹⁶ ». Il est également précisé que les effectifs du parti sont stationnaires et peu agissants.

Ce constat, dressé au cours du mois de septembre 1943, est pourtant valable à nouveau au cours des mois suivants et annonce une tendance générale déclinante concernant l'activité du parti. En effet, l'action du PPF est quasiment nulle dans le sud-Finistère et un rapport souligne que le chef départemental Le Roux n'a pas pris contact avec les membres du parti depuis plus d'un mois²⁹⁷. C'est d'ailleurs sûrement cette impression d'inaction qui pousse l'inspecteur général du PPF Le Breton à se déplacer à Quimper pour stimuler les principaux militants du parti²⁹⁸.

Par la suite, comme l'a mis en lumière le rapport des RG de septembre 1943, la propagande du PPF ne se traduit plus que par quelques impressions de tracts et des distributions d'affiches, comme à Douarnenez²⁹⁹ ou à Quimper³⁰⁰ à la fin du mois de novembre ou encore à Brest³⁰¹ en décembre 1943. En outre, *L'Alerte* est reçue et diffusée par les sections locales. Les ultimes traces de l'activité de propagande du PPF sont visibles au cours des mois de mars et avril 1944. Si un rapport des RG estime que l'activité du PPF est nulle dans le département avant le mois

²⁹⁶ ADF, 200W49, Rapport des RG de Quimper sur la situation politique, 20 septembre 1943.

²⁹⁷ ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 16 octobre 1943.

²⁹⁸ *Ibid.*, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 29 octobre 1943.

²⁹⁹ ADF, 200W56, Rapport du commissaire de police de Douarnenez au préfet du Finistère, 26 novembre 1943.

³⁰⁰ *Ibid.*, Rapport des RG de Quimper, 27 novembre 1943.

³⁰¹ *Ibid.*, Rapport du chef des RG de Brest au préfet du Finistère, 8 décembre 1943 et ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 11 décembre 1943.

de mars³⁰², un semblant d'animation de propagande est observé au cours des mois qui suivent ce bilan. Ainsi, des opérations de distribution de tracts antianglais sont organisées à Quimper le 14 mars³⁰³, le 31 mars³⁰⁴ et enfin le 9 avril 1944³⁰⁵. Il s'agit ici vraisemblablement des dernières actions de propagande du parti dans le département, puisqu'un rapport des Renseignements Généraux en date du 9 mai 1944 souligne : « Dans l'ensemble du secteur, les différents partis P.N.B., P.P.F. et Francisme paraissent en léthargie³⁰⁶ ».

Toutefois, malgré une mise en sommeil progressive, les adhérents du PPF tentent de réagir et de se remobiliser, notamment dans leur combat contre la Résistance locale. De telles mobilisations interviennent par exemple après l'assassinat d'Arghiropol d'Argyr puis en réaction aux attaques de propagande lancées par le comité local de la Résistance.

D'une part, si l'assassinat d'Arghiropol d'Argyr à Brest dans la soirée du 9 décembre 1943 par un jeune Résistant porte un coup presque fatal à la section brestoise, il permet paradoxalement de redynamiser le parti dans cette région, notamment par le caractère fédérateur de ses obsèques. Celles-ci sont organisées le 13 décembre à Brest³⁰⁷ devant environ 50 personnes et permettent notamment de rassembler les membres de la section de Brest et de diffuser des affiches annonçant une vengeance contre les communistes et les gaullistes et d'autres cherchant à recruter de nouveaux membres. Enfin, cette cérémonie est l'occasion pour le délégué régional Le Breton de prononcer un discours contre le communisme et en faveur d'un retour de Doriot en France pour lutter contre cet ennemi mortel³⁰⁸.

D'autre part, la propagande de la Résistance locale à l'encontre de la collaboration pousse le PPF à préparer une grande opération de contre-propagande de la part parti doriotiste. Celle-ci a lieu à Douarnenez au cours du mois de janvier 1944 et sert de réponse à des « attaques lancées [...] par voie d'inscriptions et de tracts, par le Comité local de la Résistance³⁰⁹ ». Cette action se traduit par la diffusion massive d'exemplaires de la presse du PPF dans les rues de la ville : sont ainsi distribués la brochure « Gardes Françaises du PPF, défilé des bataillons d'assaut – 8 août 1943 », l'exemplaire de *Justice Sociale* de septembre 1943, l'exemplaire de

³⁰² ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 4 mars 1944.

³⁰³ ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 18 mars 1944.

³⁰⁴ *Ibid.*, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 1^{er} avril 1944.

³⁰⁵ *Ibid.*, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 15 avril 1944.

³⁰⁶ ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 6 mai 1944.

³⁰⁷ Le déroulement de la cérémonie est consultable aux ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 18 décembre 1943.

³⁰⁸ *Ibid.*, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 24 décembre 1943.

³⁰⁹ ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 29 janvier 1944.

L'Alerte de juin 1943 et un tract « Français, il est l'heure de choisir. Adhérez au P.P.F.³¹⁰ ». A travers cette manifestation de propagande et surtout de réaction à l'activité concurrente de la Résistance, la section de Douarnenez prouve qu'elle reste dynamique au début de l'année 1944. Mais cette tendance chute brutalement et aucune trace d'une activité du parti n'est observée dans la ville par la suite – si ce n'est celle d'un projet d'ouverture d'une permanence PPF place de la Croix, projet qui n'aboutit finalement jamais.

Finalement, malgré des tentatives de remobilisation quelque peu désespérés tant elles sont organisées dans des contextes négatifs pour le parti – obsèques, réaction face à la propagande de la Résistance – le PPF décline lentement mais progressivement à partir de la fin de l'année 1943 jusqu'au milieu de l'année 1944, période qui marque la fin de toute activité publique du parti dans l'espace finistérien.

Le Parti Populaire Français connaît donc une situation de crise nationale et logiquement, par répercussion, départementale et locale au fur et à mesure que s'avance la guerre et que reculent les positions allemandes. Malgré une façade hiérarchisée et structurée, le parti de Doriot semble rongé par des tensions à tous les étages de son organisation et entre progressivement dans une léthargie dont il ne se réveillera pas. Surtout, plus qu'à cause de failles internes, la croissance du PPF est rendue impossible par la pression constante exercée par l'opinion publique et par la Résistance qui s'est développée au cours de l'Occupation. Déjà ultra-minoritaire, le collaborationnisme se retrouve dans une position plus que délicate, considéré comme un ennemi de la nation et sujet à des attaques qu'il ne peut éviter dans la mesure où celles-ci visent l'empreinte du parti dans l'espace géographique et symbolique.

³¹⁰ *Id.*

B. Le PPF comme force supplétive de l'occupant allemand

Face aux difficultés rencontrées, le parti doriote se rapproche progressivement de l'occupant allemand. A tel point que de nombreux membres du parti finissent par s'engager comme agents des services allemands au sein du SD ou de l'Organisation Todt et de ses troupes paramilitaires de protection.

1. *Depuis 1940, le parti se rapproche physiquement et idéologiquement de l'Allemagne*

Depuis la défaite française et l'occupation allemande de la partie nord de la France en 1940, le Parti Populaire Français de Jacques Doriot cherche à se rapprocher du pouvoir. Doriot tente d'abord d'imposer son parti au sein du régime de Vichy en s'approchant de Pétain, tentative qui se solde par un succès en demi-teinte : le PPF perçoit des subventions de Pétain³¹¹ et Doriot possède une certaine légitimité aux yeux du Maréchal mais sans pouvoir réellement accéder à des postes au sein du régime de Vichy. La position pétainiste de Doriot est confirmée par la publication d'une brochure *Je suis un homme du Maréchal* à la fin du mois de février 1941³¹². Toutefois, l'action du chef du PPF ne provoque pas les effets escomptés et ce dernier manque de soutien : Pétain ne souhaite pas durcir la Révolution Nationale comme le prône Doriot et fait moins appel à lui³¹³. Cet échec partiel du rapprochement avec Vichy et Pétain pousse Doriot à se rapprocher des autorités allemandes.

En effet, Doriot essaye de se lier aux services d'occupation allemands à Paris. Du fait de relations avec l'ambassadeur d'Allemagne en France, Otto Abetz, plutôt conflictuelles – ce dernier se méfiant de la ruse politique de Doriot et de son parti –, le créateur du PPF cherche d'abord des contacts au sein de l'*Abwehr*, l'organe de renseignement militaire du Reich allemand. Doriot s'appuie en fait sur les rivalités existantes entre les différents services d'occupation pour obtenir la reconnaissance du PPF en zone occupée ainsi que certaines subventions de la part de l'ambassade *via* l'action de l'*Abwehr*³¹⁴. Philippe Burrin souligne que « de tous les dirigeants de la collaboration parisienne, il [Doriot] allait se révéler le plus habile

³¹¹ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme, op. cit.*, p. 322.

³¹² *Ibid.*, p. 327.

³¹³ P. Burrin, *La dérive fasciste, op. cit.*, p. 465.

³¹⁴ *Ibid.*, p. 468.

et le plus résolu à jouer de ces rivalités³¹⁵ ». Ainsi, le piétinement du rapprochement de Doriot avec le pouvoir français à Vichy l'amène à se tourner vers d'autres voies pour accéder au pouvoir et finalement à la collaboration avec les Allemands.

Ce rapprochement « par le haut » entre le PPF et les services allemands se couple, d'autre part, d'une relation qui se développe au niveau de la base partisane. Il est ainsi souligné qu'à partir de 1941, le PPF rend des services aux autorités allemandes, notamment en échangeant des informations sur la population et particulièrement sur la Résistance qui se développe. Doriot met ainsi au point un service d'espionnage des actions gaulliste, communiste, anglaise et américaine, sous la direction d'Albert Beugras, pour transmettre les informations recueillies aux Allemands³¹⁶.

Mais ce rapprochement physique du PPF avec les autorités d'occupation se double d'un rapprochement idéologique avec la doctrine nazie, ce qui permet justement de mieux s'entendre avec l'occupant. Le PPF de Doriot se place en conformité avec le modèle nazi et adopte une ligne de collaboration totale : la France doit connaître une révolution simple et brutale marquée par des répressions anticomunistes, racistes et antisémites afin de créer une nouvelle France totalitaire³¹⁷. Pour Doriot et son parti, cette évolution idéologique vers un modèle proche du nazisme – sans toutefois vouloir le copier – doit aboutir à de meilleures relations à la fois avec les Allemands en France mais aussi avec l'état-major du Reich et particulièrement Hitler³¹⁸. Laurent Kestel conclut son étude sur la conversion politique de Doriot et la création du PPF par le constat suivant :

« Un chef désormais tout-puissant ; une idéologie recentrée sur un antisémitisme assumé, un anticomunisme forcené et une volonté d'enrégimenter la société : indiscutablement, on retrouve là les principales composantes idéologiques d'un parti totalitaire. Un parti cependant condamné à brève échéance, étant donné son incapacité à dégager des ressources suffisantes à son fonctionnement. Il aura fallu l'avènement du régime de Vichy et la politique de collaboration avec l'occupant nazi pour que le sort en décide autrement³¹⁹ ».

³¹⁵ *Id.*

³¹⁶ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 431.

³¹⁷ P. Burrin, *La dérive fasciste*, op. cit., p. 463-464.

³¹⁸ *Ibid.*, p. 465.

³¹⁹ L. Kestel, *La conversion en politique*, op. cit., p. 228.

Laurent Kestel met ainsi l'accent sur les caractéristiques fondamentales du PPF d'après 1940 : une idéologie totalitaire, un parti sujet à des difficultés économiques et de recrutement et enfin le rôle essentiel qu'ont joué l'instauration du régime de Vichy et le rapprochement avec les services d'occupation allemands dans la survie politique du parti.

Doriot et le PPF s'éloignent donc de Vichy au profit des services d'occupation allemands au cours des années 1940 et 1941. Jacques Doriot entend mettre à profit ce rapprochement avec l'Allemagne pour inscrire la France dans l'ordre nouveau européen que mettra en place le nazisme après sa victoire. Mais existe-t-il un tel rapprochement entre le PPF et les services allemands au début de la période d'Occupation dans le département du Finistère ? A l'échelon local finistérien, il ne semble pas exister de traces de rapprochements physiques entre les membres du PPF et l'occupant allemand avant l'année 1943. En revanche, le rapprochement du PPF avec l'occupant allemand est illustré par l'évolution idéologique du parti ; évolution qui transparaît dans la propagande locale du parti dans le Finistère, notamment au sein des sections de Brest et de Quimper, les premières créées après 1940 dans le département. Mais un rapprochement physique s'opère au cours des années suivantes, à tel point que le PPF peut être considéré comme une force supplétive des services de police allemands en France à partir de 1943.

2. Fin 1943 – début 1944 : le PPF est devenu une organisation supplétive des services de police allemands

La radicalisation idéologique et politique du PPF au cours de l'année 1943 aboutit à faire de ce parti une force supplétive des différents services d'occupation allemands. En effet, les membres du parti de Jacques Doriot s'engagent au sein de différents services allemands. Les rapprochements du PPF avec les Allemands peuvent prendre plusieurs formes, notamment celles de l'engagement militaire, du renseignement, ou encore de l'engagement au sein de polices auxiliaires.

D'abord, plusieurs membres du PPF se sont engagés, depuis 1941, dans la Légion des Volontaires Français contre le bolchévisme. Malgré les difficultés de recrutement et donc les effectifs limités de cette organisation, des membres du PPF la rejoignent pour combattre avec

les Allemands sur le front de l'Est. Rejoindre la LVF est une des formes d'engagement qu'ont choisi les membres du parti doriote après 1941. Bien qu'il s'agisse d'une organisation à l'initiative française, la LVF est bel et bien une force militaire de l'armée allemande. Les soldats se battent ainsi sous uniforme allemand – ce qui n'était pas prévu et a pu décontenancer certains légionnaires se sentant trompés – et doivent prêter serment à Hitler lors de leur instruction en Pologne³²⁰. Le PPF est le parti le plus représenté au sein de la Légion, à tel point que la LVF doit être présentée par les membres du parti, selon les consignes reçues, comme le « Groupe de combat du P.P.F.³²¹ ».

Dans la continuité de la LVF, certains légionnaires membres du PPF s'engagent dans la Waffen-SS au sein de la *Sturmbrigade SS « Frankreich »*, une unité d'élite du mouvement nazi qui s'ouvre aux volontaires étrangers au début de l'année 1943 lorsque les défaites allemandes commencent à se multiplier. Il est à noter que le PPF présente plusieurs membres au sein de cette formation et notamment le lieutenant-colonel Gamory-Dubourdeau, un militant du PPF dans le Finistère. Ce dernier animait ainsi, avant son engagement dans la Waffen-SS, un groupe « Roc breton » qui rassemble les doriote de l'ouest breton³²².

L'apogée de cette radicalisation militaire à laquelle participent certains membres du PPF est atteint lors de la création de la division SS « Charlemagne », formée de tous les soldats présents au sein des formations militaires allemandes (LVF, Waffen-SS, membres de la Milice française, soldats de la *Kriegsmarine* ou de l'Organisation Todt).

Dans une autre mesure, le PPF est l'initiateur et un des principaux pourvoyeurs de la Phalange Africaine. Cette formation militaire fait suite à l'idée d'une intervention militaire en Tunisie pour freiner l'avancée des Alliés. Toutefois, le recrutement de la Phalange Africaine est un large échec – entre 200 et 400 membres selon les estimations³²³ – et les engagés subissent de lourdes défaites en Tunisie avant de rentrer en France. Georges-Michel Thomas et Alain Le Grand soulignent que la grande majorité des engagés finistériens dans la LVF sont des étrangers, anciens membres de la Phalange Africaine soucieux de retrouver leur pays en désertant³²⁴.

³²⁰ P. Giolitto, *Volontaires français sous l'uniforme allemand*, op. cit., p. 88-89 et p. 112.

³²¹ ADF, 200W56, Rapport du chef du service des RG de Quimper au préfet du Finistère, 15 mars 1943.

³²² P. Giolitto, *Volontaires français sous l'uniforme allemand*, op. cit., p. 406.

³²³ *Ibid.*, p. 305.

³²⁴ G.-M. Thomas et A. Le Grand, *Le Finistère dans la guerre, tome 1*, op. cit., p. 358.

Enfin, les membres du PPF sont également engagés par les services allemands pour des missions moins militaires. Il s'agit, dans une grande majorité, de délation, de recension d'informations, d'espionnage de maquis. Christian Bougeard souligne qu'en Bretagne, les autorités allemandes recrutent des agents, des délateurs et des miliciens au sein de partis collaborationnistes³²⁵. D'autres membres sont aussi engagés dans l'Organisation Todt pour surveiller les chantiers du Mur de l'Atlantique.

Concernant le Finistère, certaines de ces organisations allemandes recrutent effectivement des membres du PPF local. Le département du Finistère est le théâtre de campagnes de recrutement pour plusieurs formations militaires, menées par des membres actifs du parti.

Dans un premier temps, le lieutenant Denis, membre du PPF dans le Finistère et lieutenant de la LVF, organise des réunions et des opérations de recrutement. Il participe ainsi à une réunion privée du PPF à Quimper ayant pour objet de diffuser la propagande de la LVF³²⁶ avant de rencontrer un délégué de Doriot et des représentants du PNB du canton de Concarneau. Il est finalement chargé par un responsable du parti, Canobbio, de mettre en place un Service d'Ordre du PPF dans la région³²⁷. Le lieutenant Louis Denis semble ainsi très actif dans le Finistère, où il participe à la fois au recrutement et à l'animation du PPF et de la LVF, presque considérée comme une filiale du parti. Il est souligné dans un rapport des Renseignements Généraux la grande activité du lieutenant Denis concernant le recrutement en faveur de la LVF, dont il assure la permanence de Quimper et arbore le ruban commémoratif du front de l'Est³²⁸. Toutefois, il est à noter que les engagements dans la LVF restent très faibles – 53 engagements sont comptabilisés à la fin de l'année 1943³²⁹ – du fait de la propre faiblesse des effectifs du PPF, pourvoyeur principal de la Légion³³⁰.

Par la suite, apparaît dans le paysage politique finistérien Gamory-Dubourdeau. Il est d'abord, lors du Congrès du PPF de mai 1943, chargé des relations entre le PPF et le PNB dans la région au sein du bureau fédéral du parti³³¹. Si le nom de Gamory-Dubourdeau n'apparaît pas en lien avec des actions menées auprès du PNB dans les archives départementales, il resurgit

³²⁵ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne, op. cit.*, p. 238.

³²⁶ ADF, 200W56, Rapport du chef des RG de Quimper, 22 décembre 1942.

³²⁷ *Ibid.*, Rapport du chef des RG de Quimper, 30 janvier 1943.

³²⁸ ADF, 1171W19, Rapport d'activité de la Légion des Volontaires Français contre le bolchévisme.

³²⁹ G.-M. Thomas et A. Le Grand, *Le Finistère dans la guerre, tome I, op. cit.*, p. 358.

³³⁰ J. Sainclivier, *La Bretagne dans la guerre, 1939-1945, op. cit.*, p. 77.

³³¹ ADF, 200W56, Rapport du chef des RG de Quimper, 7 mai 1943.

au cours du mois de septembre de la même année dans le cadre d'une mission de recrutement. En effet, Gamory-Dubourdeau est alors présenté comme lieutenant-colonel de la Waffen-SS et membre du Comité Directeur du PPF³³². Il est souligné que son action, ayant pour objectif de recruter des volontaires pour la Waffen-SS, n'a pas rencontré de succès. Toutefois, ces campagnes de propagande en faveur de la LVF puis de la Waffen-SS mettent en exergue l'implication du parti de Doriot dans ces formations militaires et prouvent les liens existant entre le PPF et les autorités allemandes. Illustration de la politisation de l'engagement dans des forces militaires allemandes, l'engagement de Darnand dans la Waffen-SS est critiqué par certains membres du PPF dans la mesure où celui-ci voudrait s'assurer le contrôle de cette organisation³³³. Il est par ailleurs précisé que la majorité des recrues de la Waffen-SS en France proviennent du PPF, preuve du dynamisme doriote dans l'engagement militaire.

De plus, les membres du PPF utilisent leurs relations avec les Allemands pour s'octroyer certains droits. Par exemple, alors que les jeunes militants du parti Massotte et Deschard sont surpris en train de tracer des inscriptions et en possession de tracts, ils annoncent avoir été autorisés par les Allemands³³⁴. Certains membres du parti profitent même des relations du parti avec les autorités allemandes pour se faire passer pour des membres de la police allemande, comme c'est le cas de Massotte, Arnera et Bonis, finalement arrêtés et inculpés pour usurpation de fonctions³³⁵.

Certains membres du PPF dans le Finistère semblent suivre une trajectoire collaborationniste radicalisée et « radicalisante ». Comme a pu le mettre en exergue Nicolas Blottière, la radicalisation progressive est une des trajectoires majeures du collaborationnisme en Bretagne³³⁶. Cette radicalisation est perceptible dans le Finistère chez certains membres du PPF : d'abord membres des JPF puis militants actifs du parti, ils s'engagent au sein du Service Social des Chantiers Todt ou de la Sûreté allemande, avant de parfois souscrire à un engagement à la LVF – bien que ces derniers aboutissent peu à un véritable départ au front. Jacqueline Sainclivier souligne également que l'engagement dans la LVF marque l'aboutissement d'une logique « jusqu'au-boutiste » de certains membres de partis collaborationnistes³³⁷.

³³² ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 18 septembre 1943.

³³³ ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 23 octobre 1943.

³³⁴ ADF, 200W56, Rapport du Commissaire de Police de Quimper au préfet du Finistère, 21 mars 1943.

³³⁵ ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 4 décembre 1943.

³³⁶ Voir N. Blottière, *Les trajectoires de la collaboration radicale en Bretagne (1940-1948)*, op. cit.

³³⁷ J. Sainclivier, *La Bretagne dans la guerre, 1939-1945*, op. cit., p. 92.

Il est enfin à noter que plusieurs membres du parti de Jacques Doriot sont identifiés par certains organismes de surveillance comme des agents de la Gestapo en Bretagne. C'est notamment le cas de Louis Denis, Joseph Bonis, Roman Arghiropol d'Argyr, Suzanne Blanchard, Léopold Fillang, Jean Tixier et enfin Pierre Le Pensec³³⁸.

Jean-Paul Brunet met en lumière que le PPF est finalement devenu une « organisation supplétive des services de police allemands » dont les sections provinciales ont même tendance à échapper au contrôle de Doriot³³⁹, comme le met en lumière l'analyse des archives finistériennes. Certains historiens tels que George-Michel Thomas et Alain Le Grand estiment que malgré leurs effectifs limités, les collaborationnistes du PPF sont dangereux, particulièrement dans la mesure où ils sont recrutés par les Allemands³⁴⁰. Pierre Giolitto conclut lui son étude sur l'engagement volontaire de Français dans l'armée allemande en soulignant que, même si les partis collaborationnistes parisiens sont les principales forces d'attraction et de recrutement des formations militaires nazies, les autorités allemandes restent, elles, les véritables maîtres du jeu de la collaboration militaire, et ce dès 1940³⁴¹.

3. *Le cas particulier du Service Social des Chantiers Todt*

La Bretagne, et particulièrement le Finistère, occupe une place géographique et stratégique fondamentale aux yeux du Reich allemand, ce qui a pour conséquence, en termes de forces d'occupation, d'accueillir une importante proportion de chantiers et d'ouvriers de l'Organisation Todt dans la région.

L'Organisation Todt est un organisme de génie civil du III^e Reich fondé en 1933. Elle œuvre d'abord dans le secteur des travaux publics allemands et construit, en cinq ans, 3 000 kilomètres d'autoroute, devenant même l'employeur majoritaire en Allemagne³⁴². En 1938, cette organisation prend le nom de l'ingénieur et homme politique allemand qui en est responsable de 1933 jusqu'à sa mort en 1942, Fritz Todt. A partir de cette date, l'Organisation Todt se spécialise dans le domaine militaire et se voit chargée de construire des infrastructures pour

³³⁸ Archives Départementales des Côtes-d'Armor, 1440W15, Listes des agents de la Gestapo en Bretagne.

³³⁹ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 454.

³⁴⁰ G.-M. Thomas et A. Le Grand, *Le Finistère dans la guerre, tome 1*, op. cit., p. 361.

³⁴¹ P. Giolitto, *Volontaires français sous l'uniforme allemand*, op. cit., p. 521-523.

³⁴² Rémy Desquesnes, « L'Organisation Todt en France (1940-1944) », dans *Histoire, économie et société*, 11^e année, n°3, 1992, p. 537.

l'armée allemande dans plusieurs territoires occupés, dont la France. L'OT devient progressivement un département du Ministère du Reich pour les armements et les munitions. A la mort de Fritz Todt dans un accident d'avion en 1942, c'est l'ingénieur Albert Speer qui prend la direction de l'organisme. Hybridation d'une formation de génie civil et d'un organisme paramilitaire, les employés de l'OT sont à la fois ouvriers et soldats : ils portent l'uniforme et sont armés³⁴³.

L'Organisation Todt est présente en France dans le cadre de chantiers de grande envergure : « batteries d'artillerie lourde dans le Pas-de-Calais, puis construction de 56 abris de sous-marins dans 5 bases pour la Kriegsmarine à Bordeaux, Brest, La Pallice, Lorient, Saint-Nazaire³⁴⁴ ». A la suite de ces grands chantiers, l'Organisation Todt est chargée de la construction de l'*Atlantikwall*, le Mur de l'Atlantique. L'OT emploie en France, en 1943, 264 000 ouvriers dont 152 000 Français³⁴⁵. Selon Rémy Desquesnes, la mise en place du Service du Travail Obligatoire (STO) a poussé de nombreux jeunes à s'engager dans l'OT, dont le nombre d'ouvriers français culmine aux alentours de 200 000 au début de l'année 1943³⁴⁶.

Du fait d'une situation géostratégique essentielle – marquant la pointe ouest du Reich allemand et faisant face à la fois à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis d'Amérique – la Bretagne occupe une place majeure dans les chantiers de l'OT. Il s'agit d'abord de la construction de bases de sous-marins pour mettre à profit cette position avantageuse, puis de la consolidation et de l'armement des côtes bretonnes et du nord de la France pour dissuader ou empêcher toute attaque ennemie. De ce fait, il existe en Bretagne et notamment dans le Finistère une forte propension de chantiers orchestrés par l'Organisation Todt. Dans le Finistère, l'OT construit ainsi une base de sous-marins à Brest, des batteries de canons, de nombreux blockhaus ou encore des postes de lancement de torpilles³⁴⁷.

Le Parti Populaire Français semble avoir peu de rapports avec l'Organisation Todt en tant qu'organisme de construction militaire dans le Finistère – même si le parti tente de recruter les ouvriers de l'OT pour gonfler ses effectifs. En revanche, il existe des relations entre le parti

³⁴³ *Ibid.*, p. 539.

³⁴⁴ Jean-Marc Berlière, « Schutzkommandos français de l'Organisation Todt (SK Todt) », in *Polices des temps noirs : France, 1939-1945*, Paris, Perrin, 2018, p. 1254.

³⁴⁵ *Ibid.*

³⁴⁶ R. Desquesnes, « L'Organisation Todt en France (1940-1944) », *art. cit.*, p. 544.

³⁴⁷ Les réalisations de l'Organisation Todt sur le sol breton sont accessibles sur le site de l'inventaire du patrimoine culturel de Bretagne, en ligne, URL : <http://patrimoine.region-bretagne.fr> [consulté le 05/05/2021].

doriotiste et une force militaire allemande spécifique, chargée de la surveillance et de la sécurité des employés de l'OT ainsi que de leurs chantiers.

Cet organisme de surveillance et de protection se compose de *Schutzkommandos*, des détachements de protection. D'abord composés uniquement d'Allemands « physiquement inaptes à un service dans la Wehrmacht³⁴⁸ », ces *Schutzkommandos* (SK) recrutent des Français à partir de 1943. Il s'agit notamment d'anciens combattants de la LVF ou de jeunes hommes souhaitant se soustraire au STO en Allemagne. Les membres des SK de l'Organisation Todt sont soit des ouvriers ordinaires mais armés, soit des détachements de protection armés occupant un rôle de police dans les camps de travailleurs et sur les chantiers. Ces soldats reçoivent leur instruction par des Waffen-SS et portent un uniforme distinctif³⁴⁹.

Dans le Finistère, cette organisation paramilitaire que forment les SK est présentée comme le « Service Social des Chantiers Todt ». En effet, ce dernier semble occuper les mêmes fonctions de surveillance et de protection que les SK, mais il est couplé d'une dimension politique de propagande pronazie. Il est ainsi souligné par les Renseignements Généraux finistériens :

« Tandis que ses troupes [celles du PPF] perdent peu à peu la foi, ses dirigeants cherchent de plus en plus à se rapprocher de l'autorité allemande, sans grand succès d'ailleurs. Un certain nombre de ses militants les plus actifs se sont engagés dans un corps de police auxiliaire allemande spécialisé dans les affaires politiques à la provocation. Ce corps [...] dissimule sa véritable activité en se faisant appeler "Le Service Social des Chantiers Todt"³⁵⁰ ».

La surveillance politique finistérienne met en exergue à la fois la recherche de rapprochements du PPF avec les autorités allemandes par le biais des responsables du parti, mais aussi l'engagement de plusieurs membres du PPF dans ce Service Social des Chantiers Todt. A Brest, où l'OT est très présente, le PPF cherche à recruter des membres au sein des ouvriers. Une réunion de propagande du parti se déroule ainsi devant un « auditoire surtout composé de Français volontaires de l'org. Todt³⁵¹ ». Paul Le Roux, le directeur du bureau départemental du PPF, est par ailleurs affecté au Service Social des Chantiers Todt (SSCT) à la fin de l'année 1943³⁵².

³⁴⁸ J.-M. Berlière, « Schutzkommandos français de l'Organisation Todt (SK Todt) », *op. cit.*, p. 1255.

³⁴⁹ *Ibid.*

³⁵⁰ ADF, 200W49, Fichier départemental du PPF dans le Sud-Finistère réalisé par le chef du service des RG de Quimper Henri Soutif, 25 décembre 1943.

³⁵¹ ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 10 juillet 1943.

³⁵² ADF, 200W48, Rapport du chef des RG de Quimper au préfet du Finistère, 12 octobre 1943.

D'autre part, le PPF est un des principaux pourvoyeurs des inspecteurs de l'Organisation Todt. En effet, l'OT a créé une école de cadres pour former des inspecteurs français sociaux et politiques. Installée à Pontivy en 1942, cette école propose des enseignements sur les lois sociales, les doctrines nationales-socialistes et anticommunistes ainsi qu'une formation militaire poussée. Il est précisé par les Archives Départementales du Morbihan que le « recrutement des élèves est assuré principalement par le Parti populaire français et la légion antibolchévique³⁵³ ». En fait, si les dirigeants du PPF ne souhaitent pas que les membres du parti s'engagent dans les SK de l'Organisation Todt, ils peuvent toutefois devenir inspecteurs de cette même organisation et remplir de ce fait les mêmes missions de surveillance et de protection. La mission officieuse de ces inspecteurs étant de renseigner les Allemands sur l'état d'esprit des ouvriers et de lutter contre la Résistance, notamment communiste³⁵⁴.

Le parti de Jacques Doriot se méfie tout de même de cette organisation : il cherche à en recruter les ouvriers mais interdit à ses membres de s'engager au sein du SSCT³⁵⁵, sûrement par peur de perdre le contrôle sur ses troupes et *in fine* d'affaiblir la structure du parti.

Ainsi, le Parti Populaire Français s'est progressivement rapproché des services d'occupation allemands au cours de la période 1941-1944. L'apogée de ces relations entre le PPF et les organismes nazis est atteint pendant l'année 1943, lorsque les membres du parti de Jacques Doriot sont recrutés comme agents de renseignement par l'*Abwehr* ou la *Gestapo*, légionnaires dans la LVF ou dans la Waffen-SS ou encore membres du Service Social des Chantiers Todt. Rappelons enfin la conclusion du chef de service des Renseignements Généraux Henri Soutif sur la situation du PPF dès la fin de l'année 1943 : « Pour terminer, résumons la situation en disant que le Parti Populaire Français, s'il s'efforce d'être un parti populaire, semble avoir renoncé, dans mon secteur, d'être un parti français³⁵⁶ ».

³⁵³ « La construction de la base de sous-marins de Lorient », Archives Départementales du Morbihan, en ligne, URL : <https://archives.morbihan.fr> [consulté le 25/04/2021].

³⁵⁴ *Ibid.*

³⁵⁵ ADF, 200W56, Rapport de l'inspecteur de police de Quimper au chef des RG de Quimper, 16 décembre 1943.

³⁵⁶ ADF, 200W49, Fichier départemental du PPF dans le Sud-Finistère réalisé par le chef du service des RG de Quimper Henri Soutif, 25 décembre 1943.

C. Défaite allemande, mort du collaborationnisme et fin du PPF

La réussite des débarquements alliés en Provence et en Normandie entraîne la fuite des Allemands et avec elle la défaite du PPF et la fragilisation du statut de collaborateur – déjà fortement dénigré et critiqué par l'ensemble de la population. La Libération et l'épuration condamnent les partisans de la collaboration et achèvent leur marginalisation et l'exécration collective qu'elle génère.

1. *La défaite, la fuite et le PPF en Allemagne*

L'année 1944 marque la disparition des dernières structures du PPF en province, et ainsi sa disparition progressive du paysage politique français – puis du paysage français tout court.

En effet, d'une part, l'activité du parti doriote décline lentement jusqu'à ne plus présenter aucune activité à partir de mai 1944, les Renseignements Généraux indiquent ainsi que les différents partis de la collaboration (PPF, PNB, Francisme) « paraissent en léthargie³⁵⁷ ». La disparition des structures locales et départementales du PPF coïncide temporellement avec le constat dressé par Jean-Paul Brunet : « En juin 1944, les structures provinciales du PPF s'étaient presque désintégrées³⁵⁸ ». En fait, les difficultés accumulées par le PPF – faiblesse numérique, hostilité de la population, attentats de la Résistance, défaites allemandes – finissent pas briser l'organisation groupusculaire du parti dans le Finistère qui se délite au cours de l'année 1944 avant de disparaître.

L'évolution de la situation internationale et des rapports de force sur les différents fronts a des conséquences en France, à la fois sur le collaborationnisme mais également sur l'opinion publique, déjà très hostile à ce celui-ci. Or, si les forces militaires allemandes connaissent des succès fulgurants au cours des premiers mois du conflit³⁵⁹ – notamment lors de l'avancée en Pologne et en Scandinavie puis en Europe de l'Ouest en 1939 et 1940 – l'année 1942 marque un tournant de la guerre. Les forces de l'Axe sont ainsi défaites à El-Alamein en Afrique du Nord, Stalingrad en URSS puis dans la mer de Corail et à Midway en Asie entre 1942 et 1943. Ces défaites de l'Axe ont des répercussions en France, particulièrement sur l'organisation de la Résistance et donc par antithèse sur le collaborationnisme. En effet, les premières défections

³⁵⁷ ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 6 mai 1944.

³⁵⁸ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 454.

³⁵⁹ Sur l'évolution des rapports de force pendant la Seconde Guerre mondiale, voir l'utile synthèse de Touchard et al., *Le siècle des excès*, op. cit., p. 240-259.

locales et la fin d'une période relativement faste en termes de recrutement du PPF font suite à cette évolution négative de la situation internationale. A partir de 1943, l'Italie est placée dans une situation délicate – Mussolini est remplacé et les Alliés débarquent en Sicile – et l'URSS parvient à repousser progressivement l'armée allemande. En juin 1944, le débarquement des Alliés sur les plages de Normandie permet enfin la libération de l'Europe occidentale. A partir de cette date, l'avancée alliée et la libération des territoires occupés entérinent la défaite allemande en France et donc celle du collaborationnisme qui a soutenu la victoire allemande depuis le début de la guerre. Jacqueline Sainclivier met ainsi en évidence que les défaites successives allemandes entraînent la perte de la majorité des rares adhérents de la collaboration³⁶⁰.

Toutefois, pour certains collaborationnistes, la guerre n'est pas perdue et doit être menée même en exil. C'est par exemple le cas d'une certaine frange d'adhérents du PPF, majoritairement des membres importants de l'organisation, dont l'implication au sein de la collaboration aurait pu aboutir à une peine de mort en cas d'une potentielle capture puis d'un jugement. Ainsi donc, des membres du PPF sont évacués avec leur famille vers l'Est – d'abord à Nancy puis vers l'Allemagne – à la suite du débarquement allié en Normandie³⁶¹. Alors que tout semble perdu, l'organisation du PPF est maintenue en Allemagne et Doriot tente par tous les moyens d'accéder au pouvoir en formant son propre gouvernement. Le parti doriote s'évertue ainsi à diffuser une large propagande – grâce à une émission de radio, une presse quotidienne – ainsi que la mise en place d'écoles de sabotage et de renseignement. Jean-Paul Brunet souligne que le Parti Populaire Français est, à la fin de l'année 1944, le seul mouvement collaborationniste encore structuré, uni derrière un chef et efficace dans sa diffusion en Allemagne³⁶².

Mais finalement, le PPF disparaît brutalement au cours de l'année 1945. D'abord, Doriot est abattu par l'aviation alliée alors qu'il se rendait à une réunion avec Déat et Darnand pour finaliser son gouvernement le 22 février 1945. Par la suite, après la défaite finale de l'Allemagne nazie, les membres du PPF et des autres partis de la collaboration exilés outre-Rhin sont arrêtés,

³⁶⁰ J. Sainclivier, *La Bretagne dans la guerre, 1939-1945, op. cit.*, p. 92.

³⁶¹ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme, op. cit.*, p. 461.

³⁶² *Ibid.*, p. 481.

jugés et condamnés – à l’exception de ceux parvenus à échapper aux arrestations. La Libération et l’Épuration en France entérinent la position de traîtres des membres de partis collaborationnistes, et particulièrement du PPF, en pointe dans l’action collaborationniste. Les membres du PPF finistériens n’échappent pas aux mandats d’arrêt puis aux jugements prononcés par les tribunaux spéciaux, les Cours de Justice et les Chambres Civiques.

2. *Libération et Épuration*

La Libération de la Bretagne à la fin de l’année 1944 cristallise les tensions entre les Français et particulièrement l’hostilité à l’égard des partisans de la collaboration, considérés comme des traîtres par l’opinion publique. Ces tensions aboutissent à une Épuration en deux temps : d’abord extra-judiciaire pendant l’Occupation et après le départ des Allemands, puis légale à la suite de la mise en place d’instruments judiciaires spéciaux.

Tout d’abord, la période d’Occupation dans la région et les difficultés matérielles, psychologiques, financières qu’elle a impliquées a progressivement fait naître une haine du collaborationnisme. Christian Bougeard remarque que ce contexte breton caractérisé par une forte propension à l’anglophilie et au gaullisme, le rejet de l’Occupant et une structure importante de la Résistance ont pour conséquence de créer un climat de terreur, stigmatisant le collaborateur et l’occupant comme des ennemis à éliminer³⁶³. Ce qui peut expliquer pourquoi l’opinion publique a fortement soutenu l’Épuration et que des violences contre les collaborateurs sont apparues bien avant la Libération.

En effet, des tensions entre Résistants et autorités allemandes ou collaborateurs ont lieu avant la Libération. D’une part, la Résistance s’engage sur la voie de la guérilla (attentats, sabotages), entraînant des répressions croissantes de la part des troupes allemandes qui prononcent notamment des peines de mort en cours martiales à partir de janvier 1944³⁶⁴. D’autre part, certaines organisations paramilitaires des partis collaborationnistes commettent des exactions en Bretagne, comme c’est particulièrement le cas des Groupes d’Action pour la Justice Sociale (GAJS), des troupes de combat du PPF qui opèrent majoritairement en Ille-et-

³⁶³ Christian Bougeard, « Résistance et épuration sauvage en Bretagne », dans J. Sainclivier et C. Bougeard (dir), *La Résistance et les Français, enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1994, p. 273-274.

³⁶⁴ L. Capdevila, *Les Bretons au lendemain de l’occupation*, op. cit., p. 30.

Vilaine. La répression allemande et la position des collaborationnistes participent ainsi de la formation de ce climat de terreur au sein de la population locale. En outre, Marcel Baudot souligne le rôle important qu'ont joué les milices des partis collaborationnistes dans l'infiltration et la dénonciation de réseaux de Résistance, et notamment celles du PPF et du PNB³⁶⁵. Pour autant, le mythe d'une guerre civile entre le collaborationnisme et la Résistance en Bretagne doit être nuancé par la faiblesse et la vulnérabilité des collaborationnistes, qui sont rapidement désignés par la population et subissent des violences multiples après le départ des Allemands³⁶⁶.

Il est à noter que l'Épuration est pensée par l'opinion publique et surtout la Résistance comme la première étape du renouvellement de la société, un passage obligatoire pour refonder le tissu national fragilisé depuis le début de la guerre³⁶⁷. Dans cette optique, les prémices de l'Épuration sont très rapidement posés par certaines institutions ou personnalités. En effet, l'idée d'un futur châtiment pour les collaborateurs apparaît au fur et à mesure des victoires alliées sur les Allemands. Le Général De Gaulle annonce ainsi dès le 13 juillet 1940 : « Un jour, la France libérée punira les responsables de ses désastres, et les artisans de sa servitude³⁶⁸ ». Peter Novick met aussi en exergue l'existence, dès la fin de l'année 1941, de la diffusion d'appels à la vengeance sous la forme de menaces de mort et la confection de listes noires de la collaboration par la Résistance mais aussi par la France Libre à Londres³⁶⁹. Dans la même perspective, François Rouquet et Fabrice Virgili soulignent que la Résistance a, dès 1940, tenté de dissuader l'opinion publique de rejoindre la collaboration. Les menaces émises sont suivies d'actes punitifs, notamment en ciblant des biens ou des personnalités collaborationnistes³⁷⁰. A partir de la Libération, qui intervient de façon progressive, l'Épuration devient « la démonstration de l'inversion du rapport de force, l'affirmation de la victoire³⁷¹ ».

Dans le Finistère, les autorités d'après-guerre souhaitent aussi remettre de l'ordre dans la société, dont les liens ont été fracturés pendant l'Occupation. Ce constat est illustré par la diffusion d'une circulaire du préfet et du chef départemental des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) : « Les FFI doivent continuer à arrêter les traîtres, les auxiliaires de la Gestapo, les

³⁶⁵ Marcel Baudot, *Libération de la Bretagne*, Paris, Hachette, 1973, p. 20.

³⁶⁶ L. Capdevila, *Les Bretons au lendemain de l'occupation*, op. cit., p. 50.

³⁶⁷ P. Novick, *L'épuration française*, op. cit., p. 78.

³⁶⁸ Cité par P. Collin et P. Raoul, *L'épuration dans le Finistère 1944-1946*, op. cit., p. 3.

³⁶⁹ P. Novick, *L'épuration française*, op. cit., p. 62.

³⁷⁰ François Rouquet et Fabrice Virgili, *Les Françaises, les Français et l'Épuration (1940 à nos jours)*, Paris, Gallimard, 2018, p. 38-39.

³⁷¹ *Ibid.*, p. 64.

miliciens, les membres de la L.V.F., les dirigeants des partis collaborateurs RNP et PPF. Quant aux autres collaborateurs, il convient maintenant de laisser aux comités d'épuration et à la justice le soin de leur infliger le châtement qu'ils méritent³⁷² ».

Dans les faits, quelle fut l'ampleur de l'Épuration en France, en Bretagne et dans le Finistère, notamment concernant le PPF ?

Dans un premier temps, l'Épuration est organisée par la Résistance et qualifiée par les historiens de « sauvage », d'« extrajudiciaire » ou encore « de voisinage ». Cette Épuration, dont les prémices sont donc visibles dès 1940, se déroule jusqu'à la fin de l'année 1944, début du fonctionnement d'une Épuration judiciaire contrôlée. Elle se traduit, dans sa perspective la plus violente, par des exécutions sommaires de collaborateurs supposés et désignés individuellement ou par la communauté, mais la plupart des arrestations de collaborateurs sont suivies en grande majorité de violences, qui aboutissent toutefois rarement à une exécution³⁷³. Peter Novick souligne lui aussi que la violence est rare mais réelle à la Libération : des soldats allemands et des collaborateurs sont exécutés, des femmes sont tondues et les suspicions sont légion, entraînant un flot de dénonciations dans les bureaux des Renseignements Généraux³⁷⁴. A l'échelle de la France, les évaluations officielles gouvernementales estiment aux alentours de 10 000 le nombre d'exécutions sommaires. Selon Peter Novick, ce dernier chiffre représente une base minimale, dont la réalité serait plus élevée³⁷⁵. Philippe Burrin évoque, lui, un nombre d'exécutions extra-judiciaires oscillant entre 8 000 et 9 000³⁷⁶.

A partir de la fin de l'année 1944 se met en place une Épuration légale, organisée par les tribunaux spéciaux que sont les Cours de Justice et les Chambres Civiques. Ces instances traitent au total plus de 124 000 causes, condamnant environ 2 800 individus à mort³⁷⁷. Selon Peter Novick, la plus grande indulgence des tribunaux d'épuration s'explique en partie par le nombre d'exécutions sommaires :

« On est tenté de dire qu'ils [les collaborateurs présumés exécutés sommairement] sont morts pour rien. Mais on peut supposer que si les épanchements de sang de la Libération n'avaient pas soulagé les tensions accumulées, les procès réguliers n'auraient pas été aussi indulgents qu'ils le furent bien souvent. Les collaborateurs qui furent tués au cours des premières journées ont peut-être

³⁷² Citée par G.-M. Thomas et A. Le Grand, *Le Finistère dans la guerre, tome 2 : La Libération*, Brest, Paris, Editions de la Cité, 1981, p. 497-498.

³⁷³ F. Rouquet et F. Virgili, *Les Françaises, les Français et l'Épuration*, op. cit., p. 113.

³⁷⁴ P. Novick, *L'épuration française*, op. cit., p. 123.

³⁷⁵ *Ibid.*, p. 317.

³⁷⁶ P. Burrin, *La France à l'heure allemande*, op. cit., p. 467.

³⁷⁷ P. Novick, *L'épuration française*, op. cit., p. 294.

été [...] le sacrifice expiatoire qui permit l'indulgence pour un grand nombre de leurs semblables³⁷⁸ ».

L'Épuration entérine ainsi le renversement des rapports de force à la fin de la Seconde Guerre mondiale : les collaborateurs sont punis pour leur engagement aux côtés de l'Allemagne. Peter Novick rappelle ainsi que : « L'épuration fut l'œuvre des vainqueurs – de la Résistance – et comme toujours, du moins à court terme, ce sont eux qui ont écrit l'histoire. L'armistice fut un crime, le vote du 10 juillet une trahison, Vichy un régime d'usurpation, la collaboration une politique de trahison : tels furent les postulats historico-judiciaires de l'épuration³⁷⁹ ». Quand ils n'ont pas été assassinés par la Résistance – comme Arghiropol d'Argyr et Le Focalvez³⁸⁰ –, les membres du PPF sont, dans le Finistère, condamnés à différentes peines allant de la condamnation à mort ou aux travaux forcés à perpétuité à la confiscation de biens et à l'interdiction de séjour dans le département ou la région bretonne. Certains sont enfin acquittés par les tribunaux spéciaux d'épuration.

L'importance de la collaboration politique et militaire dans les jugements d'épuration ne doit toutefois pas faire oublier que le collaborationnisme reste un courant politique très minoritaire et marginalisé.

³⁷⁸ *Ibid.*, p. 134-135.

³⁷⁹ P. Novick, *L'épuration française, op. cit.*, p. 52.

³⁸⁰ Employé du Ravitaillement Général, Le Focalvez est abattu pour occuper le poste de trésorier général dans l'organisation finistérienne du PPF.

3. *Un constat : l'ultra marginalité du collaborationnisme*

D'une part, les partisans de la collaboration ne représentent que des effectifs dérisoires, à l'échelle de la France comme dans le Finistère. Philippe Burrin estime ainsi que le collaborationnisme n'est qu'une affaire de petite minorité. Il dénombre 10 000 engagements pour la LVF – pour seulement 6 000 retenus –, 30 000 membres pour le PPF à son apogée après 1940 ou encore 40 000 membres pour le Groupe Collaboration d'Alphonse de Châteaubriant³⁸¹.

Concernant la Bretagne, Christian Bougeard propose un récapitulatif des effectifs estimés des partis collaborationnistes³⁸². A son paroxysme, le PPF ne compte qu'environ 235 membres contre moins de 400 membres pour le RNP et moins de 120 pour le MSR. Quant à eux, les engagés de la LVF sont estimés à 145. Seul le PNB, fort d'environ 1 000 membres à son apogée dans la région, est doté d'une force militante plus développée. Jacqueline Sainclivier souligne, elle, que le collaborationnisme breton représenterait uniquement 0,15% de la population de la région³⁸³.

D'autre part, la diffusion de l'idéologie de ces partis reste très limitée dans le Finistère. Selon Philippe Collin et Philippe Raoul, la collaboration politique et idéologique n'a connu dans le Finistère qu'une influence très limitée, malgré une implantation géographique et la séduction de quelques individus³⁸⁴. En effet, malgré leur activisme important, les membres de partis collaborationnistes ne parviennent pas à entraîner les populations à leur côté³⁸⁵.

Justement, le collaborationnisme est déconsidéré par l'opinion et combattu par la Résistance. Pierre Laborie souligne que dès 1941, l'opinion publique fait preuve à la fois d'un attentisme dominant et d'un attrait pour la figure du Maréchal Pétain, mais aussi et surtout d'une « hostilité viscérale à la collaboration³⁸⁶ ». A partir de 1942 et l'entrée au gouvernement de Vichy de dirigeants collaborationnistes notoires, la population rejette la trilogie « partis collaborationnistes – Vichy – Occupant³⁸⁷ ». Dieter Wolf précise : « La décadence du P.P.F. fut

³⁸¹ P. Burrin, « Le collaborationnisme », dans J.-P. Azéma et F. Bédarida (dir), *La France des années noires, tome I, op. cit.*, p. 402-403.

³⁸² C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne, op. cit.*, tableau 1 p. 232.

³⁸³ J. Sainclivier, *La Bretagne dans la guerre, 1939-1945, op. cit.*, p. 91.

³⁸⁴ P. Collin et P. Raoul, *L'épuration dans le Finistère 1944-1946, op. cit.*, p. 177.

³⁸⁵ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne, op. cit.*, p. 232 et J. Sainclivier, *La Bretagne dans la guerre, 1939-1945, op. cit.*, p.76.

³⁸⁶ Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy : les français et la crise d'identité nationale ; 1936 - 1944, op. cit.*, p. 252.

³⁸⁷ J. Sainclivier, *La Bretagne dans la guerre, 1939-1945, op. cit.*, p. 75.

surtout déterminée par le fait que la lutte entre les groupements proallemands et la Résistance prit, à partir de 1943, un caractère de plus en plus brutal. Quiconque, à cette époque, se montrait avec la chemise bleue du parti risquait bien souvent sa vie³⁸⁸ ».

Marcel Baudot remarque par ailleurs que « les partis de la collaboration sont abhorrés³⁸⁹ » par la population bretonne. La Résistance rend tangible cette haine à l'encontre de la collaboration en ciblant les membres notoires de ces partis ou leurs lieux de rassemblement locaux (permanences, lieux de réunion). Selon Christian Bougeard, le rejet de l'extrême-droite collaborationniste pendant la guerre en Bretagne s'explique par un attachement des Bretons aux valeurs républicaines ainsi qu'à l'influence à la fois du catholicisme – omniprésent dans le Finistère – qui rejette le paganisme nazi, et de l'antifascisme des partis de gauche des années 1930³⁹⁰.

Enfin, pour Pascal Ory, la collaboration fut l'échec non seulement du recrutement mais aussi celui de la force physique et militaire brute, tout comme celui de son « incapacité à surmonter les discriminations sociales dont elle hérite : les notables et les professions libérales occupent les postes honorifiques, les classes moyennes fournissent la piétaille des partis, ouvriers et *Lumpenproletariat* montent au(x) front(s)³⁹¹ ». Il souligne également que la radicalisation politique et idéologique des collaborationnistes a abouti à une fusion des divergences : « Tous les fascistes français de 1940 ne jouèrent pas la carte de la collaboration, mais les collaborationnistes de 1944 étaient tous devenus fascistes³⁹² ».

Concernant la Bretagne, Christian Bougeard conclut : « Le collaborationnisme fasciste, politique et militaire n'a pas fait recette en Bretagne. Incontestablement, l'attachement à l'identité bretonne et à la "petite patrie" est prioritairement subordonné au patriotisme national français et au combat pour la libération du pays³⁹³ ».

³⁸⁸ D. Wolf, *Doriot, du communisme à la collaboration*, op. cit., p. 373-374.

³⁸⁹ Marcel Baudot, *Libération de la Bretagne*, op. cit., p. 41.

³⁹⁰ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne*, op. cit., p. 239.

³⁹¹ P. Ory, *Les collaborateurs*, op. cit., p. 272.

³⁹² *Ibid.*, p. 271.

³⁹³ C. Bougeard, *La Bretagne de l'Occupation à la Libération 1940-1945*, op. cit., p. 104.

Conclusion chapitre 3 :

Malgré une hiérarchie apparente – qui reste une simple façade – à Paris et dans le Finistère, le PPF fait en réalité état de graves difficultés à partir de la fin de l'année 1943. Dans les faits, le parti de Doriot est amorphe à partir de la moitié de l'année 1944 du fait d'une instabilité de ses cadres et de ses militants. La fragilisation du parti aboutit à une radicalisation politique ou militaire de la frange partisane restante, notamment dans la LVF ou plus largement auprès des services d'occupation allemands.

La défaite allemande ponctuée par la Libération de la région bretonne souligne l'échec du collaborationnisme, dont les partisans sont présentés comme les ennemis de la nation française et jugés par les tribunaux d'épuration – bien que certains collaborateurs très compromis préfèrent prendre la fuite et s'exiler hors de France pour y échapper.

Conclusion Partie I :

Pour terminer, la démarche chronologique appliquée à l'étude du Parti Populaire Français dans le Finistère entre 1936 et 1945 fait apparaître 3 grandes phases du développement local du parti. Dans un premier temps, le PPF nouvellement créé parvient à s'implanter et à recruter quelques dizaines de membres entre 1936 et 1939. Mais les crises internes et la situation internationale l'empêchent de progresser et de croître dans le paysage politique finistérien. Il resurgit toutefois au cours de l'année 1942, une fois autorisé en zone occupée à la fin de l'année 1941. Le PPF fait, cette fois-ci, état de plus d'une centaine d'adhérents répartis entre Brest, Quimper et Douarnenez. Cependant, la fragilisation des positions allemandes et la Libération progressive de la France au cours des années 1943 et 1944 marquent le recul logique du collaborationnisme, notamment face à l'hostilité – devenue haine viscérale – de la population à son égard.

L'implantation finistérienne d'un parti national tel que le PPF s'organise selon un double mouvement. D'une part, des initiatives *a priori* locales provenant d'individus séduits par l'idéologie du parti voient le jour dans le département, comme c'est le cas semble-t-il de la scission opérée par les membres du PSF landernéen pour fonder une section du PPF. Et d'autre part, l'implantation durable du parti dans le Finistère est rendue possible par l'action soutenue de ses délégués régionaux et nationaux, activité qui met en lumière une réelle volonté de la part de la direction nationale du PPF d'étendre l'influence et le développement du parti doriote.

Les intérêts de cette démarche chronologique semblent multiples. D'une part, cette chronologie s'appuie avant tout sur l'évolution des effectifs et de l'organisation du parti dans le département. Elle participe ainsi d'une définition structurelle du Parti Populaire Français et met en avant les modalités d'implantation locale d'un parti pensé surtout comme une organisation gouvernementale dont l'épicentre de l'activité se trouve à Paris. D'autre part, elle rend également possible, en confrontant l'évolution parisienne et l'évolution finistérienne du parti, l'appréhension des relations existantes entre l'échelon national et l'échelon local finistérien.

Le constat d'échec du collaborationnisme observé à la fin de la guerre aboutira à envisager, dans une seconde partie, les difficultés qui se sont dressées face au développement finistérien du PPF puis les réactions que ces obstacles ont suscitées parmi la structure du parti. Cette seconde partie s'appuie en grande partie sur les thèmes fondamentaux du PPF, mis en avant par l'approche chronologique de la partie précédente.

Deuxième partie : Echecs et réactions du Parti Populaire Français dans le Finistère

Implanté dans plusieurs localités du Finistère, le Parti Populaire Français se structure progressivement en une fédération départementale qui tente de se démarquer des autres partis politiques d'avant-guerre, et sous l'Occupation par une activité partisane sans relâche et des effectifs croissants. Seulement, le parti de Jacques Doriot rencontre de nombreux obstacles sur la route de la massification. D'une part, le doriotisme semble dans l'impasse : sa politique de présence ne rencontre pas les succès escomptés en termes de séduction de la population, le parti est déconsidéré à la fois par les autorités allemandes mais également par le gouvernement de Vichy et surtout par la population française. De plus, la saturation de l'espace politique finistérien implique des luttes acharnées en faveur de l'hégémonie politique et idéologique, lutte que le Parti Populaire Français espère mettre à profit mais qui semble *a priori* plus propice à une division des forces qu'à une concentration de l'opinion. Face aux difficultés rencontrées, le parti doriotiste finistérien réagit, notamment par le biais de la recherche d'alliances et par une radicalisation idéologique encore plus clivante.

Chapitre 4 : L'impasse du doriotisme

A. Le contraste entre une politique de présence et des effectifs stagnants

En 1994, Jacqueline Sainclivier met en exergue la faiblesse des effectifs et de l'influence des partis collaborationnistes en Bretagne. Surtout, elle insiste sur le « contraste entre la politique de présence de ces partis [...] et leurs difficultés de recrutement³⁹⁴ », point qu'il semble désormais important d'aborder. En effet, si le PPF s'efforce d'être non seulement présent dans l'ensemble du Finistère mais aussi et surtout politiquement actif, ces efforts rencontrent très peu d'écho au sein de la population. Le primat des réunions privées, organisées au détriment de réunions publiques, qui pourraient pourtant diffuser davantage l'idéologie doriotiste et permettre un plus large recrutement, en est-il la cause ?

1. *La présence du PPF dans le paysage politique finistérien*

La présence du Parti Populaire Français dans le Finistère est palpable, avant toute autre chose, par son empreinte géographique. En effet, elle s'étend sur l'ensemble du département à partir de deux pôles principaux : les régions brestoïse et quimpéroïse. Le PPF apparaît à Brest dès 1936, avant que sa structure ne se reforme rapidement après 1941, tandis qu'il atteint Quimper au cours de l'année 1942. L'établissement d'une permanence dans ces deux villes principales met en exergue la stabilité d'un noyau de militants dans le département. Toutefois, d'autres espaces finistériens connaissent des efforts d'implantation au cours de la période de croissance du parti : c'est le cas de Landerneau dès 1938, puis de Douarnenez et Morlaix pendant la Seconde Guerre mondiale.

Des doutes subsistent quant à l'implantation du PPF à Concarneau. En effet, les rapports des Renseignements Généraux de la ville de Concarneau stipulent, à partir de 1940, que le parti de Jacques Doriot ne connaît aucune présence ni aucune activité autour de cette ville. Cependant, certains éléments pourraient conduire à nuancer ce constat. D'abord, Roger Elophe, interprète pour le compte du SD et proche des services de la police de sûreté allemande, identifie les membres du PPF et du PNB en lien avec le SD de Quimper³⁹⁵. Au sein de cette liste, il précise que le responsable du PNB à Concarneau est l'architecte Le Meur, également membre

³⁹⁴ J. Sainclivier, *La Bretagne dans la guerre*, op. cit., p. 76.

³⁹⁵ ADIV, 214W22, Rapport de Roger Elophe sur le SD de Quimper.

du PPF. A partir de ce rapport, il est possible d'estimer que le PPF s'est implanté à Concarneau au cours de l'Occupation, ou bien que certains de ses membres dans le Finistère proviennent de cette ville, sans toutefois être assez nombreux ou entreprenants pour fonder une section locale. Un second élément, quoique discutable eu égard à la source émettrice, laisse supposer qu'une section du parti a été formée à Concarneau. Lors d'un interrogatoire dans le cadre de l'enquête d'épuration visant le membre du PPF François Marrec, Henri Salesses précise que ce dernier « a formé plusieurs sections du P.P.F. dans la région concarnoise³⁹⁶ ». Si Salesses connaît effectivement très bien Marrec pour avoir fait partie du groupe de combat du PPF avec lui, il est délicat de pouvoir se positionner sur la véracité des propos de celui-ci : Salesses est un des premiers membres du PPF à être arrêté à la Libération et témoigne dans toutes les affaires d'épuration du parti dans le Finistère. Il est donc possible qu'il ait volontairement accentué les traits collaborationnistes de ses compagnons en espérant un jugement plus clément pour sa part. Toutefois, ses affirmations ne doivent pas être écartées et la question de l'existence de sections concarnaises du PPF reste en suspens. Il semble cependant assez étonnant que la création de sections du parti le plus impopulaire du Finistère ait pu échapper aux Renseignements Généraux de la ville.

Quand bien même, entre 1936 et 1945, le PPF bénéficie de relais dans tout le département du Finistère, essentiels dans la diffusion de la propagande et le recrutement du parti.

Le présence du PPF dans le Finistère se traduit justement, dans un second temps, par une propagande à grande échelle et variée dans l'ensemble du département. Il existe plusieurs canaux de diffusion de la propagande du PPF, la distribution de tracts, d'affiches et de papillons en faveur du parti – ou contre le bolchevisme et l'Angleterre – en est l'expression première. Des actions de propagande sont ainsi entreprises sur toute la période dans les localités où le PPF s'est implanté. Il s'agit à la fois de propagande contre les ennemis du parti – des affiches anticomunistes sont apposées à Brest dès 1937³⁹⁷ tandis que des tracts antianglais sont distribués à Brest³⁹⁸, Quimper³⁹⁹ ou Douarnenez pendant l'Occupation – mais également dans le but de recruter de nouveaux membres.

³⁹⁶ ADIV, 215W131, Dossier François Marrec, Procès-verbal d'audition d'Henri Salesses, 8 novembre 1944.

³⁹⁷ ADF, 1M140, Rapport du Commissariat spécial de Brest au préfet du Finistère, 4 janvier 1938.

³⁹⁸ ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des Renseignements Généraux de Brest, 26 juin 1943.

³⁹⁹ ADF, 200W56, Rapport de police de Quimper, 1^{er} décembre 1942.

Les inscriptions à la craie ou au goudron sur les murs d'édifices publics représentent un autre moyen de diffusion de l'idéologie doriotiste. Ce mode d'action consiste en l'écriture de messages concis et directs en faveur du PPF sur des façades visibles. C'est, par exemple, le cas de la palissade du théâtre de Brest sur laquelle sont inscrits des messages à l'encontre Staline et en faveur de Doriot⁴⁰⁰.

Bretons,

En ce moment où les replis allemands en Ukraine vous font croire à une rapide victoire russe, vous vous réjouissez. Et pourtant, savez-vous ce que serait pour l'Europe, donc pour la France et la Bretagne aussi, la victoire du bolchevisme ? Car ne vous faites pas d'illusions, une victoire russe signifie la fin de ce confort auquel chacun tient tant, et la suppression de la liberté de pensée dont vous vous dites les défenseurs. La bolchevisation ne vous apporterait pas une amélioration de vie mais bien un nivellement au plus bas.

Et ce ne sont pas les Anglo-Américains qui pourraient empêcher le communisme de s'étendre, car ils sont eux-même à la solde de Moscou. Il est plus facile de bombarder des villes ouvertes et de mitrailler des bateaux de pêche que de se battre soi-même.

Bretons, n'êtes-vous pas révoltés par la destruction systématique de vos plus belles villes et des ports qui ont fait la richesse de votre pays. Vous pensez que les Américains vous apporteront l'abondance, mais si vous vous rapportez à 1913, vous vous souviendrez que les Américains avaient envahi le marché français de produits industriels et de conserves pour lesquels ils n'avaient pas trouvé d'autres débouchés. Les épiciers vendaient par milliers de boîtes, le saumon canadien pendant que les marins bretons devaient rejeter à la mer le produit de leur pêche dure et périlleuse.

Les Américains ne se battent pas par amitié pour nous, Français, mais pour assurer le marché européen à leurs produits.

Vous souriez aux attentats disséminés sans vous rendre compte que c'est le terrorisme commandé par Staline qui s'installe chez nous et que le résultat actuel est la destruction de votre pain qui s'en va en fumée.

Pour empêcher que la Bretagne devienne une colonie russe, pour éviter la Révolution qui achèverait la dislocation de la France, pour parer à une nouvelle guerre, unissez-vous et

Adhérez au Parti Populaire Français

le seul assez fort pour

Conjurer le Danger.

Figure 3 : Affiche de propagande et de recrutement du PPF, Archives Départementales du Finistère, 200W56.

⁴⁰⁰ ADF, 200W47, Rapport de la sûreté nationale sur les partis politiques brestois, 11 septembre 1943.

Il existe enfin des modes de diffusion moins utilisés par les membres du PPF dans le Finistère, mais qui sont tout de même mis en place à plusieurs reprises. D'abord, des opérations de distribution de l'organe breton du parti, *L'Alerte*, sont organisées, par exemple à Quimper⁴⁰¹ ou Douarnenez⁴⁰². D'ordinaire diffusée dans un périmètre interne aux adhérents du PPF, *L'Alerte* comprend de nombreuses pages qui ressassent les fondements idéologiques du parti, et sa distribution participe ainsi à un effort de propagande et de recrutement.

Enfin, les réunions privées et publiques du Parti Populaire Français sont des occasions régulières de diffusion de la propagande du parti, bien que la majorité de réunions privées tende à circonscrire celle-ci au cercle fermé des individus d'ores et déjà membres ou sympathisants du parti.

La politique de présence du PPF se traduit dernièrement par des tentatives de recrutement sur plusieurs terrains et selon plusieurs démarches. Le recrutement du parti est favorisé et en partie assuré par les permanences, qui fonctionnent à la fois comme un lieu de réunion des membres du parti mais aussi, naturellement, comme un bureau de recrutement. Il peut également s'agir de réunions publiques précédemment évoquées, mais aussi de visites finistériennes de responsables nationaux du parti, parfois propices à la rencontre de sympathisants n'ayant pas encore franchi le cap de l'adhésion. La distribution de *L'Alerte* peut intervenir dans ce cadre public : il est précisé dans un rapport des Renseignements Généraux de Quimper que le PPF local doit le diffuser « aux personnes susceptibles d'adhérer au Parti⁴⁰³ ». Certains individus sont ainsi davantage ciblés et font l'objet de recrutement.

Le recrutement de membres du PPF s'opère enfin dans une perspective personnelle et professionnelle. Les adhérents du parti tentent ainsi de recruter de nouveaux membres ou sympathisants parmi leur entourage personnel, familial et professionnel. Mathieu Louarn effectue par exemple une campagne de recrutement dans la firme Siemens à Brest⁴⁰⁴, dans laquelle il travaille comme électricien avec son fils Roger, sur lequel il exerce une influence politique ; tandis qu'Hervé Foucard s'évertue à recruter des adhérents parmi le personnel de la SIBE⁴⁰⁵, qui s'occupe de chantiers à Brest. Dans une autre mesure, des témoignages mettent en

⁴⁰¹ ADF, 200W56, Rapport de police de Quimper, 10 juin 1943.

⁴⁰² ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 29 janvier 1944.

⁴⁰³ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 18 décembre 1943.

⁴⁰⁴ ADIV, 215W17, Dossier Mathieu Louarn.

⁴⁰⁵ ADIV, 213W118, Dossier André Foucard.

exergue que Paul Le Roux⁴⁰⁶ et Henri Ruault⁴⁰⁷ cherchent des nouvelles recrues pour le PPF ou la LVF parmi leur entourage, respectivement à Quimper et sur l'île de Batz et à Douarnenez.

2. *Un faible écho dans la population finistérienne*

L'ensemble de ces démarches de propagande et de recrutement rencontre très peu d'écho au sein de la population locale et met en lumière le décalage existant entre les efforts de diffusion et la réception réelle du parti dans le Finistère. Ainsi, l'historien André Kervella rappelle dans cette perspective : « L'essentiel se résume à ceci que les collaborationnistes cherchent des citoyens qui seraient susceptibles de les aider dans leur œuvre. Or, même ceux sur qui ils croyaient compter, les rabrouent⁴⁰⁸ ».

Le Parti Populaire Français ne parvient pas à faire fructifier sa politique de présence dans le département du Finistère. Tout d'abord, le recrutement stagne. Depuis 1936, déjà, le PPF peine à se faire une place dans l'espace politique finistérien. Avant la guerre, la forte implantation du Parti Social Français lui fait du tort. A partir de 1941, il ne parvient pas à faire décoller les adhésions. Par exemple, si plusieurs individus ont pu adhérer au PPF pour ses considérations sociales ou pour son soutien au Maréchal Pétain, le parti fait état de nombreuses démissions au fur et à mesure qu'il se radicalise et se rapproche des Allemands. Il ressort en effet des dossiers d'épuration des Archives Départementales d'Ille-et-Vilaine que plusieurs membres du parti ont été attirés par les conceptions sociales et pétainistes du PPF de l'année 1941, avant de le quitter dès l'année 1942 face à la progression du collaborationnisme.

Comme a pu le mettre en lumière Pierre Laborie, les débuts de l'Occupation sont caractérisés par le développement d'une logique de l'inaction et de l'attentisme⁴⁰⁹. Le tournant du rejet violent de la collaboration à partir de 1941 se combine donc à la puissance d'un attentisme permanent sur lesquels les positions extrêmes du Parti Populaire Français viennent se briser.

Le constat d'échec de la propagande et du recrutement du PPF est mis en exergue par certains rapports des Renseignements Généraux. Ainsi, lorsque le commissaire principal des RG de Quimper, Henri Soutif, évoque l'influence du doriotisme dans le nord du département,

⁴⁰⁶ ADIV, 215W63, Dossier Paul Le Roux.

⁴⁰⁷ ADIV, 215W52, Dossier Henri Ruault.

⁴⁰⁸ André Kervella, *Brest rebelle (1939-1945)*, Morlaix, Editions Skol Vreizh, 1998, p. 138.

⁴⁰⁹ P. Laborie, *L'opinion française sous Vichy*, op. cit., p. 216.

il rappelle que l'influence politique du PPF est si faible que les autorités ne s'en occupent pas⁴¹⁰. La situation est similaire dans le sud du Finistère, les effectifs du PPF sont jugés « stationnaires et peu agissants⁴¹¹ ». Si bien que l'activité du parti est considérée comme faible malgré une propagande importante⁴¹². En dressant le bilan de la collaboration en Bretagne, Christian Bougeard estime que l'un de ses échecs réside dans l'incapacité de son activisme politique à entraîner les populations, comme c'est le cas précisément pour le Parti Populaire Français⁴¹³.

3. Des réunions publiques minoritaires

Bien qu'il existe une multitude de déterminants pour expliquer l'échec de la politique de présence du PPF dans le Finistère – attentisme de la population, espace politique saturé, rejet de la collaboration – l'un d'entre eux attire l'attention : le parti de Doriot organise de très nombreuses réunions privées pour les membres du parti mais très peu de réunions publiques. Bien entendu, les réunions privées, organisées régulièrement – toutes les semaines ou toutes les deux semaines – sont essentielles en ce qu'elles permettent de rassembler les effectifs, de mettre sur pied un bureau fédéral, de diffuser les directives émanant de la direction nationale ou encore de faire le point sur la situation du parti dans le département. A l'inverse, les réunions publiques tenues par le PPF sont rares, alors qu'elles semblent pourtant *a priori* plus propices au recrutement et à la propagande à une plus large échelle.

Plusieurs réunions sont toutefois organisées pour attirer du public. Dès 1938, une réunion organisée par la section de Landerneau réunit environ 150 personnes en présence de responsables régionaux et nationaux du parti⁴¹⁴. Elle est l'occasion de distribuer la presse nationale du PPF, *L'Emancipation nationale*, et de proposer des bulletins d'adhésion. Pendant l'Occupation, le Parti Populaire Français privilégie la régularité de réunions privées au détriment de manifestations publiques. Ces réunions ont lieu à la permanence du parti rue Jean-Jaurès puis rue de Siam à Brest, à l'hôtel du Cheval Noir à Quimper⁴¹⁵ ou encore à la mairie de Douarnenez.

⁴¹⁰ ADF, 1171W19, bilan de l'activité du PPF dans le Nord-Finistère.

⁴¹¹ ADF, 200W49, Rapport des RG de Quimper, 20 septembre 1943.

⁴¹² ADF, 1171W19, Fichier départemental du Sud-Finistère, décembre 1943.

⁴¹³ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne, op. cit.*, p. 239.

⁴¹⁴ ADF, 1M227, Rapport de police de Landerneau, 9 mai 1938.

⁴¹⁵ Anne-Marie Gueguen, la propriétaire de l'hôtel, est une sympathisante du PPF. Ses enfants Annick et Jean sont membres des JPF et militants.

Exceptionnellement, des réunions publiques ont lieu. C'est notamment le cas à Quimper en janvier 1943. Cette réunion de propagande et de recrutement se tient devant une quarantaine de personnes et présente les principaux éléments du programme du parti. Des tracts « Avec Doriot » et des bulletins d'adhésion sont également diffusés⁴¹⁶. Cette réunion est aussi l'occasion d'apercevoir le lieutenant de Doriot et propagandiste actif du PPF Canobbio prendre la parole devant l'auditoire. Une réunion similaire est organisée au Relecq-Kerhuon par la section brestoise du parti en juillet 1943. Elle permet d'exposer les grandes lignes du programme et de faire le point sur l'activité prochaine⁴¹⁷.

Pourquoi ces manifestations publiques du PPF sont-elles rarissimes ? D'une part, elles font courir le risque aux membres du parti et aux sympathisants ainsi qu'aux potentielles recrues d'être identifiées en tant que soutiens doriotistes. Or la population et particulièrement les mouvements de Résistance sont hostiles au collaborationnisme et menacent les membres du PPF. De plus, d'après les nombreux témoignages recueillis lors des procès d'épuration, les membres et les sympathisants de partis collaborationnistes ne sont pas souvent facilement identifiés : la rumeur publique les désigne comme collaborateurs plus ou moins notoires mais souvent sans preuve directe d'implication collaborationniste. La participation à de telles réunions publiques aurait ainsi permis la simplification de l'identification des « collabos », et par extension des « traîtres » lors de l'épuration, risque que connaissent sûrement les membres du PPF au fur et à mesure de l'avancée de la guerre et des défaites allemandes.

L'opposition de la population et de la Résistance freine ainsi les velléités militantes du PPF, les membres du parti de Jacques Doriot mettent en sourdine leurs manifestations publiques et se montrent peu dans les rues, notamment après les assassinats dont sont victimes Arghiropol et Le Focalvez en décembre 1943 et janvier 1944⁴¹⁸.

Mais, d'autre part, il est délicat pour le Parti Populaire Français d'organiser des réunions publiques du fait de réticences des autorités allemandes. Il est ainsi à noter qu'Adolf Hitler n'autorise l'activité du PPF que dans la cadre ou cette dernière correspond aux intérêts allemands, et qu'Otto Abetz se méfie de Doriot et du PPF. L'annulation d'une réunion publique dans la cadre du Congrès fédéral du PPF à Quimper en mai 1943 est un exemple de ces réticences allemandes devant les volontés de diffusion du PPF. Effectivement, le premier – et seul – congrès fédéral du PPF est prévu pour le mois de mai 1943 à Quimper. Ce congrès doit

⁴¹⁶ ADF, 200W56, Rapport des RG de Quimper, 22 janvier 1943.

⁴¹⁷ ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 10 juillet 1943.

⁴¹⁸ André Kervella, *Brest rebelle (1939-1945)*, op. cit., p. 290.

notamment permettre de former le nouveau bureau fédéral et de redéfinir les orientations idéologiques et politiques du parti dans le Finistère⁴¹⁹. Dans cette optique, les responsables locaux du parti se rapprochent des autorités françaises locales telles que le maire de Quimper et le préfet du Finistère pour obtenir les autorisations nécessaires à l'organisation d'une réunion publique dans le gymnase municipal de Quimper. Seulement, la demande du PPF est refusée par la préfecture du Finistère. La lettre du préfet stipule que l'interdiction de la réunion publique prévue le 1^{er} mai 1943 est décrétée par le SD de Rennes et par la police de sûreté allemande⁴²⁰. Toutefois, la lettre du préfet précise que le SD n'autorise aucune manifestation publique le 1^{er} mai 1943, mais ne donne pas d'indication sur la possibilité que le PPF soit ciblé par des interdictions de réunions publiques.

Face à ces difficultés d'organisation de réunions publiques en son nom, le Parti Populaire Français trouve des alternatives. Il participe par exemple à des réunions de propagande communes avec d'autres mouvements d'extrême-droite. C'est par exemple le cas à Morlaix en juin 1943 : le PPF participe à une réunion de propagande antimaçonnique aux côtés du Parti National Breton, de l'Action Française et de l'Alliance Nationale de l'Ouest⁴²¹. L'autre solution appliquée par le PPF pour maintenir son activité de diffusion de propagande se caractérise par la participation de membres finistériens à des meetings de propagande à Rennes ou Paris. Cette méthode, si elle ne remplace pas l'action locale sur la population, a tout du moins le mérite de diffuser jusque dans le Finistère les orientations nationales de la propagande du parti, de façon relativement discrète. Herveline Tarouilly, membre du PPF dans le Finistère, est ainsi amenée à voyager régulièrement pour assister à des réunions de propagande⁴²².

Ainsi donc, le Parti Populaire Français finistérien ne parvient pas à transformer ses efforts de propagande et de recrutement en une adhésion massive. Le fichier départemental du PPF conclue, pour l'année 1943, que le PPF n'a qu'une faible activité en dépit de sa propagande et du déplacement d'inspecteurs régionaux. De plus, ses effectifs plafonnent et l'ardeur de ses membres diminue progressivement. Le Parti Populaire Français est dans l'impasse.

⁴¹⁹ ADF, 200W56, Rapport des RG de Quimper, 7 mai 1943.

⁴²⁰ ADF, 200W56, Lettre du préfet du Finistère à l'Inspecteur Régional du PPF, 28 avril 1943.

⁴²¹ ADF, 200W47, Rapport hebdomadaire des RG de Brest, 26 juin 1943.

⁴²² ADIV, 213W118, Dossier Herveline Tarouilly.

B. Le PPF dans l'impasse

La situation du Parti Populaire Français, en France et dans le Finistère, se caractérise par une impasse multiforme. Entre 1936 et 1940, le parti peine à recruter et à se développer, notamment à cause d'une direction peu entreprenante et finalement remplacée en 1942. De plus, la période d'Occupation est marquée par une instabilité nationale et un rapprochement au pouvoir qui n'intervient finalement pas. Surtout, le PPF est déconsidéré à la fois par le gouvernement de Vichy, par les Allemands et par les Français.

1. *Une première direction peu entreprenante*

La première section finistérienne du PPF, fondée à Brest en 1936, est d'abord placée sous la direction de Jean Tixier et de Daniel Desroches. Un rapport du Commissaire des RG du Finistère Henri Soutif précise également qu'Antoine Gironde et un dénommé Hervé font partie de la direction du parti dans la région brestoise⁴²³.

Né en 1893 à Paris, Daniel Desroches occupe la profession d'horticulteur à Brest. Il est également président départemental de l'Union Nationale des Combattants (UNC) pour le Finistère⁴²⁴. Quant à lui, Jean Tixier est chef du service du chauffage dans l'entreprise brestoise Chupin-Boulard⁴²⁵. Tixier et Desroches sont donc les responsables du PPF dans le département du Finistère et participent, en cette qualité, au IV^e Congrès national du parti à Paris au mois de novembre 1942. Ils sont également membres de l'association des « Amis du Maréchal » et militent en faveur du départ de jeunes ouvriers français en Allemagne. De notoriété publique, ils sont identifiés comme des collaborateurs notoires et comme bénéficiant de relations privilégiées avec les autorités allemandes⁴²⁶.

Concernant l'activité politique de Tixier et Desroches, il s'avère que ces derniers s'emploient à recruter des membres pour le PPF, même si les archives ne font état de tels recrutements qu'en 1942. Ainsi, Gironde déclare, lors d'un interrogatoire, avoir rejoint le PPF en 1942, à la demande de Tixier et Desroches, respectivement secrétaire fédéral du PPF et délégué du parti à la propagande⁴²⁷. Preuve également d'une activité de recrutement à laquelle

⁴²³ ADF, 1171W19, Bilan de l'activité du PPF dans le Nord-Finistère par Henri Soutif.

⁴²⁴ ADIV, 215W135, Dossier Daniel Desroches.

⁴²⁵ ADIV, 215W124, Dossier Jean Tixier.

⁴²⁶ Témoignages présents dans les enquêtes d'épuration des dossiers Tixier et Desroches précédemment cités.

⁴²⁷ ADIV, 215W7, Dossier Antoine Gironde.

se livrent les responsables du PPF à Brest, ils tentent et parviennent à recruter René Hubert au début de l'année 1942. Ce dernier explique ainsi avoir été recruté par Jean Tixier et Daniel Desroches dans la région brestoise⁴²⁸.

Toutefois, l'implication et le dynamisme de la direction départementale du Parti Populaire Français sont remis en cause à partir de 1942. D'une part, selon Henri Soutif, aucun d'eux ne possède une personnalité sortant de l'ordinaire ni une influence importante dans la région brestoise ou dans le Finistère⁴²⁹. En février 1943, l'inspecteur régional du PPF, Mathurin Bolloré, organise une réunion privée à l'Hôtel du Cheval Noir à Quimper et critique la présidence de Tixier à Brest⁴³⁰.

Ce manque de dynamisme de Tixier lui vaut finalement d'être limogé du poste de secrétaire départemental du parti quelques mois plus tard, au profit de Roman Arghiropol d'Argyr⁴³¹. Ce dernier arrive de Toulon, où il s'occupait de la section locale du PPF, était employé comme interprète à la Kriegsmarine et également soupçonné d'être un agent de à la solde des Allemands⁴³².

Compromis par son attitude jugée antinationale pendant la période d'Occupation allemande, Daniel Desroches quitte finalement Lambézellec en juillet 1944 pour se réfugier dans le Maine-et-Loire⁴³³. Il y est arrêté et placé en résidence surveillée avant d'être jugé par les tribunaux d'épuration.

S'il met en exergue les difficultés rencontrées par le Parti Populaire Français pour recruter et se développer dans le Finistère, le changement opéré au sein de la direction fédérale du parti au cours de l'année 1943 est également une illustration des capacités de réaction du PPF. Cependant, les réactions proposées souffrent du manque de considération du parti doriote de la part de la population locale. L'impasse nationale dans laquelle s'avance le parti doriote pousse ses responsables finistériens à suivre les tendances majoritaires de l'opinion publique.

⁴²⁸ ADIV, 215W135, Dossier René Hubert.

⁴²⁹ ADF, 1171W19, Bilan de l'activité du PPF dans le Nord-Finistère par Henri Soutif.

⁴³⁰ ADF, 200W56, Rapport des RG de Quimper, 18 février 1943.

⁴³¹ ADF, 200W56, Rapport des RG de Brest, 2 avril 1943

⁴³² *Ibid.*

⁴³³ ADF, 31W328, Dossier Desroches, Procès-verbal d'audition de son fils Henri Desroches, 4 octobre 1944.

2. *L'impasse nationale et la séduction de l'opinion*

Tout d'abord, la situation nationale du PPF s'enlise. Jacques Doriot contracte un engagement au sein de la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme et est donc absent pendant de longs mois, laissant son parti sous une direction auxiliaire. En outre, ses périodes sur le front de l'est sont de plus en plus longues, et ce malgré ses demandes de rentrer en France⁴³⁴. Doriot est, par exemple, absent du sol français et par là même de la direction de son parti d'août 1943 à février 1944.

Surtout, Doriot et le PPF entendent effectuer un rapprochement avec le pouvoir de Vichy, mais ce dernier est finalement empêché par les Allemands. En effet, la tentative d'accès au pouvoir de Doriot – qui avait réfléchi à un coup d'Etat contre le gouvernement de Vichy dans un premier temps – est freinée. L'Allemagne apporte son soutien à Laval et place Doriot dans une position de faiblesse⁴³⁵. Malgré l'impressionnant congrès du PPF organisé en novembre 1942, Doriot et ses soutiens se voient à nouveau déboutés par les Allemands qui ne souhaitent pas que celui-ci remplace Laval à la tête du gouvernement. Jacques Doriot se retrouve finalement dans la position du traître, de celui qui a cherché à remplacer Laval.

Face à cette double absence, à la fois de Doriot et également d'un rapprochement au pouvoir, la fédération PPF du Finistère tente de suivre les tendances de l'opinion publique pour favoriser un recrutement parmi la population locale.

Alors que les rapports des Renseignements Généraux pour le Finistère mettent en exergue une hostilité croissante envers le gouvernement de Vichy et notamment envers Laval, les membres du PPF s'appuient sur cette tendance. En effet, un rapport précise que l'activité du parti, bien que réduite, s'adosse à une propagande reposant sur l'hostilité générale au gouvernement⁴³⁶. Le PPF multiplie ainsi ses efforts pour discréditer le gouvernement de Vichy et Laval⁴³⁷. Cette politique suit un double objectif : il s'agit de jeter l'opprobre sur l'autorité de Vichy dans l'optique de remplacer les dirigeants alors en place, mais cela permet également de séduire l'opinion *via* des thèmes et des adversaires communs. Cette hostilité envers Vichy peut ainsi participer à faire du PPF un parti moins extrême et dont les idées pourraient être admises.

⁴³⁴ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 423.

⁴³⁵ P. Burrin, *La dérive fasciste*, op. cit., p. 479.

⁴³⁶ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 3 juillet 1943.

⁴³⁷ *Ibid.*, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 18 juin 1943.

Le parti doriotiste transforme ainsi sa propagande antivichyste en une force opportuniste s'appuyant sur l'hostilité croissante de la population finistérienne envers Pierre Laval et son gouvernement.

3. Le Parti Populaire Français reste une organisation politique déconsidérée

Malgré ses tentatives pour se faire accepter par la population finistérienne, le PPF est déconsidéré par Vichy, par les Allemands et enfin par les Français.

D'abord, le parti doriotiste doit faire face à un manque de reconnaissance de la part du gouvernement de Vichy. En effet, si Doriot noue des relations avec certains responsables vichyssois, il ne parvient pas à se rapprocher définitivement de Pétain : malgré ses efforts pour s'ériger en « homme du Maréchal », ce dernier ne souhaite pas durcir la Révolution Nationale et fait de moins en moins appel au chef du PPF⁴³⁸. De plus, d'anciens membres du PPF se dressent en opposition à leur ancien parti comme c'est le cas de Pierre Pucheu, qui s'allie à Leroy-Ladurie pour le faire entrer au gouvernement Darlan en 1941⁴³⁹. Membre du PPF jusqu'à la crise interne de 1938-1939, Pucheu est depuis très hostile au PPF et s'évertue à l'empêcher d'accéder à des positions de pouvoir.

En outre, le gouvernement de Vichy s'oppose à d'autres actions du PPF, même quand il ne s'agit pas directement d'une volonté d'accéder au pouvoir. Par exemple, alors que Doriot a organisé 18 meetings dans toute la zone occupée et réuni des milliers d'auditeurs entre avril et mai 1942, il n'obtient pas le droit de poursuivre sa campagne en zone libre⁴⁴⁰ et se voit ainsi privé d'une opportunité de recruter de nouveaux membres ou sympathisants.

La pression du gouvernement de Vichy se fait ressentir jusque dans le Finistère. Lors d'un interrogatoire, Eugène Carn, maire de Douarnenez de 1940 à 1943, déclare qu'après avoir été nommé maire par les Allemands en août 1940, il est destitué de son poste en juillet 1943 par le gouvernement de Vichy⁴⁴¹. L'autorité vichyssoise lui reproche d'avoir adhéré à la LVF et d'être en relations avec des agents du SD, sûrement à Douarnenez et à Quimper. Le PPF se retrouve ainsi pris entre deux feux : Vichy et l'Allemagne.

⁴³⁸ P. Burrin, *La dérive fasciste*, op. cit., p. 465.

⁴³⁹ *Ibid.*

⁴⁴⁰ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 386.

⁴⁴¹ ADIV, 215W51, Dossier Eugène Carn.

Plus que d'un manque de soutien voire une hostilité de la part de Vichy, le PPF souffre en réalité bien plus de sa position ambivalente de soutien de Vichy, dans un premier temps, puis progressivement de soutien des autorités allemandes. Cette situation aboutit à une déconsidération du parti de la part de ces deux pôles d'autorité.

En effet, le PPF est déconsidéré et même utilisé par les Allemands à partir de 1940. Il est à rappeler que les Allemands interdisent des réunions publiques du PPF, notamment dans le Finistère dans le cadre du congrès fédéral du parti de mai 1943.

D'une part, le PPF souffre d'un manque de reconnaissance de l'Allemagne : Doriot est interdit de renverser le gouvernement de Vichy et Laval est réaffirmé au poste de chef du gouvernement, les meetings du PPF sont interdits au dernier moment et la presse du parti fait l'objet d'une censure allemande⁴⁴².

D'autre part, l'utilisation des forces collaborationnistes et donc du Parti Populaire Français fait partie d'une stratégie de contrôle d'Hitler. La collaboration parisienne lui est ainsi utile : elle offre la possibilité de créer un contre-gouvernement potentiel dans le cas où la collaboration de Vichy serait jugée insuffisante. Ainsi, pour Philippe Burrin :

« Le collaborationnisme, comme la collaboration d'Etat, n'existe que dans la mesure où l'Allemand en a l'usage et y trouve son intérêt. La convergence de dispositions françaises, minoritaires autant que l'on voudra, mais réelles, et d'incitations allemandes, qui s'inscrivent dans une politique d'ensemble, fait surgir un paysage unique dans l'Allemagne nazie⁴⁴³ ».

En outre, les collaborationnistes ont une mauvaise compréhension des intentions allemandes. Comme le note Jean-Pierre Azéma : « Ceux qui se voulaient les révolutionnaires triomphants d'un nouveau XX^e siècle, des partenaires à part entière d'une Europe nouvelle, servirent – au mieux – d'épouvantail à Laval, – au pire – de rabatteurs pour le compte d'une Allemagne hitlérienne plus pangermaniste que désireuse de construire une Europe fasciste⁴⁴⁴ ». Les partisans de la collaboration sont ainsi utilisés par l'Allemagne nazie pour affermir son autorité en France.

⁴⁴² J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 398.

⁴⁴³ P. Burrin, « Le collaborationnisme », dans J.-P. Azéma et F. Bédarida (dir), *La France des années noires*, tome I, op. cit., p. 386.

⁴⁴⁴ J.-P. Azéma, *De Munich à la collaboration*, Paris, Editions du Seuil, 2002 [1979], p. 219.

Le Parti Populaire Français est, dans les faits, mis à disposition de l'Allemagne. Ses membres s'engagent progressivement au service des Allemands selon différents modes. D'abord, l'Allemagne peut encourager – ou forcer – certaines décisions prises par la direction nationale du parti. C'est le cas en février 1944 lorsque les Allemands imposent à Doriot la création d'un nouvel organisme ayant pour objectif de traquer les réfractaires au STO et les maquis : les Groupes d'Action pour la Justice Sociale. Selon Jean-Paul Brunet, Doriot se plie aux exigences allemandes contre son gré et met au point les GAJS⁴⁴⁵. Dans une autre perspective, les autorités allemandes profitent de la radicalisation des forces doriotistes : les membres du PPF s'engagent ainsi – notamment dans le Finistère – dans les formations de protection des chantiers de l'Organisation Todt, comme délateurs pour le compte des Allemands ou encore comme légionnaires au sein de la LVF.

Enfin, le Parti Populaire Français est déconsidéré par les Français eux-mêmes. L'activité de propagande et de recrutement du parti ne soulève pas d'enthousiasme parmi la population. L'observation de relations entre le PPF et les Allemands entraîne même une réaction opposée de l'opinion : les membres du parti sont considérés comme des traîtres au service de l'ennemi majeur de la France. Si la population se dresse avant toute autre chose contre l'occupant, comme le mettent en lumière les nombreux rapports des Renseignements Généraux des Archives Départementales du Finistère, les collaborationnistes sont identifiés comme des alliés de l'Allemagne et donc des ennemis. De ce fait, les attentats et les sabotages orchestrés par la Résistance à l'encontre des partisans de la collaboration deviennent courants mais ne suscitent aucune réaction dans la population⁴⁴⁶. Plus encore, seule la défaite de l'Allemagne paraît compter pour l'opinion publique⁴⁴⁷. Dès les débuts de la Libération dans le département du Finistère, la préoccupation majeure de la population devient même le châtime des traîtres⁴⁴⁸, ces individus qui se sont engagés aux côtés des Allemands, quelles que soient les formes de cet engagement.

⁴⁴⁵ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme, op. cit.*, p. 451.

⁴⁴⁶ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 29 octobre 1943.

⁴⁴⁷ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 16 octobre 1943.

⁴⁴⁸ ADF, 31W232, Rapport du préfet du Finistère, 1^{er} octobre 1944.

Enfin, la situation d'impasse dans laquelle s'est avancé le PPF au cours de son existence – à partir de 1936 par le manque d'activité de sa direction finistérienne mais aussi au cours de l'Occupation *via* ses échecs nationaux et le manque de reconnaissance auquel il tente de faire face – semble inextricable. L'échec de ce parti peut notamment s'expliquer par l'opposition déterminante de la population à son égard.

C. Un facteur déterminant : la population

Les projets politiques, sociaux, idéologiques du Parti Populaire Français dans le Finistère sont freinés par certaines caractéristiques de la population. D'abord, la mobilisation importante des mouvements antifascistes entre 1935 et 1938 participe à la faible diffusion du PPF pendant les premières années de son existence. De plus, il est à noter une diminution de l'intérêt politique pendant la guerre, particulièrement dans un département occupé, comme c'est le cas du Finistère. Surtout, ce recul des questions politiques se conjugue à une hostilité croissante de la population envers le PPF et ses choix idéologiques.

1. *L'antifascisme dans le Finistère*

Tout d'abord, quelles sont les forces de l'antifascisme de la fin des années 1930 ? Les partis et associations de gauche sont à l'origine de mouvements antifascistes en France et en Europe à partir du début des années trente, avec en tête de cortège le Parti Communiste suivi de la SFIO et du Parti radical. Les syndicats participent également à ce large mouvement antifasciste. Les événements de février 1934 ont rendu possible un rassemblement antifasciste populaire – en plus d'un rassemblement autour de figures de gauche comme Tanguy Prigent à Lanmeur et Morlaix ou Pierre Guéguin à Concarneau –, et ont permis à la gauche de surmonter ses divisions et de s'agréger autour d'une vigilance face aux mouvements fascistes français⁴⁴⁹.

Ainsi, dès l'année 1935, une réunion privée des forces de gauche est organisée à Quimper au mois de juillet⁴⁵⁰. Elle rassemble 25 dirigeants de partis de gauche et notamment la SFIO, la Ligue des Droits de l'Homme, le Comité de Défense Laïque et plusieurs syndicats. Ce même rapport évoque également la formation d'une section du Front Commun à Quimper, un mouvement antifasciste formé par le radical Gaston Bergery. Cette volonté de réunion des forces de gauche se traduit également par l'invitation à tous les syndicats, et particulièrement la CGT et la CGTU, à rejoindre le mouvement antifasciste. Ce regroupement des gauches face aux dangers du fascisme extérieur – en Allemagne, en Italie, en Espagne – et du fascisme intérieur – le PSF, le PPF, le Francisme, le CSAR – suit le modèle décrit par Gilles Vergnon :

⁴⁴⁹ Jacques Droz, *Histoire de l'antifascisme en Europe (1923-1939)*, Paris, La découverte, 2001, p. 184-186.

⁴⁵⁰ ADF, 1M226, Rapport de police de Quimper au préfet du Finistère, 7 juillet 1935.

« Dans les petites localités, les comités rassemblent généralement l'ensemble des composantes des gauches, politiques [...], syndicales et associatives [...]. Dans tous les cas, la Ligue des droits de l'Homme est à la fois constamment présente et centrale dans son rôle d'initiative et d'animation, particulièrement grâce à ses adhérents instituteurs dans les villages⁴⁵¹. »

Comme le met en lumière Gilles Vergnon, cette mouvance antifasciste s'incarne dans le Finistère en un rassemblement des forces politiques de gauche au sein de comités antifascistes. C'est le cas notamment à Brest à partir de 1936. En effet, une réunion du Comité Antifasciste Brestois est organisée au mois de mars⁴⁵². Ce dernier se compose en fait du PCF, de la SFIO, de la Ligue Internationale des Combattants de la paix, du Groupe Libéraire, du Comité de Défense Laïque et de la Jeunesse syndicaliste.

D'autre part, le Comité national de lutte contre la guerre et le fascisme – une des autres dénominations du Mouvement Amsterdam-Pleyel⁴⁵³ – se développe également dans le Finistère. Ses dirigeants appellent les partis de gauche à barrer la route au fascisme. Ce mouvement trouve un écho important au sein de la population, ses réunions rassemblent parfois des centaines de personnes, comme au Cinéma Rex en novembre 1936 où 600 auditeurs sont présents⁴⁵⁴.

Enfin, d'autres organisations participent à la diffusion d'une propagande antifasciste dans le département : le Secours Populaire de France milite en faveur de l'aide aux victimes du fascisme, la Section Internationale Antifasciste de Brest organise une campagne de propagande par la projection de films au cours de l'année 1938⁴⁵⁵, le Groupe Anarchiste de l'Ouest réunit une centaine de personnes lors d'une réunion antifasciste en mars 1939⁴⁵⁶.

⁴⁵¹ Gilles Vergnon, *L'antifascisme en France, de Mussolini à Le Pen*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 70.

⁴⁵² ADF, 1M226, Rapport de police de Brest, 27 mars 1936.

⁴⁵³ Le Mouvement Amsterdam-Pleyel constitue un des pivots de l'antifascisme en France dans les années 1930. Il est issu de la fusion des partisans du Congrès d'Amsterdam contre la guerre impérialiste organisé en août 1932 et de ceux du Congrès européen contre le fascisme et la guerre organisé salle Pleyel à Paris en juin 1933. Ce mouvement entend regrouper partis politiques, syndicats, associations ouvrières ou culturelles dans une lutte antifasciste. Voir Jocelyne Prézeau, « Syndicats et organisations de masse. Le cas d'Amsterdam-Pleyel », dans Danielle Tartakowsky et Françoise Tétard (dir), *Syndicats et associations. Concurrence ou complémentarité ?*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, pp. 391-398.

⁴⁵⁴ ADF, 1M226, Rapport du Commissariat Spécial de Brest au préfet du Finistère, 30 novembre 1936.

⁴⁵⁵ ADF, 1M226, Rapport du Commissariat Spécial de Brest au préfet du Finistère, 24 mars 1938.

⁴⁵⁶ ADF, 1M226, Rapport du Commissariat Spécial de Brest au préfet du Finistère, 17 mars 1939.

Quels sont les canaux de communication et les actions de ces organisations antifascistes dans le Finistère ?

En tant que regroupement des forces politiques et associatives de gauche, ces mouvements bénéficient de caisses de résonance au sein de ces partis – PCF, SFIO, Parti radical – et au sein des syndicats, dont la propension militante a pu jouer un rôle dans la diffusion de l’antifascisme. De plus, l’antifascisme se propage *via* d’autres canaux : fiction romanesque de gauche, articles de revues et de journaux sur le fascisme et l’antifascisme, refrains populaires ou encore rite antifasciste du poing levé⁴⁵⁷.

Concernant des actions plus directes, le Finistère est le théâtre de réunions de propagande ainsi que de contre-manifestations face aux forces d’extrême-droite. Il s’agit de distributions de tracts et d’affiches antifascistes concernant des événements de politique intérieure ou extérieure, par exemple pour protester contre l’agression dont a été victime Léon Blum⁴⁵⁸ ou contre Hitler et les fascistes qui souhaitent la guerre⁴⁵⁹. D’autre part, les réunions antifascistes peuvent rassembler des centaines de personnes : dès 1935, une réunion publique organisée par la gauche devant un auditoire de 400 personnes⁴⁶⁰ ; le Comité Antifasciste Brestois attire aussi 500 personnes en février 1936⁴⁶¹ puis entre 600 et 700 personnes en mars.

Surtout, les organisations antifascistes sont capables de réagir à la propagande d’extrême-droite et de mettre en place de grandes manifestations publiques. Un appel à la contre-manifestation est ainsi lancé après des réunions cléricales et fascistes à Quimper et Le Folgoët⁴⁶². André Kervella précise qu’une manifestation antifasciste cherche à s’attaquer à la permanence des Croix-de-Feu au cours de l’année 1935⁴⁶³. Mais les plus grandes manifestations antifascistes finistéennes interviennent au cours de l’été 1935. Une manifestation tenue à Châteaulin réunit 1 200 membres de partis et d’associations de gauche de tout le département⁴⁶⁴. Elle aboutit à la création d’un comité de Front Populaire. A la suite de ce regroupement, une multitude de réunions de propagande contre la guerre et le fascisme, avec comme orateur un membre du comité national Amsterdam-Pleyel, sont prévues dans l’ensemble du département – à Scrignac, Berrien, Huelgoat, Carhaix, Douarnenez, Quimper, Concarneau, Rosporden,

⁴⁵⁷ Gilles Vergnon, *L’antifascisme en France*, *op. cit.*, p. 88-93.

⁴⁵⁸ ADF, 1M226, Rapport du Commissariat Spécial de Brest au préfet du Finistère, 22 février 1936.

⁴⁵⁹ ADF, 1M226, Rapport du Commissariat Spécial de Brest au préfet du Finistère, 5 juin 1936.

⁴⁶⁰ ADF, 1M226 ; Rapport de police de Concarneau, 14 juillet 1935.

⁴⁶¹ ADF, 1M226, Rapport du Commissariat Spécial de Brest au préfet du Finistère, 23 février 1936.

⁴⁶² ADF, 1M226, Copie d’un tract du Groupement d’Action contre le fascisme, non datée.

⁴⁶³ André Kervella, *Brest rebelle (1939-1945)*, *op. cit.*, p. 17.

⁴⁶⁴ ADF, 1M226, Rapport du Commissariat Spécial de Quimper au préfet du Finistère, 05 juillet 1935.

Guilvinec, Pont-L'Abbé –, symbole de la diffusion de l'antifascisme dans le Finistère à partir de 1935.

Finalement, quel a pu être le poids des sentiments antifascistes dans le Finistère juste avant et pendant l'apparition du PPF dans ce département ?

L'importance numérique des membres de mouvements antifascistes met en lumière le net décalage avec la faiblesse des engagements du PPF. Même si ce vaste mouvement antifasciste se développe sous différentes appellations et que le nombre d'adhérents n'implique pas un nombre équivalent de militants, il s'avère que les comités antifascistes possèdent un tissu militant plus important que l'ensemble des partis de gauche et des syndicats en France en 1934⁴⁶⁵. Le Finistère a beau être un département avant tout parcouru par des tendances de droite, notamment cléricale et conservatrice, le développement de tels mouvements antifascistes laisse supposer que l'implantation du PPF à partir de 1936 est rendue délicate par la persistance de cet antifascisme, dont les manifestations sont maintenues jusqu'en 1939 et même sous l'Occupation dans l'hostilité aux Allemands et aux collaborateurs.

En plus d'une tendance antifasciste qui imprègne les mentalités, le PPF doit faire face à la perte de l'intérêt pour les questions politiques de la part de la population, pour qui l'Occupation pose avant tout des problèmes matériels plus qu'idéologiques.

2. La diminution de l'intérêt politique sous l'Occupation

Tout d'abord, la population finistérienne doit faire face aux difficultés de l'Occupation. La région bretonne est une des premières à connaître la défaite et l'Occupation allemande. La ville de Brest capitule ainsi le 19 juin 1940. L'arrivée des Allemands entraîne avec elle celles de conditions de vie de plus en plus difficiles : rationnement, représailles des Allemands face aux attaques dont ils sont progressivement victimes, mise en place du STO, lent retour des prisonniers de guerre.

⁴⁶⁵ Gilles Vergnon, *L'antifascisme en France, op. cit.*, p. 73.

Les rapports des Renseignements Généraux font état d'une fatigue et d'une lassitude de la population face à l'Occupation, l'opinion publique souhaitant surtout que cette situation se termine au plus vite⁴⁶⁶. Quant à lui, Yvon Tranvouez évoque ainsi la vie brestoise pendant cette période :

« On manque de tout, à Brest comme ailleurs mais peut-être plus qu'ailleurs, et si la vie continue, c'est dans les limites de contraintes parfois rigoureuses. [...] Rien n'incite donc les Brestois à écouter les chantages de la collaboration : le Mouvement social révolutionnaire, la Légion des Volontaires français contre le bolchévisme ou le Parti populaire français ne recrutent en ville qu'une poignée d'extrémistes. [...] Dans une ville où juin 1940 n'a signifié en aucune manière la fin de la guerre, tout alimente donc un mécontentement qui vise directement l'occupant. Si la collaboration n'y trouve pas d'adeptes, Vichy n'y a guère de sens⁴⁶⁷. »

Si la profonde lassitude de la guerre – et la vision pessimiste qu'elle implique – occupe la deuxième place des préoccupations de l'opinion, la première reste celle des problèmes de ravitaillement, dès 1941 et jusqu'à la fin de l'année 1944⁴⁶⁸. En effet, l'opinion publique finistérienne, bien qu'elle soit retranscrite uniquement par les rapports des Renseignements Généraux et des préfets, s'intéresse aux problèmes de ravitaillement de façon croissante. Au cours de l'année 1944, les craintes de la population grandissent concernant le ravitaillement : l'opinion publique s'en préoccupe dans un premier temps⁴⁶⁹, avant de craindre ses dysfonctionnements⁴⁷⁰, selon des rapports locaux.

Cette prépondérance des questionnements matériels de la population, conjuguée à l'hostilité de la population envers l'occupant et par filiation à la collaboration, amène à estimer que des considérations idéologiques ou politiques – à savoir l'influence et la réception du PPF dans le Finistère – interviennent bien après dans les préoccupations des Finistériens, si jamais elles interviennent.

Finalement, les débuts de la Libération parviennent à mettre sur un plan d'égalité les préoccupations de la population concernant son sort matériel et la collaboration : si elle

⁴⁶⁶ Par exemple : ADF, 200W47, Rapport hebdomadaire des RG de Brest, 5 février 1944.

⁴⁶⁷ Yvon Tranvouez, « Mythe et réalité du "vieux Brest" », dans Marie-Thérèse Cloître-Quéré (dir), *Histoire de Brest*, Brest, Centre de Recherches Bretonnes et Celtiques, 2000, p. 230-231.

⁴⁶⁸ P. Laborie, *L'opinion française sous Vichy*, op. cit., p. 314.

⁴⁶⁹ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 26 février 1944.

⁴⁷⁰ ADF, 200W47, Rapport hebdomadaire des RG de Brest, 29 avril 1944.

s'intéresse surtout aux questions matérielles, elle trouve l'épuration trop lente et proteste face aux sanctions des collaborateurs notoires, jugées trop peu sévères⁴⁷¹.

L'hostilité envers le collaborationnisme et notamment le PPF est ainsi une constante de l'opinion publique à laquelle doit faire face le parti doriote, plus qu'un désintérêt des questions politiques finistériennes. En effet, les membres du PPF putatifs sont nombreux à mener un train de vie supérieur à celui qui était le leur avant l'Occupation et sont ainsi suspectés – souvent à raison – de profiter des Allemands et du ravitaillement, créant ainsi un nouveau fossé avec la population moyenne et leur valant l'opprobre publique.

3. *L'éloignement et l'hostilité de la population à propos des choix du PPF*

Dans un premier temps, le PPF souffre de l'opposition construite par la gauche autour du PCF, qui a apposé l'étiquette de fasciste au parti de son transfuge Jacques Doriot pour mieux l'identifier et le combattre. La population française, même si une de ses franges est séduite par son programme politique, notamment concernant ses considérations sociales, montre une certaine hostilité et une opposition à ce parti d'extrême-droite qu'elle compare au PSF du colonel de La Rocque.

Par la suite, le choix du PPF de s'opposer à Pétain éloigne rapidement de nombreux soutiens potentiels. Un maréchalisme passif et sentimental partagé par une partie des Français, qui sont attachés à la personne de Pétain plus qu'à sa politique, perdure⁴⁷². La direction nationale du parti et par la suite les fédérations départementales et les sections locales émettent progressivement des critiques envers le gouvernement de Vichy et envers Laval après l'échec de Doriot et du PPF d'accéder au pouvoir. Une circulaire de la direction nationale adressée à la section locale de Quimper rappelle par exemple la position hostile du parti à l'égard du gouvernement de Laval⁴⁷³, hostilité ressassée durant toute la période d'Occupation. Or, comme le note Jean-Pierre Azéma, bien que la majorité de la population française désavoue progressivement la politique de Vichy et particulièrement la personne de Pierre Laval, des soutiens vichystes perdurent en 1943-1944 : c'est notamment le cas de la hiérarchie catholique et d'autres soutiens plutôt situés en zone occupée⁴⁷⁴. Concernant le Finistère, l'attitude de

⁴⁷¹ ADF, 31W232, Rapport des RG de Quimper concernant la deuxième quinzaine de décembre 1944.

⁴⁷² Muriel Montero, *La France de 1914 à 1945*, Paris, Armand Collin, 2001, p. 121.

⁴⁷³ ADF, 200W56, Rapport des RG de Quimper, 24 décembre 1942.

⁴⁷⁴ J.-P. Azéma, *De Munich à la collaboration*, *op. cit.*, p. 297.

l'Église catholique ne diffère pas du constat dressé par Jean-Pierre Azéma : l'institution et ses soutiens sont favorables à la politique de Vichy dans la mesure où elle s'oppose à une République laïque⁴⁷⁵. Le PPF, en s'éloignant très nettement de Vichy – après être passé de soutien de Pétain à Laval puis de Laval à l'Allemagne –, perd donc un auditoire potentiel important puisque les catholiques sont très nombreux dans le Finistère.

Surtout, le principal pôle d'hostilité reste le choix de collaborer avec les Allemands. Collaborer avec les Allemands, c'est, aux yeux de l'opinion publique, partager leurs mesures. André Kervella souligne ainsi qu'une réunion est organisée par la *Kreiskommandantur* du Finistère avec les sous-préfets du département pour « exprimer le regret de voir la population de l'agglomération brestoise, et même un peu de l'arrondissement, de plus en plus hostile à la collaboration⁴⁷⁶ ».

La haine de la population envers l'occupant allemand se répercute naturellement sur leurs alliés d'occasion. Or les Allemands sont détestés par l'ensemble de la population. D'une part, les conditions d'Occupation ne sont pas acceptées dans le Finistère : « En 1942, la sympathie pour ces formes visibles de Résistance croît au même rythme que la haine de l'occupant et du gouvernement Laval lors des premières réquisitions de main-d'œuvre, encore négociées, à ce moment, dans le cadre de la relève⁴⁷⁷ ». D'autre part, la répression allemande des actions de la Résistance fait très rapidement pencher la balance de l'opinion en défaveur de l'occupant. Maurice Lucas précise justement que « la brutalité de la répression dans un département aussi exposé que le Finistère anéantit dès 1941 le peu d'influence que pouvait avoir le pouvoir lointain de Vichy, tandis qu'elle unit ses habitants dans l'exécration des Allemands⁴⁷⁸ ». La population finistéenne a, effectivement, peur des représailles allemandes, notamment face à la forte Résistance au STO⁴⁷⁹.

⁴⁷⁵ Maurice Lucas, « Les temps incertains (1914-1945) » dans Yves Le Gallo (dir), *Le Finistère de la Préhistoire à nos jours*, op. cit., p. 493.

⁴⁷⁶ AM Brest, 4H4, Rapport du sous-préfet du Finistère ; cité par A. Kervella, *Brest rebelle*, op. cit., p. 79.

⁴⁷⁷ Yvon Tranvouez, « Mythe et réalité du "vieux Brest" », dans Marie-Thérèse Cloître-Quérel (dir), *Histoire de Brest*, op. cit., p. 235.

⁴⁷⁸ Maurice Lucas, « Les temps incertains (1914-1945) » dans Yves Le Gallo (dir), *Le Finistère de la Préhistoire à nos jours*, op. cit., p. 497.

⁴⁷⁹ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 21 août 1943.

Mais plus qu'à ses positions de soutien ou d'hostilité envers les Allemands et Vichy, l'impopularité du Parti Populaire Français est imputable aux actions des membres du parti.

L'obligation des départs pour l'Allemagne est très mal perçue par la population finistérienne⁴⁸⁰, or le PPF milite dès 1941 pour recruter des volontaires à la fois pour un engagement armé au sein de la LVF mais aussi pour des travailleurs en Allemagne. Certaines familles de membres du parti vont jusqu'à quitter leur région afin d'effectuer un contrat de travail volontaire outre-Rhin. En s'associant aux Allemands dans la chasse aux réfractaires au STO, le PPF est jugé responsable des répressions allemandes.

Concernant les recrutements auxquels s'adonne le PPF, celui en faveur de la Waffen-SS a pu jouer un rôle majeur dans l'impopularité du parti dans le Finistère. En effet, le lieutenant-colonel Gamory-Dubourdeau, membre du parti doriotiste, chargé des relations entre le PPF et le PNB dans le Finistère et soldat de la Waffen-SS organise une tournée de recrutement dans le département au mois de septembre 1943, *a priori* sans succès⁴⁸¹.

En outre, la constitution d'un groupe de combat du parti ayant reçu une formation militaire dans une caserne allemande à Paris participe aussi de cette haine de la population envers le PPF. Les agissements de ces groupes de combat, aussi appelés Groupes d'Action pour la Justice Sociale, échappent progressivement au contrôle national du parti au profit du contrôle plus direct des autorités allemandes. Ces GAJS suscitent de fortes vagues de désapprobation, notamment du fait de leurs actions à l'encontre des Français : vol, chantage, violences, traques de Juifs⁴⁸². Tableau auquel il serait à faudrait la traque de maquis et de réfractaires au STO.

Enfin, plusieurs membres du PPF sont engagés par les services allemands comme agents délateurs et reçoivent des *Ausweise* nominatifs. Leurs relations avec les Allemands sont scrutées par la population et sont critiquées puis utilisées dans le cadre des procès d'épuration dont certains adhérents sont victimes.

⁴⁸⁰ ADF, 200W47, Rapport hebdomadaire des RG de Brest, 13 juin 1943.

⁴⁸¹ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 18 septembre 1943.

⁴⁸² J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, *op. cit.*, p. 452.

Un rapport de police dresse le bilan de l'estime dont jouit le parti de Jacques Doriot dans le Finistère : « Le PPF est à coup sûr le plus impopulaire de tous les partis autorisés à l'heure actuelle⁴⁸³ ». Toutefois, il faut préciser que tous les membres ou les sympathisants du PPF dans le Finistère n'ont pas versé dans un tel degré de collaboration. Cependant, les quelques individus à l'avoir fait ont entraîné la transposition de la haine de la population à leur encontre à l'ensemble du parti.

⁴⁸³ ADF, 200W41, Rapport de police de Quimper, 29 mars 1943 ; cité par André Kervella, *Brest rebelle, op. cit.*, p. 273.

Conclusion du chapitre 4 :

Les projets doriotistes se sont, semble-t-il, toujours trouvés dans une certaine impasse dans le Finistère. Malgré une présence physique et idéologique indéniable dans ce département, le Parti Populaire Français doit composer avec des éléments adverses imposants : faible écho dans la population progressivement transformé en hostilité de tous les instants ; manque de réussite des projets nationaux et de prestance de la direction départementale et surtout déconsidération de la part du gouvernement de Vichy, des Allemands et de la population française dans son ensemble. Plus que l'idéologie, le programme politique ou les soutiens intellectuels du PPF, ce sont bien les actions des membres du parti qui sont responsables de l'hostilité, de la crainte, voire de la haine généralisée à laquelle celui-ci est exposé. De plus, l'implantation du PPF est contrariée par la saturation de l'espace politique finistérien.

Chapitre 5 : L'espace politique finistérien et le Parti Populaire Français

A. Un environnement politique propice au PPF ?

Les cultures politiques en concurrence dans le Finistère sont-elles favorables à l'implantation d'un parti d'extrême-droite étiqueté comme fasciste dès sa création au milieu des années 1930 ? Tout d'abord, ce département connaît une tendance politique historique de droite qu'illustre le vote de la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'aux élections législatives de 1936. Cette droite conservatrice catholique, bien que conjuguée à un anticommunisme diffus, semble toutefois inamovible. Le PPF se présente dans le Finistère en tant que minorité politique active.

1. *Une tendance historique de droite*

Comme le note René Rémond, les élections sont perçues, à partir de la Première Guerre mondiale, comme un indicateur de l'esprit public, de l'opinion et de ses mouvements⁴⁸⁴. Dans cette perspective, il s'agit désormais de s'appuyer sur les résultats électoraux dans le Finistère afin d'observer la persistance d'une culture politique de droite dans ce département.

François Goguel présente, par exemple, une *Géographie des élections françaises sous la Troisième et la Quatrième République*⁴⁸⁵, étude qui permet d'appréhender l'évolution du vote dans le département du Finistère entre 1919 et 1936. En 1919, la droite et le centre – comprenant le bloc national, la droite catholique et parfois des alliances avec le parti radical – remportent entre 22% et 30% des suffrages contre seulement 10% à 15% pour le Parti socialiste unifié. Ce déséquilibre s'accroît en 1924 : la droite et le centre s'allient sur le même modèle qu'en 1919 et remportent entre 30% et 37% des suffrages. Le Parti Communiste s'implante difficilement dans le département, avec moins de 5% des votes. Lors des élections de 1928, la droite profite de la polarisation du centre contre le Cartel des Gauches pour maintenir ses positions tandis que le PCF stagne en-dessous des 5%. La SFIO s'unit avec l'union socialiste-communiste et remporte entre 10% et 15% des suffrages. François Goguel précise que la droite renforce ses bastions en Bretagne et notamment dans le Finistère à l'issue des élections de 1932, qui marquent un léger déclin des positions de la SFIO et de l'union socialiste-communiste et les

⁴⁸⁴ René Rémond (dir), *Pour une histoire politique*, Paris, Editions du Seuil, 1988, p. 36-37.

⁴⁸⁵ François Goguel, *Géographie des élections françaises sous la Troisième et la Quatrième République*, Paris, Armand Colin, 1970.

mêmes difficultés enregistrées par le PCF lors des précédents suffrages. Les élections législatives de 1936 mettent en lumière le recul de la droite dans une majorité de régions françaises. Toutefois, la droite se maintient et progresse même en Bretagne et dans le Finistère, où elle remporte la majorité absolue des suffrages exprimés tandis que les résultats communs de la SFIO et du PCF ne dépassent pas les 20%.

Au cours du début du XX^e siècle, la droite fait mieux que se maintenir dans le Finistère, puisqu'elle s'implante encore plus fortement dans les suffrages et donc potentiellement dans l'opinion et forme une culture politique peu volatile. François Goguel estime ainsi que l'ancienneté de l'orientation à droite de ce département provient des années 1885-1898. Il semble *a priori* assez délicat pour le PPF de parvenir à s'implanter dans un département au sein duquel les tendances politiques de droite sont si pugnaces, surtout pour un parti anticlérical et extrême, peu en symbiose avec le tableau des droites finistériennes.

Justement, quelles sont ces droites finistériennes ? Au début du XX^e siècle, André Siegfried présente une étude des tendances politiques, notamment au sein de ce qu'il nomme la « Bretagne bretonnante », qui comprend le Finistère. Au sein de cet espace, il précise que la droite royaliste et la droite catholique sont établies sur un terrain très solide⁴⁸⁶. Cette unité de la droite empêche le développement du socialisme, confiné à l'Arsenal de Brest et aux usines sardinières de Concarneau. Toutefois, il existe une tendance républicaine anticléricale et égalitaire le long de la diagonale Quimper-Morlaix. Mais la majorité de petites et moyennes exploitations ainsi que le caractère épars du mode de peuplement entraînent la consolidation d'une aristocratie foncière et de l'influence du clergé dans le Léon. Siegfried insiste particulièrement sur l'influence et la puissance du clergé dans la vie quotidienne finistérienne. En effet, le Léon et la Cornouaille sont des régions très cléricales – le cléricalisme est défini par Siegfried comme un état d'esprit et un système politique faisant de l'autorité ecclésiastique une arme politique⁴⁸⁷. David Bensoussan relève la pérennité de l'analyse de Siegfried dans une étude plus récente : au cours des années 1920, la droite catholique est très majoritairement implantée dans le Léon tandis que la Cornouaille maritime, de Douarnenez à Concarneau, lui est plus hostile⁴⁸⁸.

⁴⁸⁶ A. Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, op. cit., p. 276-277.

⁴⁸⁷ *Ibid.*, p. 237-243.

⁴⁸⁸ David Bensoussan, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale*, Paris, Fayard, 2006, p. 175-183.

Le Finistère est donc une région parcourue par une tendance majoritaire de droite, et ce depuis l'acceptation progressive de la République au cours des années 1880-1890. Pour autant, ce terreau de droite catholique et cléricale dans le Léon et de droite républicaine modérée en Cornouaille, ainsi que celui d'une gauche socialiste voire communiste dans les centres industriels finistériens, sont-ils favorables à l'implantation du Parti Populaire Français ?

2. *Un terreau propice au PPF ?*

Tout d'abord, il convient de préciser certaines évolutions politiques dans le Finistère au cours des années 1930, période précédant la création du PPF et son implantation dans le département.

Dans l'entre-deux-guerres, le poids électoral et politique des gauches est faible malgré un essor lors des élections législatives de 1932. La SFIO peine à se relever de la scission du Congrès de Tours tandis que le Parti Communiste est quasiment inexistant dans le département.

En revanche, les droites se développent et se diversifient. On observe, par exemple, l'émergence d'un centre-droit catholique républicain représenté par le Parti Démocrate Populaire (PDP)⁴⁸⁹ qui refuse notamment un regroupement des droites catholiques plus conservatrices contre le Front Populaire⁴⁹⁰. Mais surtout, les droites bretonnes et notamment finistériennes se radicalisent au cours des années 1930 : le mouvement des Croix-de-Feu connaît une forte implantation à Quimper et Brest et se développe dans le département sous la direction d'Eugène Leclerc⁴⁹¹. L'opposition au Front Populaire se traduit par une poussée à droite : une partie des républicains modérés s'oppose ainsi à la coalition des partis de gauche⁴⁹². « Avec la chute du centre républicain, les élections des années trente en Bretagne symbolisent une radicalisation du combat politique qui ne laisse plus guère en présence que la droite

⁴⁸⁹ Héritage de la démocratie chrétienne ainsi que du catholicisme social et du catholicisme libéral, le PDP possède une influence électorale importante mais peine à former une base militante active. Il attire des sympathisants républicains et politiquement modérés. D. Bensoussan, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale*, op. cit., p. 315-333.

⁴⁹⁰ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne*, op. cit., p. 199.

⁴⁹¹ André Kervella note que les Croix-de-Feu représentent la majorité des effectifs du fascisme pour la ville de Brest, mais que le mouvement se tourne progressivement vers des œuvres sociales et abandonne ses ambitions politiques. A. Kervella, *Brest rebelle*, op. cit., p. 15-20.

⁴⁹² D. Bensoussan, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale*, op. cit., p. 501-502.

classique et la SFIO » écrit, dans cette même perspective, Jacqueline Sainclivier⁴⁹³. Cette radicalisation des droites va de pair avec une volonté d'unité : les Républicains Nationaux du Sud-Finistère regroupent des élus du PDP, du PSF, de la Fédération Républicaine. Conséquence de ces rapprochements et d'une forte propagande : un grand rassemblement de droite nationaliste et réactionnaire est organisé à Pleyben en février 1937, il réunit entre 6 000 et 15 000 finistériens⁴⁹⁴.

La décennie 1930, marquée par une recomposition des droites bretonnes, voit notamment la création de l'Alliance Nationale de l'Ouest (ANO), qui illustre une volonté de revanche des milieux conservateurs sur la démocratie chrétienne – représentée par le PDP – ainsi qu'une radicalisation globale des droites. L'essor du dorgérisme est également symptomatique de la droitisation du paysage politique⁴⁹⁵. Le délégué régional et le président de la ligue des contribuables Henri Dorgères organise d'importantes réunions populaires au cours des années 1933-1936. Le dorgérisme s'appuie sur le mécontentement des classes moyennes urbaines et de la paysannerie et entraîne une radicalisation politique des notables agrariens⁴⁹⁶. Ce mouvement se développe notamment en Cornouaille, pourtant de tradition républicaine, et dans les cantons de Brest et de Morlaix⁴⁹⁷. Le Finistère constitue ainsi un « bastion des Chemises vertes⁴⁹⁸ ».

Finalement, les tendances politiques finistéennes mises en exergue éclairent une partie de la réponse à la question du caractère propice ou non du tempérament politique dans le département vis-à-vis de l'implantation du PPF. Le parti de Jacques Doriot possède l'avantage de se trouver relativement proche de la droite conservatrice et surtout des droites nationalistes à l'œuvre dans le Finistère – Action Française puis majoritairement Croix-de-Feu et PSF – et peut donc espérer attirer des militants d'extrême-droite déçus de ces mouvements. Toutefois, le paysage politique finistérien présente également des inconvénients. D'une part, le PPF a beau se présenter comme une tentative centriste de valeurs d'extrême-gauche et d'extrême-droite, il se situe à l'extrême-droite du champ politique et est étiqueté comme fasciste par ses adversaires, position qui a tendance à réduire les adhésions, surtout au vu de l'essor d'une droite républicaine

⁴⁹³ Claude Geslin et Jacqueline Sainclivier, *La Bretagne dans l'ombre de la III^{ème} République*, Rennes, Editions Ouest-France, 2005, p. 565.

⁴⁹⁴ J.-P. Sénéchal, *Finistère du Front Populaire, lutte pour l'hégémonie et logique de blocs, thèse citée.*, p. 838-839.

⁴⁹⁵ Sur le mouvement dorgériste, se référer notamment à Robert O. Paxton, *Dorgères et les chemises vertes*, Paris, Le Seuil, 1996.

⁴⁹⁶ C. Bougeard, *Les forces politiques dans le Finistère*, op. cit., p. 182.

⁴⁹⁷ D. Bensoussan, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale*, op. cit., p. 439.

⁴⁹⁸ C. Bougeard, *Les forces politiques dans le Finistère*, op. cit., p. 192.

et modérée. D'autre part, le PPF doit faire face à la concurrence nationaliste autoritaire voire fasciste du PSF, qui s'implante bien plus largement que lui dans l'ensemble du département – ce dernier, clérical et conservateur, semble plus proche des droites catholiques et conservatrices du Léon notamment. En outre, cette droite nationaliste se trouve solidifiée par des ententes qui rendent « l'intrusion » du PPF davantage délicate. Enfin, la droite finistérienne, qu'elle soit catholique conservatrice dans le nord ou républicaine et modérée dans le sud, semble très enracinée, peu volatile, et donc peu propice à un changement d'orientation au profit du fascisme du PPF.

Dans une autre perspective, le Parti Populaire Français peut-il bénéficier d'une opposition anticommuniste dans le Finistère ?

Cette question implique, pour commencer, de préciser quelles sont les forces du communisme dans le département. Groupusculaire jusqu'en 1934-1935, le PCF parvient à relativement décoller en Bretagne et notamment dans le Finistère : des communistes sont élus dans plusieurs municipalités du sud du département et le nombre d'adhérents des rayons communistes urbains progresse, comme c'est le cas à Brest, Léchiagat ou Scaër⁴⁹⁹. En outre, le Parti Communiste est en pointe dans l'action antifasciste et donc à l'origine de nombreuses manifestations des gauches dans le Finistère. A Brest, il existe une cellule de l'association des « Amis de l'URSS », qui organise des réunions de propagande en faveur d'une alliance avec les soviétiques⁵⁰⁰. Plus tard, sous l'Occupation de la Bretagne, le PCF occupe une place prépondérante au sein de la Résistance et peut s'appuyer sur les espoirs d'une frange de la population qui souhaite voir l'URSS vaincre le système défensif allemand⁵⁰¹.

Toutefois, le département connaît une opposition anticommuniste, illustration d'un anticommunisme national latent⁵⁰². En effet, l'année 1936 catalyse l'anticommunisme français : les grèves insurrectionnelles de 1936 font planer la menace d'une révolution mondiale dont la Guerre d'Espagne est alors perçue comme l'une des premières étapes. Ces critiques anticommunistes s'appuient sur le mythe du communisme comme révolution soviétique en

⁴⁹⁹ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne, op. cit.*, p. 164.

⁵⁰⁰ ADF, 1M188, Rapport des RG de Brest, 3 décembre 1937.

⁵⁰¹ ADF, 200W48. Un rapport des Renseignements Généraux de Quimper du 8 janvier 1944 précise que le front russe est « suivi avec passion » par la population, dans l'espoir d'une défaite de l'Allemagne.

⁵⁰² Ce paragraphe s'appuie sur les travaux de Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France, Tome 1 : 1917-1940*, Paris, Editions Olivier Orban, 1987 et particulièrement sur la Troisième partie : « Refuser la "main tendue" (1934-1940) ».

France, diffusé notamment par l'extrême-droite, qui parvient à créer une « psychose anticommuniste ». Surtout, le bellicisme communiste est attaqué – particulièrement après la conférence de Munich – par une majorité pacifiste de l'opinion publique. Ainsi, le communisme finit par être critiqué de toutes parts : de certains visages de la SFIO et du Parti Radical à l'extrême-droite – le PPF en tête –, en passant par le monde catholique. Au cours des années 1939 et 1940, l'anticommunisme s'étend jusqu'à certaines franges de la classe ouvrière et du PCF lui-même. Partout, une lutte systématique contre le communisme prend forme, comme c'est le cas dans le Finistère où les 47 élus communistes sont déçus⁵⁰³. Serge Berstein et Jean-Jacques Becker concluent : « En 1939-1940, même si ce n'est pas la préoccupation première de l'opinion publique, il n'y a probablement pas de thème sur lequel puisse se réaliser un consensus si étendu qu'il englobe à peu près la totalité de la communauté nationale que l'anticommunisme⁵⁰⁴. »

Cet anticommunisme national diffus trouve des échos dans le Finistère. Ainsi, une propagande anticommuniste est diffusée dans plusieurs villes du département, comme c'est le cas à Brest⁵⁰⁵ et à Douarnenez⁵⁰⁶ au cours des années 1936-1937. Sous l'Occupation, bien qu'une certaine partie de l'opinion espère la victoire des soviétiques sur le front de l'est, les Renseignements Généraux notent le retour de discussions concernant le péril communiste en France du fait de l'avancée de l'URSS⁵⁰⁷.

Finalement, il s'avère que l'anticommunisme, qui progresse au cours de la décennie 1930 pour atteindre son paroxysme au cours de la période 1939-1940, a pu être favorable à l'implantation du PPF dans la majorité des régions françaises. Même si toutes les conceptions du parti ne trouvent pas nécessairement d'écho dans la population, l'anticommunisme partagé par une très grande majorité joue le jeu du parti de l'ancien communiste Jacques Doriot en tant que dénominateur commun avec l'idéologie doriotiste.

⁵⁰³ S. Berstein et J.-J. Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France, Tome 1 : 1917-1940.*, op. cit., p. 373.

⁵⁰⁴ *Ibid.*, p. 380.

⁵⁰⁵ ADF, 1M188, Rapport des RG de Brest, 11 août 1936 : copie d'un manifeste de propagande des « Comités de Rassemblement Français antisoviétique ».

⁵⁰⁶ ADF, 1M188, Rapport de police de Douarnenez, 01 avril 1937 : Tracts de l'Action Nationale et Sociale contre l'URSS, contre le PCF et contre le Front Populaire ont été distribués (« Le Front Populaire, entraîné par les communistes, agents de Moscou, fait peser sur la France ces effroyables menaces : GUERRE-REVOLUTION qui mettront à feu et à sang notre pays »).

⁵⁰⁷ ADF, 200W48, Rapport des RG de Quimper, 18 septembre 1943.

Pour autant, le Parti Populaire Français ne parvient pas à se démocratiser au point de s'extraire d'une position groupusculaire qui le définit comme une minorité active dans le Finistère.

3. *Le PPF, une minorité active*

Dans un ouvrage paru en 1976, Pierre Moscovici s'intéresse au modèle de l'influence sociale et plus précisément à l'influence sociale exercée par des groupes minoritaires, qui proposent leur propre modèle social⁵⁰⁸. Selon lui, les majorités mais aussi des minorités peuvent agir sur l'influence sociale au sein d'un groupe et d'une situation particulière. Il est à estimer, en préambule, que le PPF se présente bien comme une minorité dans l'espace politique finistérien : faiblesse numérique, poids électoral nul. En effet, la situation du PPF fait écho au concept de « minorité nomique » ou « minorité active » développé par Moscovici. La minorité active prend distinctement position en opposition à un système social plus vaste, à l'inverse de la minorité passive qui n'apporte pas de réponse propre à ce système social⁵⁰⁹. Le groupe social majoritaire se compose, quant à lui, des droites catholiques et modérées à l'œuvre dans le département. Qu'implique ce statut de minorité active du PPF dans le département du Finistère ?

Dans un premier temps, Moscovici rappelle qu'un acteur social minoritaire est tout de même capable d'exercer une influence sociale, puisqu'il existe une interdépendance de l'influence sociale. Autrement dit, la majorité exerce une influence sur la minorité en ce qu'elle impose des normes et un modèle, et inversement, la minorité active possède un certain pouvoir d'attraction – en partie du fait de son statut même de minorité, de déviante.

En outre, la minorité peut exercer une influence sur la majorité en étant à l'origine d'un conflit, qui peut déboucher sur la modification du système social alors en vigueur. Dans le Finistère, le parti de Jacques Doriot s'évertue avant tout à propager un affrontement idéologique, sans parvenir à le transformer en conflit électoral, qui aurait alors pu engendrer ce changement sociopolitique.

Toutefois, dans le cas d'une minorité active hétérodoxe telle que le PPF, c'est-à-dire en opposition à la tendance majoritaire, la minorité a plus de chance d'influencer la majorité quand

⁵⁰⁸ Pierre Moscovici, *Psychologie des minorités actives*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996 [Edition originale 1976].

⁵⁰⁹ *Ibid.*, p. 87.

leur divergence ne dépasse pas un certain seuil : en ce sens, les minorités extrémistes ont peu de chance d'influer sur la majorité. Or le parti doriote occupe justement cette position extrémiste, ici dans le champ politique, ce qui entraîne un phénomène de bipolarisation défavorable à la minorité.

D'autre part, le style de comportement de la minorité dans l'espace social a un impact sur la capacité de celle-ci à exercer une influence. Le PPF possède, certes, des éléments de comportements qui lui sont favorables : investissement de ses membres, autonomie, certitude des choix. Cependant, Pierre Moscovici fait remarquer que la rigidité d'opinion, de caractère et de comportement affichée par une minorité active peut se retourner contre elle-même. Effectivement, si cette rigidité ne s'accompagne pas d'une certaine équité – *i.e.* un comportement consistant et solide mais prenant en compte la position d'autrui –, elle peut être considérée comme dogmatique et finalement susciter de l'antipathie et donc une forme de rejet voire d'hostilité⁵¹⁰. Ce constat paraît s'appliquer au PPF dans le Finistère, particulièrement au fur et à mesure de la radicalisation du parti dans ses positions idéologiques et ses modes d'action politiques, qui ont engendré de telles réactions.

Il est également important de noter que sur la période 1936-1945 – soit celle de l'existence du PPF – aucune élection législative n'a lieu en France⁵¹¹. Cette remarque ne permet pas d'affirmer que le PPF aurait pu connaître des succès électoraux – ce n'est pas le cas aux élections cantonales de 1937 par exemple – ; toutefois, elle met en lumière la réduction *a posteriori* des espoirs électoraux du parti. Or le PPF aurait peut-être pu bénéficier de quelques coups d'éclat lors d'élections législatives et ainsi s'ériger en parti de gouvernement et se forger une légitimité qui lui a toujours manqué. Le terrain électoral étant une solution pour s'échapper de la position de minorité politique extrémiste qui caractérise le parti de Jacques Doriot. Cette supposition reste sans fondement et la spéculation sans grand intérêt historique, mais le constat de l'absence d'élections législatives coïncidant avec la période d'existence du PPF se devait cependant d'être souligné.

⁵¹⁰ *Ibid.*, p. 140.

⁵¹¹ R. Rémond, « Les élections », dans R. Rémond (dir), *Pour une histoire politique*, *op. cit.*, p. 35.

Bien qu'il présente certains avantages *a priori* en faveur de l'implantation du PPF dans le département, l'environnement politique finistérien n'apparaît dans son ensemble pas propice à celle-ci. Les droites catholiques et modérées, majoritaires et enracinées, poussent le parti doriote à s'en démarquer par radicalisation et le placent dans une position de minorité extrémiste déviante. Malgré l'anticommunisme diffus sur lequel il pourrait s'appuyer, le Parti Populaire Français suscite davantage le rejet et l'hostilité de la population. En outre, le parti doriote tente de s'insérer dans un espace politique saturé pendant l'Occupation, notamment à droite par la grande diversité des mouvements collaborationnistes.

B. La saturation de l'espace politique finistérien

A ces tendances politiques défavorables s'ajoute donc la saturation de l'espace politique dans lequel le PPF tente de s'insérer. Les partis collaborationnistes, bien que numériquement peu imposants, sont nombreux et concurrents. De l'autre côté, un esprit de Résistance grandit, tiraillant la population sans toutefois parvenir à entamer une position attentiste majoritaire. Conséquence de cette saturation, les partisans de la collaboration s'engagent régulièrement au sein de plusieurs organisations concurrentes ou complémentaires, phénomène qui floute les limites entre celles-ci.

1. *Les partis et mouvements collaborationnistes*

Quelles sont les forces de la collaboration à l'œuvre dans le département du Finistère pendant la Seconde Guerre mondiale ? Dans une lettre adressée aux préfets de la zone occupée, le Ministère de l'Intérieur présente les groupements politiques dont l'activité en zone occupée est autorisée par l'ambassade d'Allemagne⁵¹². Sur cette liste figurent : le Rassemblement National Populaire (RNP), le Feu, la Ligue Française, le Front Franc, le Francisme, le Parti Français National-collectiviste, le PPF et le Groupe Collaboration. Mais tous ces partis ne sont pas actifs dans le département finistérien.

D'abord, de nombreux rapports de police font état de la présence du Mouvement Social Révolutionnaire (MSR). Fondé en 1940, notamment par l'ancien Cagoulard d'origine brestoise Eugène Deloncle, le MSR s'unit à d'anciens socialistes, réunis autour de Marcel Déat, pour former le RNP en 1941⁵¹³. D'après Thomas et Le Grand, le RNP est le premier parti de la collaboration à se manifester dans le Finistère, en mars 1941⁵¹⁴. Trois permanences sont ainsi ouvertes à Quimper, Brest et Morlaix. Le RNP disparaît finalement du département au cours de l'année 1942. A l'instar de celle du PPF, la base militante du Rassemblement National Populaire est un mélange de dissidents d'extrême-gauche et d'extrême-droite⁵¹⁵. Au cours de son année d'existence, le RNP se targue d'atteindre 300 adhérents finistériens, mais ce résultat revendiqué est très éloigné de la réalité du terrain.

⁵¹² ADF, 200W49, Lettre du délégué du Ministère de l'Intérieur aux préfets de la zone occupée, 24 juillet 1941.

⁵¹³ Voir Henry Rouso, *La collaboration : les noms, les thèmes, les lieux*, Paris, MA éditions, 1987 et notamment les articles « Mouvement Social Révolutionnaire » et « Rassemblement National Populaire » respectivement p. 130-132 et p. 155-157.

⁵¹⁴ G.-M. Thomas et A. Le Grand, *Le Finistère dans la guerre, Tome 1 : L'Occupation*, op. cit. p. 356.

⁵¹⁵ P. Ory, *Les collaborateurs 1940-1945*, op. cit., p. 111.

Le Francisme, quant à lui, ne parvient pas à s'implanter dans le département malgré une tentative dans la région de Quimperlé. Une liste des membres du Parti Franciste présente, par exemple, uniquement trois membres pour tout le département du Finistère⁵¹⁶.

En revanche, les mouvements officiellement soutenus par le régime de Vichy attirent davantage la population, notamment par le biais des milieux bourgeois ainsi que des ultras de la collaboration⁵¹⁷. C'est le cas notamment du Groupe Collaboration et de l'association des Amis de la LVF⁵¹⁸. Le Groupe Collaboration peut, par ailleurs, être considéré comme un canal auxiliaire de la propagande allemande⁵¹⁹. Ces mouvements regroupant des centaines d'adhérents deviennent des lieux d'affrontement des partis collaborationnistes, qui tentent de recruter des membres par tous les moyens à leur disposition. A Quimper, plusieurs membres du PPF – Jean Gueguen, Yves Le Gall de Kerangal, Paul Le Roux – font partie du bureau de cette association politique⁵²⁰. Autre élément qui met en lumière la convergence du PPF et du Groupe Collaboration dans le Finistère, la propagande de ce dernier est directement inspirée voire reprise d'anciens tracts du parti doriote émis à Brest au cours de l'année 1943⁵²¹.

Il est également à noter que certaines organisations, à première vue extérieures à la collaboration et au jeu politique, sont parcourues de sentiments politiques et parfois proallemands. Par exemple, le Comité Ouvrier de Secours Immédiat (COSI), sous couvert d'aides aux victimes et aux sinistrés, met en lien plusieurs familles finistéennes avec les autorités allemandes. Les membres du PPF tentent ainsi parfois d'aider les proches d'autres membres du parti en leur versant des sommes allouées par le COSI. L'historienne Anne Simonin note ainsi :

« Le COSI n'est pas l'association caritative qu'il prétend être. S'il assure la distribution rapide des secours aux familles et aux sinistrés, ce groupement est financé par des amendes et des confiscations imposées à la communauté juive et ne masque pas son ambition idéologique : “développer des sentiments anglophobes dans l'opinion”⁵²² ».

⁵¹⁶ ADF, 31W394, Liste des membres du Parti Franciste.

⁵¹⁷ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne, op. cit.*, p. 237.

⁵¹⁸ Le Groupe Collaboration est une association politique favorable à la collaboration franco-allemande, fondé dans la continuité non-partisane du Comité France-Allemagne. Gauthier Bauchet présente le Groupe Collaboration comme un « laboratoire d'idées » constitué en vue de penser la collaboration entre la France et l'Allemagne, dans Neven Ar Ruz, *Des Bretons pour l'Europe nouvelle : le Groupe Collaboration en Loire-Inférieure (1941-1944)*, Nantes, Ars Magna, 2020, p. 10.

⁵¹⁹ P. Ory, *Les collaborateurs 1940-1945, op. cit.*, p. 62-64.

⁵²⁰ ADF, 200W57, Rapport des RG de Quimper, 13 mars 1943.

⁵²¹ ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, mars 1944.

⁵²² Anne Simonin, *Le déshonneur dans la République, une histoire de l'indignité 1791-1958*, Paris, Editions Grasset et Fasquelle, 2008, p. 548.

Enfin, l'ensemble du Parti National Breton (PNB) verse également dans la collaboration en vue d'obtenir une plus grande autonomie bretonne par le biais des Allemands. Il diffuse la propagande allemande et fournit des hommes au SD. Christian Bougeard estime à 200 le nombre de militants du PNB dans le Finistère en 1941⁵²³.

2. Les autorités allemandes

Comme le note Henry Rouso, les systèmes d'Occupation allemands sont complexes : aux trois « grands centres de décisions rivaux » – appareil militaire, appareil gouvernemental et appareil de la SS – s'ajoutent d'autres organisations qui rendent la trame d'Occupation encore plus dense – différentes autorités selon la zone française, Commission allemande d'armistice, services de renseignements de l'*Abwehr* ou encore Organisation Todt par exemple⁵²⁴. La multiplicité de ces services d'Occupation permet à Hitler de mettre en place une tactique consistant à contourner les canaux officiels de décision pour « mieux maintenir la pression sur le gouvernement français, de même que les rivalités entre Vichy et les collaborationnistes de Paris⁵²⁵ ».

Quels sont les services d'Occupation allemands présents dans le Finistère ? D'une part, l'*Abwehr* s'installe à Quimper. Ce service de renseignement emploie des indicateurs, souvent membres de partis collaborationnistes. Pour le PPF, c'est le cas de Bernard Massotte et de Louis Denis⁵²⁶. D'autre part, même si le siège de la Gestapo est à Angers pour l'ouest, elle installe également une antenne à Rennes ainsi que des *Aussenkommandos* dans chaque département. Deux villes du Finistère accueillent ces *Aussenkommandos* : l'un se trouve à Brest et possède des antennes à Morlaix et Landerneau et l'autre se situe à Quimper⁵²⁷. Certains membres du PPF sont régulièrement en lien avec le SD – *Sicherheitsdienst* – de Rennes, le service de renseignement et de maintien de l'ordre de la SS. Enfin, l'Organisation Todt est très présente dans le Finistère, du fait de sa position géostratégique préférentielle du point de vue des Allemands.

⁵²³ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne*, op. cit., p. 242.

⁵²⁴ Henry Rouso, « Autorités allemandes en France » dans *La collaboration*, op. cit., p. 26.

⁵²⁵ *Ibid.*

⁵²⁶ G.-M. Thomas et A. Le Grand, *Le Finistère dans la guerre, Tome 1 : L'Occupation*, op. cit., p. 342.

⁵²⁷ *Ibid.*, p. 347.

La diversité et la multiplicité des services allemands densifient donc encore davantage le paysage politique et idéologique finistérien dans lequel le PPF tente de se faire une place. Mais face à l'ensemble de ces acteurs proallemands, un esprit de Résistance se développe également.

3. *La Résistance*⁵²⁸

L'engagement dans la Résistance s'appuie sur les sentiments antiallemands fortement partagés par la majorité de la population. Marcel Baudot note ainsi qu'il existe « une complicité quasi absolue avec les combattants de la lutte armée contre l'occupant⁵²⁹ ». Le choix de la Résistance est un acte d'abord individuel mais qui passe par des réseaux politiques parfois déjà existants.

Quels sont les réseaux et mouvements de Résistance dans le Finistère ? Le département du Finistère connaît l'établissement de nombreux réseaux de Résistance qui, souvent, s'ignorent les uns les autres et poursuivent des objectifs différents. Leurs objectifs sont la livraison d'informations aux Forces Françaises Libres (FFL) et aux Alliés, l'établissement de contacts avec Londres et l'organisation de départs de Français traqués par la Gestapo ou de parachutistes étrangers dont l'avion aura été abattu au-dessus de la région. Georges-Michel Thomas et Alain Le Grand ont dressé l'état des lieux suivant concernant les réseaux résistants finistériens⁵³⁰. Parmi les plus importants sont à citer : le réseau « Alliance », spécialisé dans le renseignement militaire ; le groupe Elie, qui travaille de concert avec le « CND-Castille » du Colonel Rémy ; le réseau « Centurie » de la région de Morlaix ; ou encore le réseau « Cohors-Asturies », à l'œuvre à la fois dans le Finistère et le Morbihan.

A la différence des réseaux de Résistance, créés par la Résistance extérieure et notamment les FFL, les mouvements de Résistance – dans la typologie de Thomas et Le Grand – sont des organisations résistantes nées plus spontanément. Ils regroupent des individus cherchant à lutter contre les occupants allemands. Les principaux mouvements de Résistance finistériens sont principalement des annexes locales de mouvements d'envergure nationale⁵³¹. Sont à citer notamment « Défense de la France », « Libération-Nord », l'Organisation de Résistance de

⁵²⁸ Sur l'historiographie de la Résistance en Bretagne, voir J. Sainclivier, « La Résistance en Bretagne : une identité spécifique ? », C. Bougeard (dir), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, op. cit., p. 77-88.

⁵²⁹ M. Baudot, *La Libération de la Bretagne*, op. cit., p. 24.

⁵³⁰ G.-M. Thomas et A. Le Grand, *Le Finistère dans la guerre, Tome 1 : L'Occupation*, op. cit., p. 244-271.

⁵³¹ La liste de ces mouvements résistants dans le Finistère est dressée et explicitée dans G.-M. Thomas et A. Le Grand, *Le Finistère dans la guerre, Tome 1 : L'Occupation*, op. cit., p. 283-326.

l'Armée (ORA), « Vengeance » mais aussi et surtout le Parti Communiste ainsi que les Francs-Tireurs et Partisans (FTP).

L'engagement politique est progressivement perceptible dans la plupart des mouvements résistants. Le Parti Communiste réclame, par l'intermédiaire de Staline, le passage à la lutte armée de ses militants. Celle-ci se traduit par la création du Front National, mouvement de Résistance communiste. Pour Christian Bougeard, le PCF est la seule force politique résistante réellement organisée au cours de l'année 1941⁵³². Dans une autre perspective, la SFIO occupe une place majeure au sein du mouvement Libération-Nord du fait de l'implication de Tanguy Prigent⁵³³.

Les modes d'action de la Résistance sont divisés en deux grandes formes que sont les attentats et les sabotages. Ils apparaissent dès l'arrivée des Allemands puis se généralisent au cours de l'année 1941 et se multiplient concomitamment à la croissance numérique et à l'amélioration organisationnelle et matérielle des réseaux de Résistance pour atteindre leur paroxysme entre 1943 et 1944. Ainsi, selon Christian Bougeard : « Au-delà des responsables politiques et syndicaux, le combat résistant a été un apprentissage de la citoyenneté de beaucoup d'hommes mais aussi de femmes dans une région où le phénomène a été précoce, multiforme et important⁵³⁴ ».

Chronologiquement, la Résistance se développe dès les débuts de l'Occupation mais connaît une accélération après l'annonce du débarquement allié, qui entraîne l'implication de milliers de Bretons dans les actions contre l'occupant. Toutefois, les résistants de la dernière heure, et particulièrement la violence dont ils font preuve, sont critiqués dans la mesure où ils risquent de discréditer l'ensemble du mouvement⁵³⁵.

⁵³² C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne, op. cit.*, p. 230.

⁵³³ *Ibid.*, p. 246.

⁵³⁴ *Ibid.*, p. 252.

⁵³⁵ M. Baudot, *La Libération de la Bretagne, op. cit.*, p. 178.

4. *L'appartenance multiple*

L'appartenance multiple, ou multiappartenance selon la nomenclature et les auteurs, définit l'appartenance à plusieurs partis politiques de la part d'un même individu. Cette appartenance peut avoir lieu dans le cadre d'une adhésion mais aussi d'une sympathie remarquée, pour élargir l'étude. Or, il est à rappeler que le paysage politique finistérien se trouve en état de saturation sous l'effet de la multiplication des partis politiques ainsi que des services d'Occupation allemands. L'étude du PPF dans ce département implique donc la prise en compte d'une des conséquences de cette saturation : l'appartenance multiple. Christian Bougeard estime ainsi que les activistes de la collaboration sont « toujours les mêmes du fait des double ou triple appartenances⁵³⁶ ».

A l'intérieur de ce concept de multiappartenance sont en jeu plusieurs modes d'adhésion. D'abord, le passage rapide et brutal d'un parti politique à un autre laisse supposer l'existence d'une période de doutes politiques et idéologiques pendant laquelle l'individu est séduit par différentes organisations. C'est le cas notamment face à la multiplication de l'offre politique de droite et d'extrême-droite au cours des années 1930. Une frange du PSF quitte par exemple les rangs du colonel de La Rocque au profit du PPF de Jacques Doriot à Landerneau. De la même manière, Henri Salesses quitte, lui, l'Action Française pour s'engager au PPF dans la seconde moitié des années trente⁵³⁷. Ces multiappartenances peuvent être discutables dans la mesure où il s'agit de transferts d'adhésion politique et non d'adhésion plurielle ; toutefois, elles mettent en exergue les tensions existant chez des partisans attirés par d'autres formations souvent politiquement proches.

L'appartenance multiple se manifeste majoritairement – dans le cadre de cette étude – entre les différents partis de la collaboration. Surtout, la notion d'appartenance politique multiple s'insère dans les questions de modes d'appartenance à un parti politique : adhésion, militantisme, sympathie.

Dans le cas du PPF finistérien, la multiappartenance de certains membres s'observe selon différents schémas. D'abord, le PPF bénéficie de la disparition d'autres partis collaborationnistes pour recruter de nouveaux membres sûrement attirés par des conceptions idéologiques proches. Cette observation intervient notamment lors de la disparition du MSR,

⁵³⁶ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne, op. cit.* p. 239.

⁵³⁷ ADIV, 215W6, Dossier Henri Salesses.

dont les membres rejoignent le PPF, comme l'illustrent les témoignages versés dans les dossiers d'épuration des Archives Départementales d'Ille-et-Vilaine.

D'autre part, il est possible qu'un même individu – et c'est là le cœur de la définition de l'appartenance multiple – s'engage auprès de plusieurs partis politiques simultanément. Gabriel Cosset, membre identifié du PPF qui participe aux réunions organisées à Quimper, adhère également au MSR et au RNP⁵³⁸. Il est, par ailleurs, membre du Cercle aryen et devient le chef départemental de la Milice pour le Finistère. Cosset influence son beau-fils, qui s'engage lui aussi dans plusieurs partis de la collaboration : au MSR et au PPF⁵³⁹. A Douarnenez, l'équipe municipale construite autour du maire Eugène Carn illustre la complexité des relations politiques sous l'Occupation. Ainsi, Eugène Carn, Pierre Le Pensec, Roger Bord et Alain Sevellec sont à la fois inscrits au MSR et au RNP – pas nécessairement simultanément –, tout en étant membre du PPF ou au moins en possédant de nombreuses relations avec ses membres⁵⁴⁰. A noter que Pierre Le Pensec est membre du MSR et du RNP tout en étant proche du PPF et de la LVF. Un article de presse publié à la Libération le présente également comme un précieux indicateur de la Gestapo et conclue : « Bref, il épuisa à lui seul la gamme des initiales désignant les mouvements antifrçais⁵⁴¹ ».

Enfin, l'appartenance politique des membres du PPF se conjugue à une appartenance professionnelle parfois très orientée idéologiquement. Ce mode d'appartenance multiple est encouragé par l'omniprésence des autorités allemandes et la multiplication d'associations politiques. Ces membres du PPF travaillent par exemple pour l'Organisation Todt ou pour la LVF. Ainsi, Clémentine Jaouen⁵⁴² et René Eppe⁵⁴³ sont employés par des entreprises sous contrat avec l'Organisation Todt. Lucienne Le Duff⁵⁴⁴, quant à elle, travaille à la permanence quimpéroise de la LVF sous la direction du lieutenant Denis tandis que Raymond Le Berre⁵⁴⁵ est employé à la Kriegsmarine de Lorient. Ces membres du PPF endossent de cette manière plusieurs casquettes de collaborateurs.

⁵³⁸ ADIV, 215W22, Dossier Gabriel Cosset.

⁵³⁹ ADIV, 215W105, Dossier Henri Truchot.

⁵⁴⁰ Les dossiers sont conservés aux ADIV sous les cotes 215W51 pour Carn, 215W168 pour Le Pensec et 215W30 pour Bord et Sevellec.

⁵⁴¹ ADF, 1265W24, Dossier Pierre Le Pensec, Origine de l'article non précisée, article non daté mais publié après la fin de l'année 1944.

⁵⁴² ADIV, 215W54, Dossier Clémentine Jaouen.

⁵⁴³ ADIV, 215W160, Dossier René Eppe.

⁵⁴⁴ ADIV, 215W55, Dossier Lucienne Le Duff.

⁵⁴⁵ ADIV, 215W131, Dossier Raymond Le Berre.

Quelles sont les conséquences de ces appartenances multiples ? D'une part, elles peuvent fragiliser l'activité politique d'un individu envers un seul parti, au profit d'une activité de propagande et de recrutement pour plusieurs partis à la fois. Un parti tel que le PPF pourrait ainsi moins bénéficier de l'activité de certains de ses membres. Ce phénomène renforce la dimension individuelle de l'engagement des collaborateurs, parfois mus par des intérêts personnels plus qu'idéologiques. D'autre part, l'appartenance multiple complique l'identification des individus comme membres de partis collaborationnistes. L'observation, par les RG ou par la population, de l'adhésion d'une personne à plusieurs partis collaborationnistes ou services allemands facilite l'étiquetage général de « collabo » de cet individu. Mais elle rend plus délicate la vérification de cette appartenance : une personne identifiée comme membre de plusieurs partis collaborationnistes ou figurant sur plusieurs listes de ces partis peut en réalité n'être membre que d'un seul de ces organismes. Par exemple, sur les listes de membres de partis collaborationnistes pour le département du Finistère fournies par le cabinet du préfet, de nombreux noms figurant sur la liste du PPF le sont également sur celles de la Milice, du Groupe Collaboration ou encore du MSR⁵⁴⁶. Difficile, dans cette perspective, de démêler l'appartenance multiple de la simple confusion ou de la méconnaissance de l'adhésion véritable.

⁵⁴⁶ ADF, 31W394, Listes des membres des partis de la collaboration du cabinet du préfet.

Finalement, la saturation du paysage politique finistérien, met en lumière le peu d'espace laissé vacant dans lequel le PPF tente de s'implanter. A gauche, les communistes et les socialistes s'érigent en garants de l'antifascisme ; au centre, le PDP défend des valeurs sociales-démocrates loin des considérations PPF ; tandis que les droites catholique et républicaine et l'extrême-droite – le mouvement Croix-de-Feu et le dorgérisme surtout – se battent pour la place de force politique majoritaire et légitime dans le département. Plus tard, la multiplicité des mouvements collaborationnistes concurrents mais aussi la croissance d'un esprit résistant ainsi que l'installation des services allemands impliquent la naissance de rivalités et de confrontations plus ou moins directes. Les tensions existant entre ces acteurs semblent *a priori* naturelles, tant leur terrain d'expression est commun. En effet, cet état des lieux des forces politiques dans le Finistère sous l'Occupation laisse supposer qu'il existe de nombreuses rivalités impliquant les membres du PPF : entre collaborationnistes et résistants, entre collaborationnistes eux-mêmes, entre collaborationnistes et autorités allemandes, entre collaborationnistes et population attentiste. Mais quelles sont réellement les relations entre l'ensemble de ces acteurs sociopolitiques et le PPF ?

C. Le PPF et ses rivaux

La densité des partis et des idéaux politiques dans le Finistère au cours de la période d'existence du PPF implique naturellement que ce dernier entre en conflit avec les mouvements concurrents. Il s'agit notamment de parvenir à se présenter et être accepté comme le parti politique de droite le plus légitime. Ce combat de positionnement a d'abord lieu face au mouvement des Croix-de-Feu et au PSF. Si la rivalité avec le RNP et MSR tourne à l'avantage du parti doriotiste, les affrontements avec la Résistance mettent à mal son unité. Enfin peut se poser la question de la Milice, perçue à la fois comme une organisation rivale mais aussi comme un moyen de protection face à une Résistance armée de plus en plus entreprenante.

1. *Des tensions avec le mouvement Croix-de-Feu et le PSF*

Dès 1936, PPF et PSF se livrent une guerre d'influence. Ce conflit intervient d'abord entre les deux dirigeants, Jacques Doriot et le colonel de La Rocque. Doriot cherche à attirer les Croix-de-Feu vers le PPF, tentative illustrée par l'idée d'alliance au sein du Front de la Liberté. Jacques Nobécourt estime ainsi qu'entre 14 000 et 15 000 membres du PPF, sur les 120 000 que le parti comptait à la fin des années 1930, sont issus des Croix-de-Feu puis du PSF, marquant la réussite des débauchages pressants et réels du PPF⁵⁴⁷. Les ex-PSF représenteraient ainsi un peu plus de 10% des membres du PPF. Malgré des essais de rapprochement, les rivalités personnelles prennent le dessus au sein des relations entre ces partis. Surtout, ces derniers s'affrontent sur des terrains identiques : plusieurs financements sont communs aux deux partis et chacun cherche à se démarquer pour en bénéficier. Doriot acquiert ainsi l'organe *La Liberté*, appartenant pourtant à un soutien de La Rocque. Des affrontements parlementaires autour de la formation d'un groupe à la Chambre et bien sûr autour du démarchage de partisans sont observés⁵⁴⁸.

En outre, la rivalité entre le PPF et le PSF est exacerbée par les différences existant entre ces deux mouvements⁵⁴⁹. L'éducation du parti doriotiste est avant tout politique tandis que celle du PSF est d'abord sociale et civique, tout comme les cadres sont respectivement plus

⁵⁴⁷ Jacques Nobécourt, *Le colonel de La Rocque 1885-1946 ou les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1996, p. 571.

⁵⁴⁸ Laurent Kestel, « Au-delà des étiquettes : analyse comparée du PSF et du PPF », dans Z. Sternhell (dir), *L'histoire refoulée. La Rocque, les Croix de Feu, et le fascisme français*, op. cit., p. 131-133.

⁵⁴⁹ Sur la rivalité entre le PPF et le PSF, voir Jacques Nobécourt, *Le colonel de La Rocque 1885-1946 ou les pièges du nationalisme chrétien*, op. cit., p. 727-730.

combattifs pour le PPF et plus réfléchis pour les troupes de La Rocque. Dans cette perspective, le premier occupe davantage les rues dès 1941 et joue la carte de l'agitation.

La rivalité entre ces deux formations dépasse le cadre des simples différences politiques et idéologiques pour se transformer en combat public. Doriot dénonce le gaullisme du PSF, son hostilité aux Allemands, sa mollesse à soutenir la Révolution Nationale ainsi que son « enjuivement »⁵⁵⁰. Dans le même temps, Doriot espère que les conceptions plus sociales et moins politiques du PSF vont permettre des défections des sympathisants de La Rocque au profit du PPF. De son côté, le chef du PSF dénonce, auprès de Vichy, l'agitation menée par Doriot et son parti : ébauches de nouveaux gouvernements, tentatives de séduction des autorités allemandes.

La situation générale laisse donc entrevoir des mauvais rapports entre le PPF et le PSF, constat qui vaut également à l'échelon finistérien. D'abord, le débauchage continu et la propagande du PPF attirent bel et bien des membres du PSF puisque 25 membres d'entre eux font défection à Landerneau en 1938 afin de former une section doriotiste dans cette localité. Cette rivalité se transforme en conflit sous l'Occupation. Le PSF, dont les conceptions sociales sont très développées, s'occupe des cuisines des Auxiliaires de Défense Passive (ADP) dans la ville de Brest. Il s'agit d'un réseau de cuisines d'entraide destiné à nourrir les réfugiés et les travailleurs brestois. Or la presse collaborationniste mène une campagne par le biais du *Cri du Peuple*, d'*Au Pilon* et de *L'Alerte* contre le PSF et particulièrement contre l'activité des cuisines des ADP⁵⁵¹. Des membres du PPF et de la LVF vont jusqu'à provoquer physiquement le PSF en envoyant à plusieurs reprises des commandos chargés de supprimer les portraits-effigies du colonel de La Rocque dans la cuisine des ADP de la Place Wilson, portraits immédiatement remplacés par les membres du PSF⁵⁵².

Le PPF entretient donc une relation conflictuelle avec le PSF, rivalité qui découle des tensions interpersonnelles entre Doriot et La Rocque et qui se transpose jusque dans le Finistère où ces partis se livrent une concurrence politique et idéologique.

⁵⁵⁰ *Ibid.*, p. 728.

⁵⁵¹ B. Le Roux, *Le mouvement Croix-de-Feu et le P.S.F. dans le Finistère*, op. cit., p. 104.

⁵⁵² *Ibid.*, p. 105.

2. *De mauvais rapports avec la Résistance*

Naturellement, les relations entre les membres du Parti Populaire Français et la Résistance sont très conflictuelles. D'un côté, les partisans de Doriot et de la collaboration traquent les ennemis possibles des Allemands – les réfractaires au STO, les résistants, les détenteurs de postes de TSF – tandis que, de l'autre, les résistants menacent les collaborateurs et passent progressivement à l'action armée. Il est donc important de s'intéresser aux modes d'opposition de la Résistance vis-à-vis du PPF.

Dans un premier temps, les membres du PPF sont surtout victimes de menaces. Il peut notamment s'agir de menaces généralisées à tous les membres du parti, comme c'est le cas au début de l'année 1944. En effet, des membres du PPF se plaignent aux autorités allemandes d'avoir été menacés publiquement⁵⁵³. Individuellement, ces menaces aboutissent rarement à des actions, qu'il s'agisse de mises à exécution de la part de la Résistance ou de représailles du PPF. Par exemple, le membre du PPF chargé de la propagande dans le sud-Finistère, Marrec, est menacé par une bande de jeunes qui lui conseillent de ne pas continuer son activité sous peine de graves ennuis⁵⁵⁴. En revanche, une multiplication de menaces violentes peut aboutir à des résultats favorables à la Résistance. Ainsi, Marie-Françoise Gourves explique avoir fui en Allemagne pour suivre son frère, restaurateur à Brest, membre du MSR et proche du PPF, qui avait des Allemands dans sa clientèle et aurait reçu des menaces de mort⁵⁵⁵. De la même manière, Jean Gueguen fait plusieurs fois l'objet de menaces de mort, aboutissant à sa fuite de Quimper⁵⁵⁶. En outre, ces menaces ont la capacité de toucher n'importe quel membre du PPF, n'importe où dans le département. Henri Ruault, par exemple, pourtant chef du parti de la région de Douarnenez, se réfugie à Paris suite à de nombreuses menaces⁵⁵⁷.

Les menaces émises par la Résistance et par la population hostile au collaborationnisme perdurent pendant et après la Libération. Les époux Montagne, tous deux collaborateurs notoires et proches du PPF à Douarnenez, sont ainsi pris à partie par une foule de près de 500 personnes amassées devant leur domicile lors de leur retour dans cette localité. Le couple est frappé et tondu, ainsi que menacé de mort par l'ensemble des protagonistes et finalement

⁵⁵³ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 1^{er} janvier 1944. A noter que face à cette plainte de menaces, les Allemands auraient fourni des armes aux membres du PPF, d'après ce même rapport.

⁵⁵⁴ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 8 janvier 1944.

⁵⁵⁵ ADF, 31W358-1, Dossier Gourves, Procès-verbal d'audition de Marie-Françoise Gourves pour la police de Paris, 24 juillet 1945.

⁵⁵⁶ ADF, 31W327, Dossier Gueguen. Il prétend contracter un engagement de STO mais pourrait se cacher dans la région guingampaise d'après un rapport de police de Quimper.

⁵⁵⁷ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 15 avril 1944.

conduit à la prison de Saint-Charles sous escorte militaire pour les protéger de la vindicte populaire⁵⁵⁸. Les menaces dont sont victimes les membres du PPF ne sont donc pas uniquement diffusées par des membres de la Résistance mais sont également émises par la population très hostile à la collaboration.

Surtout, ces menaces ne sont pas que des mots et peuvent être suivies d'actions. C'est le cas pour le couple Montagne tout comme pour le duo Arnera-Vacheret. Alexandre Arnera et Reine Vacheret, sa demi-sœur, quittent Douarnenez face aux nombreuses menaces. A la suite de leur départ, leur domicile est perquisitionné par la Résistance en mai 1944⁵⁵⁹.

Mais les menaces ne sont pas les seuls modes de contradiction de la Résistance, qui prend également les armes pour répondre à l'Occupation et à la collaboration, dont elle fait les frais. La Résistance se défend donc par des attentats et des assassinats à l'encontre des membres de partis collaborationnistes ou de leurs permanences urbaines. Preuve de l'action généralisée de la Résistance à l'encontre du PPF, la section brestoise du parti organise une cérémonie pour célébrer les membres du parti morts sur le front de l'Est ou tués par des « terroristes »⁵⁶⁰.

Son principal fait d'arme, et celui qui porte le coup d'arrêt majeur au PPF au cours de sa période d'existence dans le Finistère, reste l'assassinat de son secrétaire fédéral Roman Arghiropol d'Argy à Brest au cours du mois de décembre 1943. Ce dernier n'est pas directement visé par un projet d'assassinat mais est blessé mortellement en tentant d'arrêter deux jeunes résistants qui se défendent. Les obsèques d'Arghiropol sont l'occasion pour les membres du PPF de diffuser des affiches de propagande anticomunistes et antigauillistes et d'affirmer que leur camarade « sera vengé⁵⁶¹ ». De plus, le délégué de la LVF à Brest et individu très proche du PPF brestois Léopold Fillang subit une tentative d'assassinat au cours de la même semaine de décembre 1943, les coups de pistolet échouent cependant à le tuer⁵⁶².

Par la suite, le trésorier fédéral du parti dans le Finistère est visé par un attentat et finalement abattu sur la route de Brest le 8 janvier 1944⁵⁶³. Cet assassinat fait suite à des menaces reçues dès le mois de juin 1943 pour lesquelles Le Focalvez se plaint et obtient finalement une arme

⁵⁵⁸ ADF, 31W325, Dossier Montagne, Rapport de police de Douarnenez, 26 février 1945.

⁵⁵⁹ ADF, 31W369, Dossier Vacheret.

⁵⁶⁰ ADF, 200W56, Rapport des RG de Brest, 1^{er} juillet 1943.

⁵⁶¹ ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 18 décembre 1943.

⁵⁶² *Ibid.*

⁵⁶³ ADIV, 215W124, Dossier Le Focalvez.

de la part des Allemands⁵⁶⁴. Toutefois, la mort de Le Focalvez n'émeut ni la population ni les membres du PPF puisqu'aucun d'eux n'est présent lors de la levée du corps⁵⁶⁵. Enfin, le jeune Bernard Massotte est abattu par trois membres de la Résistance le 25 avril 1944⁵⁶⁶ mais sans entraîner de quelconque réaction de la part du PPF non plus. Il est en effet à rappeler que Massotte est exclu du parti par le délégué régional Louis Raison pour s'être engagé au Service Social des Chantiers Todt et entretenir de nombreuses relations avec les Allemands.

Toujours est-il que ces assassinats peuvent avoir plusieurs conséquences sur l'organisation du parti dans le Finistère. Le fait de viser directement les membres du PPF illustre la capacité d'action de la Résistance, et surtout celle de passer à l'acte après de nombreuses menaces. Cette preuve peut instiller la peur ou la colère chez certains collaborateurs. Ces émotions générées par les attaques subies par des membres du PPF impliquent toujours des réactions. Celles-ci peuvent être la fuite consécutive à la combinaison de menaces et d'attentats visant des camarades doriotistes ou d'autres collaborateurs et leurs permanences, mais aussi une radicalisation qui se traduit parfois par la traque de résistants et de maquis, notamment par rapprochement avec les services allemands ou dans le cadre du Groupe d'Action du PPF.

La Résistance se manifeste enfin par des attentats visant les permanences du PPF dans les localités où il s'est implanté. Dès 1942 et la destruction de la permanence du parti à Morlaix⁵⁶⁷, la Résistance fait état d'une radicalisation également observée au sein du PPF. Cette radicalisation, conjuguée à la progression numérique et matérielle, aboutit à des projets d'assassinats dont le PPF est plusieurs fois victimes. De plus, la permanence du PPF à Quimper est aussi visée, le 3 mai 1944⁵⁶⁸. En plus de représenter une action violente qui marque forcément les esprits, ce procédé permet d'envoyer un message aux membres de partis collaborationnistes tels que le PPF, comme une étape intermédiaire entre la menace et l'assassinat.

⁵⁶⁴ *Ibid.*, Rapport de police de Quimper, 12 janvier 1944.

⁵⁶⁵ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 15 janvier 1944.

⁵⁶⁶ *La Dépêche de Brest*, 27 avril 1944.

⁵⁶⁷ G.-M. Thomas et A. Le Grand, *Le Finistère dans la guerre, tome 1*, op. cit., p. 359.

⁵⁶⁸ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 6 mai 1944.

3. L'utilisation du MSR et du RNP

En préambule, il est utile de rappeler que la fédération finistérienne du Parti Populaire Français bénéficie de l'évolution nationale du MSR et du RNP. En effet, ces deux partis s'allient tout d'abord avant que le premier ne soit dissout au cours de l'année 1942. C'est justement à partir de cette année 1942 que de nombreux membres du MSR se tournent vers le PPF à la suite de la disparition de leur parti. C'est aussi le constat dressé par le chef des RG du Finistère Henri Soutif, qui note une légère augmentation du nombre d'adhérents du PPF grâce à la dissolution du MSR en 1942⁵⁶⁹. Le parti doriote profite de l'activisme de certains ex-MSR et notamment de Bernard Massotte ou encore d'Eugène Carn. Massotte est ainsi à l'origine de la formation d'un groupe de jeunes du PPF de la région quimpéroise à la fin de l'année 1942⁵⁷⁰. Le recrutement au sein du RNP est même recommandé par la direction nationale et régionale du parti : un article du bulletin régional interne *Arguments* demande aux militants doriote de essayer de recruter au sein d'un RNP divisé⁵⁷¹.

De nombreux membres du PPF sous l'Occupation sont donc des transfuges du MSR. Ce transfert d'appartenance entre ces deux formations peut suivre des modes différents. Certains observent d'abord une période de non-appartenance partisane, comme c'est le cas de Louis Archeray. Effectivement, après avoir rompu ses relations avec le MSR en avril 1942, Archeray n'adhère au PPF qu'au cours du mois de juin 1943, soit un an après la fin de son activité politique au sein du MSR⁵⁷². Mais d'autres collaborateurs s'engagent plus rapidement en faveur du PPF après la disparition du MSR. Eugène Carn milite ainsi au parti doriote dès la dissolution du MSR et assiste au Congrès organisé par Doriot en novembre 1942⁵⁷³. De la même manière, Antoine Gironde⁵⁷⁴ et Marie-Françoise Tarouilly⁵⁷⁵ appartiennent au Mouvement Social Révolutionnaire avant de rapidement s'engager au PPF à l'instant de la dissolution de celui-ci.

La propension de ces individus à s'engager dans un autre mouvement collaborationniste laisse supposer une très grande porosité entre ceux-ci – déjà évoquée dans le cadre de l'appartenance partisane multiple. Porosité d'autant plus marquée par la rapidité de ces

⁵⁶⁹ ADF, 1171W19, Bilan de l'activité du PPF dans le Nord-Finistère.

⁵⁷⁰ ADF, 200W56, Rapport de police de Quimper, 15 décembre 1942.

⁵⁷¹ *Arguments*, février 1943, p. 39.

⁵⁷² ADIV, 215W180, Dossier Archeray, Procès-verbal d'interrogatoire de Louis Archeray, 4 mars 1946.

⁵⁷³ ADIV, 215W51, Dossier Carn, Extrait de son dossier de police à la préfecture.

⁵⁷⁴ ADIV, 215W7, Dossier Gironde, Instruction de la Cour de Justice de Quimper, 7 décembre 1944.

⁵⁷⁵ ADF, 1265W13, Dossier Tarouilly, Notice, 25 septembre 1943.

transferts d'engagement. En outre, la facilité avec laquelle les membres du MSR ou du RNP rejoignent le PPF, et inversement, met en lumière la primauté de l'appartenance à la collaboration générale et la proximité avec les autorités allemandes sur l'engagement pour un parti collaborationniste particulier. Ce constat peut être étendu : les différences entre les partis collaborationnistes dans le Finistère sont peu prises en compte, *a contrario* de l'engagement en faveur des Allemands de ces mêmes partis ou organisations. Même si cette tendance ne peut pas être généralisée à tous les adhérents de partis collaborationnistes, il s'avère que, souvent, on ne milite pas particulièrement pour le PPF, le MSR, le RNP, le Francisme ou le Groupe Collaboration mais pour chacun et aucun de ces mouvements à la fois. Seul importe l'engagement en faveur de l'Allemagne, perçue par certains comme la seule capable d'édifier une Europe idéalisée unifiée par la force⁵⁷⁶. Si les rivalités interpersonnelles entre les leaders des partis de la collaboration et les réticences allemandes ont empêché la mise en place d'un parti collaborationniste unique, les bases partisanses, elles, peuvent souvent se confondre.

4. *La Milice : rivale ou protection ?*

Formation paramilitaire du gouvernement de Vichy, la Milice française est fondée au mois de janvier 1943⁵⁷⁷. Elle est dirigée par l'ancien directeur du Service d'Ordre Légionnaire (SOL) Joseph Darnand⁵⁷⁸. La création de la Milice recouvre différents objectifs : fonction policière mais aussi fonction politique de concurrence de l'ambition de Doriot de fonder une force paramilitaire supplétive des services allemands. Progressivement formée et armée, elle est autorisée en zone nord au début de l'année 1944 et s'insère dans les troupes classiques de la police et de la gendarmerie. Aux yeux d'Henry Rousso :

« De tous les partis et mouvements de la collaboration, la Milice est celui qui a laissé les plus sinistres souvenirs : à cause de la violence de ses méthodes, parce qu'elle fut incontestablement volet totalitaire de Vichy et parce qu'elle représentait un point de jonction entre les tendances fascistes et les tendances contre-révolutionnaires, voulu et entretenu par l'Etat français⁵⁷⁹. »

⁵⁷⁶ Voir Bernard Bruneteau, *Les « collabos » de l'Europe nouvelle*, Paris, Editions du CNRS, 2016 [2003], p. 81.

⁵⁷⁷ Sur la Milice française, se référer à H. Rousso, « Milice française », dans H. Rousso, *La collaboration*, *op. cit.*, p. 124-126 et à Jacques Deperrié de Bayac, *Histoire de la Milice*, Paris, Fayard, 1969.

⁵⁷⁸ Sur Joseph Darnand, voir les synthèses de Jean-Paul Cointet, « Joseph Darnand », dans Jean-Paul Cointet (dir), *Les hommes de Vichy. L'illusion du pouvoir*, Paris, Perrin, 2017, pp. 249-258 et Henry Rousso, « Joseph Darnand », dans Henry Rousso, *La collaboration*, *op. cit.*, p. 81-82.

⁵⁷⁹ H. Rousso, « Milice française », dans H. Rousso, *La collaboration*, *op. cit.*, p. 126.

Les relations entre la Milice et le PPF sont loin de l'entente cordiale. D'un côté, la Milice est en partie fondée sur une volonté de freiner l'expansion de l'influence de Doriot auprès des Allemands, étant donné que ce dernier souhaite mettre sur pieds une formation paramilitaire propre à son parti. De l'autre, Doriot et le PPF ne portent pas la Milice haut dans leur cœur. D'abord, Doriot s'éloigne du gouvernement de Vichy et de ses soutiens dès 1941. De plus, comme le précise Pascal Ory, le chef du PPF considère que la Milice est une formation trop peu nationale-socialiste et tente de freiner son essor à partir de 1943⁵⁸⁰.

Dans le Finistère, l'état des relations entre la Milice et le PPF est plus contrasté. D'une part, certains membres du parti semblent considérer positivement l'arrivée de la Milice en zone nord à partir de 1944. Un rapport des RG de Brest fait état d'une « grande satisfaction des militants du PPF » concernant l'arrivée de la Milice⁵⁸¹. En effet, cette dernière est perçue comme une alliée potentielle et une force de protection face aux attentats donc sont victimes les membres de partis collaborationnistes. En outre, Milice et PPF fonctionnent parfois comme des membres d'une entente : certains militants du PPF tentent par exemple de créer des « groupes armés d'autodéfense » pour les intégrer à la Milice dans l'optique de faire front commun contre résistants et maquisards⁵⁸². Toutefois, comme le met en exergue le rapport des RG de Brest précédemment cité, les responsables du PPF ont peur que la Milice puise en fait dans les effectifs du parti et en réduisent son militantisme et son influence. Deux profils intéressants viennent confirmer la clairvoyance de ces inquiétudes. D'abord, le membre des Jeunesses Populaires Françaises (JPF) Joseph Bonis contracte un engagement en faveur de la Milice française de Darnand⁵⁸³. Cet engagement, d'un jeune individu pourtant très actif au sein des JPF du Finistère, met en lumière la réelle attraction de la Milice sur les autres partis et mouvements de la collaboration. Elle représente l'horizon naturel de la radicalisation croissante des troupes collaborationnistes depuis les débuts de l'Occupation : formation paramilitaire, armée, travaillant de concert avec les Allemands, traquant les résistants et les maquis. Pour Jacqueline Sainclivier, ces miliciens sont justement l'aboutissement ultime de la collaboration⁵⁸⁴. De plus, ses milliers de membres font passer les groupes de combat du PPF pour de pâles figures, considérés selon les situations comme des alliés, des collègues ou des concurrents. Enfin, Gabriel Cosset, collaborationniste notoire dans le Finistère et membre de

⁵⁸⁰ P. Ory, *Les collaborateurs*, op. cit., p. 253.

⁵⁸¹ ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 29 janvier 1944.

⁵⁸² C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne*, op. cit., p. 238.

⁵⁸³ ADF, 200W48, Bulletin hebdomadaire des RG de Quimper, 1943.

⁵⁸⁴ J. Sainclivier, *La Bretagne dans la guerre*, op. cit., p. 78.

tous les partis de la collaboration – parfois simultanément –, réduit ses relations avec les membres du PPF pour prendre la direction de la Milice dans le département finistérien⁵⁸⁵.

Finalement, l'autorisation de la Milice française dans le Finistère a des conséquences ambiguës sur l'organisation du PPF dans le département : elle permet à la fois d'accroître les forces du collaborationnisme face à la Résistance que ces dernières combattent, mais cet accroissement peut aboutir à une bascule des membres du PPF vers la Milice. Cette dernière est toutefois perçue d'abord comme un allié et un moyen de protection plutôt que comme une rivale.

Pour conclure, le Parti Populaire Français ne s'insère dans le paysage politique finistérien qu'à coups de rivalités et de concurrence. Ce constat semble naturel tant les formations de droite et d'extrême-droite ainsi que les mouvements collaborationnistes sont nombreux sur la période d'existence du PPF de 1936 à 1945. Le parti de Jacques Doriot affronte ainsi simultanément – sur le terrain de l'influence politique et idéologique – le PSF, les autres partis de la collaboration que sont le MSR et le RNP auxquels doit être ajoutée la Milice. En revanche, le seul combat à mort – et en armes – que mène le PPF est celui contre la Résistance et les maquis, lutte qui devient même une question de survie face aux attaques dont sont victimes les membres du parti face à leur action collaborationniste et dénonciatrice.

⁵⁸⁵ ADIV, 215W22, Dossier Cosset, Rapport de police de Quimper, 6 mai 1945.

Conclusion du chapitre 5 :

L'étude de l'espace politique finistérien de l'entre-deux-guerres et de la Seconde Guerre mondiale se révèle fondamental dans l'explication de l'échec du PPF dans ce département à partir de 1936. Le parti doriote doit ainsi faire face à un environnement politique qui lui est défavorable, marqué par de nettes tendances de droite – catholique conservatrice dans le Léon et davantage républicaine en Cornouaille – au sein desquelles l'extrémisme du PPF peut difficilement trouver sa place. Quand bien même ce dernier se présente comme une minorité active qui a des chances d'influencer la majorité de l'opinion de façon à transformer les idées-forces de cette dernière, il ne réussit qu'à se placer comme force minoritaire au sein de la plus grande minorité active mais éparse qu'est l'extrême-droite dans son ensemble. La saturation de l'espace politique finistérien et les multiples concurrences qu'elle implique freine les ardeurs propagandistes et militantes d'un parti unanimement réprouvé. Deux de ces rivalités contrarient surtout le désir des partisans de Jacques Doriot : l'affrontement direct – traque de résistants notamment – ou indirect – attaques et propagandes interposées – avec la Résistance ainsi que de nombreuses rivalités avec les autres partis et mouvements de la collaboration. Il existe toutefois une grande porosité entre ces mouvements collaborationnistes, bien que celle-ci semble plus aboutir à une dispersion qu'à une agrégation des forces de la collaboration. Face à ce constat d'échec, le PPF réagit pour sortir de l'impasse.

Chapitre 6 : Des réactions face à l'échec

A. La recherche d'alliances

Isolé et surtout concurrencé de toutes parts du champ politique finistérien, le Parti Populaire Français s'active pour s'extirper de cette position délicate. Son action se traduit politiquement par la recherche d'alliances avec plusieurs partenaires potentiels. Dès 1937, Jacques Doriot met en œuvre cette idée au sein du Front de la Liberté, projet finalement mort-né qui illustre la volonté des dirigeants du PPF de s'entourer pour mieux se développer. Le noyautage de la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme ne peut pas être considéré comme une tentative d'alliance dans la mesure où Doriot est lui-même à l'origine de la création de cette formation. Toutefois, il met en lumière la volonté de ce dernier de s'appuyer sur d'autres forces politiques que celle du PPF pour recruter de nouveaux membres. Dans la même perspective, il existe des relations entre le Parti National Breton et le parti de Jacques Doriot, qui recherche des alliés dans sa quête du pouvoir.

1. *Le Front de la Liberté*

Quasiment dès la création de son parti en 1936, Jacques Doriot cherche à lui fournir une plateforme de développement et de légitimité. La première tentative d'alliance politique du PPF intervient ainsi dans la création du Front de la Liberté. Pour rappel, le Front de la Liberté est une opération de regroupement de plusieurs partis politiques français à l'initiative de Doriot au cours de l'année 1937. L'un des objectifs fondamentaux de ce dernier est notamment d'attirer le colonel de La Rocque et son PSF au sein d'un front unique contre le communisme. A première vue, il s'agit d'une proposition d'alliance politique qui aurait pu réunir une dizaine de partis de droite et du centre. Derrière cette façade, Doriot cherche surtout à réduire l'influence politique du PSF, qui compte environ dix fois plus de membres que le PPF dans la seconde moitié des années 1930. Le refus catégorique de La Rocque et du Conseil National du PSF est camouflé par une série de conditions⁵⁸⁶ qui viennent finalement annuler un potentiel ralliement

⁵⁸⁶ Ces conditions sont rappelées par Philippe Machefer, « L'Union des Droites, le P.S.F. et le Front de la Liberté, 1936-1937 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 17 N°1, Janvier-mars 1970, p. 118. Doivent ainsi cesser, aux yeux du PSF : « Les opérations de débauchage à l'égard des membres et des cadres du P.S.F. ; les déformations systématiques de faits et documents des journaux protagonistes du Front de la Liberté ; les procédés électoraux scandaleux, n'envisageant que des ententes de second tour et présentant plusieurs candidats de la même formation ; les procédés de polémique électorale utilisant des formules de Front populaire contre le P.S.F. ; le vote pour des candidats de Front populaire ».

au Front de la Liberté⁵⁸⁷. La première alliance politique proposée par Doriot dans l'espoir de recruter de nouveaux membres aux dépens de mouvements concurrents se solde donc par un échec.

2. *Le noyautage de la LVF, une solution de recrutement ?*

Dans une autre perspective, mais pas à proprement parler dans le cadre d'une alliance, Jacques Doriot et le PPF sont à l'origine de la fondation de la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme. Geste en apparence gratuit de l'engagement pour l'Allemagne mais orienté dans le but d'obtenir des concessions en retour, la création de la LVF n'est pas à mettre au seul actif du PPF mais de la majorité des partis de la collaboration. Doriot lui-même – et finalement le seul chef collaborationniste à véritablement s'engager dans la Légion – contracte un engagement dès 1941. La création de la LVF marque un passage de la collaboration politique à la collaboration militaire. Accolée à la Légion, l'association des « Amis de la LVF » réunit, elle, les milieux pétainistes bourgeois et les ultras de la collaboration.

Avant de préciser les relations qui existent entre le PPF et la LVF, particulièrement dans le Finistère, quelques échecs de cette formation militaire sont à rappeler⁵⁸⁸. En plus d'un recrutement lent et laborieux, les Allemands ne souhaitent pas voir une force militaire composée de Français se former et compliquent les procédures de recrutement. Les effectifs sont finalement dérisoires⁵⁸⁹ et la Légion connaît un désastre militaire⁵⁹⁰. Mais surtout, la LVF souffre d'une politisation bipolaire.

En effet, plusieurs partis tentent de faire de la LVF une antenne d'eux-mêmes. Selon Pascal Ory, chacun des deux bataillons est politiquement identifié : le premier est PPF et le second est dirigé par le MSR de Deloncle⁵⁹¹. La politisation de la Légion est à l'origine de troubles et fragilise l'efficacité du commandement ainsi que la cohésion des légionnaires. En fait, Doriot et Deloncle s'évertuent tous deux à présenter leur parti comme « le parti-père » de la LVF dans l'espoir d'être identifié en tant que parti collaborationniste le plus légitime et le plus à même de

⁵⁸⁷ J. Nobécourt, *Le colonel de La Rocque 1885-1946 ou les pièges du nationalisme chrétien*, op. cit., p. 577.

⁵⁸⁸ Voir P. Giolitto, *Volontaires français sous l'uniforme allemand*, op. cit., p. 38-55.

⁵⁸⁹ Cf. plus haut.

⁵⁹⁰ Le premier bataillon de la Légion participe à sa première opération sur le front de l'est en décembre 1941 et sont décimé au point d'être retiré du front sur ordre d'Hitler. P. Giolitto, *Volontaires français sous l'uniforme allemand*, op. cit., p. 123-125.

⁵⁹¹ P. Ory, *Les collaborateurs*, op. cit., p. 244.

remporter la victoire avec les Allemands. Doriot entend se servir de son influence au sein de la LVF comme d'un levier politique pour exercer un rôle auprès de Vichy ou des Allemands. Sans succès. Cet affrontement pour le monopole politique et idéologique au sein de la LVF n'est remporté par aucun des deux partis puisqu'il aboutit finalement à des tentatives de dépolitisation de la part des autorités allemandes : un contrat écrit interdit tout engagement ou propagande politique au sein de la Légion⁵⁹². Illustration de l'importance que revêt l'implication de membres du PPF dans la LVF aux yeux du parti, la mort de François Sabiani⁵⁹³ – le 2 juin – devient la date commémorative des héros morts pour le PPF.

Quelle est l'organisation de la LVF dans le Finistère ? De la même manière qu'un parti politique autorisé par les Allemands, la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme est représentée dans le Finistère par une fédération départementale. Cette dernière se divise en plusieurs sections locales et possède différents bureaux de recrutement et permanences. Un rapport du Commissaire Henri Soutif dresse le bilan de la LVF dans le Finistère au cours de l'année 1943 et propose ainsi un tableau de cette formation dans le département⁵⁹⁴. Le directeur départemental de la LVF est le responsable du PPF pour le Finistère Paul Le Roux.

Dans le sud-Finistère, la première section est constituée à Quimper dès 1941 par le capitaine Damian et une permanence est ouverte dans la ville. Cette permanence est confiée à la direction de Marcel Châtelain, membre du MSR, avant de lui être retirée pour mauvaise gestion financière. C'est le lieutenant Louis Denis qui est en charge de cette permanence à Quimper tandis que Pierre Le Pensec s'occupe de celle, moins active, de Douarnenez. Un comité local est également constitué à Douarnenez par Eugène Carn, Roger Bord et Pierre Le Pensec.

Dans le nord du département, deux bureaux de recrutement fonctionnent à Brest et à Morlaix. La direction du bureau de Brest est finalement confiée à Georges Mallet, membre du RNP, avant d'être confiée à Alain Didailler puis à Henri Vaillant et enfin à Léopold Fillang. Le bureau de Morlaix, quant à lui, connaît peu d'activité et aucun engagement sous la direction de Didailler puis de Vaillant. Selon Henri Soutif, ces changements de direction ont été préjudiciables et le bureau de Brest n'enregistre finalement que 53 engagements.

⁵⁹² P. Giolitto, *Volontaires français sous l'uniforme allemand*, op. cit., p. 141.

⁵⁹³ François Sabiani est le fils de Simon Sabiani, chef du PPF pour la région marseillaise, proche de Doriot et membre du bureau politique du parti. Il est blessé mortellement lors de combats contre les Russes dans la région de Smolensk.

⁵⁹⁴ ADF, 1171W19, Bilan de l'activité de la LVF dans le Finistère, 1943.

Il est à remarquer que les membres du PPF sont partout présents dans l'organisation de la LVF dans le département. Christian Bougeard estime ainsi que le PPF contrôle la LVF du Finistère⁵⁹⁵. En plus du directeur départemental de la Légion Paul Le Roux, les responsables de bureaux de recrutement sont très souvent des individus membres du PPF ou *a minima* sympathisants et très proches du parti. C'est le cas notamment de Louis Denis qui organise avec le PPF une réunion de propagande en faveur de la LVF, des membres du PPF à Douarnenez, Carn, Bord et Le Pensec et enfin d'Henri Vaillant et de Léopold Fillang, sympathisants et membres du parti de Jacques Doriot. Ainsi, dans l'ensemble du département, les sympathisants de la LVF et du PPF se confondent : ils participent aux mêmes réunions et aux mêmes actions de propagande et fréquentent les mêmes cercles politiques et idéologiques. Ce constat finistérien donne finalement l'impression que PPF et LVF sont deux organisations affiliées voire un seul et même mouvement. En outre, bien que peu lu, *Le Cri du Peuple*, un des organes de presse du PPF, diffuse une propagande en faveur de la LVF. Enfin, il est à rappeler que le PPF tient à cette imbrication avec la LVF : les consignes officielles du parti pour les sections locales sont de présenter la LVF comme « le » groupe de combat du PPF⁵⁹⁶ et non comme une organisation collaborationniste pluricéphale.

Ainsi, le contrôle du PPF sur la LVF dans le Finistère lui confère plusieurs avantages. D'abord, cela permet à la propagande du PPF de se diffuser en partie à visage couvert : les partisans doriotistes mènent ainsi des campagnes de propagande en faveur de la LVF. Ces campagnes bénéficient au parti dans la mesure où elles permettent de recruter de nouveaux partisans de la collaboration. Autrement dit, recruter de nouveaux membres pour la LVF par le biais d'une structure acquise au PPF incline sûrement davantage ces individus à se tourner également vers le parti de Doriot. En contrôlant les bureaux de la Légion, le PPF double son horizon de propagande et de recrutement. La double appartenance « parti collaborationniste / LVF » est ainsi largement répandue, profitant particulièrement au PPF. En outre, les membres de la LVF et des Amis de la LVF sont presque automatiquement raccrochés au cercle d'influence du PPF, notamment *via* les réunions de propagande organisées par ces deux mouvements. Ils peuvent donc potentiellement plus facilement adhérer au parti.

La LVF n'est pas la seule organisation dans le viseur du PPF, qui entend également se rapprocher du mouvement nationaliste breton.

⁵⁹⁵ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne, op. cit.*, p. 238.

⁵⁹⁶ ADF, 200W56, Rapport des RG de Quimper, 14 mars 1943.

3. Les relations avec le Parti National Breton

Officiellement fondé en décembre 1931, le Parti National Breton (PNB) naît de l'éclatement du Parti Autonomiste Breton (PAB) tiraillé par des tendances fédéralistes et nationalistes⁵⁹⁷. Il maintient un virage à l'extrême-droite au cours des années 1930 derrière les figures d'Olier Mordrel, François Debauvais et Célestin Lainé. Interdit avant la guerre dans le cadre du décret-loi Daladier de mai 1938 sur les séparatismes, le PNB est finalement relancé au cours de l'année 1940 sous la direction de Mordrel et Debauvais qui s'entourent de Marcel Guieysse et Lainé. Mais l'agitation de Mordrel aboutit à sa démission forcée, remplacé par Raymond Delaporte. Parti fasciste et proallemand, le PNB se distingue pendant la Seconde Guerre mondiale par ses tendances collaborationnistes. Le parti tente ainsi de « profiter de la défaite française en jouant la carte allemande pour obtenir l'indépendance de la Bretagne ou du moins une certaine autonomie⁵⁹⁸ ». Ce parti nationaliste breton se dote également d'une force paramilitaire dirigée par Lainé et d'une organisation de jeunesse ainsi que d'un service d'ordre menés par Yann Goulet. Toutefois, les dirigeants et les membres du PNB sont isolés dans la population bretonne. De plus, Georges-Michel Thomas et Alain Le Grand précisent que les autorités allemandes n'ont jamais réellement considéré les revendications autonomistes et nationalistes bretonnes, et le PNB est finalement traité comme les autres partis de la collaboration⁵⁹⁹.

Le PNB est très structuré dans le département du Finistère. Ses principaux noyaux militants se situent notamment à Châteaulin, Douarnenez et Carhaix. Les chefs départementaux et locaux du parti sont également regroupés à Brest et Quimper. Cependant, l'implantation populaire et l'effet politique du PNB sont faibles : l'échec des collaborateurs séparatistes bretons ne tient pas à de mauvais choix mais davantage à une « incapacité à s'affirmer en tant qu'interlocuteur politique représentatif » d'une minorité nationale aux yeux de l'occupant⁶⁰⁰. Ils sont ainsi environ 200 militants finistériens au cours de l'année 1941⁶⁰¹. Kristian Hamon précise que les effectifs du PNB à l'échelle de la Bretagne s'établissent entre 2 500 et 3 000, loin devant ceux

⁵⁹⁷ Sur le mouvement breton et son historiographie, voir Sébastien Carney, *Breiz Atao ! Mordrel, Delaporte, Lainé, Fouéré : une mystique nationale (1901-1948)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015 et Sébastien Carney, « Le mouvement breton au miroir de son historiographie », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 123-2, 2016, p. 83-106.

⁵⁹⁸ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne, op. cit.*, p. 239.

⁵⁹⁹ G.-M. Thomas et A. Le Grand, *Le Finistère dans la guerre, Tome 1 : L'Occupation, op. cit.* p. 364.

⁶⁰⁰ P. Ory, *Les collaborateurs, op. cit.*, p. 200.

⁶⁰¹ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne, op. cit.*, tableau 1, p. 232.

du PPF qui ne dépassent pas les 30 000 membres en France⁶⁰² mais qui ne sont pas concentrés dans la région bretonne.

Comme le mettent en lumière Georges-Michel Thomas et Alain Le Grand, le PNB « entretenait de bonnes relations avec le PPF, qui représentait cependant peu de choses dans le département, persuadé que l'accession de Doriot au Gouvernement faciliterait la solution autonomiste⁶⁰³ ». En effet, il existe des liens entre les directions du PPF et du PNB, notamment dans le Finistère, au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Tout d'abord, Jacques Doriot et les militants gravitant autour de *Breiz Atao*⁶⁰⁴ connaissent tôt une relative proximité idéologique. Le premier défend, par exemple, Abd El-Krim lors de la guerre du Rif avec le Maroc. Or, *Breiz Atao*, via ses rédacteurs, soutient l'émancipation des peuples colonisés si celle-ci participe à la légitimation du combat breton⁶⁰⁵. En outre, Doriot et les dirigeants du mouvement breton Mordrel et Debauvais partagent un pacifisme qui se développe à la fin des années 1930 lors des crises internationales. A la différence de celui de *Breiz Atao*, le pacifisme doriotiste est toutefois plus antisoviétique que proallemand. Cela dit, le mouvement breton s'érige également contre le communisme et défend les minorités européennes mises en péril par l'URSS⁶⁰⁶.

Plus tard, au cours de l'année 1942, des relations sont tissées entre le PPF et le PNB. En effet, le développement du PNB en Bretagne suscite l'intérêt des partis de la collaboration, amenant Doriot à envisager une potentielle alliance avec celui-ci. Dans cette optique notamment, le chef du PPF se déplace à Rennes et rencontre Raymond Delaporte en 1942 sans que cette réunion n'aboutisse à de plus amples relations : Delaporte souhaite un document écrit reconnaissant l'autonomie de la Bretagne mais Doriot ne se sent pas encore légitime pour assurer ce serment⁶⁰⁷. Dans la même optique, le chef du PPF invite Olier Mordrel à participer au IV^e congrès du parti à Paris en novembre 1942⁶⁰⁸. En outre, l'inspecteur régional du PPF

⁶⁰² Kristian Hamon, « Quelques éléments d'analyse des effectifs du Parti National Breton », en ligne, URL : <https://kristianhamon.blogspot.com/search?q=parti+populaire+fran%C3%A7ais> [consulté le 10/05/2022].

⁶⁰³ G.-M. Thomas et A. Le Grand, *Le Finistère dans la guerre, Tome 1 : L'Occupation*, op. cit. p. 365.

⁶⁰⁴ *Breiz Atao* est l'organe de plusieurs partis du mouvement breton : d'abord celui du Groupe régionaliste breton de 1918 à 1927, puis du Parti autonomiste breton jusqu'en 1931 et enfin celui du Parti national breton. Autour de ces revues gravitent de nombreux militants et intellectuels du mouvement breton.

⁶⁰⁵ S. Carney, *Breiz Atao ! Mordrel, Delaporte, Lainé, Fouéré : une mystique nationale (1901-1948)*, op. cit., p. 90.

⁶⁰⁶ Ronan Caerleon, *Le rêve fou des soldats de Breiz Atao*, Quimper, Nature et Bretagne, 1974, p. 86-87.

⁶⁰⁷ Alain Déniel, *Le mouvement breton*, Paris, François Maspero Editions, 1976, p. 272-273.

⁶⁰⁸ Archives Nationales, 5W1057, Invitation n°3720 ; cité par S. Carney, *Breiz Atao !*, op. cit., p. 533.

Bolloré rencontre les dirigeants du PNB lors d'une réunion concernant leur milice dans le Finistère⁶⁰⁹.

Ce même Olier Mordrel finit par accepter un rapprochement avec le PPF de Doriot. Celui-ci intervient en Allemagne en janvier 1945 alors que la situation des deux collaborationnistes semble désespérée. Mordrel adhère ainsi au Comité de Libération Française dirigé par Doriot le 20 janvier 1945 et prend la tête d'un « Comité breton » avec la promesse d'être nommé gouverneur de Bretagne lorsque le chef du PPF sera au pouvoir en France⁶¹⁰. Cette adhésion est critiquée par Célestin Lainé, qui la perçoit comme une trahison du mouvement breton. La mort de Doriot quelques jours plus tard empêche toutefois la mise en place des projets de ce qu'il reste du PPF et du PNB.

Le PPF ne tisse pas uniquement des relations avec la frange nationaliste du mouvement breton mais également avec certains régionalistes tels que Yann Fouéré⁶¹¹. Jean-Roger Le Breton, délégué régional du PPF pour la Bretagne entretient ainsi une relation amicale avec Yann Fouéré, ce dernier reçoit les exemplaires de la presse du parti doriotiste et effectue même un don de 100 francs en sa faveur⁶¹². Cette relation aboutit notamment à des échanges de bons procédés : Fouéré accepte que certains articles de *La Bretagne* soient repris par la presse doriotiste et, en retour, le PPF s'engage à produire des articles à faire paraître dans le quotidien de Fouéré. Ce dernier appuie, en outre, la candidature de Le Breton à l'Institut Celtique de Rennes. Il apparaît en fait que le PPF et Fouéré entretiennent des relations épistolaires régulières – *via* le service de propagande doriotiste, le journaliste du *Cri du Peuple* Tony Guédel ou l'inspecteur régional Jean-Roger Le Breton – dès la fin de l'année 1941⁶¹³.

Dans le Finistère, la position du PPF sur la question bretonne évolue en faveur d'une entente. Au début de l'année 1943, une réunion rassemble Canobbio, délégué de Doriot, le lieutenant Denis et Le Meur, chef du PNB pour le canton de Concarneau : elle illustre un rapprochement opéré entre les deux partis, qui aboutit dans un premier temps à des discussions

⁶⁰⁹ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 21 août 1943.

⁶¹⁰ S. Carney, *Breiz Atao !*, *op. cit.*, p. 535.

⁶¹¹ Fonctionnaire investi dans la cause autonomiste bretonne, Yann Fouéré est notamment vice-président de l'Union régionaliste bretonne (URB) et fondateur du quotidien *La Bretagne*, journal qui adopte une position politique ambiguë mêlant défense des intérêts bretons et soutien de l'Allemagne nazie. Il prend la tête de *La Dépêche de Brest et de l'Ouest* avec l'aide des Allemands en 1942.

⁶¹² La correspondance est versée aux archives de Yann Fouéré au sein des Archives de l'Institut de Documentation Bretonne et Européenne (IBDE).

⁶¹³ La première lettre du PPF pour la rédaction de *La Bretagne* date du 1^{er} octobre 1941 et la correspondance s'étend jusqu'en février 1943.

communes⁶¹⁴. Cette position orientée vers le PNB de la part du PPF est raffermissée au cours de cette année 1943. Le congrès départemental organisé au mois de mai acte la création d'un poste de « chargé de liaison avec le PNB » confié à Gamory-Dubourdeau⁶¹⁵. Cette relation avec le PNB est la seule relation politique entretenue par le PPF qui aboutit à la création d'un poste à part entière au sein du bureau fédéral du Finistère. Selon l'écrivain politique et autonomiste breton Ronan Caerléon – sous le pseudonyme de Ronan Caerléon –, Gamory-Dubourdeau se présente devant Célestin Lainé à la fin de l'année 1943 pour que ce dernier engage les membres de son Service Spécial dans les troupes paramilitaires du PPF. Le chargé de liaison du PPF avec le PNB reviendrait ainsi plusieurs fois s'entretenir avec Lainé, sans jamais obtenir de projet d'alliance ou de rapprochement toutefois⁶¹⁶. Une réunion antimaçonnique organisée au mois de juin à Morlaix rappelle la proximité du PPF et du PNB qui mènent des actions communes⁶¹⁷. La même année, le PPF publie un document intitulé « Le PPF et le problème breton ». Il reconnaît l'existence d'un peuple breton, d'une langue bretonne, d'une culture et annonce que la Bretagne sera dotée d'une « autonomie administrative convenable » pour restaurer ses traditions⁶¹⁸.

Surtout, une réunion d'information sur la question bretonne se tient à Douarnenez à la fin de l'année, le 9 novembre 1943. Elle a lieu sous la présidence du responsable breton du parti Le Breton ainsi que du délégué aux questions bretonnes Bernard⁶¹⁹. Ce dernier définit le programme d'action du PPF à l'égard des questions bretonnes quand Doriot sera nommé au gouvernement : maintien des traditions folkloriques, autonomie administrative des fonctionnaires bretons, enseignement du breton dans les lycées et les écoles, et enfin meilleure répartition des produits naturels entre les provinces.

Malgré l'établissement de relations et de discussions, aucune véritable alliance ne voit pourtant le jour entre le PPF et le PNB. Dès 1936, les dirigeants du mouvement breton publient dans le numéro du 29 novembre de *Breiz Atao* une illustration mettant en lumière le refus de laisser les partis politiques nationaux – PCF, PPF, PSF, SFIO, royalistes – s'implanter en Bretagne⁶²⁰. L'article précise : « Les partis des La Rocque, des Doriot, des Blum ou des Thorez

⁶¹⁴ ADF, 200W56, Rapport des RG de Quimper, 30 janvier 1943.

⁶¹⁵ ADF, 200W56, Rapport des RG de Quimper, 7 mai 1943.

⁶¹⁶ Ronan Caerléon, *Le rêve fou des soldats de Breiz Atao*, op. cit., p. 92.

⁶¹⁷ ADF, 200W47, Bulletin hebdomadaire des RG de Brest, 26 juin 1943.

⁶¹⁸ A. Déniel, *Le mouvement breton*, op. cit., p. 273.

⁶¹⁹ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 20 novembre 1943.

⁶²⁰ R. Caerléon, *Le rêve fou des soldats de Breiz Atao*, op. cit., p. 51.

ne voient en Bretagne qu'une masse d'électeurs et de troupes à embrigader, pour la Chouannerie blanche ou la Révolution rouge⁶²¹ ». Clairvoyance peu contestable des chantres du nationalisme breton.



Figure 4 : Illustration publiée dans Breiz Atao du 29 novembre 1936

⁶²¹ « Ni chouannerie ni grand soir », *Breiz Atao*, 29 novembre 1936, p. 2.

De plus, le rapport concernant la réunion sur les questions bretonnes de novembre 1943 précise que le PPF croit pouvoir augmenter son nombre d'adhérents en se rapprochant des séparatistes bretons mais que les dirigeants du PNB se moquent du PPF. Chacun des deux partis tente en réalité d'absorber les effectifs de l'autre. Cette opération de noyautage du PPF sur le PNB est observée à l'échelle de la Bretagne, puisque qu'un rapport des Renseignements Généraux de Saint-Brieuc note : « Le mot d'ordre actuel du PPF en Bretagne est de faire de larges avances au PNB. En fait, il y a une tentative de noyautage du PNB par le PPF, commencée depuis quelques temps déjà et qui a pour but d'augmenter le nombre d'adhérents du PPF⁶²² ». Comme le met en exergue l'historien Alain Déniel, les déclarations du PPF en faveur d'une entente ne font pas naître d'émotions particulières parmi les membres du PNB et entraînent peu de réactions⁶²³.

Le Parti Populaire Français est donc à l'origine de plusieurs tentatives d'alliances pour sortir de son isolement dans l'espace finistérien. Toutefois, celles-ci ne sont jamais de véritables ententes. D'un côté, le noyautage de la LVF ne peut pas être considéré comme une alliance politique. En effet, le PPF est à l'origine de la création de cette formation et la contrôle dans le Finistère, à tel point que son bureau fédéral est quasiment similaire à celui du parti de Jacques Doriot. La Légion peut donc être perçue comme une organisation politique et à visée idéologique supplétive du PPF, tant par l'origine membres que par sa propagande collaborationniste. Un constat similaire s'applique à l'association des Amis de la LVF, dont les membres sont tous des partisans de la collaboration et particulièrement du PPF. Les relations avec le mouvement breton et notamment avec le PNB, bien qu'elles instituent une certaine connivence idéologique et propagandiste – par des correspondances et des échanges d'articles de presse notamment –, n'entraînent pas la mise en place d'une véritable alliance. Ainsi, les tentatives de regroupement politiques menées par le PPF restent maigres et ne sont jamais sans arrière-pensées politiques : il existe toujours une volonté de noyautage de l'autre, finalement défini ni comme allié ni comme adversaire.

⁶²² Archives Départementales des Côtes-d'Armor, 1043W22, Rapport des RG de Saint-Brieuc, 7 juillet 1943.

⁶²³ A. Déniel, *Le mouvement breton*, op. cit., p. 274.

B. La presse PPF dans le Finistère

La volonté de Jacques Doriot de faire du PPF un parti de gouvernement et de pouvoir le conduit vers un idéal de massification. Ce dernier se traduit particulièrement par une propagande écrite diversifiée et notamment par la radicalisation de la presse. La presse du PPF dans le département du Finistère est à la fois composée des revues nationales du parti mais aussi d'organes corporatifs puis, sous l'Occupation, d'un organe régional destiné à la propagande et d'un bulletin interne pour la formation doctrinale et organisationnelle des militants locaux. La multiplicité de ces journaux participe de l'effort de propagande du parti doriotiste dans le Finistère, surtout dans la mesure où elle se trouve conjuguée à d'autres moyens – réunions, tracts, papillons, inscriptions murales. En outre, il est possible de percevoir la radicalisation politique et idéologique progressive du PPF par la lecture de son organe régional, *L'Alerte*, sous l'Occupation.

1. *La presse PPF dans le Finistère : état des lieux*

Dans un premier temps, la presse doriotiste finistérienne est d'origine nationale. En effet, *L'Emancipation*, l'hebdomadaire local, proche du PCF, du bastion de soutien de Doriot qu'est Saint-Denis est publié à partir de 1934. Il devient *L'Emancipation nationale* au cours de l'année 1936 à l'occasion de la scission de Doriot avec le PCF et la fondation du Parti Populaire Français. Après la défaite française de 1939-1940, *L'Emancipation nationale* paraît en zone sud. L'hebdomadaire national du PPF aura finalement été publié de 1936 à 1944 pour 413 numéros⁶²⁴. Les archives étudiées ne font que peu de place au PPF finistérien des années 1930, aussi la présence de *L'Emancipation nationale* dans le département n'est-elle pas prouvée. Cependant, les années d'avant-guerre sont marquées par le développement du parti à Brest et à Landerneau et les adhésions se multiplient ; de plus, les conditions matérielles d'impression et de diffusion sont encore bonnes avant 1939 et il est possible de supposer que *L'Emancipation nationale* est diffusée dans le Finistère sur cette période.

⁶²⁴ Les informations concernant *L'Emancipation nationale* sont disponibles, tout comme les numéros numérisés, sur le site de la presse de la Bibliothèque nationale de France, Euronews. URL : <https://www.retronews.fr/titre-de-presse/emancipation-nationale> [consulté le 08/03/2022].

Doriot acquiert le quotidien *La Liberté* en 1936. Ce dernier paraît seulement jusqu'en juin 1940 et se révèle être un gouffre financier mais permet au PPF de diffuser une propagande contre le Front Populaire et contre le communisme sur cette période.

En octobre 1940, Jacques Doriot fonde un nouvel organe de presse pour son parti : *Le Cri du Peuple de Paris*, titre bien souvent raccourci en *Le Cri du Peuple*. Ce quotidien est diffusé dans toute la zone occupée entre 1940 et août 1944 pour un bilan de 1 211 numéros⁶²⁵. Il bénéficie notamment de la subvention directe du cabinet du Maréchal Pétain⁶²⁶. Ce quotidien au ton polémique et violent de tendance nationale et sociale tire quotidiennement entre 20 000 et 60 000 exemplaires et est diffusé dans l'ensemble de la zone occupée⁶²⁷. *Le Cri du Peuple* est un instrument de propagande fondamental pour le parti de Jacques Doriot. Bien que peu lu, il est diffusé jusque dans le Finistère entre 1940 et 1944. En outre, il accompagne les actions de propagande du PPF : il est notamment diffusé massivement au sein de la LVF et participe de la politisation politique de celle-ci⁶²⁸. Dans le numéro d'*Arguments* de février 1943, la section de Quimper est félicitée par la direction nationale du parti pour sa vente à la criée du *Cri du Peuple*.

Le PPF peut également s'appuyer sur le soutien de poids du *Petit Parisien*, quotidien acquis à la cause de Jacques Doriot tirant entre 500 000 et 700 000 exemplaires de moyenne⁶²⁹.

Enfin, le PPF se dote de journaux corporatifs à destination de certains groupes de travailleurs. C'est le cas de plusieurs titres distribués dans le Finistère : *Justice Sociale*, l'organe des travailleurs, et *Le Paysan français*, le journal du monde rural.

Mais la presse du parti dans le Finistère est aussi d'origine plus locale. Il est d'abord à constater que de très nombreuses fédérations du PPF possèdent, à un moment donné de leur histoire, un organe local. Le site de la presse locale ancienne de la Bibliothèque nationale de France (BnF) dénombre ainsi 43 journaux locaux concernant des fédérations ou des sections du parti de Jacques Doriot entre 1936 et 1945⁶³⁰. Il est à constater que, pour la Bretagne, seule la fédération du Finistère ne publie pas un organe local. En effet, la section de Rennes produit

⁶²⁵ La présentation de cet organe de presse est également disponible sur le site de la BnF Euronews. URL : <https://www.retronews.fr/titre-de-presse/cri-du-peuple-de-paris> [consulté le 08/03/2022].

⁶²⁶ P. Ory, *Les collaborateurs*, op. cit., p. 101.

⁶²⁷ Pierre-Philippe Lambert et Gérard Le Marec, *Partis et mouvements de la Collaboration : Paris, 1940-1944*, Paris, J. Grancher, 1993, p. 9.

⁶²⁸ J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 371.

⁶²⁹ P.-P. Lambert et G. Le Marec, *Partis et mouvements de la Collaboration*, op. cit., p. 9.

⁶³⁰ URL : <http://presselocaleancienne.bnf.fr> [consulté le 08/03/2022].

L'Alerte à partir de 1937 – qui devient par la suite l'organe régional du parti –, la fédération départementale de Loire-Inférieure publie *La Flamme* au cours de l'année 1938, l'hebdomadaire de la fédération morbihannaise diffusé en 1939 s'intitule *L'Effort*, tandis que les sections des Côtes-du-Nord sont à l'origine de la brève *Emancipation des Côtes-du-Nord* en 1938.

L'organe de presse local du PPF qui concerne le Finistère est *L'Alerte*, à l'origine organe de la section de Rennes mais qui devient celui de toute la Bretagne face à la disparition rapide des autres journaux locaux du parti. Ce mensuel, diffusé de façon irrégulière entre avril 1942 et janvier 1944, est présenté comme le « Bulletin de combat de la région bretonne du Parti Populaire Français ». *L'Alerte* est le journal le plus distribué lors des opérations de propagande des sections finistériennes.

En plus de *L'Alerte*, il existe pour la région bretonne un bulletin interne nommé *Arguments*. Emis au début de l'année 1943, il a pour but d'aider les membres du parti à s'organiser à l'échelle locale : rappels de l'organisation fédérale et locale du parti, histoire de Doriot et du PPF, publication de cours et d'exposés politiques et doctrinaux, état des lieux des fédérations départementales de la région bretonne.

2. La presse dans la propagande du PPF finistérien

La presse nationale et surtout locale est utilisée à des fins de propagande par les membres du PPF lors de différentes manifestations. Elle permet de conjuguer présence physique dans l'espace politique finistérien et présence idéologique par le biais d'une propagande écrite et orale diffusée dès que l'occasion se présente.

D'abord, la distribution de la presse PPF peut intervenir dans le cadre de réunions publiques et fait suite à des interventions de la part de membres des sections locales ou de représentants régionaux ou nationaux du parti. C'est notamment le cas lors du congrès fédéral du parti au mois de mai 1943. La première journée du congrès se termine ainsi par la distribution de tracts et de *L'Alerte* aux participants⁶³¹. D'autre part, les moyens de propagande du parti sont parfois directement transmis par des délégués régionaux. C'est par exemple l'inspecteur régional

⁶³¹ ADF, 200W56, Rapport des RG de Quimper, 2 mai 1943.

Bolloré qui est chargé d'approvisionner le Finistère et qui prévoit une diffusion de *L'Alerte* à Quimper⁶³².

Justement, la distribution de *L'Alerte* dans le Finistère s'organise surtout de manière isolée. Les différents exemplaires sont ainsi majoritairement diffusés dans les rues de villes où le PPF possède une section locale, notamment à Quimper et Douarnenez. *L'Alerte* est donc régulièrement distribuée dans les rues quimpéroises sous l'Occupation : en juin⁶³³, septembre⁶³⁴ et décembre 1943⁶³⁵, en janvier 1944⁶³⁶.

Parfois, il existe des distributions combinées de plusieurs journaux du parti pour marquer les esprits et occuper l'espace public. En réaction à des attaques lancées par la propagande du Comité Local de Résistance à Quimper, le PPF organise une importante distribution de tracts et d'exemplaires de plusieurs organes de presse du parti : il s'agit de l'organe régional *L'Alerte*, de l'organe corporatif *Justice Sociale* et enfin de la brochure « Gardes françaises »⁶³⁷.

Finalement, la distribution de *L'Alerte* représente une sorte de degré zéro d'activisme politique de la part des sections locales du PPF. En fait, le journal est distribué et diffusé en guise d'activité politique alors même que la section est au point mort, qu'aucune réunion publique ou privée n'est organisée et que le dynamisme de la section est presque nul. C'est par exemple la situation à Quimper au mois de septembre 1943⁶³⁸. Distribuer *L'Alerte*, c'est parfois simplement faire acte de présence et simuler une activité de propagande politique et idéologique.

Toutefois, il faut préciser que la presse du parti dans le département finistérien ne rencontre pas beaucoup de lecteurs. Henri Soutif explique ainsi que les distributions d'affiches et de *L'Alerte* ne retiennent pas l'attention de la population. Il précise que les thèmes de propagande du PPF sont « trop usés » : « attaques contre des fonctionnaires, commentaires tendancieux sur les événements d'ordre extérieur⁶³⁹ ». Le même constat est dressé par les historiens Georges-Michel Thomas et Alain Le Grand : *Le Cri du Peuple* n'a guère de lecteurs dans le département

⁶³² ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 6 novembre 1943.

⁶³³ ADF, 200W56, Rapport de police de Quimper, 10 juin 1943.

⁶³⁴ ADF, 200W49, Rapport des RG de Quimper, 20 septembre 1943.

⁶³⁵ ADF, 200W56, Rapport des RG de Quimper, 14 décembre 1943.

⁶³⁶ *Ibid.*, Rapport des RG de Quimper, 11 janvier 1944.

⁶³⁷ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 29 janvier 1944.

⁶³⁸ ADF, 200W49, Rapport des RG de Quimper, 20 septembre 1943.

⁶³⁹ ADF, 31W394, Fichier départemental du PPF dans le sud-Finistère, mis à jour le 25 décembre 1943.

et *L'Alerte* ressasse les mêmes thèmes de propagande contre le gouvernement de Vichy que les autres partis de la collaboration dans l'espoir d'accéder au pouvoir⁶⁴⁰.

3. *Etude de L'Alerte et d'Arguments*

Cette étude des deux bulletins de presse du PPF concernant uniquement la région bretonne poursuit différents objectifs. D'une part, elle permet d'approfondir la présentation de *L'Alerte* et d'*Arguments*. Elle offre également la possibilité d'examiner la propagande écrite provenant directement du bureau politique du parti et notamment de s'intéresser aux éléments invariants de cette propagande ainsi qu'aux radicalisations politiques et idéologiques. Ces journaux, et particulièrement *L'Alerte* dans la mesure où les exemplaires possédés s'étendent d'avril 1942 à janvier 1944, rendent compte de l'évolution de la propagande du PPF dans le Finistère et du fonctionnement de ses sections locales.

L'étude de la presse du parti dans le Finistère fait cependant face à la rareté des supports. Le cas présent s'appuie sur six exemplaires de *L'Alerte* – avril 1942 ; avril, juin, novembre et décembre 1943 ; janvier 1944 – et deux exemplaires d'*Arguments* – janvier et février 1943. Ce corpus peut sembler restreint, mais il apparaît prendre en compte la quasi-totalité des exemplaires connus⁶⁴¹. Faute de moyens matériels et financiers, *Arguments* n'est, semble-t-il, pas distribué après février 1943 : l'exemplaire de février est ainsi annoncé à la fin de celui de janvier mais aucune annonce n'est présente à la fin de celui-ci concernant un potentiel numéro au mois de mars.

Tout d'abord, quels sont les éléments invariants de l'ensemble des exemplaires étudiés ? Le bulletin interne *Arguments* présente peu d'éléments à étudier dans la mesure où il expose surtout aux sections locales et aux fédérations départementales la doctrine et l'organisation à suivre.

La propagande fondamentale du parti s'exerce – et ce depuis 1936 – sur un mode négatif plus que positif : le parti de Jacques Doriot critique ainsi acerbement le communisme, le bolchevisme, le marxisme dont ces deux derniers sont originaires, le gaullisme et la personne de De Gaulle, le capitalisme, les Anglo-saxons, les francs-maçons et les Juifs. Le numéro d'*Arguments* de janvier 1943 dresse ainsi le constat de la triple faillite française et européenne :

⁶⁴⁰ G.-M. Thomas et A. Le Grand, *Le Finistère dans la guerre, Tome 1 : L'Occupation, op. cit.*, p. 359.

⁶⁴¹ *L'Alerte* du mois de mai 1943 manque au moins à ce corpus.

faillite du libéralisme politique et économique, du nationalisme, du marxisme et du communisme⁶⁴². Dès le mois d'avril 1942, le bulletin régional place la « judéo-maçonnerie » comme l'une des cibles de ses combats⁶⁴³. Ou encore, dans le numéro de novembre 1943 :

« Depuis 1936, notre parti exprime la voix des Bretons qui luttent contre le communisme ; ennemi n°1 de nos paysans, de nos pêcheurs, et de nos ouvriers. Depuis 1936, nous démasquons la collusion entre les agents de l'impérialisme moscovite et les capitalistes cupides ; tous aux ordres de leurs maîtres : les Juifs⁶⁴⁴ ».

En outre, *L'Alerte* s'évertue à séduire ses lecteurs bretons potentiels par plusieurs procédés. Premièrement, le bulletin précise la place qu'occupe la Bretagne dans les considérations plus générales de Jacques Doriot. Le degré d'autonomie bretonne n'est pas précisé, mais la Bretagne doit avoir une place de choix dans la France régénérée, elle-même bien située dans l'Europe nouvelle. Toutefois, le mouvement nationaliste breton ne peut être satisfait des avances du PPF : celui-ci souhaite l'indépendance de la Bretagne tandis que Doriot estime traiter cette région comme un cas spécial mais en l'intégrant quoi qu'il arrive dans la communauté française⁶⁴⁵. Ensuite, dans chacun des numéros cités, le PPF s'engage à défendre le monde paysan ainsi que les ouvriers et les petits propriétaires. Le numéro de juin 1943 critique par exemple la faiblesse des rations de nourriture fournies aux paysans bretons, qui doivent pourtant travailler d'arrache-pied sur les exploitations⁶⁴⁶. Cette propagande peut être particulièrement efficace puisque la région bretonne – et encore davantage le Finistère – est majoritairement rurale et paysanne.

Enfin, le PPF appelle surtout la population bretonne à rejoindre son combat. Les numéros d'*Arguments* rappellent plusieurs fois l'importance du recrutement et le rôle de la base militante. « Recrutez » est d'ailleurs le premier mot d'ordre de la direction pour les fédérations départementales bretonnes⁶⁴⁷. Le mode de recrutement s'appuie sur l'organisation de cercles d'études, de conférences, de causeries et de réunions. Concernant l'incitation des Bretons à rejoindre le combat, l'injonction d'avril 1943 – « Bretons vous rejoindrez nos rangs. Derrière Jacques Doriot vous sauverez la Bretagne en refaisant une France nationale et sociale⁶⁴⁸ » – évolue peu jusqu'à celle de janvier 1944 : « Il y a cinquante-quatre ans que la Bretagne souffre

⁶⁴² *Arguments*, Janvier 1943, 1^{ère} année, n°1.

⁶⁴³ ADF, 204J195, *L'Alerte*, Avril 1942, n°1.

⁶⁴⁴ ADF, 200W56, *L'Alerte*, Novembre 1943, Nouvelle série, n°1.

⁶⁴⁵ Cette position bretonne du PPF est réaffirmée dans le numéro d'*Arguments* de février 1943, 1^{ère} année, n°2.

⁶⁴⁶ ADF, 208J179, *L'Alerte*, Juin 1943.

⁶⁴⁷ *Arguments*, Janvier 1943.

⁶⁴⁸ *L'Alerte*, Avril 1942. Pour plus de clarté, seule la référence au journal sera citée lors d'une seconde citation d'un numéro de *L'Alerte*.

dans une France jacobine. Avec Doriot elle retrouvera une place dans une France nouvelle, compréhensive et loyale. Bretons ! Comprenez-le !⁶⁴⁹ ». Le PPF cherche particulièrement à attirer la population attentiste dans la collaboration. Bien entendu, ce combat mené par le parti doit également l'être financièrement, ce pourquoi chaque numéro de *L'Alerte* et d'*Arguments* fait appel aux souscriptions de ses lecteurs.

Toutefois, certains éléments de propagande sont sujets à une radicalisation de la part de la direction nationale et régionale du parti pour faire face à ses difficultés. C'est notamment le cas de la défense d'une justice sociale. Si la volonté d'une meilleure justice sociale est présente dès 1942, la manière de la mettre en place se radicalise. Le parti doriote prend tôt la défense des plus pauvres – ouvriers, paysans, sinistrés, exilés – sans toutefois préciser comment améliorer leur situation. A partir de juin 1943, la marche à suivre est définie : les Bretons exilés doivent être accueillis par d'autres localités et les biens confisqués aux Juifs et aux Anglo-saxons peuvent être redistribués⁶⁵⁰. Ce constat est réaffirmé en décembre 1943 : « Pour Noël, nous demandons la confiscation des fortunes et des appartements de Tous les Juifs, de Tous les émigrés, de Tous les affameurs, au profit des sinistrés⁶⁵¹ ».

L'éloignement progressif avec le régime de Vichy est également perceptible. Si le numéro d'avril 1942 prend la défense du Maréchal Pétain, celui d'avril 1943 critique le gouvernement de Vichy tandis qu'en juin de la même année, le journal écrit : « Nous déplorons la lenteur de la Révolution Nationale annoncée au lendemain de l'armistice⁶⁵² ».

Il est à noter que le parti fait également appel aux femmes à la fin de l'année 1943. Une tribune écrite par Mme Dautry intitulée « Femmes, il nous faut combattre » est publiée en deux parties entre décembre 1943 et janvier 1944. Elle exhorte les femmes à s'engager pour le PPF en jouant sur la corde empathique et souhaite les intégrer au domaine de la justice sociale et de la défense des miséreux et sinistrés.

Enfin, la demande de diffusion des journaux du PPF se fait de plus en plus pressante sur les lecteurs de *L'Alerte* ou d'*Argument*. Le parti doriote connaît à la fois des difficultés à recruter et à s'étendre géographiquement et idéologiquement mais aussi des obstacles matériels et financiers, c'est pourquoi sa direction appelle ses sympathisants à diffuser ces organes : elle

⁶⁴⁹ ADF, 200W56, *L'Alerte*, Janvier 1944, Nouvelle série, n°3.

⁶⁵⁰ *L'Alerte*, Juin 1943.

⁶⁵¹ ADF, PER30, *L'Alerte*, Décembre 1943, Nouvelle série, n°2.

⁶⁵² *L'Alerte*, Juin 1943.

espère ainsi recruter de nouveaux membres et donc recevoir de nouvelles souscriptions ou dons. Ces recommandations de diffusion et de souscriptions sont omniprésentes à partir du début de l'année 1943, le numéro d'*Arguments* de février écrit explicitement que les tirages très minimes du bulletin ont pour cause une volonté d'éviter les frais et que « chaque camarade » doit diffuser au maximum ce numéro et ses thèses.

Le département du Finistère est ainsi parcouru par de multiples organes de presse émanant du PPF. S'il n'existe pas de bulletin particulier pour ce département, plusieurs journaux remplissent la fonction d'organe de propagande local. Les fondamentaux sont *L'Emancipation* nationale avant-guerre, puis *Le Cri du Peuple* et le bulletin régional *L'Alerte* sous l'Occupation. Ces bulletins, et spécialement ce dernier dans la mesure où il s'adresse plus exclusivement aux Bretons, sont intégrés dans l'organisation de la propagande du parti dans le Finistère. L'étude de *L'Alerte* et d'*Arguments* présente l'écueil majeur qu'est la difficulté de percevoir des évolutions politiques et idéologiques sur la courte période 1942-1944, qui plus est de manière intermittente et irrégulière en fonction de la disponibilité de la source. En effet, la position du PPF vis-à-vis des Juifs en 1942 représente une radicalisation idéologique majeure par rapport à l'idéologie du parti en 1936. Cela étant dit, l'étude relativement courte de *L'Alerte* permet tout de même d'observer certaines évolutions, notamment un antisémitisme raffermi et utilisé au profit des Français défavorisés par la guerre ainsi qu'une prise de distance et une critique du gouvernement de Vichy.

La radicalisation politique et idéologique de la direction nationale et de la base militante du PPF est indéniable et représente une des réponses aux échecs de massification rencontrés. En outre, le PPF finistérien peut-il s'inspirer d'autres sections locales et d'autres fédérations départementales connaissant une meilleure réussite dans la région bretonne et dans le reste de la France ?

C. Le bilan du Parti Populaire Français à l'échelle départementale

Bien qu'*a priori* peu influent, le PPF s'étend tout de même dans de très nombreux départements français, dont les fédérations connaissent un dynamisme variable. En Bretagne notamment, le PPF finistérien et ses trois sections locales font figure de locomotive du mouvement qui peine à se développer dans les mêmes proportions dans les départements voisins du Morbihan, des Côtes-du-Nord, d'Ille-et-Vilaine et de Loire-Inférieure. Toutefois, certaines fédérations, particulièrement en région parisienne ou en zone Sud, font état d'une grande activité et d'un poids numérique important. A travers cette étude d'autres fédérations départementales se pose finalement la question des éléments qui permettent un meilleur développement pour le PPF.

1. *Le PPF en Bretagne*

Le parti de Jacques Doriot s'implante dans le Morbihan dès l'année 1937. Elle intervient sous la direction de Jean Le Nabec, ancien socialiste qui suit d'abord Marcel Déat dans sa scission avec le SFIO. Il est nommé délégué de la fédération morbihannaise du PPF à Lorient en décembre 1937 et utilise ses relations électorales pour réunir entre 100 et 150 personnes au sein de la section de Lorient⁶⁵³. Toutefois, le mouvement doriotiste ne parvient pas à s'imposer dans le département avant-guerre, pour des raisons similaires à l'échec du PPF dans le Finistère : expansion du PSF qui attire la majeure partie du public de droite, échec du Front de la Liberté qui marque la dérive vers le fascisme. En outre, la dislocation du Front Populaire et la crise interne du parti en 1938 lui font perdre son identité et son combat principal. La venue de Doriot en 1939 ne dynamise pas la section et entraîne même un rassemblement d'opposition des forces politiques de gauche qui freine le développement du PPF⁶⁵⁴. Pour Marie-Christelle Malherbe : « Le PPF dans le Morbihan représente le plus cinglant échec de l'extrême-droite⁶⁵⁵ ». Sous l'Occupation, le parti doriotiste ne rencontre pas plus de succès. La direction du parti, *via* sa revue *Arguments*, se réjouit que ce dernier soit « plus puissant que jamais » à Lorient⁶⁵⁶ et qu'une section prenne progressivement forme à Vannes au début de l'année

⁶⁵³ Marie-Christelle Malherbe, *L'Action Française, les Croix de Feu, le Parti Social Français, le Parti Populaire Français dans le Morbihan des années 30*, Mémoire de maîtrise de l'université de Rennes 2, 1989, p. 161-163.

⁶⁵⁴ Julie Le Bras, *Etude du Parti Populaire Français dans le Morbihan*, Mémoire de l'université de Rennes 2, 2006, p. 85.

⁶⁵⁵ Marie-Christelle Malherbe, *L'Action Française, les Croix de Feu, le Parti Social Français, le Parti Populaire Français dans le Morbihan des années 30*, *op. cit.*, p. 211.

⁶⁵⁶ *Arguments*, Janvier 1943.

1943⁶⁵⁷. Toutefois, le PPF morbihannais végète : les réunions de Lorient et Vannes attirent moins de 20 personnes, le parti ne possède aucun relais dans la population et ne compte jamais plus de 20 membres, tandis que sa propagande est uniquement signalée à Vannes et Hennebont⁶⁵⁸.

L'évolution du PPF dans le département des Côtes-du-Nord n'est étudiée qu'à partir de la période d'Occupation. Cependant, Christian Bougeard précise que le parti « se reconstitue » au cours de l'année 1941, sous-entendant ainsi qu'il connaissait une implantation avant-guerre⁶⁵⁹. Il précise que le dirigeant de la section de Saint-Quay-Portrieux reprend son activité débutée en 1938⁶⁶⁰. L'existence, en 1938, du journal local *L'Emancipation des Côtes-du-Nord* souligne également le développement du parti dans le département avant l'Occupation. D'après un rapport des RG de Quimper, le parti doriote ne fait état que d'une très faible activité à partir de la fin d'année 1943⁶⁶¹. Le PPF constitue deux sections à Saint-Brieuc et Saint-Quay-Portrieux et compte une trentaine de militants actifs⁶⁶². Bien que fonctionnant au ralenti, le parti parvient tout de même à attirer 80 personnes lors d'une réunion au casino de Saint-Quay-Portrieux en août 1943⁶⁶³. Il recrute peu mais ses bonnes relations avec le préfet et le groupe Collaboration ainsi qu'un rapprochement avec le PNB en 1942-1943 permettent de maintenir une position groupusculaire⁶⁶⁴.

En Ille-et-Vilaine, Jacqueline Sainclivier estime que le PPF est uniquement composé d'une soixantaine de membres à son apogée en 1943, majoritairement répartis entre les sections de Saint-Malo et de Rennes⁶⁶⁵. Malgré des réunions régulières des sections citées et de celle de Dinard, des tensions entre certains membres du PPF et des gardiens de la paix à Saint-Malo⁶⁶⁶ se conjuguent à une atmosphère maussade au sein du parti, illustrée par le mécontentement du secrétaire fédéral⁶⁶⁷. Toutefois, la fédération d'Ille-et-Vilaine se radicalise et le responsable fédéral, le Docteur Daussat, médecin officiel de l'Organisation Todt à Saint-Malo, est à

⁶⁵⁷ *Arguments*, Février 1943.

⁶⁵⁸ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne*, op. cit., p. 233.

⁶⁵⁹ *Ibid.*, p. 234.

⁶⁶⁰ C. Bougeard, *Le choc de la guerre dans les Côtes-du-Nord : 1939-1945*, Paris, Editions Gisserot, 1995, p.46.

⁶⁶¹ ADF, 200W48, Rapport du chef des RG de Quimper au préfet du Finistère, 12 octobre 1943.

⁶⁶² C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne*, op. cit., p. 234.

⁶⁶³ ADF, 200W48, Rapport du chef des RG de Quimper au préfet du Finistère, 20 septembre 1943.

⁶⁶⁴ C. Bougeard, *Le choc de la guerre dans les Côtes-du-Nord*, op. cit., p.46.

⁶⁶⁵ J. Sainclivier, *La Bretagne dans la guerre*, op. cit., p. 73.

⁶⁶⁶ ADF, 200W48, Rapport du chef des RG de Quimper au préfet du Finistère, 29 octobre 1943.

⁶⁶⁷ ADF, 200W48, Rapport du chef des RG de Quimper au préfet du Finistère, 12 décembre 1943.

l'origine de la création d'un Groupe d'Action du PPF⁶⁶⁸. Ce dernier réunit une quinzaine de jeunes qui suivent une formation militaire dans une caserne parisienne avant de se fixer à Rennes, sous l'égide du SD. Les actions menées concernent la recherche de réfractaires au STO, d'ouvriers à embaucher pour l'Allemagne, et surtout la lutte contre la Résistance par des dénonciations ou la participation à des opérations dirigées par le SD. Le groupe quitte finalement Rennes en août 1944 face à l'arrivée prochaine des troupes alliées.

Enfin, le département de la Loire-Inférieure⁶⁶⁹ connaît lui aussi une implantation du PPF. Toutefois, son audience est très limitée en-dehors de l'agglomération nantaise⁶⁷⁰. La presse du parti félicite notamment la fédération départementale pour ses réunions PPF et JPF régulières⁶⁷¹ ainsi que pour la mise en place d'un Service d'Ordre présent au garde-à-vous lors de la venue à Nantes d'une délégation du parti au début de l'année 1943⁶⁷².

Finalement, force est de constater que le Parti Populaire Français peine à exister en Bretagne. Si tous les départements bretons sont marqués par un développement du parti entre 1937 et 1939, ce dernier est rapidement freiné par de nombreux éléments. Comme le souligne Christian Bougeard, faiblement implanté avant-guerre, le parti de Doriot refait surface après 1941 mais ne fait « nullement recette en Bretagne⁶⁷³ ». Il est ainsi surtout actif dans le Finistère et en Ille-et-Vilaine tandis qu'il peine dans les autres départements bretons. Le PPF finistérien peut donc difficilement s'inspirer du dynamisme des fédérations voisines pour tenter d'insuffler un mouvement nouveau dans son activité de propagande et de recrutement. En revanche, peut-il bénéficier d'exemples de réussite plus marquante dans d'autres régions françaises ?

⁶⁶⁸ Archives de la justice militaire, D.1005, Cote 1 à 331 bis, Tribunal Militaire de Paris, Section de Rennes, Affaires Pulmer, Barnekow, Roeder, Goering. Bureau de la Sécurité Militaire de la XIème région militaire, Synthèse sur l'organisation SIPO et SD et les formations paramilitaires en Bretagne, Rennes, 20 novembre 1944.

⁶⁶⁹ Le département de la Loire-Inférieure est détaché de Bretagne par un décret du Maréchal Pétain en 1941 mais peut tout de même être considéré comme breton par rapport à la période 1936-1945 ici étudiée.

⁶⁷⁰ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne*, *op. cit.*, p. 233.

⁶⁷¹ *Arguments*, Janvier 1943.

⁶⁷² *Arguments*, Février 1943.

⁶⁷³ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne*, *op. cit.*, p. 233.

2. Rare succès du PPF en France et autres études départementales

En difficulté en Bretagne avant comme pendant la Seconde Guerre mondiale, le PPF parvient, parfois, à mieux s'implanter dans certains autres départements, comme notamment les Alpes-Maritimes.

En effet, le département des Alpes-Maritimes possède la particularité de former deux fédérations distinctes sur décision des dirigeants du parti : Nice et Cannes-Grasse⁶⁷⁴. A Nice, le développement du parti dès 1936 est favorisé par le soutien et le ralliement du député-maire de la ville, Jean Médecin, ainsi que du grand quotidien *L'Eclaireur de Nice*. La fédération de Cannes est, quant à elle, dynamisée par des militants marseillais et notamment Simon Sabiani qui s'y déplace. En 1938, il existe 36 sections locales au sein du département et 24 sections d'entreprises. Les effectifs ne cessent de croître : ils passent de 5 000 membres revendiqués en mai 1937 à 9 000 en octobre 1938. Lors d'un discours organisé en juin 1938, Doriot présente la fédération des Alpes-Maritimes comme l'une « des plus puissantes et des plus actives ». Malgré tout, le parti doriote doit faire face à certaines difficultés. D'une part, il doit surmonter des oppositions entre les dirigeants des deux sections départementales et la mauvaise réputation de certains membres – notamment de Simon Sabiani, considéré comme un gangster, qui prend parfois la parole. D'autre part, il ne réussit pas à placer des membres du parti aux élections cantonales de 1937, ce qui permet à l'historien Ralph Schor de présenter le constat suivant : « Ainsi le P. P. F. n'était pas parvenu à entamer les positions des forces politiques plus anciennement implantées⁶⁷⁵ ». Enfin, la disparition du Front Populaire entraîne le fléchissement du militantisme de ses membres et par là même la dégradation de sa situation financière. Finalement, selon Ralph Schor :

« Le Parti Populaire Français ne constitua pas un mouvement de masse, même dans un département conservateur comme les Alpes-Maritimes. [...] Le PPF ne pouvait sérieusement entamer les positions de ces personnalités, sauf à composer avec elles. [...] Celui-ci se trouva marginalisé par la trop grande puissance de ses rivaux⁶⁷⁶ ».

⁶⁷⁴ Ce paragraphe s'appuie sur les travaux de Ralph Schor, « Le Parti Populaire Français dans les Alpes-Maritimes (1936-1939) », dans *Cahiers de la Méditerranée*, n°33-34, 1, 1986, pp. 99-125.

⁶⁷⁵ Ralph Schor, « Le Parti Populaire Français dans les Alpes-Maritimes (1936-1939) », *art. cit.*, p. 120.

⁶⁷⁶ *Ibid.*, p. 121.

Pour l'Occupation, plusieurs études locales proposent dans leur tableau des forces collaborationnistes un état des lieux de la place du PPF. Cette dernière est-elle fondamentalement différente de la situation finistérienne ?

Dans les Pyrénées-Orientales, la fédération fondée en 1937 renaît en 1941 mais n'est constituée que de 48 membres en juin 1941 – dont 9 JPF tous fils ou filles de militants⁶⁷⁷. En octobre 1942, le parti connaît un développement soudain et grimpe à 90 membres. L'historien Jean Larrieu précise les coulisses de ce recrutement :

« En fait, les Perpignanais et les autres Pyrénéens-Orientaux ont appris par voie de presse que les personnes désirant se rendre à Paris à l'occasion du congrès du parti pouvaient s'inscrire au siège du mouvement. On vit donc affluer des dizaines de postulants qui signèrent leur adhésion, prirent la carte et s'offrirent le voyage à la capitale. À Paris, ils allèrent place Clichy faire tamponner leur carte au Gaumont-Palace le 4 novembre, et sans assister à une seule séance, même pas au discours du "Grand Jacques", profitèrent de l'aubaine jusqu'au 8 novembre⁶⁷⁸ ».

Dans la région de Douai, le PPF végète également. Il a beau représenter le parti de la collaboration le plus important et le plus actif, ses réunions attirent « rarement plus de vingt personnes » et ne retiennent pas l'attention de la population majoritairement anglophile⁶⁷⁹. Les défaites de l'Axe au cours de l'année 1943 et le débarquement allié de juin 1944 polarisent les membres et sympathisants du parti de sorte à ce que seule une tendance jeune et radicale persévère.

Enfin, à Amiens, les membres du parti recréent les sections d'avant-guerre et les effectifs progressent à partir du début de l'année 1942⁶⁸⁰. Les sections d'Amiens, d'Abbeville, de Moreuil et d'Albert sont ainsi refondées. Le parti multiplie les actions sociales pour « se manifester à l'opinion sous un jour favorable » mais ne parvient pas à développer ses effectifs : la population amiénoise a surtout peur de la relation entre les membres du PPF et les autorités allemandes⁶⁸¹. Un Groupe d'Action pour la Justice Sociale (GAJS) est finalement formé début

⁶⁷⁷ Jean Larrieu, « Les adhérents aux mouvements de collaboration dans les Pyrénées-Orientales (1940-1944) », dans *Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, Tome 104, N°199-200, 1992, p. 357.

⁶⁷⁸ *Ibid.*

⁶⁷⁹ Michel Rousseau, « Douai pendant la Seconde Guerre Mondiale, 1939-1945, de la IIIème à la IVème République », *Revue du Nord*, tome 61, n°241, Avril-juin 1979, p. 489.

⁶⁸⁰ Dominique Duverlie, « Amiens sous l'occupation allemande 1940-1944 », *Revue du Nord*, tome 64, n°252, Janvier-mars 1982, p. 159.

⁶⁸¹ *Ibid.*, p. 160.

1944 sous la direction de la section d'Amiens tandis que ses membres sont armés et obtiennent une carte de membre de la Gestapo.

Finalement, la position du PPF dans l'espace politique finistérien semble similaire à celle de nombreux autres départements. Quelques régions échappent à la logique groupusculaire du parti avant-guerre, notamment dans le Lyonnais, en région parisienne, à Bordeaux, à Marseille et dans les Alpes-Maritimes. Ces fédérations départementales peuvent surtout s'appuyer sur de hauts responsables du parti autour desquels gravitent davantage de militants, ainsi que sur l'appui, même bref, de certains édiles locaux. Toutefois, sous l'Occupation, le PPF paraît occuper la même position dans toutes les situations étudiées : effectifs croissants mais faibles diffusant une large propagande jusqu'en 1943, avant que la dégradation de la situation nationale n'esseule les militants les plus radicaux et souvent les plus jeunes qui versent dans la collaboration militaire. A partir de ces constats, quelles conclusions peuvent-être envisagées concernant les succès ou les échecs du parti de Jacques Doriot à l'échelle départementale ?

3. *Quelques conclusions*

A travers l'exemple du développement départemental important du PPF dans les Alpes-Maritimes peut se poser la question des conditions d'une telle réussite par rapport à la situation du parti dans le Finistère. Il semble que ces deux départements présentent une tendance de droite conservatrice relativement similaire et que la propagande du parti est diffusée selon les mêmes canaux et que certains recrutements s'opèrent sur des modes équivalents⁶⁸². Toutefois, comment expliquer la différence de proportions entre le développement du PPF entre ces deux espaces ?

D'une part, le PPF dans les Alpes-Maritimes peut s'appuyer sur des leaders charismatiques et déjà ancrés dans le paysage politique. Jean Médecin, d'abord, est en effet député-maire de la ville de Nice et encourage son entourage à soutenir le parti de Jacques Doriot. Bien qu'il s'éloigne du mouvement dès septembre 1936, il est remplacé par Victor Barthélémy, ancien communiste qui suit Doriot dans sa scission et rejoint le PPF dès sa création. Bien plus que dans

⁶⁸² A Vence, une section locale du PSF se dissout par exemple d'elle-même pour adhérer en masse au PPF en février 1937. Une situation qui rappelle celle que connaît le PPF à Landerneau en 1938. R. Schor, « Le Parti Populaire Français dans les Alpes-Maritimes (1936-1939) », *art. cit.*, p. 105.

le Finistère, la fédération niçoise peut donc s'appuyer sur une « autorité de la grâce personnelle⁶⁸³ », la légitimité charismatique au sens wébérien : le Chef passe personnellement pour le conducteur des hommes, qui s'y soumettent dans la mesure où ils croient en lui. Or, dans le Finistère, aucun membre du parti ne possède l'acabit d'un Médecin ou d'un Barthélémy ni le réseau politique d'un Simon Sabiani. Exemples éclairants, Jean Tixier et Daniel Desroches ne parviennent pas à susciter d'engagement de la part de leurs entourages.

D'autre part, second constat dépendant en partie du premier, les fédérations des Alpes-Maritimes possèdent des appuis politiques locaux, dont l'absence fait terriblement défaut au parti dans le Finistère. Le bureau fédéral niçois est ainsi composé de notables : avocats, hommes d'affaires, commerçants. Bien entendu, le député-maire Médecin participe également de cet ancrage politique local. La propagande du parti s'appuie, de plus, sur l'aide de *L'Eclaireur de Nice* qui imprime le bimensuel du parti *La Voix du Peuple Français*. La fédération du Finistère pâtit, elle, d'un manque de soutien global et notamment de la presse locale. Comme l'affirme André Kervella, les organisations collaborationnistes « pourraient se prévaloir d'un parrainage connu qui leur conférerait une pseudo-dignité. Sur ce point, ils sont orphelins. Les rares notables qui les saluent, qui se déplacent pour une conférence, n'ont aucun poids dans l'opinion⁶⁸⁴ ». Ce constat est également observé par Christian Bougeard, pour qui très peu de responsables politiques se sont compromis dans la collaboration⁶⁸⁵. Les dirigeants collaborationnistes locaux viennent ainsi de l'extérieur et ne possèdent aucun appui politique, même minime.

Enfin, il est à noter que le département des Alpes-Maritimes présente davantage de situations urbaines que le Finistère. Des sections voient ainsi le jour à Nice, Cannes, Vence, Antibes, Cagnes, Menton.

⁶⁸³ Max Weber, *Le savant et le politique*, nouvelle traduction, Paris, La Découverte, 2003, p. 120.

⁶⁸⁴ A. Kervella, *Brest rebelle (1939-1945)*, *op. cit.*, p. 286.

⁶⁸⁵ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne*, *op. cit.*, p. 239.

Le bilan du Parti Populaire Français à l'échelle départementale est donc finalement peu reluisant. Seules certaines grandes agglomérations et les Alpes-Maritimes bénéficient de responsables hauts placés dans la hiérarchie du parti et donc d'appui politique de taille. En revanche, le PPF finistérien peut difficilement prendre exemple sur d'autres situations départementales : les fédérations bretonnes connaissent toutes un dynamisme inférieur au sien et les exemples départementaux d'autres régions françaises s'illustrent par un échec semblable. Sans se perdre en conjectures fantaisistes, il est possible d'estimer que le parti de Jacques Doriot aurait pu, en bénéficiant de dirigeants plus proches du bureau politique et localement politiquement soutenus, connaître un développement plus proche de celui observé dans les Alpes-Maritimes entre 1936 et 1939. Comme le met en exergue la mère d'un membre des JPF dans une lettre destinée à défendre son fils auprès des tribunaux d'épuration, le PPF pouvait être considéré comme respectable : « Mon fils, Raymond Le Berre, a adhéré aux Jeunesses Populaires Françaises en juin 1937 alors que l'occupant ne souillait pas encore notre sol et que le Doriotisme s'en tenait strictement à la représentation et aux fonctions d'un parti politique national, ce que l'on admettait en ce temps-là⁶⁸⁶ ». En revanche, cette respectabilité supposée prend fin sous l'Occupation et la délicate situation du parti paraît être similaire pour toutes les fédérations départementales tant l'organisation doriotiste soulève l'hostilité de la population.

⁶⁸⁶ ADIV, 215W131, Dossier Le Berre, Lettre de Mme Le Berre au président de la commission d'enquête, 23 octobre 1944.

Conclusion du chapitre 6 :

Face à son constat d'échec de développement et de recrutement dans le Finistère avant-guerre et dans les premiers temps de l'Occupation, le Parti Populaire Français cherche à s'échapper d'une position groupusculaire. Dans cette optique, ses dirigeants et ses membres s'engagent à la fois dans la recherche d'alliances à l'échelle nationale mais aussi dans des tentatives plus locales, notamment avec le Parti National Breton. Toutefois, ces tentatives, quand elles ne sont pas avortées ou soldées par des déconvenues, ne permettent pas d'établir de véritables relations d'entente avec d'autres partis ou organisations politiques. De ce fait, et face à la tension de la situation nationale qui penche en défaveur de la collaboration à partir de 1943, le parti de Jacques Doriot se radicalise par défections progressives des éléments les plus modérés. Cette radicalisation s'observe également dans le durcissement des thèmes de propagande mis en lumière dans la presse nationale et locale du parti. Enfin, l'étude des fédérations départementales du PPF extérieures au Finistère laisse apercevoir que la situation finistérienne est partagée par de très nombreuses autres fédérations : difficultés de recrutement, propagande largement diffusée mais inefficace, hostilité de la population locale, membres des JPF influencés par leur entourage PPF, mise au service des autorités allemandes, voire formation d'un Groupe d'Action directement piloté par le SD ou la Gestapo. Le PPF finistérien semble même plus dynamique que la majeure partie des autres fédérations étudiées. Cette observation ne peut toutefois pas remplacer celle de l'échec du PPF dans le département du Finistère, malgré de nombreuses réactions pour tenter d'endiguer le progressif état groupusculaire du parti.

Conclusion de la partie II

Après un état des lieux chronologique de l'implantation du Parti Populaire Français dans le Finistère, il s'agissait de dresser le bilan de cette dernière. Le constat est sans appel pour le parti doriote dans le département : l'objectif de recrutement de masse et de rapprochement du pouvoir à l'échelle nationale comme locale s'est soldé par un échec. Le PPF se trouve ainsi dans l'impasse dès ses débuts en 1936. L'isolement du parti de Jacques Doriot se traduit principalement par le contraste saisissant entre une politique de présence – à grands coups de propagande orale et écrite – et la réalité des adhésions. En outre, le PPF ne parvient pas à s'insérer dans un espace politique qui lui est très largement hostile et qui déconsidère d'abord le fascisme puis le collaborationnisme, les deux orientations politiques les plus marquantes du mouvement. De plus, les caractéristiques du paysage politique ne lui sont pas favorables : ancrage historique d'une droite conservatrice catholique peu volatile, saturation de l'espace politique d'extrême-droite pendant toute la période d'existence du PPF – notamment par le PSF, le dorgérisme, puis le collaborationnisme aux multiples facettes – qui aboutit naturellement à des rivalités peu propices au développement de masse. Enfin, les réactions mises en place, qu'il s'agisse de la recherche d'alliances ou la radicalisation de l'appareil idéologique du parti, ne permettent pas de briser l'isolement et la déconsidération dont est victime le PPF dans le département du Finistère.

La situation finistéenne délicate pour le PPF est partagée par de nombreuses autres fédérations départementales. Il apparaît ainsi que le développement local du parti n'est véritablement possible que dans la mesure où un membre majeur de la direction nationale, ou du moins un individu habitué aux méthodes politiques héritées du Parti Communiste, prend la responsabilité d'une fédération. Roman Arghiropol d'Argyr a pu représenter un tel exemple de direction dynamique et corporative du parti, mais son action a été stoppée après moins d'une année écoulée alors même que des résultats positifs étaient observés. Pour terminer, la faillite du PPF finistéen découle naturellement de celle du parti à l'échelle nationale et notamment parisienne, dont celui-ci dépend entièrement.

Il s'agit désormais de proposer, selon une méthode prosopographique, une sociologie des membres du PPF dans le Finistère ainsi qu'une échelle de l'engagement politique de ces derniers, qui permettra notamment d'appréhender les différents choix des partisans de la collaboration sous l'Occupation.

Troisième partie : Etude prosopographique des membres du Parti

Populaire Français dans le Finistère

Comme l'écrit l'historien François Prigent, « l'approche prosopographique permet d'affiner la pesée globale des caractéristiques du profil militant⁶⁸⁷ » et offre un regard novateur sur les réseaux partisans. Il s'agit désormais d'appliquer cette méthode aux membres du Parti Populaire Français dans le département du Finistère tout en détaillant le cheminement ayant abouti à la mise en place d'une étude prosopographique. François Prigent en donne d'ailleurs la définition suivante :

« De la singularité biographique aux traits communs de la biographie, l'outil prosopographique se situe à l'interface entre les entités "personnage individuel" et "groupe social collectif", impliquant un va-et-vient constant pour le chercheur entre les fiches individuelles et les fichiers constitués de groupes préalablement délimités. Plus qu'un genre historique spécial, la prosopographie s'apparente à une méthode, un instrument de travail, confinant aux besoins d'établir des typologies multiscalaires pour interpréter et comparer un fait social global⁶⁸⁸ ».

Tout d'abord, les Archives Départementales du Finistère et celles d'Ille-et-Vilaine regorgent de plusieurs fonds ayant pour sujet la surveillance politique sous l'Occupation. Ces derniers sont notamment composés de dossiers individuels – dont certains ont été partiellement exploités précédemment – qui rendent possible une approche non pas biographique mais bien prosopographique : ces dossiers ne permettent pas de retracer l'ensemble du parcours des membres de partis de la collaboration mais compilent, en revanche, plusieurs informations qui peuvent être utilisées dans un cadre davantage comparatif et collectif. La source primaire de cette étude est une agrégation des dossiers des cotes 31W324 à 31W377 et 1265W des Archives Départementales du Finistère, ainsi que des cotes 213W à 215W des Archives Départementales d'Ille-et-Vilaine. Les dossiers retenus le sont suivant une démarche qui se veut la plus pragmatique et scientifique possible. Il s'agit de ceux correspondant aux noms présents dans les rapports des Renseignements Généraux mais également de ceux figurant sur la liste des membres du PPF retrouvée sur Roman Arghiropol d'Argyr. La recherche de ces noms dans les

⁶⁸⁷ François Prigent, « Réflexion sur l'approche prosopographique », dans Christian Bougeard et François Prigent (dir), *La Bretagne en portrait(s) de groupe. Les enjeux de la méthode prosopographie (Bretagne, XVIIIe-XXe siècle)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016, p. 18.

⁶⁸⁸ *Ibid.*, p. 13.

fonds évoqués a abouti à la découverte de nouveaux membres qui ont enrichi le fichier d'étude. Pour Claire Lemerrier et Emmanuelle Picard, le fichier étudié doit être prédéfini :

« En situation d'abondance et d'hétérogénéité des sources, le regroupement des informations ne peut se faire de façon féconde que s'il s'appuie sur des hypothèses de recherche fortes, qui orientent tant la définition du groupe à considérer que la nature des renseignements à obtenir : il s'agit d'abstraire au moins autant que de décrire. On pourrait en quelque sorte dire de la prosopographie appliquée à l'époque contemporaine qu'elle doit inverser la perspective en discriminant rigoureusement les informations à rechercher. Dans un tel contexte, la définition de la population étudiée doit être un préalable et non un résultat : il faut donc que des hypothèses préparatoires aient été explicitement posées⁶⁸⁹ ».

Le groupe des membres du PPF étudié se caractérise ainsi : il s'agit de 77 individus possédant un ou plusieurs dossiers à Quimper ou à Rennes et identifiés ou bien comme membre ou militant du PPF, ou bien comme sympathisant du parti⁶⁹⁰. La méthode prosopographique offre l'avantage de pouvoir établir des critères de recherches systémiques pour tous les membres du groupe étudié mais également de pouvoir approfondir le cas de certains individus spéciaux ou représentatifs d'une certaine catégorie⁶⁹¹ – comme par exemple les membres des JPF ou du GAJS. Cette étude s'applique uniquement au PPF des années 1941 à 1945, faute de sources disponibles concernant la période d'avant-guerre.

Les variables étudiées sont nombreuses, bien qu'elles puissent se heurter parfois à l'absence d'information. D'une part, certaines données permettent de saisir la sociologie du parti dans le Finistère : genre, âge, situation socioprofessionnelle, origine géographique. D'autre part, le parcours militant de ces individus peut être retracé : antécédents politiques, année d'adhésion au PPF, échelle d'engagement, adhésion influencée, poste particulier au sein du parti, autre adhésion politique simultanée ou encore appartenance aux JPF. Enfin se pose la question de la radicalisation possible de certains membres du parti et du jugement d'épuration dont ils sont victimes : actions en faveur ou en défaveur de Français, exécutions sommaires, fuite, arrestation, internement, accusation d'épuration, jugement par les tribunaux spéciaux et

⁶⁸⁹ Claire Lemerrier et Emmanuelle Picard, « Quelle approche prosopographique ? », dans Laurent Rollet et Philippe Nabonnaud (dir), *Les uns et les autres. Biographies et prosopographies en histoire des sciences*, Presses Universitaires de Nancy, 2012, p. 610.

⁶⁹⁰ Une sous-partie s'étend sur les échelles d'appartenance au parti de Jacques Doriot. La sympathie concerne des individus proches des milieux collaborationnistes, qui fréquentent les lieux et les membres du PPF mais qui ne sont pas clairement identifiés comme adhérent ou membre.

⁶⁹¹ Claire Lemerrier et Emmanuelle Picard, « Quelle approche prosopographique ? », *art. cit.*, p. 620.

défense mise en avant. L'ensemble de ces variables doit permettre de dresser un tableau général du parti et de ses membres dans le département du Finistère.

Comme le rappellent Claire Lemerrier et Emmanuelle Picard, pour qu'une prosopographie soit intéressante, elle doit être menée non seulement avec rigueur mais doit aussi et surtout être définie par des questions fondamentales⁶⁹². Quelles sont donc les attentes et les questions fondatrices de la prosopographie envisagée ? Dans un premier temps, elle devrait permettre de dresser une sociologie du parti finistérien, comparable à la sociologie nationale du parti déjà étudiée par plusieurs historiens. De plus, la compilation et la mise en forme de ces informations rend possible la reconstitution de la trajectoire politique de ces individus et notamment de leur radicalisation au sein du collaborationnisme ainsi que les raisons de leur engagement. Justement, il s'agit aussi de mesurer l'importance de l'appartenance politique multiple des membres du parti de Doriot et ses conséquences lors de l'Épuration. Elle est également un moyen d'estimer la taille et le degré de militantisme des JPF dans le Finistère. Un des objectifs poursuivis est de mettre au point une échelle de l'engagement partisan concernant le PPF local, du degré le plus radical au degré zéro de l'appartenance. Enfin, la méthode prosopographique est appliquée à l'étude de l'Épuration dans le Finistère : conséquence d'actions pour ou contre des Français sur les jugements, rappel des procédures d'Épuration et des exécutions sommaires subies par certains membres du parti, construction d'un tableau des jugements et des défenses des accusés. En outre, elle fournit des précisions sur le Groupe d'Action pour la Justice Sociale (GAJS) mis en place à la fin de l'année 1943 dans le département – effectifs, missions, épuration.

Enfin, quels sont les écueils à éviter concernant la méthode prosopographique ? L'application d'une méthode prosopographique ne doit pas aboutir uniquement à la compilation d'informations biographiques, ces dernières doivent répondre à une systématisme des informations collectées. De plus, si les sources à l'origine des informations recueillies peuvent bien entendu être hétérogènes, le chercheur doit tout de même posséder des informations sur celles-ci. François Prigent précise à cet effet qu'un des écueils indéniables de la prosopographie tient dans l'impossible connaissance de « territoires biographiques » sans sources⁶⁹³.

⁶⁹² Claire Lemerrier et Emmanuelle Picard, « Quelle approche prosopographique ? », *art. cit.*, p. 606.

⁶⁹³ François Prigent, « Réflexion sur l'approche prosopographique », *op. cit.*, p. 16-17.

Finalement, comme le préconise Serge Bernstein, il s'agit désormais d'analyser l'image sociologique que le parti entend se donner de lui-même et la confronter avec sa composition sociologique réelle⁶⁹⁴.

⁶⁹⁴ S. Bernstein, « Les partis », dans René Rémond (dir), *Pour une histoire du politique*, op. cit., p. 66-67.

Chapitre 7 : Sociologie du Parti Populaire Français finistérien

A. L'âge des membres

Sur les 77 membres ou sympathisants du parti de Jacques Doriot étudiés dans le cadre de cette enquête, l'âge est connu pour 72 d'entre eux. On retiendra ici l'âge des individus en 1942, année de renouveau et de recrutement du PPF dans le département du Finistère. Alexandre Arnera, le plus jeune, est alors âgé de 15 ans tandis que le plus âgé des membres du parti se nomme Alfred Sanson, 61 ans. La moyenne d'âge est de 32,8 ans tandis que l'âge médian est de 32,5 ans.

1. *Le PPF finistérien, un parti de « jeunes » ?*

La tentative de définition de la notion de « jeunesse » occupe de nombreux spécialistes de sciences sociales sans qu'elle n'ait pu, semble-t-il, aboutir à une homogénéisation. Surtout, la jeunesse ne se caractérise pas seulement par un passage physiologique : les historiens et les sociologues s'attardent avant tout sur la construction sociale que cette notion de jeunesse recouvre. C'est la position que défend notamment François Bédarida : « Le caractère polyvalent et polysémique de la catégorie jeunesse, cohorte générationnelle définie moins par son âge biologique que par des communautés d'expériences et d'itinéraires. Il y a donc dans le concept de jeunesse une construction sociale bien plutôt qu'une communauté de nature⁶⁹⁵ ». L'historienne Ludivine Bantigny note, quant à elle, que le terme de jeunesse ou de jeune n'est pas à bannir, mais que son hétérogénéité doit être toujours rappelée⁶⁹⁶.

Reste à définir à quoi la notion de « jeunes » s'applique pendant la Seconde Guerre mondiale. Pour l'historien Jean-William Dereymez, le noyau dur de la jeunesse est délimité par les individus ayant entre 11 ans en 1939 et 25 ans en 1945⁶⁹⁷. Toutefois, la jeunesse dans un sens plus large recouvre les individus ayant entre 13 ans en 1939 et 30 ans en 1945 : ces jeunes au sens large représentaient 35,80% de la population en 1936 et 34,85% en 1946⁶⁹⁸. Selon cette dernière définition, il est possible d'identifier 29 jeunes de 30 ans ou moins en 1945 au sein du

⁶⁹⁵ François Bédarida, « Préface », dans Jean-William Dereymez (dir), *Etre jeune en France (1939-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 12.

⁶⁹⁶ Ludivine Bantigny, « Jeunesse », dans Claude Gauvard et Jean-François Sirinelli (dir), *Dictionnaire de l'historien*, Paris, Presses Universitaires de France, 2015, p. 410.

⁶⁹⁷ J.-W. Dereymez (dir), *Etre jeune en France (1939-1945)*, *op. cit.*, p. 24.

⁶⁹⁸ *Ibid.*, p. 27-28.

fichier des membres du PPF étudié. Les jeunes représenteraient ainsi 40% des membres dans le département du Finistère, légèrement plus que la représentation nationale de cette tranche d'âge au sein de la population française. Comme le met en exergue l'historien Antoine Godet, le Parti Populaire Français est un parti de jeunes : la moyenne d'âge de ses membres se situe entre 30 et 40 ans et le parti de Doriot « joue la carte du fossé générationnel » en s'opposant aux vieilles formations politiques de la III^e République. Le PPF se dote ainsi d'une structure autonome pour ses jeunes – l'Union Populaire de la Jeunesse Française (UPJF) – dès 1936⁶⁹⁹. La jeunesse est un enjeu politique et idéologique fondamental, pour Vichy et les formations collaborationnistes comme pour la Résistance. Pour Jean-William Dereymez, le constat dressé par certains historiens – notamment Henry Roussio et Jean-Paul Brunet – selon lequel la collaboration aurait été un phénomène de « vieux » doit être nuancé dans la mesure où les partis collaborationnistes s'adressent spécifiquement à la jeunesse et tente de recruter des jeunes dans leurs organisations⁷⁰⁰.

Un phénomène de génération pourrait rentrer en ligne de compte dans la mesure où tous les jeunes militants du PPF sont nés à la fin de la Première Guerre mondiale ou après cette dernière et ont traversé des épreuves communes. Selon Jean-William Dereymez, les jeunes de la Seconde Guerre mondiale représentent une cohorte – génération en soi, *i.e.* ensemble d'individus vivant les mêmes événements – formée par l'élément fondateur de la guerre – campagne de France, défaite, régime de Vichy, Occupation⁷⁰¹. En revanche, l'auteur estime délicat de parler d'une génération pour soi concernant les jeunes de la Seconde Guerre mondiale car elle implique la naissance d'un sentiment d'appartenance qui est ici difficilement vérifiable.

Ces jeunes sont-ils plus actifs ou plus engagés que le reste des membres du parti ? Naturellement, le militantisme de la jeunesse PPF est indissociable de l'action des JPF⁷⁰². D'autre part, un certain nombre de jeunes membres du parti est formé à Paris pour intégrer un Groupe d'Action pour la Justice Sociale (GAJS). Au sein du fichier étudié, 3 jeunes font ainsi partie du GAJS créé dans le Finistère et 8 jeunes du parti sont identifiés comme membres des JPF dans le département. Ces derniers s'organisent, en lien avec le bureau fédéral du parti, pour

⁶⁹⁹ Antoine Godet, « “Les jeunes avec Doriot !” : étude d'une jeunesse fasciste française », *Siècles*, n°47, 2019, p. 1-2.

⁷⁰⁰ J.-W. Dereymez (dir), *Etre jeune en France (1939-1945)*, *op. cit.*, p. 48.

⁷⁰¹ *Ibid.*, p. 37.

⁷⁰² Il est à noter, à titre de comparaison, qu'à l'inverse de celle du PPF, les autres organisations de jeunesse de partis collaborationnistes peinent à se développer et font état d'effectifs médiocres comme les Jeunesses Nationales Populaires ou les Jeunes Francistes. François Audigier, « Les jeunesse nationales populaires ou une tentative de fascisation de la jeunesse », dans J.-W. Dereymez (dir), *Etre jeune en France (1939-1945)*, *op. cit.*, p. 227.

effectuer de nombreuses opérations de propagande et de recrutement. Sous l'occupation, l'UPJF est marquée par l'arrivée de nouveaux jeunes en provenance de l'extrême-droite fascisante, comme l'exprime Antoine Godet : « Dans ce contexte inédit des années 1940-1944, les positions des jeunes doriotistes se durcissent une fois de plus, au point de transformer cette jeunesse française en une jeunesse collaborationniste⁷⁰³ ». Toutefois, les mesures prises par les mouvements collaborationnistes envers la jeunesse ont pu conduire à une aliénation de celle-ci : la chasse aux réfractaires du STO par les GAJS du parti de Jacques Doriot en fournit un exemple éclairant⁷⁰⁴.

2. Une division du travail militant en fonction de l'âge

Il est, en fait, délicat d'affirmer que les jeunes membres sont plus actifs ou engagés que les autres adhérents du PPF.

D'une part, la répartition par tranches d'âges des membres du PPF étudiés met en lumière la prépondérance numérique des 20-40 ans. Sur les 72 membres étudiés, 56 ont moins de 40 ans, soient 78%. Cette répartition fait apparaître que le PPF n'est définitivement pas un parti de « vieux » – 16 membres ont plus de 40 ans et seulement 6 ont plus de 50 ans – mais également qu'il n'est pas qu'un parti de « jeunes ».

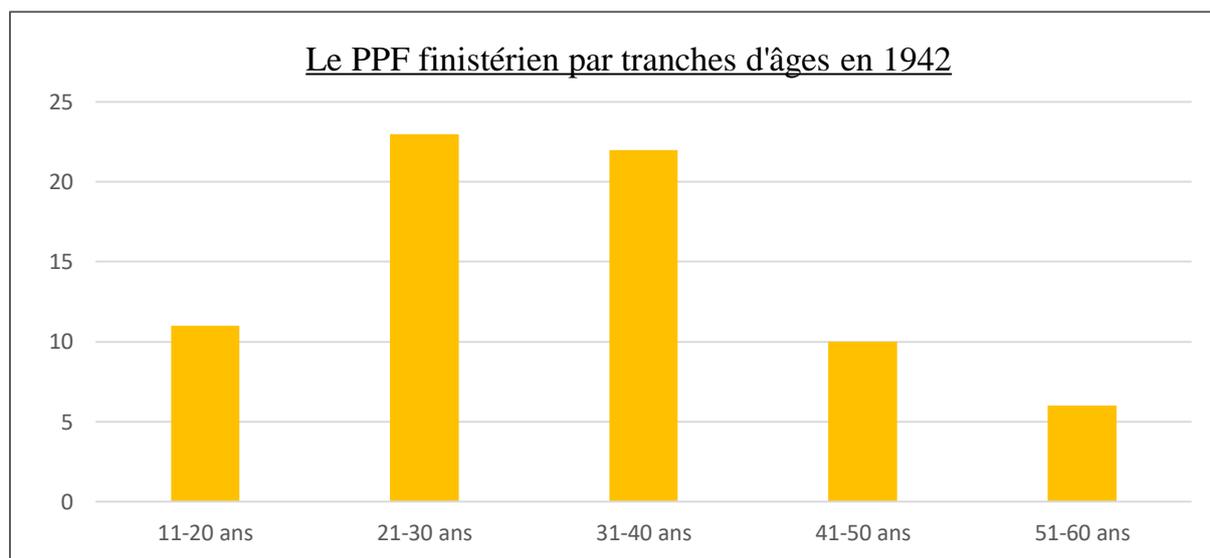


Figure 5 : Répartition des membres du PPF finistérien par décennies d'âges

⁷⁰³ A. Godet, « “Les jeunes avec Doriot !” : étude d'une jeunesse fasciste française », *art. cit.*, p. 9.

⁷⁰⁴ J.-W. Dereymez (dir), *Etre jeune en France (1939-1945)*, *op. cit.*, p. 51.

D'autre part, âge semble rimer avec expérience. En effet, les postes à responsabilité du parti – à l'exception de celui de responsable des JPF – sont occupés par des membres plus âgés. En 1942, le secrétaire corporatif Roman Arghiropol d'Argyr a 34 ans, le délégué aux questions paysannes François Marrec est âgé de 35 ans, le secrétaire fédéral Paul Le Roux est, quant à lui, âgé de 48 ans tandis que le délégué aux questions bretonnes Paul-Marie Gamory-Dubourdeau a 53 ans.

Les activités du PPF sont ainsi partiellement compartimentées. Les jeunes membres et les JPF sont à l'avant-garde des opérations de propagande – distribution d'affiches, de tracts, de papillons, inscriptions publiques à la craie ou au goudron – et certains occupent des postes particuliers au sein du bureau fédéral ou des sections locales. Ils profitent de la structure PPF construite dans le département du Finistère. Le parti doriotiste fait ainsi fructifier une « exaltation calculée » de la jeunesse de certains adhérents⁷⁰⁵. Les membres plus âgés sont, eux, essentiels au fonctionnement du parti à l'échelon départemental et finalement à l'origine de cette structure départementale. En plus des membres du bureau fédéral cités, un des fondateurs de la section de Brest avant la guerre, Daniel Desroches, a 49 ans en 1942 ; le chef de la section de Douarnenez sous l'occupation, Henri Ruault, est âgé de 46 ans ; un des responsables de la section de Brest après la mort d'Arghiropol d'Argyr, Clément Bourguignon, a 52 ans ; tandis que son acolyte brestois, Antoine Gironde, est âgé de 40 ans. En outre, l'activité essentielle de recrutement est assurée par les jeunes du parti *via* leurs opérations de propagande, mais elle est solidifiée par les démarchages personnels ainsi que par la présence des membres plus âgés dans les permanences locales et aux réunions locales, régionales et nationales du parti.

Le PPF finistérien apparaît donc comme un parti de jeunes. A l'instar de tout parti politique, il fonctionne en grande partie selon une logique liée à l'âge. Les jeunes membres, sous l'influence des plus âgés, sont chargés du dynamisme de la propagande tandis que ceux-ci s'évertuent à stabiliser le parti dans le département et à garder des liens avec les structures régionale et nationale.

⁷⁰⁵ A. Godet, « “Les jeunes avec Doriot !” : étude d'une jeunesse fasciste française », *art. cit.*, p. 1.

B. La situation socioprofessionnelle

Sur les 77 dossiers étudiés, 65 présentent la profession des individus. Pour plus de clarté et afin de pouvoir proposer une comparaison avec la situation nationale du PPF – et notamment avec les situations socioprofessionnelles des délégués du parti lors des premiers congrès nationaux rappelées par Jean-Paul Brunet –, ces professions ont été traduites en Professions et Catégories Socioprofessionnelles (PCS)⁷⁰⁶ à l'aide de la grille des PCS de 2003 sur le site de l'INSEE⁷⁰⁷. Lorsque plusieurs professions étaient précisées pour un seul dossier, a été gardée la dernière exercée par l'individu.

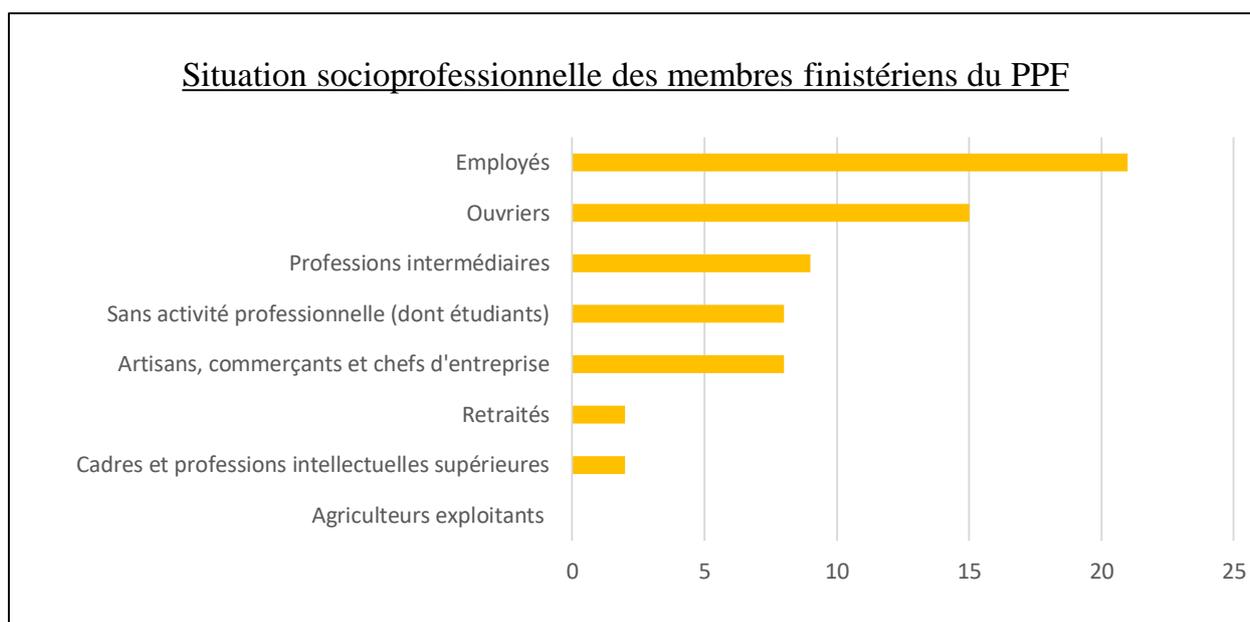


Figure 6 : Répartition des membres du PPF finistérien par catégorie socioprofessionnelle

1. *Un parti de classes moyennes ?*

Dans le Finistère, la répartition des professions des membres du PPF traduite en termes de PCS offre la vision suivante : à elles deux, les PCS des employés et des ouvriers regroupent 58,5% des membres du PPF étudiés. La volonté de Jacques Doriot de fonder un parti proche du peuple est-elle ainsi devenue réalité dans le département ? En effet, il est possible d'estimer que les deux catégories des employés et des ouvriers représentent les franges populaires et les plus prolétaires de la société française. Un quart des membres du PPF étudiés appartient ainsi à la

⁷⁰⁶ Il s'agit de la nomenclature de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), les Catégories Socioprofessionnelles (CSP) de 1954 ayant fait place aux PCS en 1982.

⁷⁰⁷ URL : <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/pcs2003>

catégorie des ouvriers : ils sont manœuvres, chaudronnier, couturières, mécaniciens ou cultivateur.

Toutefois, la moyennisation qui intervient entre les groupes sociaux brouille cette lecture en termes de PCS : un groupe partageant des conditions de vie similaires, composé des professions intermédiaires et d'une partie des artisans, commerçants et chefs d'entreprises, des cadres, des employés et des ouvriers se forme. Pour la chercheuse en sciences sociales Laurence Coutrot, les « classes moyennes » sont composées d'un noyau dur formé par les anciens « cadres moyens », devenus « professions intermédiaires » dans la nomenclature de 1982, mais exercent également une attraction sur des groupes sociaux proches comme la frange aisée et qualifiée des employés et des ouvriers⁷⁰⁸. Cette observation fait suite aux études sur la « moyennisation de la société », thèse selon laquelle certains groupes sociaux sont amenés à s'agréger par leur qualité de vie moyenne, notamment défendue par le sociologue français Henri Mendras. Bien qu'hétérogène, la classe moyenne pourrait représenter entre un tiers et la moitié des membres du PPF étudiés selon la perméabilité de la catégorie des employés.

L'observation de la répartition socioprofessionnelle du PPF finistérien par le prisme des classes moyennes réduit finalement le constat d'attraction du parti de Jacques Doriot envers les classes populaires, bien que cette dernière soit indéniable.

2. Une spécificité finistérienne ?

D'abord, la répartition socioprofessionnelle des membres du parti fait nettement apparaître son implantation urbaine dans le département du Finistère. Le PPF ne recrute aucun agriculteur exploitant et un ouvrier seulement provient du monde agricole⁷⁰⁹. Cette tendance est également observée à l'échelle nationale : en cherchant à recruter parmi le monde ouvrier en opposition avec les soutiens ruraux des formations d'extrême-droite plus anciennes⁷¹⁰, le PPF s'implante naturellement plus facilement dans les centres urbains. Le Finistère ne déroge, ici, pas à la règle. En effet, les sections locales du parti et les tentatives d'implantation sont toutes formées dans les principales villes du département – Quimper, Brest, Morlaix, Landerneau, Douarnenez,

⁷⁰⁸ Laurence Coutrot, « Les catégories socioprofessionnelles : changement des conditions, permanence des positions ? », *Sociétés contemporaines*, vol. n°45-46, n°1-2, 2002, p. 110.

⁷⁰⁹ François Marrec, le délégué fédéral aux questions paysannes, est cultivateur.

⁷¹⁰ C'est notamment ce que montre Robert Soucy : les mouvements fascistes antérieurs tels que Le Faisceau ou les Croix de Feu s'appuyaient avant tout sur les classes moyennes, la paysannerie et le conservatisme catholique. A l'inverse, le PPF entend rapprocher les communistes, les ouvriers ainsi que les anticléricaux. R. Soucy, *Fascismes Français ? (1933-1939)*, *op. cit.*, p. 308.

Concarneau – et les réunions de ses membres ainsi que les opérations de propagande sont également organisées dans ces localités. L'existence d'un poste de chargé des questions paysannes au sein du bureau fédéral du parti met toutefois en lumière la volonté de ses dirigeants de séduire le monde rural. Le PPF finistérien est conforme au constat dressé par Pierre Milza sur son implantation géographique inégale : forte dans les villes et dans les bastions ouvriers mais faible dans les zones rurales⁷¹¹.

D'autre part, les caractéristiques socioprofessionnelles des membres du PPF dans le Finistère sont-elles similaires à celles observées à l'échelle nationale ? Jean-Paul Brunet a ainsi réalisé une étude sur les délégués des congrès du PPF en 1936 et 1938⁷¹². Bien que fondée sur une certaine frange des membres du parti d'avant-guerre, elle permet de comparer la sociologie du parti avec celle réalisée pour le Finistère. En 1936 et 1938, les ouvriers représentaient ainsi 49% puis 37% des délégués aux congrès. Les employés, que Brunet nomme « classes moyennes » pour 1938, grimpent de 22% à 40% tandis que les professions intermédiaires stagnent – 21% puis 18%. La croissance de classe moyenne au sein du parti doriote aboutit, en 1938, à une situation relativement similaire à celle observée dans le Finistère : les employés sont majoritaires, devant les ouvriers et les professions intermédiaires. Pour Robert Soucy, la base des soutiens du PPF dépend de plus en plus des classes moyennes⁷¹³. Ce constat intervient à la suite de l'orientation de l'idéologie du parti vers davantage de conservatisme socio-économique qui entraîne le déclin du soutien ouvrier⁷¹⁴. L'historien américain conclut finalement à l'embourgeoisement de la base politique du PPF.

Si le terme d'embourgeoisement est difficilement vérifiable dans le Finistère occupé, le parti doriote fait, quoi qu'il en soit, état d'une certaine désaffection de ses soutiens ouvriers au profit des employés ; résultat d'un « prétendu socialisme » de défense des petites entreprises et de la petite bourgeoisie au détriment des ouvriers⁷¹⁵. A travers sa sociologie, le Parti Populaire Français serait-il un Parti Moyen Français ?

⁷¹¹ P. Milza, *Fascisme français, passé et présent*, op. cit., p. 169-170.

⁷¹² J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 231

⁷¹³ R. Soucy, *Fascismes Français (1933-1939)*, op. cit., p. 334-335.

⁷¹⁴ Selon Jean-Paul Brunet, la base des adhérents du PPF était initialement à prédominance ouvrière et populaire. J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, op. cit., p. 232.

⁷¹⁵ R. Soucy, *Fascismes Français (1933-1939)*, op. cit., p. 351.

C. La répartition genrée

L'étude de la répartition par genres des membres du PPF permet de définir le parti finistérien comme formation politique davantage masculine ou, à l'inverse, plutôt féminine. Le sexe des 77 individus formant le fichier de l'enquête est connu.

1. *Un parti d'hommes dirigé par des hommes*

Sur les 77 dossiers étudiés, seulement 22 sont des femmes tandis que 55 sont des hommes. Le PPF finistérien peut ainsi être considéré comme un parti majoritairement masculin dans la mesure où les hommes représentent plus de 71% des membres.

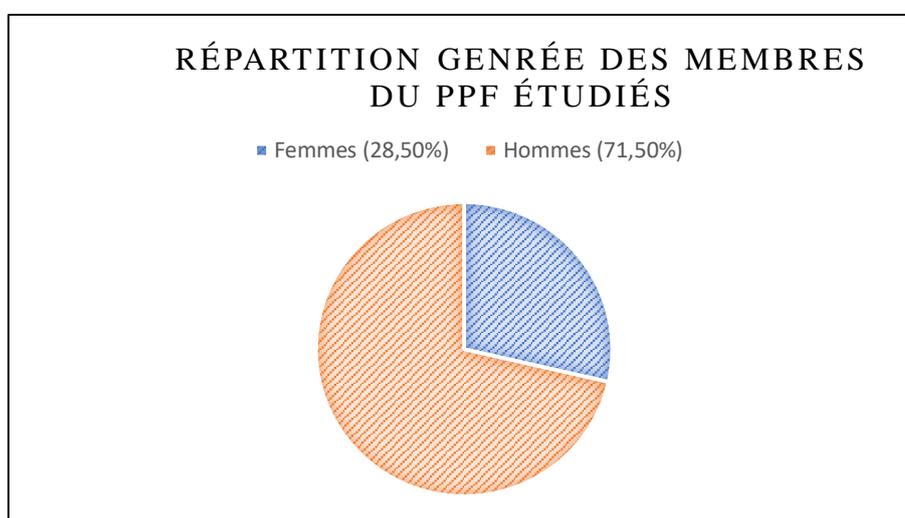


Figure 7 : Répartition genrée des membres du PPF dans le Finistère

La surreprésentation des hommes se manifeste surtout par l'absence des femmes aux postes à responsabilités du parti – responsables de sections locales, membres du bureau fédéral. En effet, sur les 22 postes identifiés, uniquement 3 femmes sont citées : Marie-France Andrieux et Anne-Marie Guéguen sont responsables des JFF – la première nommée l'étant également pour les JPF – tandis qu'Herveline Tarouilly est en charge de déplacements de propagande à Rennes et à Paris. La part des hommes au sein des postes dirigeants du parti grimpe finalement à 86%. D'autant plus que sur les 3 postes occupés par des femmes, 2 concernent la section féminine du parti, qu'il convient naturellement mieux de confier à une femme.

De la même manière, les femmes finistériennes ne sont aucunement représentées au congrès national du parti de novembre 1942. Les 7 délégués départementaux du PPF finistérien sont

ainsi tous des hommes : il s'agit d'ailleurs de Roger Bord, Eugène Carn, Daniel Desroches, Antoine Gironde, Pierre Le Pensec, Emile Quémeneur, Jean Tixier.

2. *Où sont les femmes ?*

Bien que faiblement représentées, les femmes membres du PPF dans le Finistère ne sont toutefois pas invisibles.

D'une part, les jeunes femmes s'impliquent dans les JPF et les JFF. Antoine Godet signale ainsi que le PPF se dote d'une section féminine dès 1936⁷¹⁶. Cette dernière est dans un premier temps sous la dépendance de l'UPJF mais elle s'autonomise à partir de 1937, preuve de l'intérêt porté à la base militante féminine par la direction du parti. Dans le Finistère, la faiblesse numérique des JPF et des JFF conduit les membres de ces formations à se rapprocher et à organiser des actions de propagande communes. Dans cette perspective, ces deux sous-ensembles du PPF ne sont pas réellement différenciés.

D'autre part, il existe un contingent relativement important d'adhésion familiale au parti doriote. Certains couples militent ainsi côte à côte en vue d'une France PPF. C'est notamment le cas des époux Cosset, Gourves, Le Focalvez, Louarn, Montagne ou Surville. Il est cependant difficile d'estimer qu'un des époux exerce une influence sur l'adhésion de l'autre ou si les deux membres d'un couple adhèrent à l'idéologie du parti dans les mêmes proportions. Dans le cas de ces couples, les femmes ne peuvent et ne doivent toutefois pas être considérées comme des « femmes de » : bien que l'activité militante de leur mari puisse déteindre sur la considération que leur porte l'opinion, les femmes membres du PPF le sont avant tout par conviction ou intérêt personnel – Eugénie Louarn est ainsi connue pour diffuser la propagande du parti doriote dans son entourage et critiquer ainsi que menacer les individus en contradiction avec son idéologie.

Sans être absentes, les femmes sont peu représentées au sein du PPF finistérien. Elles le sont d'autant plus aux postes importants du parti mais peuvent compter sur les jeunes filles actives au sein des JPF pour faire entendre leurs voix.

⁷¹⁶ A. Godet, « “Les jeunes avec Doriot !” : étude d'une jeunesse fasciste française », *art. cit.*, p. 3.

D. L'origine géographique

Sur les 77 membres étudiés, le lieu de naissance de 68 d'entre eux est précisé dans les dossiers des archives départementales du Finistère et d'Ille-et-Vilaine. Si le choix du lieu de naissance pour exprimer une origine géographique est contestable, il permet néanmoins de dresser un constat sur le PPF finistérien.

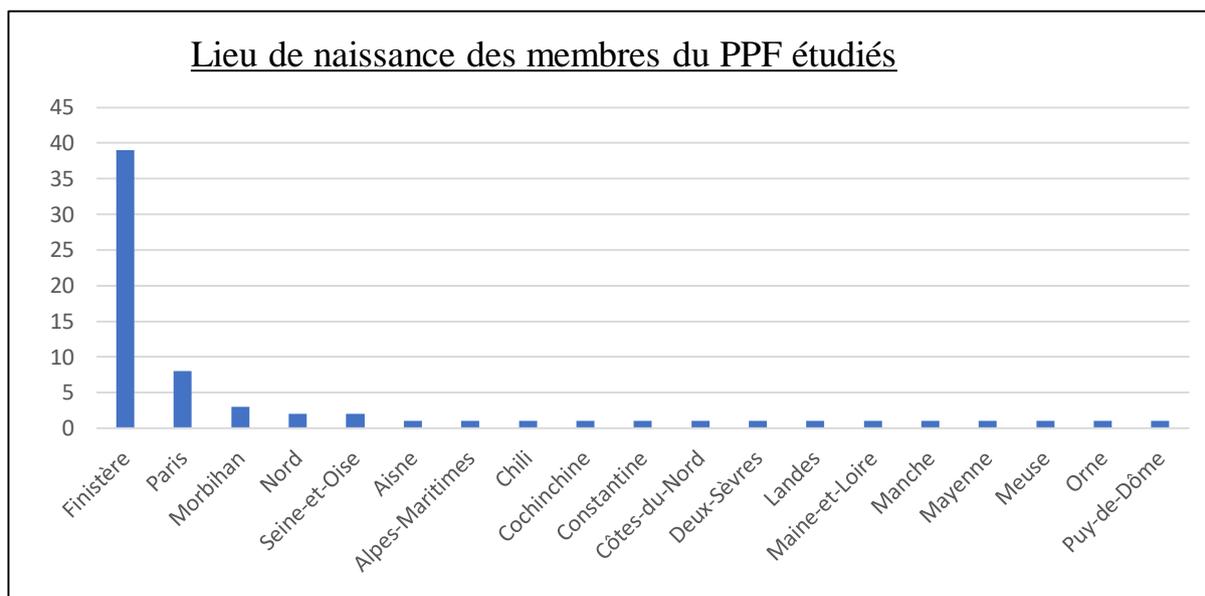


Figure 8 : Répartition des membres du PPF dans le Finistère par lieu de naissance

La majorité des membres du parti sont nés dans le département du Finistère. En effet, 39 individus sur les 68 connus, soit 57%, ont pour lieu de naissance une commune finistérienne – Quimper puis Brest sont les deux principales. Autrement dit, l'implantation du parti de Jacques Doriot dans le Finistère est avant tout celle d'idées partagées par des locaux et non uniquement importées par des hommes ou des femmes en provenance d'autres départements. Le PPF finistérien est, bien sûr, originaire d'une idéologie nationale transmise depuis Paris, épice centre du PPF, mais il est également l'expression d'une perméabilité de celle-ci dans le département. Il est aussi à noter que le premier contingent extérieur au Finistère est originaire de Paris.

E. Les antécédents politiques

L'étude de l'origine politique des membres du PPF finistérien rencontre la difficulté de l'absence de sources. Effectivement, seuls 13 dossiers sur les 77 du fichier précisent les antécédents politiques des individus. Certains exemples présentent cependant des trajectoires caractérisées et éclairantes.

Trois tendances émergent de l'observation des trajectoires politiques de ces militants du parti. D'abord, il existe une frange d'anciens communistes qui ont suivi Jacques Doriot dans sa scission avec le PCF en 1934. D'autre part, certains membres du PPF proviennent de partis ou de ligues d'extrême-droite développés dans les années 1920 et 1930 comme c'est le cas des Jeunesses Patriotes, de l'Action Française ou du Parti Social Français. Enfin, certaines trajectoires politiques sont plus récentes : il s'agit des anciens membres de formations collaborationnistes autres que le PPF, majoritairement du MSR. Ainsi, sur les 13 dossiers isolés, 3 concernent d'anciens communistes, 3 autres d'anciens membres de partis ou ligues d'extrême-droite, et 7 sont d'anciens membres du MSR ou du RNP.

A première vue donc, et selon cette étude plus que miniature, le PPF finistérien suit la logique doriotiste de rassemblement droite-gauche. Comme a pu le mettre en exergue Pierre Milza, la naissance du PPF s'appuie ainsi sur deux courants : l'extrême-gauche révolutionnaire et le nationalisme antiparlementaire⁷¹⁷ ; soient la dissidence communiste et de celle de grandes formations nationalistes – notamment l'Action Française, le Francisme, les Croix de Feu.

Deux exemples méritent ici d'être développés dans la mesure où ils mettent en lumière des parcours classiques des deux premières tendances évoqués : celles des anciens communistes et des anciens membres de partis ou ligues d'extrême-droite. Ils définissent, à eux deux, l'adhésion au PPF comme fascisation.

La première trajectoire à étudier en profondeur est celle d'Henri Salesses. Ce dernier a suivi un parcours fascisant classique, à partir des formations d'extrême-droite des années 1930. Les informations relatives à ce parcours sont issues du propre aveu de Salesses, fournies lors d'un interrogatoire réalisé dans le cadre de sa procédure judiciaire d'épuration⁷¹⁸. L'intéressé, né en 1912, s'inscrit aux Jeunesses Patriotes au début des années 1930 et participe notamment à des

⁷¹⁷ P. Milza, *Fascisme français, passé et présent*, op. cit., p. 168.

⁷¹⁸ ADIV, 215W6, Dossier Henri Salesses, Interrogatoire d'Henri Salesses, 8 novembre 1944.

réunions publiques et aux « bagarres » qui en résultent. En 1934, il s'engage comme Camelot du Roi au sein de l'Action Française puis démissionne dès 1936 pour adhérer au Parti Populaire Français. L'action de Pierre Pucheu lui déplaît et il est finalement éliminé du parti doriote en 1937. Il travaille alors volontairement en Allemagne au cours de l'année 1942 avant d'être enrôlé comme chef cimentier pour l'Organisation Todt à Mondeville puis à Brest. Là, il rencontre Clément Bourguignon et adhère à nouveau au PPF au cours de l'année 1944⁷¹⁹. Il fait notamment partie du Groupe de Combat formé dans une caserne militaire allemande à Paris au début de l'année 1944. Il accomplit de nombreuses tâches en faveur des Allemands et au nom du PPF à Brest et Quimper – distribution de propagande, arrestation d'ouvriers italiens destinés au STO, dénonciation d'un dépôt d'arme de la Résistance – avant d'être arrêté à Quimper et interné à Saint-Charles où il est chargé d'un rôle d'informateur par les Allemands. Jugé en Cour de Justice, il est finalement condamné à une peine de travaux forcés à perpétuité pour intelligence avec l'ennemi. Son parcours fascisant, des ligues d'extrême-droite au PPF fasciste, est caractéristique d'une certaine frange de la base militante du PPF.

Le second parcours à approfondir est celui de Mathieu Louarn. Né en 1902 dans le Finistère, il explique avoir fait de la politique sans interruption depuis 1929. A cette date, il adhère au PCF et devient conseiller municipal de Saint-Denis. Il suit Jacques Doriot dans sa scission en 1934 et milite au PPF jusqu'en 1944⁷²⁰. Mathieu est, en effet, proche de Jacques Doriot, avec qui il a longtemps milité en Seine-Saint-Denis. Selon son fils Roger, Mathieu Louarn était, dès 1936, un des dirigeants du PPF chargé de la propagande et l'organisation des réunions⁷²¹. En 1937, la famille Louarn déménage à Saint-Brieuc où Mathieu est toujours responsable de la propagande du parti doriote. Après avoir été fait prisonnier et libéré par les Allemands en 1941, il arrive à Brest avec sa famille. Il s'y livre à une propagande active, notamment auprès des ouvriers de la firme Siemens où il est employé. Il devient secrétaire corporatif de la section brestoise et fait adhérer son fils au PPF. Père et fils intègrent finalement le Groupe de Combat du parti en 1944 et participent à des opérations avec les troupes allemandes. La famille Louarn est finalement arrêtée à Cherbourg en janvier 1945. Pour intelligence avec l'ennemi, Mathieu est condamné par la Cour de Justice à 20 ans de travaux forcés et 15 ans d'interdiction de séjour dans le Finistère tandis que son fils reçoit, lui, une peine de 10 ans de travaux forcés et 10 ans d'interdiction de séjour⁷²².

⁷¹⁹ ADIV, 215W6, Dossier Henri Salesses, Rapport de police de Quimper, 7 novembre 1944.

⁷²⁰ ADIV, 215W17, Dossier Mathieu Louarn, Procès-verbal de déposition de Mathieu Louarn, 29 janvier 1945.

⁷²¹ *Ibid.*, Procès-verbal de déposition de Roger Louarn, 26 janvier 1945.

⁷²² *Ibid.*, Renseignements du surveillant de la maison d'arrêt de Quimper, 18 août 1945.

Ces deux exemples illustrent ici avec force la tendance générale de regroupement de dissidence d'extrême-gauche et de dissidence d'extrême-droite au sein du PPF. Ils mettent surtout en exergue la radicalisation fasciste caractéristique de certains individus, dont l'aboutissement consiste, dans le cadre du PPF, à prendre les armes au profit des Allemands au sein du Groupe de Combat du parti. Le parti de Jacques Doriot aura au moins réussi à orienter des trajectoires d'origines diverses voire opposées vers une même destination.

F. L'appartenance multiple

L'appartenance multiple, ou multiappartenance, concerne des individus qui, sous l'Occupation, adhèrent à plusieurs partis ou organisations politiques simultanément. Dans le cadre des membres du PPF, les autres engagements politiques recherchés sont ceux envers d'autres partis collaborationnistes – MSR, RNP, Parti Franciste –, envers les services allemands – SD, Organisation Todt, services militaires – ou encore envers des associations politiques ou militaires – LVF et Amis de la LVF, Waffen-SS, Amis du Maréchal, Comité d'Action Antibolchevique, Groupe Collaboration, Milice.

1. *Une proportion d'appartenance multiple importante*

Sur les 77 dossiers analysés dans le champ de cette étude, 49 font apparaître d'autres appartenances que celle au parti de Jacques Doriot. Autrement dit, plus de 63% des adhérents et sympathisants du PPF composant le fichier étudié adhèrent, sous l'Occupation, à d'autres organisations politiques. Cette multiappartenance intervient selon le graphique suivant.

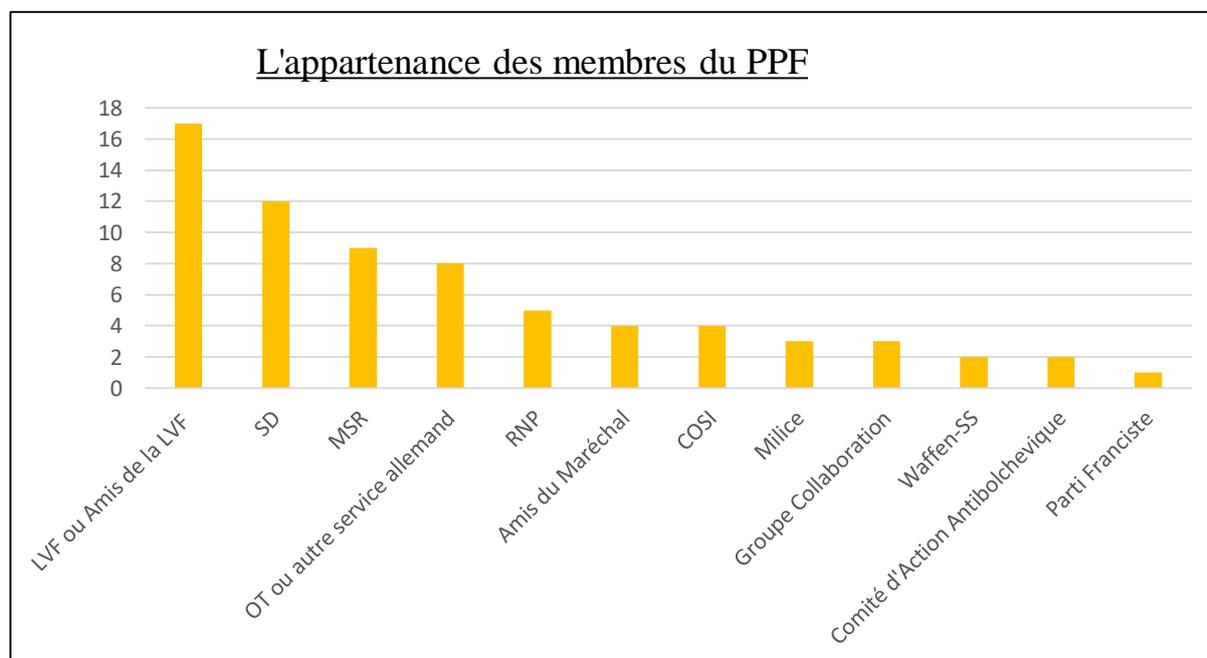


Figure 9 : L'appartenance collaborationniste secondaire chez les membres du PPF dans le département du Finistère

Il est à noter que la principale adhésion des membres du parti, en dehors de celle au PPF donc, est celle à la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme ou à l'association des Amis de la Légion. La LVF est ici prise en compte dans la mesure où elle n'est pas officiellement une émanation du PPF et est donc une organisation militaire et politique différenciée. Toutefois, il ne faut pas oublier que les membres du parti de Jacques Doriot ont reçu pour consigne d'adhérer massivement aux Amis de la Légion et de présenter la LVF comme une succursale du parti, ce qui explique la prépondérance de ces deux organisations dans la vie politique des membres du PPF. Parmi les 17 adhésions à la LVF, la majorité sont en fait des engagements au sein des Amis de la Légion, tandis que certains individus sont employés par la LVF ou fréquentent activement leurs membres et les bureaux de recrutement. Il est à remarquer que malgré plusieurs engagements au sein de la Légion de la part de membres du parti, aucun n'aboutit à un départ sur le front de l'Est⁷²³.

Les membres du PPF employés comme agents du SD ou comme informateurs représentent le second contingent d'appartenances multiples pour le parti finistérien. Le rapprochement avec les services de renseignement allemands illustre souvent l'aboutissement d'une trajectoire collaborationniste ultra, marquée par l'adhésion à de nombreuses organisations politiques – partis collaborationnistes mais aussi associations politiques à l'idéologie proallemande comme le Comité d'Action Antibolchevique ou le Cercle National-Socialiste. Certains membres du PPF correspondent à ce premier type : Gabriel Cosset en est d'ailleurs un exemple éclairant. Passé par tous les partis collaborationnistes, il se complait finalement comme chef de la Milice dans le Finistère et agent de renseignement pour le compte du SD. Toutefois, les adhérents du PPF les plus proches du SD sont davantage les membres du Groupe de Combat du parti. Ces derniers possèdent des *Ausweise* du SD et sont constamment en lien avec les services allemands, qui leur fournissent des missions à effectuer en son nom. Enfin, certaines familles sont particulièrement proches des Allemands et ses membres peuvent être considérés comme indicateurs du SD.

L'adhésion à d'autres partis de la collaboration est également répandue au sein du PPF. Elles s'expriment majoritairement en faveur du MSR et du RNP, parfois selon un schéma déjà observé. En effet, l'adhésion au RNP ou au MSR, si elle peut être simultanée à l'appartenance au parti de Jacques Doriot, est surtout une question chronologique. De nombreux membres du

⁷²³ Le plus proche de partir sur le front de l'Est aura été Joseph Bonis, engagé en 1943 mais jugé inapte au combat.

PPF sont ainsi d'anciens membres du MSR qui disparaît à la fin de l'Occupation, lui-même composé de nombreux anciens du RNP qui a été phagocyté plus tôt.

Concernant l'appartenance aux autres services allemands, une précision se doit d'être apportée. Si l'engagement au sein de la *Kriegsmarine*, du Service Social des Chantiers Todt ou du NSKK⁷²⁴ est bel et bien volontaire, l'appartenance à des entreprises sous contrat avec l'Organisation Todt ne l'est pas tout autant. En effet, plusieurs membres du PPF sont considérés comme travaillant pour l'OT, or ils ne sont parfois qu'employés dans des entreprises de bâtiment, et cette appartenance à l'OT n'est que fortuite. Cependant, il est à remarquer que certains membres du parti choisissent volontairement de travailler pour des entreprises liées à l'OT afin d'appliquer leur idéologie proallemande.

L'adhésion de certains membres du parti à l'association pétainiste des Amis du Maréchal est également à signaler. Elle concerne 4 individus de cette étude. En effet, bien que Doriot se soit éloigné de sa posture d'« homme du Maréchal » établie en 1941, certains membres de son parti continuent d'afficher leur soutien au Maréchal Pétain. Daniel Desroches est ainsi défini comme « très pétainiste⁷²⁵ » tandis qu'Emile Quémeneur est lui, secrétaire des Amis du Maréchal⁷²⁶.

2. *Des appartenances politiques parfois triples ou quadruples*

Les 49 dossiers d'appartenance multiple au sein du PPF font finalement apparaître 70 adhésions distinctes. Autrement dit, les adhésions en dehors du parti doriotiste sont souvent cumulées et il n'est pas rare d'observer des appartenances doubles ou triples. 13 individus sur les 49 dossiers isolés appartiennent ainsi à plus d'une organisation politique ou un service allemand en plus du PPF. Certains cas méritent d'être développés. La trajectoire de Pierre Le Pensec⁷²⁷ vient compléter les observations réalisées plus haut sur Gabriel Cosset. Le Pensec, est ainsi membre du RNP en 1941 et adhère simultanément à la LVF, au Comité d'Action

⁷²⁴ Le Nationalsozialistische Kraftfahrkorps est une organisation paramilitaire du NSDAP chargée du transport des membres du parti ainsi que de l'assistance motorisée des troupes. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le NSKK se voit attribuer des missions de soutien logistique ainsi que de recrutement pour l'ensemble des branches militaires allemandes. Une section française du NSKK est notamment formée sous l'Occupation. Dorothee Hochstetter, « Nationalsozialistisches Kraftfahrkorps (NSKK), 1931-1945 », En ligne sur le site de l'Encyclopédie historique de Bavière. URL : [https://www.historisches-lexikon-bayerns.de/Lexikon/Nationalsozialistisches_Kraftfahrkorps_\(NSKK\),_1931-1945](https://www.historisches-lexikon-bayerns.de/Lexikon/Nationalsozialistisches_Kraftfahrkorps_(NSKK),_1931-1945) [Consulté le 09/05/2022].

⁷²⁵ ADIV, 215W135, Dossier Daniel Desroches.

⁷²⁶ ADIV, 215W127, Dossier Emile Quémeneur.

⁷²⁷ ADIV, 215W168, Dossier Pierre Le Pensec.

Antibolchevique et au Cercle national-socialiste. Il devient, par la suite, recruteur de la Milice et de la Waffen-SS lors de sa fuite aux côtés des Allemands.

Ces cas de triple multiappartenance voire plus sont donc assez répandus et marquent la radicalisation de certains individus sous l'Occupation et l'aboutissement de postures ultra collaborationnistes. Les appartenances multiples permettent également de gravir la hiérarchie de l'une ou de l'autre de ces organisations et ainsi de cumuler les opportunités. Comme le note Nicolas Blottière, la multiplicité des adhésions aux partis collaborationnistes participe à dresser un tableau peu cohérent de ces groupements : ils attirent autant de convaincus idéologiques que d'opportunistes ou d'influencés et les nuances idéologiques faibles entre favorise de nombreux passage de l'un à l'autre⁷²⁸ – voire des appartenances simultanées dans le cas de l'appartenance multiple.

3. *L'adhésion PPF comme adhésion secondaire ?*

D'abord, l'adhésion au PPF doit être considérée comme une adhésion primaire dans la majorité des situations dans la mesure où elle structure davantage la vie sociale des individus. En effet, le PPF est un parti politique structurant et chronophage qui implique chacun de ses membres à différents degrés. En fournissant un cadre idéologique radical et en inclinant ses membres à préparer et participer à des opérations de propagande et des réunions régulières, l'organisation doriote semble prendre le pas sur les autres appartenances évoquées. Les autres partis collaborationnistes – moins développés dans le département – ainsi que les associations politiques ne demandent pas un tel engagement de leurs adhérents.

Toutefois, dans certaines situations, l'adhésion au PPF peut devenir relativement secondaire. C'est notamment le cas concernant les membres de formations militaires allemandes et les agents du SD. Dans ces situations, les individus sont directement placés sous commandement allemand, rendant caduques les appartenances politiques antérieures. D'autant plus qu'être agent allemand est plus rémunérateur que d'être militant. Ainsi, Paul-Marie Gamory-Dubourdeau au sein de la Waffen-SS, Louis Archeray à la Kriegsmarine et tous les membres du GAJS formé militairement à Paris dans une caserne allemande appartiennent à des organisations politiques qui, sans effacer l'appartenance au PPF, dépassent cette dernière. L'appartenance à un parti politique français qui prône la collaboration avec l'Allemagne nazie

⁷²⁸ N. Blottière, *Trajectoires de la collaboration radicale en Bretagne, op. cit.*

est naturellement secondaire face à l'appartenance à une organisation directement contrôlée par le nazisme en question.

Finalement, il s'avère que plus de la moitié des membres du PPF finistérien adhèrent également à au moins une autre organisation étrangère au parti doriote dans le département. Hormis le cas spécial de la LVF et de ses Amis, les membres du parti doriote sont surtout affiliés aux services de renseignements allemands ainsi qu'à d'autres partis collaborationnistes. Si le PPF reste l'adhésion principale de la majorité des cas étudiés, certaines situations aboutissent parfois à un éloignement du parti, notamment dans le cadre d'engagements auprès du SD ou de formations militaires telles que le Service Social des Chantiers Todt la Waffen-SS.

Conclusion du chapitre 7 :

Cette étude partielle ne prétend pas à l'exhaustivité, ni dans ses sources, ni dans les analyses qui en sont faites. En effet, cette méthode est largement dépendante des informations présentes dans les dossiers d'archives. Toutefois, elle permet d'aboutir à certains résultats. L'étude de la sociologie du PPF a ainsi fait apparaître que ce dernier est un parti de jeunes membres organisés par des individus plus expérimentés. Sa répartition socioprofessionnelle met en exergue une croissance des classes moyennes au détriment du monde ouvrier malgré la volonté de Jacques Doriot de faire de son parti un mouvement populaire. Les résultats de l'étude de l'origine géographique des membres du parti sont peu exploitables. Les trajectoires politiques mettent en lumière une certaine réunion de dissidences à la fois d'extrême-droite mais aussi du communisme malgré la faiblesse de l'échantillon. Enfin, l'étude réalisée sur l'appartenance multiple des membres du PPF permet de prendre en considération l'importance numérique et idéologique que ce phénomène revêt au sein d'un parti collaborationniste sous l'Occupation.

Les observations réalisées sur ce PPF finistérien partiel ne sont pas qu'utiles en elles-mêmes pour dresser un tableau du parti sous l'Occupation, elles rendent possibles des comparaisons avec d'autres monographies ou avec des constats nationaux. Alors que la méthode prosopographique pourrait atteindre ses limites dans certains cas lorsque des informations manquent, elle retrouve un intérêt dans l'utilisation de profils biographiques éclairants. Cette méthode peut désormais être appliquée aux choix des partisans du PPF et notamment aux échelles d'engagement politique ainsi qu'aux réactions face à la radicalisation du parti doriotiste.

Chapitre 8 : Les choix des partisans du PPF

A. Une échelle de l'engagement politique

L'implication différenciée des « membres » du Parti Populaire Français révèle en fait l'existence de plusieurs échelons d'engagement politique. Il s'agit désormais de proposer une grille de lecture de ces différents engagements afin de définir plusieurs profils partisans au sein du parti de Jacques Doriot dans le Finistère : militant, adhérent, membre, sympathisant. Comme l'affirme Serge Berstein, le parti est le lieu de la médiation politique⁷²⁹. Quels sont donc les acteurs officiant en son sein ?

1. *Qu'est-ce que l'adhésion ?*

Selon la sociologue politique Brigitta Orfali, adhérer c'est choisir de s'affilier volontairement à un groupe précis⁷³⁰. Les logiques et circonstances de cette adhésion dépendent notamment des caractéristiques du groupe auquel on adhère. En effet, l'affiliation volontaire à un groupe fait de lui un groupe de référence, qui remplace ou s'ajoute à un groupe d'appartenance – *i.e.* auquel l'individu est affilié par naissance, de manière innée. La dimension collective de l'adhésion est ici à souligner : la confrontation à des membres du groupe plus expérimentés renforce l'adhésion et le sentiment d'inclusion, tout comme la cohésion au sein de ce groupe.

L'emprise du groupe est croissante du charisme de son chef. Effectivement, la carrure du leader fonctionne comme âme collective et renforce le lien social entre les membres du groupe. Pour Brigitta Orfali : « La présence d'un chef [...] est essentielle pour que le groupe existe, voire survive et surtout pour que le désir d'affiliation émerge chez l'individu⁷³¹ ». Le caractère charismatique de Jacques Doriot a déjà été évoqué mais doit ici être rappelé. Sa stature et sa qualité d'orateur peuvent incliner des individus à rejoindre sa cause et adhérer à son parti. En revanche, avant l'arrivée de Roman Arghiropol d'Argyr dans le Finistère, les dirigeants du PPF dans le département ne bénéficient pas d'un quelconque capital charismatique et peinent à recruter parmi la population. Or si Jacques Doriot est la figure du parti national qu'est le PPF,

⁷²⁹ S. Berstein, « Les partis », dans René Rémond (dir), *Pour une histoire politique*, op. cit., p. 52.

⁷³⁰ Ce paragraphe s'appuie sur l'ouvrage de Brigitta Orfali, *L'adhésion : Militer, s'engager, rêver*, op. cit., et notamment sur le chapitre 1 « Définition des groupes », p. 15-25.

⁷³¹ Brigitta Orfali, *L'adhésion*, op. cit., p. 25.

les chefs locaux sont tout aussi essentiels dans la mesure où ils représentent l'autorité du chef aux échelons inférieurs du parti.

Mais cette définition de l'adhésion suppose qu'il existe une inscription et une cotisation, faisant du nouveau membre un adhérent. Toutefois, qui est membre d'un parti politique ?

2. *Adhésion et participation politique*

« Qui est membre d'un parti ? » est justement la question posée par le politiste et juriste Maurice Duverger⁷³² dans un ouvrage sur les partis politiques⁷³³.

« A l'intérieur de chaque parti, d'ailleurs, on trouve plusieurs catégories de membres. [...] Sympathisants, adhérents, militants, propagandistes : une série de cercles concentriques s'y dessine, où la solidarité partisane devient de plus en plus forte. Pour demeurer le plus souvent officieuses, ces distinctions n'en sont pas moins réelles. Il y a des degrés dans la "participation" — si l'on appelle ainsi le lien de solidarité qui attache le partisan à son parti⁷³⁴ ».

Quels sont donc ces différents degrés de participation ? Communément, le membre du parti est l'adhérent, duquel on différencie le sympathisant. Ce dernier « se déclare favorable aux doctrines du parti et lui apporte quelquefois son appui, mais demeure en dehors de son organisation et de sa communauté : le sympathisant n'est pas membre du parti, à proprement parler⁷³⁵ ». Il participe à l'efficacité du travail partisan sans toutefois y être officiellement affilié⁷³⁶. Toutefois, les tentatives de dénombrement des membres d'un parti politique fragilisent la distinction entre l'adhérent et le sympathisant.

Quel modèle de participation politique appliquer au PPF finistérien ? Pour Brigitta Orfali, la typologie de l'adhésion se scinde en trois types de participation⁷³⁷ : le militant, dont l'engagement est actif et total ; l'adhérent, qui se caractérise par une participation personnelle mais passive ; et le simple membre, dont la participation est impersonnelle. Maurice Duverger isole lui trois modèles correspondant à trois degrés de participation politique : l'électeur, le

⁷³² Il est intéressant de noter que Maurice Duverger a notamment été membre du PPF à partir de 1937 et responsable de l'UPJF à Bordeaux.

⁷³³ Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Le Seuil, 1981, p. 117.

⁷³⁴ *Ibid.*, p. 117.

⁷³⁵ *Ibid.*, p. 118.

⁷³⁶ Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort (dir), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2015, p. 511.

⁷³⁷ La typologie de Brigitta Orfali repose sur son étude des adhérents du Front National en France après la Seconde Guerre mondiale. B. Orfali, *L'adhésion, op. cit.*, p. 28.

sympathisant et enfin le militant⁷³⁸. L'application de ces modèles au Parti Populaire Français dans le Finistère implique leur agrégation en un seul modèle plus proche de l'organisation politique du PPF. L'échelle de participation politique au sein du parti doriotiste s'établit selon l'ordre suivant : le sympathisant, qui adhère aux idées du parti sans s'engager personnellement ; l'adhérent, engagé personnellement, il appartient au parti, lit la presse partisane et participe aux réunions internes et de propagande ; et enfin le militant, qui s'engage dans toutes les actions de propagande et de recrutement du parti et cherche à le développer dans le département.

3. *L'échelle d'adhésion appliquée au PPF finistérien*

Il convient de préciser comment sont identifiés les sympathisants, les membres et les militants du PPF dans le Finistère selon le fichier d'étude, avant de s'attarder à la répartition de ces types de membres du PPF dans le département du Finistère selon la typologie présentée.

Les sympathisants regroupent des individus gravitant près des cercles du PPF. Il peut notamment s'agir de partisans de la collaboration engagés dans d'autres formations politiques collaborationnistes qui fréquentent des membres du PPF et les lieux de socialisation et d'organisation de ce dernier. Ce type concerne également les individus figurant sur les différentes listes de membres du parti et dont l'engagement au sein du PPF n'a été ni démenti ni prouvé lors des jugements d'épuration. Bien que non adhérents au parti, les sympathisants peuvent être considérés comme des « membres » dans la mesure où ils participent au développement du parti à l'échelon local, *via* les liens tissés avec les membres à part entière du parti, ainsi qu'à la diffusion latente de l'idéologie collaborationniste dans le Finistère. En appliquant ces caractéristiques au fichier prosopographique établi, 14 sympathisants sont identifiés. Ils représentent ainsi 18% des 77 membres du PPF étudiés. Ce chiffre reste sujet à caution : l'identification de sympathisants est une tâche ardue et il est difficile d'estimer la taille du cercle d'individus gravitant véritablement près de celui du PPF.

Les adhérents sont, quant à eux, clairement identifiés comme ayant adhéré au parti et participé à plusieurs réunions locales et parfois à certaines opérations de propagande ou de recrutement. Leur appartenance au parti de Jacques Doriot est très peu mise en doute. Ils ne participent cependant pas aux congrès nationaux ou aux réunions départementales ou régionales et sont moins surveillés par les Renseignements Généraux et la population. Les adhérents du

⁷³⁸ M. Duverger, *Les partis politiques*, *op. cit.*, p. 151.

PPF sont au nombre de 33. Ils composent la majorité relative du parti finistérien avec 43% des membres.

Les militants, enfin, sont non seulement personnellement engagés dans l'organisation du parti mais participent également à sa gestion aux échelons local et départemental. Il s'agit des membres des bureaux des sections locales, des membres du bureau départemental, des membres radicaux prenant part aux actions de propagande et de recrutement du parti, des membres du GAJS, mais aussi des JPF et JFF dont l'activité intense en faveur du parti n'est pas à négliger. 30 membres du parti étudiés sont identifiés comme militants et composent 39% des membres du parti. Tous ou presque occupent un poste défini dans l'organisation du parti, que ce soit au sein des sections locales ou au sein du bureau fédéral.

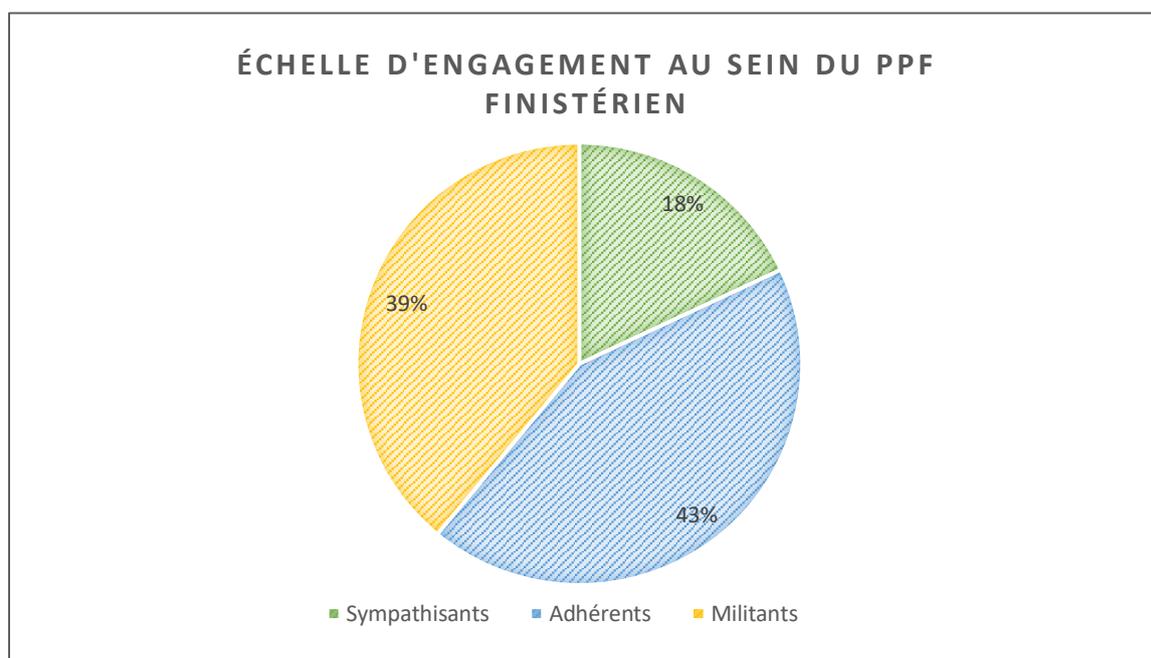


Figure 10 : L'échelle de participation politique des membres du PPF dans le Finistère

La part des militants dans le total des membres du PPF finistérien est très élevée. Cette observation s'explique notamment par le caractère minoritaire du parti et par l'hostilité à laquelle il fait face. Pour se développer en recrutant de nouveaux membres, le parti de Doriot doit redoubler d'efforts face à la concurrence des autres organisations collaborationnistes et à l'attentisme latent de la population. Naturellement, une grande proportion de membres s'engage pour faire entendre la voix du PPF et de Jacques Doriot et deviennent ainsi des militants. Comme l'exprime Brigitta Orfali, la minorité active ne possède d'influence sociale – mais aussi politique – que si la majorité réagit à l'action minoritaire⁷³⁹. Autrement dit, en tant que parti politique concurrencé et sujet à l'hostilité de la population, le PPF doit accentuer son militantisme pour espérer se développer. De plus, la période particulière de l'Occupation laisse finalement peu d'espace au fonctionnement classique des partis politiques mis en exergue par Maurice Duverger : le PPF ne doit pas séduire des électeurs et recruter des sympathisants, il doit susciter des engagements militants afin de se transformer en parti de masses – comme il a pu le faire en partie avant 1938.

⁷³⁹ B. Orfali, *L'adhésion, op. cit.*, p. 37.

B. Rompres les liens : démission, fuite, disparition

Face à la radicalisation croissante du PPF et de ses membres ainsi qu'à son rapprochement avec les Allemands, certains adhérents et militants du parti préfèrent démissionner ou mettre fin à leurs relations avec ce dernier. D'autres, plus compromis, prennent la fuite face aux menaces de la Résistance ou à celle de la Libération et de l'épuration. Une petite frange du parti parvient finalement à disparaître et à échapper aux jugements malgré les nombreuses recherches dont ils font l'objet.

1. *Causes et nature des démissions*

Les causes des démissions des membres du PPF sont multiples et certaines questionnent la définition même du terme. Il est donc utile de dresser un tableau des différentes démissions enregistrées par le PPF au cours de son histoire dans le Finistère.

D'abord, bien que ce premier cas ne soit pas une démission à proprement parler, le parti doriote peut évincer des éléments dissonants de son organisation. Henri Salesses, par exemple, est ainsi éliminé du parti à la suite de désaccords exprimés⁷⁴⁰. Il est à noter ici que Jacques Doriot met en place la même façon de faire que celle qu'il avait expérimenté au PCF et dont il a lui-même fait les frais⁷⁴¹.

La mainmise de la direction du PPF sur les adhésions s'exerce aussi dans le cas inverse : la démission présentée par Alfred Sanson est ainsi refusée par les dirigeants locaux du parti à Brest. Celui-ci finit par quitter la ville et ne s'occupe plus de politique⁷⁴².

Une autre situation remet en cause la notion de la démission. En effet, Emile Quémeneur affirme avoir été membre du parti à Landerneau depuis la création de la section locale en 1938 jusqu'en 1941. Il explique avoir omis de renouveler sa carte à cette date et donc ne plus avoir fait partie du PPF⁷⁴³. Il nie ainsi toutes les accusations dont il fait l'objet dans le cadre des procédures d'épuration bien qu'il ait été reconnu comme un fervent collaborateur et un

⁷⁴⁰ ADIV, 215W6, Dossier Henri Salesses, Interrogatoire d'Henri Salesses, 8 novembre 1944.

⁷⁴¹ A la suite de nombreux désaccords, Doriot avait dû présenter une autocritique publique avant de finalement être radié du parti.

⁷⁴² ADIV, 215W135, Dossier Alfred Sanson, Audition d'Alfred Sanson, 13 septembre 1945.

⁷⁴³ ADIV, 215W212, Dossier Emile Quémeneur, Audition d'Emile Quémeneur, 27 juillet 1945.

propagandiste acharné en faveur des Allemands et du PPF. Ne pas renouveler sa carte d'adhérent ne suffit finalement pas à éliminer la possibilité d'appartenir au parti doriote. Cet oubli opportun peut néanmoins être utilisé, comme le fait Quémeneur, pour se dédouaner lors des procès d'épuration.

En revanche, certains membres du parti de Jacques Doriot présentent de réelles démissions ou du moins de cessations d'activités à la suite d'expériences particulières.

C'est notamment le cas de Daniel Arnera. Ce dernier adhère au PPF à Paris en 1942 alors qu'il part pour l'Allemagne après avoir souscrit un engagement volontaire pour le service du travail. Il est finalement rapatrié au bout de 4 mois et demande immédiatement sa radiation du groupe tout en remettant sa carte d'adhérent de l'année 1942. Il affirme également que l'action de son frère Alexandre, responsable des JPF dans le Finistère et membre actif du parti, lui est imputée à tort⁷⁴⁴.

Dans la même perspective d'évolution politique en Allemagne, l'exemple de Raymond Le Berre pourrait être éclairant. Ce dernier adhère au PPF dès 1937 et milite pour le parti à Lorient et à Quimper, où il fréquente assidument l'Hôtel du Cheval Noir ainsi que le militant du PPF et agent du SD Bernard Massotte. Il part comme requis au STO en 1943⁷⁴⁵. Selon sa mère, Raymond Le Berre cesse toute activité pour le parti à partir de cette date et suit une évolution antinazie en Autriche et en Allemagne⁷⁴⁶. Toutefois, il ne s'agit ici que de la défense d'une mère envers son fils accusé de collaboration pendant la guerre. Les affirmations de Mme Le Berre sur une prétendue évolution antinazie ne sont en effet pas confirmées par les observations de rapports de police, bien qu'elles ne puissent toutefois pas être prises en considérations.

Quant à elle, Marie-France Andrieux présente sa démission au parti à la demande de son futur mari Mr Poivre. En effet, ce dernier la somme de démissionner du PPF avant de se marier, ce qu'elle fait en 1943⁷⁴⁷. Le couple quitte finalement le département finistérien pour s'installer à Paris, où Marie-France Andrieux n'exerce plus d'activité politique.

⁷⁴⁴ ADF, 31W328, Dossier Daniel Arnera, Procès-verbal de déposition de Daniel Arnera, 17 octobre 1944.

⁷⁴⁵ ADIV, 215W131, Dossier Raymond Le Berre, Rapport de police de Quimper, 5 février 1945.

⁷⁴⁶ *Ibid.*, Lettre de Mme Le Berre, 23 octobre 1944.

⁷⁴⁷ ADF, 31W327, Dossier Marie-France Andrieux, Lettre de l'avocat de Mr Poivre au préfet du Finistère, 21 février 1945.

Enfin, plusieurs démissions de membres du PPF interviennent à suite de la radicalisation progressive du parti.

René Hubert explique ainsi avoir adhéré au PPF au début de l'année 1942 à la demande de Jean Tixier parce que le programme social du parti l'intéressait. Très pétainiste, Hubert présente rapidement sa démission face à l'éloignement de l'idéologie doriotiste avec la politique du Maréchal Pétain⁷⁴⁸. Hubert reçoit même la visite du secrétaire corporatif fédéral du parti et responsable de la section de Brest, Roman Arghiropol d'Argyr, qui lui reproche sa démission⁷⁴⁹.

D'une manière similaire, quoique très tardivement, Georges Poirion cesse toute activité PPF en juillet 1944. Ce dernier a adhéré au PPF en 1943 avant de faire partie du Groupe de Combat. C'est justement au cours de son activité au sein de ce groupe que Poirion s'éloigne du parti. En effet, il affirme avoir refusé des missions commanditées par les Allemands et quitte le PPF et toutes relations avec ses membres après avoir été dénoncé pour son inaction⁷⁵⁰.

Enfin, Yves Le Gall de Kerangal, qui affirme avoir rejoint le parti en janvier 1943 afin d'étudier le socialisme, démissionne finalement à la fin de l'année 1943, en désaccord avec la propagande de plus en plus proallemande⁷⁵¹.

D'autres démissions sont moins lisibles, comme celle de Roger Elophe, attestée par une lettre du secrétaire fédéral Yves Le Gall de Kerangal qui accuse la réception de la démarche d'Elophe à l'été 1943⁷⁵². Peut-être que ce dernier était trop occupé par ses activités au sein de la Kriegsmarine et auprès du SD.

Il est également à noter que la démission est, aux yeux d'Anne Simonin, un acte « hautement politique » dans la mesure où les groupements collaborationnistes sont très réticents à cette idée et enregistrent les courriers démissionnaires au terme de très longs délais⁷⁵³.

⁷⁴⁸ ADIV, 215W135, Dossier René Hubert, Audition de René Hubert, 26 juin 1945.

⁷⁴⁹ *Ibid.*

⁷⁵⁰ ADIV, 213W82, Dossier Georges Poirion, Interrogatoire de Poirion par la Cour de Justice d'Ille-et-Vilaine, 5 septembre 1946.

⁷⁵¹ ADF, 31W370, Dossier Yves Le Gall de Kerangal, Audition de Le Gall de Kerangal du 15 août 1944.

⁷⁵² ADF, 1265W12, Dossier Roger Elophe, Lettre du PPF à Roger Elophe, 27 août 1943.

⁷⁵³ Anne Simonin, *Le déshonneur dans la République*, *op. cit.*, p. 542.

2. *Les fuites*

Les membres du Parti Populaire Français qui prennent la fuite au cours de l'année 1944 ne rentrent pas dans la même catégorie que les démissionnaires. En effet, ceux-ci ont suivi une logique de radicalisation jusqu'au-boutiste qui les place, à l'aube de l'arrivée des Alliés et des procédures d'épuration, dans une position plus qu'inconfortable. Se distinguent alors deux catégories : ceux qui fuient avec les Allemands à l'été 1944 par aveu de compromission, et ceux qui fuient – avec les Allemands ou non – par peur des menaces explicites dont ils font l'objet.

Le premier cas de fuite aux côtés des Allemands est celui de Simone Villalard. Il s'agit d'un membre du PPF qui, après avoir quitté son mari et ses enfants pour vivre avec un militaire allemand en mai 1943, a suivi cet officier – le chef de la Propaganda-Staffel à Quimper, Hermann Brüning – en Allemagne en juillet 1944⁷⁵⁴. Connue pour sa liaison avec ce militaire allemand, Simone Villalard se sait compromise. Elle est d'ailleurs arrêtée lors de son retour d'Allemagne⁷⁵⁵. Son dossier est finalement classé sans suites par la Cour de Justice puis par la Chambre Civique du Finistère⁷⁵⁶. Sa fuite a sûrement joué un rôle bénéfique dans son acquittement : les premiers jugements d'épuration étaient généralement plus sévères, or elle n'est jugée par contumace qu'en septembre 1945.

De la même manière, Léopold Fillang n'a pas seulement bénéficié de l'aide des Allemands pour fuir le département puisqu'il les a suivis jusqu'à Sigmaringen avec les collaborateurs les plus ultra. Là-bas, il fait partie de la garde de Fernand de Brinon, qui préside alors la Commission gouvernementale. Il est finalement arrêté par les Français et transféré en France en avril 1946⁷⁵⁷. Malgré son implication radicale en faveur de la collaboration ainsi que son engagement au sein de la LVF, il n'est condamné qu'à 5 ans de travaux forcés et à la dégradation nationale à vie⁷⁵⁸. Ici aussi la fuite a pu permettre à Léopold Fillang de reporter sa mise en accusation et ainsi de bénéficier d'un jugement plus clément qu'il n'aurait été à la fin de l'année 1944.

Gabriel Cosset et sa femme Germaine ont moins de chance dans leur de fuite. Le couple se fait remarquer durant toute la période d'Occupation pour être des plus collaborateurs et

⁷⁵⁴ ADIV, 215W131, Dossier Simone Villalard.

⁷⁵⁵ *Ibid.*, Rapport du préfet du Finistère, 17 mai 1946.

⁷⁵⁶ ADF, 1265W10, Dossier Simone Villalard, Rapport de la Sûreté Générale de Quimper, 10 août 1946.

⁷⁵⁷ ADIV, 213W80, Dossier Léopold Fillang, Interrogatoire de Fillang, 16 août 1946.

⁷⁵⁸ *Ibid.*, Extrait des minutes du greffe de la Cour d'Appel de Rennes, 22 octobre 1946.

fréquenter journallement la Propaganda-Staffel, la Feldkommandantur et les locaux de l'Abwehr⁷⁵⁹. Germaine est notamment la cible d'une tentative d'assassinat au cours du mois de juillet 1944. Le couple quitte finalement le département avec une colonne de véhicules allemands en août 1944. Seulement, Gabriel Cosset est arrêté à Paris malgré une fausse identité. Il est condamné à mort par la Cour de Justice du Finistère tandis que sa femme Germaine se voit attribuer une peine de 20 ans de travaux forcés et 20 ans d'interdiction de séjour dans le département⁷⁶⁰.

Pour d'autres membres du parti, quitter le département est nécessaire tant leur position vis-à-vis de la Résistance devient dangereuse. Plusieurs cas de fuites de membres du PPF face aux menaces ont déjà été développés plus haut – notamment celle d'Henri Ruault, de Jean Guéguen ou encore du duo Alexandre Arnera et Reine Vacheret – mais certains autres exemples peuvent ici densifier l'importance du phénomène.

C'est le cas de la fuite de la famille Louarn. Mathieu, Eugénie et Roger Louarn ont tous, à leur manière, diffusé l'idéologie du PPF – dès 1936 pour Mathieu – et milité en faveur du parti et de l'Allemagne nazie sous l'Occupation. Lors d'un interrogatoire, le père de famille Mathieu Louarn affirme avoir été sommé par son frère de ne pas retourner à Châteauneuf-du-Faou sous peine de subir des représailles de la part de la Résistance⁷⁶¹. Par conséquent, le couple et leur fils quittent la ville pour celle de Landerneau grâce à la complicité d'un capitaine de la douane allemande contacté par Eugénie Louarn. La famille tente ensuite de disparaître en s'installant dans la région de Cherbourg.

Enfin, l'attitude de Pierre Le Pensec semble dépasser les réactions des membres du PPF analysées jusqu'alors. En effet, celui-ci adhère d'abord à de très nombreux groupements collaborationnistes à Douarnenez et s'engage également auprès des services allemands. Désavoué par plusieurs groupements desquels il faisait partie – le Comité d'Action Antibolchevique (CAA) révoque notamment son adhésion en mai 1943⁷⁶² – et faisant l'objet

⁷⁵⁹ ADIV, 215W22, Dossier couple Cosset, Rapport de police de Quimper, 8 février 1945.

⁷⁶⁰ *Ibid.*, Extrait des minutes de la Chambre de Mises en Accusation de la Cour d'Appel de Rennes, siégeant comme Tribunal de Cassation des Cours de Justice, 23 septembre 1945.

⁷⁶¹ ADIV, 215W17, Dossier Mathieu Louarn, Procès-verbal d'audition de Mathieu Louarn, 29 janvier 1945.

⁷⁶² Cette révocation n'est pas précisée dans la lettre. ADIV, 215W168, Dossier Pierre Le Pensec, Lettre du CAA signée de son directeur Paul Chack, 15 mai 1943.

de menaces de mort⁷⁶³, il part comme travailleur volontaire en Allemagne au mois de mars 1944⁷⁶⁴. A la frontière française, il recrute même pour le compte de la Milice et de la Waffen-SS.

Finalement, face à l'évolution idéologique et militaire du PPF, de nombreux membres décident de rompre leurs liens avec l'organisation doriote. Toutefois, la nature de ces défections varie en fonction des profils, des degrés de radicalisation et d'engagement au sein du parti. Ainsi, certains membres font le choix de démissionner ou de couper toutes relations avec le parti dès le début de l'année 1943, n'étant plus en adéquation avec la logique politique et idéologique du parti et surtout avec le rapprochement de ce dernier avec les services allemands. D'autres, qui ont soutenu le parti de Jacques Doriot jusqu'à l'été 1944, fuient le département avec l'aide des Allemands, par peur des menaces exprimées par la Résistance ou plus largement par peur de l'avenir des collaborateurs après la défaite allemande annoncée par la réussite du débarquement allié. La stratégie de fuite mise en place diffère cependant selon les membres du parti. D'aucuns suivent les Allemands jusque chez eux tandis que le reste tente de se faire discrets dans d'autres régions françaises. Très peu parviennent à passer entre les gouttes des arrêtés d'internement et des recherches policières. Toutefois, les quelques mois de sursis accumulés au cours de la fuite, en retardant les jugements en Cour de Justice et Chambre Civique, peuvent permettre d'alléger la peine infligée par rapport aux procès de la fin de l'année 1944 et de ceux du début de l'année 1945.

⁷⁶³ Un rapport de police précise : « Il ne se passe de jour sans que Le Pensec au cours de ses tournées dans les cafés ne soit menacé, même de mort ». ADIV, 215W168, Dossier Pierre Le Pensec, Rapport de police de Douarnenez, 7 juin 1943.

⁷⁶⁴ *Ibid.*, Réquisitoire définitif de la Cour de Justice du Finistère.

C. L'aide aux Français au détriment des Allemands

Sans toutefois quitter le PPF, certains membres font un choix qui semble s'opposer à l'idéologie prônée par Jacques Doriot, celle de se rendre actif dans l'aide aux Allemands afin de réserver une place de choix au parti au sein de l'Europe nouvelle que mettra en place l'Allemagne nazie après sa victoire. En effet, plusieurs individus choisissent d'aider des Français, bien souvent au détriment des Allemands. Sept cas d'aide apportée aux Français contre les services allemands sont ainsi identifiés. Ces aides se déroulent cependant selon des circonstances différentes qui méritent d'être développées.

1. *Les circonstances*

D'une part, il peut s'agir d'une organisation autour de réseaux locaux, orchestrée par des employés municipaux ou de préfecture, comme c'est le cas à Douarnenez. Effectivement, le maire de Douarnenez, Eugène Carn, ainsi que deux employés municipaux, Roger Bord et Alain Sevellec, ont rendu de nombreux services aux habitants grâce à leurs positions avantageuses. Ces trois membres du parti occupent en effet des postes qui leur permettent d'aider efficacement ceux qui en font la demande : Eugène Carn est le maire de la ville, Roger Bord est le chef du service du ravitaillement tandis qu'Alain Sevellec est le chef du bureau de la mairie.

D'autre part, ces cas d'aide aux Français contre les objectifs allemands sont le fait d'acteurs isolés. C'est notamment le cas d'Emile Quémeneur à Landerneau et Joseph Tanguy à Quimper. Deux autres situations particulières retiennent l'attention. Jean-René Hascouët était bel et bien membre du PPF mais également agent infiltré pour les services de police. Il a, en cette double qualité, aidé de nombreux Français, notamment grâce à sa carte de la LVF qui le rendait relativement puissant auprès des autorités allemandes. Enfin, Louis Archeray, membre ultra radical du PPF qui a fait partie du Groupe d'Action tente sûrement de se racheter lors de la Libération. Il s'engage dans les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) à Tours à la fin de l'année 1944 et participe à la libération de la poche de Saint-Nazaire.

2. La nature de l'aide apportée

Il est à noter que les aides aux Français fournies par le réseau local douarneniste interviennent à partir de la fin de l'année 1943 et s'étendent jusqu'en 1944. Il ne s'agit donc pas d'actions réalisées sur l'ensemble de la période d'Occupation du Finistère, à l'exception de l'action de Carn. Quelle a été la nature de ces aides à Douarnenez ?

Confirmées par plusieurs témoignages, les actions d'Eugène Carn en faveur de Français sont nombreuses⁷⁶⁵. Dès sa prise de fonction de maire en 1940, il fait libérer des prisonniers. Par la suite, il empêche, souvent avec le concours de Sevellec et Bord, de nombreuses arrestations d'individus dénoncés par des lettres anonymes ou figurant sur des listes de militants communistes ou gaullistes. Il plaide également en faveur de jeunes gens accusés d'avoir déchiré et piétiné un portrait d'Hitler, et d'un groupe de marins accusés d'avoir chanté *L'Internationale*. Tous sont acquittés ou reçoivent de légères peines d'emprisonnement. Eugène Carn déclare notamment avoir été en contact avec les services de renseignements allemands pour faire annuler des arrestations et non pour leurs fournir des informations⁷⁶⁶. De même, il affirme avoir été au courant de départs pour l'Angleterre et de mouvements de Résistance sans jamais en avoir parlé aux Allemands. Il conclut : « Si j'ai essayé de capter la confiance des Allemands c'est pour mieux servir les intérêts de mes compatriotes⁷⁶⁷ ». Une thèse du bouclier bien connue mais qui semble ici pouvoir être vérifiée par de nombreux témoignages.

Quant à eux, Roger Bord et Alain Sevellec fournissent des aides avant tout matérielles aux habitants de Douarnenez à partir du début de l'année 1944. Roger Bord continue, par exemple, de délivrer des titres de ravitaillement de nourriture et de textile à plusieurs réfractaires du STO et à plusieurs individus recherchés par les services allemands⁷⁶⁸. Alain Sevellec établit, lui, de fausses pièces d'identité aux résistants et réfractaires du STO, et falsifie leur carte de travail⁷⁶⁹. Il effectue également des démarches auprès de la Feldkommandantur pour soustraire certains individus à la déportation⁷⁷⁰.

⁷⁶⁵ ADIV, 215W51, Dossier Eugène Carn.

⁷⁶⁶ *Ibid.*, Audition d'Eugène Carn, 13 février 1945.

⁷⁶⁷ *Ibid.*

⁷⁶⁸ ADIV, 215W30, Dossier Roger Bord.

⁷⁶⁹ ADIV, 215W30, Dossier Alain Sevellec, Rapport de police de Douarnenez, janvier 1945.

⁷⁷⁰ Plusieurs témoignages d'habitants de Douarnenez mettent en exergue les services rendus par Alain Sevellec.

Il ne faut pas perdre de vue que ces actions favorables aux Français ont lieu majoritairement en 1944, alors même que la situation militaire de l'Allemagne devient délicate. Le caractère organisé de telles aides au sein des services de la mairie de Douarnenez reste ici à souligner.

Des actions plus isolées existent cependant. Entrepreneur de travaux publics à Landerneau, Emile Quémeneur est considéré comme un collaborateur notoire et accusé d'effectuer des travaux pour le compte des Allemands en priorité. Il rend toutefois plusieurs services aux habitants. Ainsi, il fournit des faux-papiers d'identité et un faux certificat de travail à Ernest Abgrall, alors poursuivi par les Allemands et dans l'incapacité de retourner à Landerneau⁷⁷¹. En outre, il délivre un faux certificat de travail à un ouvrier de l'arsenal, réfractaire du STO et évadé d'Allemagne⁷⁷². Il est à noter que ces aides ne sont peut-être pas désintéressées : Emile Quémeneur est le dirigeant du club de football « La Landernéenne » et les deux individus aidés par ce dernier sont d'anciens joueurs du club qu'il souhaite en fait voir revenir.

Joseph Tanguy, quant à lui, bénéficie d'un *Ausweis* de la LVF qui lui permet de « mener à bien l'œuvre anti-allemande qu'il accomplissait à la Feldkommandantur, à la barbe des Allemands⁷⁷³ ». Le bateau de Joseph Tanguy est également utilisé pour transporter des Français en Angleterre au cours du mois d'octobre 1943. Il est cependant impossible de préciser si l'intéressé était au courant de cette utilisation ou si elle intervenait à son insu.

La situation de Jean-René Hascouët est particulière. Membre de la LVF et du PPF à Douarnenez, il ne se rend coupable d'aucune action antifrançaise et n'a pour mission que de rapporter des renseignements sur ces deux organisations – noms des adhérents, des sympathisants, des participants aux réunions – au commissaire de police⁷⁷⁴. Ainsi, sa carte de la LVF le rend puissant auprès des Allemands et lui permet d'éviter à de nombreux résistants d'être arrêtés, torturés, déportés. Hascouët participe également aux combats pour la libération de Douarnenez au début du mois d'août 1944.

Enfin, Louis Archeray, secrétaire du parti après la mort d'Arghiropol, et membre du Groupe d'Action du PPF dans le Finistère peut également être crédité d'une aide aux Français. En effet, après la disparition de l'unité combattante formée à Paris et missionnée dans le Finistère à Brest

⁷⁷¹ ADIV, 215W212, Dossier Emile Quémeneur, Audition d'Ernest Abgrall, 2 août 1945.

⁷⁷² *Ibid.*, Audition de Jean Roudaut, 2 août 1945.

⁷⁷³ ADF, 1265W20, Dossier Joseph Tanguy, Rapport des RG de Quimper, 13 novembre 1944.

⁷⁷⁴ ADF, 31W330, Dossier Jean-René Hascouët, Rapport de police de Douarnenez, 24 octobre 1944.

puis Quimper, Archeray fuit la région en novembre 1944 et se réfugie à Tours⁷⁷⁵. Là, il s'engage dans les FFI et affirme participer à la libération de Saint-Nazaire⁷⁷⁶ de novembre 1944 à juin 1945⁷⁷⁷. Il est finalement arrêté en Dordogne au début de l'année 1946⁷⁷⁸. Alors que les premiers jugements d'épuration livrent leurs premiers verdicts, ce retournement idéologique tardif et quelque peu désespéré serait-il mû par l'opportunisme ?

3. *Les conséquences de ces « bonnes actions » dans les jugements d'épuration*

L'aide apportée à des Français contre les objectifs allemands a-t-elle joué un rôle bénéfique d'adoucissant des peines d'épuration ? Les sept cas étudiés laissent apparaître une réponse affirmative. En effet, Jean-René Hascouët est naturellement libéré, lui dont l'engagement collaborationniste servait en réalité les intérêts de la police. Roger Bord et Alain Sevellec sont acquittés – en Chambre Civique pour le premier et en Cour de Justice puis en Chambre Civique pour le second – notamment pour bonnes actions. Roger Bord est simplement interdit de séjourner à Douarnenez. Joseph Tanguy est également acquitté en Chambre Civique et immédiatement libéré d'internement. Eugène Carn, qui a pourtant embrassé de nombreuses causes collaborationnistes est acquitté en Cour de Justice, les charges étant jugées insuffisantes. Il est finalement condamné par la Chambre Civique du Finistère à une peine d'indignité nationale et à la confiscation de la moitié de ses biens. Enfin, Louis Archeray se voit attribuer une peine de 5 ans de travaux forcés mais est dispensé d'interdiction de séjour par la Cour de Justice de Rennes. Les informations sur la procédure d'épuration visant Emile Quémeneur ne sont pas connues.

Les verdicts rendus par les tribunaux spéciaux d'épuration paraissent ici assez cléments. Tous les individus ayant aidé des Français sont acquittés ou condamnés à des peines légères. A titre de comparaison de la seule condamnation à une peine de travaux forcés de Louis Archeray, Henri Salesses, lui aussi membre du GAJS du Finistère est condamné aux travaux forcés à perpétuité en novembre 1944. Pourtant jugé en juin 1945, Mathieu Louarn, également membre du GAJS, est condamné à 20 ans de travaux forcés et 15 ans d'interdiction de séjour en juin 1945.

⁷⁷⁵ ADIV, 215W180, Dossier Louis Archeray, Réquisitoire définitif de la Cour de Justice, 3 mars 1946.

⁷⁷⁶ Cette affirmation n'a pu être ni confirmée ni infirmée.

⁷⁷⁷ ADIV, 215W180, Dossier Louis Archeray, Interrogatoire de Louis Archeray, 4 mars 1946.

⁷⁷⁸ *Ibid.*, Procès-verbal d'arrestation, 18 février 1946.

Ces observations ne résultent pas d'une volonté de dédiaboliser l'engagement collaborationniste au sein du PPF. Cependant, les nuances d'adhésion et d'attitudes sont importantes et se doivent d'être soulignées. Si ces exemples mettent en lumière un changement de comportement à la fin de l'Occupation, la majorité des membres du parti de Jacques Doriot se radicalise, en revanche, contre les Finistériens.

D. La radicalisation contre les Français

Progressivement, le Parti Populaire Français et ses membres se radicalisent. Cette radicalisation croissante suit plusieurs phases dont certaines ont été déjà évoquées – notamment l'idéologie et le rapprochement avec les services allemands. La volonté doriotiste de se rendre utile auprès de l'occupant allemand conduit la frange la plus radicale de son parti vers des actions anti-Français, qui seront définies comme « antinationales » lors des procédures d'épuration. Sur les 77 membres étudiés, 27 sont identifiés comme ayant agi contre des Français dans le Finistère. Quelles formes prennent les attitudes antinationales des partisans du PPF ?

1. *La nature des actions antinationales des membres du PPF*

D'abord, l'idéologie proallemande diffusée par le parti de Jacques Doriot et partagée par une partie de ses membres, couplée à la pression de l'occupation, peut conduire certains individus à privilégier les clients allemands dans le cadre de leur profession. Emile Quémeneur par exemple, entrepreneur de travaux publics à Landerneau, est accusé par certains habitants d'avoir effectué des travaux pour le compte des Allemands⁷⁷⁹. L'intéressé se défend et affirme avoir été réquisitionné⁷⁸⁰. D'autres cas sont moins sujets à débats. En effet, Henri Ruault, marchand forain à Douarnenez et chef local du PPF, privilégie de manière assez grossière les clients allemands. Ainsi, il ne vend certains articles qu'aux Allemands. L'attitude de sa famille – sa femme et sa fille travaillent également comme marchandes foraines – est généralement critiquée : la recherche d'une clientèle allemande n'est pas uniquement guidée par des intérêts commerciaux mais aussi par des visées politiques et idéologiques⁷⁸¹. La famille Ruault est ainsi bien connue dans la ville de Douarnenez pour livrer fréquemment aux Allemands, mais également pour les inviter chez eux et être invités par eux. Enfin, Jean Tixier, chef de service du chauffage dans une entreprise brestoise est connu pour fournir son meilleur matériel aux Allemands⁷⁸². Dans un autre registre, la famille Louarn est accusée de se livrer au marché noir à grande échelle⁷⁸³. Toutefois, privilégier les Allemands est-il un choix idéologique fort ? En effet, la pression exercée par l'occupant est forte et des intérêts commerciaux non négligeables

⁷⁷⁹ ADIV, 215W212, Dossier Emile Quémeneur, Audition d'André Berthou, 10 juillet 1945.

⁷⁸⁰ *Ibid.*, Audition d'Emile Quémeneur, 27 juillet 1945.

⁷⁸¹ ADIV, 215W52, Dossier Henri Ruault, Rapport de police de Douarnenez, 25 mars 1945.

⁷⁸² ADIV, 215W124, Dossier Jean Tixier, Rapport de police de Brest, 7 juillet 1945.

⁷⁸³ ADIV, 215W17, Dossier Mathieu Louarn, Audition de Marie Berrou, janvier 1945.

rentrent en considération⁷⁸⁴. Pour autant, parmi ces exemples, celui de la famille Ruault semble nier ce questionnement et mettre en lumière une forte collision d'intérêts commerciaux et idéologiques raffermis par l'adhésion au PPF.

En outre, les adhérents finistériens du Parti Populaire Français se distinguent par leurs dénonciations. En plus des huit membres du GAJS chargés notamment de renseigner le SD, neuf individus sont accusés de dénonciation de Français sous l'Occupation. Il est ainsi possible de dresser un tableau de celles-ci dans le Finistère, sans perdre de vue que les conflits interpersonnels sont légion à la Libération et les accusations de dénonciations sont nombreuses et rarement fondées⁷⁸⁵. Marc Bergère précise ainsi que les dénonciations suivent avant tout une « logique instrumentale à des fins privées » et que l'observation d'une volonté manifeste de favoriser l'ennemi se trouve donc compliquée⁷⁸⁶.

Sans que des dénonciations aient été confirmées, la famille Surville recevait les Allemands tous les jours jusque tard dans la nuit. Le couple était ainsi connu dans leur commune de Locmaria et craint de tous⁷⁸⁷. Certaines situations sont toutefois plus lisibles. Cela semble être le cas concernant certaines actions d'Henri Truchot. Influencé par son nouveau beau-père Gabriel Cosset, Henri Truchot adhère au MSR et au PPF à Quimper et fréquente de jeunes collaborateurs⁷⁸⁸. D'abord, une rumeur circule sur la dénonciation par Truchot d'une distribution de tracts gaullistes⁷⁸⁹. Mais surtout, il est accusé par le fils Le Page de l'avoir dénoncé et entraîné son arrestation puis sa mort en maison d'arrêt⁷⁹⁰. Mais le dénonciateur principal membre du PPF est Pierre Le Pensec. Adhérent de tous les groupements collaborationnistes, ce dernier est méprisé et craint par la population de Douarnenez. Il se vante de sa proximité avec les services allemands ainsi que de certaines arrestations et

⁷⁸⁴ En étudiant la collaboration économique, Philippe Collin et Philippe Raoul ont notamment mis en évidence l'importance des intérêts économiques au sein de la collaboration dans le Finistère. P. Collin et P. Raoul, *L'épuration dans le Finistère, op. cit.*, p. 158-161.

⁷⁸⁵ Marie-Françoise Gourves est, par exemple, accusée d'avoir dénoncé un Français sans que cette affirmation ne soit vérifiable. ADF, 31W358-1, Dossier Marie-Françoise Gourves, Avis de la Commission de Vérification des Internements Administratifs, 20 novembre 1945.

⁷⁸⁶ Marc Bergère, « Juger la “délation” à la Libération », dans Laurent Joly (dir), *La délétion dans la France des années noires*, Paris, Perrin, 2012, p. 293.

⁷⁸⁷ ADIV, 215W131, Dossier Marthe Surville, Rapport de police de Quimper, 21 décembre 1944.

⁷⁸⁸ ADIV, 215W105, Dossier Henri Truchot, Rapport de police de Quimper, 29 décembre 1944.

⁷⁸⁹ *Ibid.*, Audition du supérieur d'Henri Truchot, 27 avril 1945.

⁷⁹⁰ Le fils Le Page est en effet arrêté et incarcéré. Il explique à sa mère avoir été dénoncé par un groupe d'individus au sein duquel figurait Henri Truchot. ADIV, 215W22, Dossier couple Cosset, Audition de Jeanne Le Page, 14 février 1945.

dénonciations⁷⁹¹. Plusieurs témoignages l'accusent ainsi d'avoir dénoncé des Français aux services de renseignement allemands.

Il est à préciser que la dénonciation a beau être perçue aujourd'hui comme un acte de collaboration par excellence, elle ne fait pas l'objet d'une « incrimination évidente » à la Libération⁷⁹².

L'engagement ultime, hors GAJS, réside finalement dans celui en faveur du SD ou d'autres services allemands. Plusieurs membres du PPF étudiés font partie intégrante des services de renseignement allemands. Par exemple, Lucienne Le Duff travaille consécutivement pour plusieurs organismes allemands. D'abord employée de la LVF à la demande du lieutenant Denis, elle est ensuite engagée par le service du ravitaillement allemand puis par la base sous-marine de Brest⁷⁹³. Cette trajectoire professionnelle et idéologique n'est toutefois pas la plus radicale dans la mesure où elle ne porte pas directement atteinte aux Français. Ce constat n'est pas valable pour tous les membres du PPF finistérien. Certains jeunes individus se rêvent ainsi en agents au service de l'Allemagne. L'usurpation de fonction de Bernard Massotte et Joseph Bonis a déjà été développée mais peut être rappelée ici. Ces deux membres des JPF à Quimper tentent ainsi d'extorquer de l'argent à des habitants et les menacent de réagir en tant qu'agents de la police allemande⁷⁹⁴. Il est à noter que Bernard Massotte s'engage finalement dans le Service Social des Chantiers Todt, formation de police auxiliaire allemande. Joseph Bonis, quant à lui, mène de nombreuses arrestations et d'interrogatoires pour le compte des Allemands, notamment après la mort de Massotte qu'il cherche activement à venger⁷⁹⁵. De la même manière, Léopold Fillang travaille pour le SD et participe à plusieurs missions au nom des Allemands. Il est ainsi chargé d'enquêter sur l'assassinat d'Arghiropol à Brest et, dans cette optique, de rechercher des résistants⁷⁹⁶. Fillang participe à des arrestations et assiste à des interrogatoires à Brest en tant que membre de la police allemande⁷⁹⁷. En outre, il s'introduit chez un habitant juif et lui réclame la somme de vingt-cinq mille francs pour ne pas le dénoncer⁷⁹⁸. Enfin, Pierre Le Pensec, toujours lui, fait fructifier ses relations avec les

⁷⁹¹ ADIV, 215W168, Dossier Pierre Le Pensec, Réquisitoire définitif de la Cour de Justice de Rennes.

⁷⁹² Marc Bergère, « Juger la “délation” à la Libération », *art. cit.*, p. 289.

⁷⁹³ ADIV, 215W55, Dossier Lucienne Le Duff, Rapport de police de Quimper, 13 avril 1945.

⁷⁹⁴ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 4 décembre 1943.

⁷⁹⁵ ADIV, 215W134, Dossier Joseph Bonis, Rapport de police de Quimper, 10 février 1945.

⁷⁹⁶ ADIV, 213W80, Dossier Léopold Fillang, Rapport du commissaire de police de Brest, 24 février 1945.

⁷⁹⁷ *Ibid.*, Audition de l'inspecteur de police spéciale Marcel Huet, 5 juin 1945.

⁷⁹⁸ *Ibid.*, Audition de Joseph Grimberg, 5 septembre 1946.

Allemands. Il devient ainsi l'indicateur de l'officier chef de la Propaganda-Staffel à Quimper Brüning⁷⁹⁹. Il se vante d'ailleurs de ses nombreuses attaches avec la Sûreté allemande⁸⁰⁰. Il dépasse même parfois le cadre de ses fonctions d'agent de police allemande. Alors qu'il a lancé une accusation de possession d'un poste de TSF à l'encontre d'un habitant de Douarnenez, Pierre Le Pensec se rend au commissariat pour lancer une opération. Seulement, le commissaire de police souhaite attendre l'avis de ses supérieurs et des autorités allemandes avant de donner son assentiment⁸⁰¹. Le Pensec décide alors de quitter le commissariat afin d'aller saisir lui-même le poste de TSF⁸⁰².

L'ensemble de ces exemples met ainsi en lumière la collusion, certes déjà observée, entre le PPF et les services de police allemands. Les quelques cas d'aides apportées à des Français semblent ici peu de choses face aux exactions commises par une plus grande frange du parti. Les membres du parti de Jacques Doriot se sont distingués dans le département finistérien en tant que dénonciateurs et agents du SD. Toutefois, l'engagement collaborationniste et proallemand le plus extrême et radical reste cependant celui des membres du Groupe d'Action pour la Justice Sociale du PPF dans le Finistère.

2. *Le GAJS du Finistère*

Comme l'expliquent Pierre-Philippe Lambert et Gérard Le Marec : « En 1943, des Groupes d'Action sont créés pour renseigner Albert Beugras sur les ennemis du parti. Ils devaient assurer la protection des familles des adhérents et des légionnaires combattant à l'Est⁸⁰³ ». Ces Groupes d'Action sont formés par des instructeurs du parti dans une caserne parisienne fournie par les Allemands. Cependant, ces groupements militaires échappent souvent au contrôle de la direction du PPF. Ainsi, nombreux sont les GAJS à se mettre au service de la police allemande et à « [participer] à des opérations de représailles contre la Résistance, sous le prétexte de pourchasser et de réprimer les réfractaires au STO⁸⁰⁴ ».

Un Groupe d'Action se constitue dans le Finistère au début de l'année 1944. L'identité de ce groupe n'est pas connue dans son intégralité mais y figuraient assurément : Louis Archeray,

⁷⁹⁹ ADIV, 215W168, Dossier Pierre Le Pensec, Réquisitoire définitif de la Cour de Justice de Rennes.

⁸⁰⁰ *Ibid.*, Rapport de police de Douarnenez, 7 juin 1943.

⁸⁰¹ Il est à noter que le chef de la Propaganda-Staffel lui intime lui-même d'attendre le lendemain pour agir.

⁸⁰² ADIV, 215W168, Enquête de police de Douarnenez, 26 février 1943.

⁸⁰³ P.-P. Lambert et G. Le Marec, *Partis et mouvements de la collaboration*, *op. cit.*, p. 23.

⁸⁰⁴ *Ibid.*, p. 24.

René Eppe, Antoine Gironde, Mathieu et Roger Louarn, François Marrec, Georges Poirion et Henri Salesses. Selon ce dernier, René Brégevin, Daniel Thoman et Clément Bourguignon faisaient également partie du GAJS du Finistère⁸⁰⁵. Le Groupe d'Action du PPF suit une instruction militaire à Paris pendant 8 jours : ses membres reçoivent une arme ainsi qu'un *Ausweis* et se voient affecter des missions de surveillance par et pour les Allemands⁸⁰⁶. La participation à l'entièreté de ce stage militaire est débattue : Mathieu Louarn explique ainsi avoir quitté le rassemblement parisien au bout de la première journée avec son fils et René Eppe, déçus de la présentation⁸⁰⁷. Placé sous la direction de Georges Poirion, le groupe est au service du Bureau de Placement Allemand (BPA) et de la Feldgendarmerie⁸⁰⁸.

Quelles sont les missions confiées au Groupe d'Action du PPF lors de leur retour dans le Finistère en mai 1944 ? Les objectifs du groupe sont les suivants : trouver des volontaires pour le STO et pour la LVF, rechercher des stocks de la Résistance, signaler la présence de maquis et enfin faire la propagande du parti et de l'Allemagne. Selon les différents dossiers étudiés, dans un premier temps, plusieurs missions isolées sont à mettre à l'actif de quelques membres. Par exemple, Henri Salesses et Clément Bourguignon préviennent les Allemands de la découverte d'un dépôt d'armes de la Résistance puis celui-ci reçoit la mission de trouver un local pour le Groupe d'Action dans la ville de Quimper⁸⁰⁹. De la même manière, Georges Poirion est accusé d'avoir dénoncé aux Allemands des voitures camouflées par la Résistance⁸¹⁰. En juin 1944, les membres du GAJS sont finalement envoyés au lycée Quimper où ils sont chargés d'obtenir des renseignements. Dès leur arrivée à Quimper, les membres du groupe se font remarquer en dénonçant des individus pour gaullisme⁸¹¹.

Au mois de juillet 1944, la femme d'Antoine Gironde est enlevée par des résistants à Châteaulin. Ce dernier prend alors la direction du groupe et enquête avec Archeray, Brégevin et Marrec. Pris à parti par des membres de la Résistance, Gironde est arrêté et parvient à s'enfuir uniquement après avoir abattu l'homme qui le maintenait prisonnier, avant de prévenir les Allemands de rechercher les patriotes qui ont pris la fuite – deux individus sont arrêtés dont un est finalement abattu⁸¹². Brégevin et Marrec s'enfuient et ne sont plus revus par la suite. Selon

⁸⁰⁵ ADIV, 215W6, Dossier Henri Salesses, Rapport de police de Quimper, 7 novembre 1944.

⁸⁰⁶ ADIV, 215W180, Dossier Louis Archeray, Réquisitoire définitif de la Cour de Justice, 3 mars 1946.

⁸⁰⁷ ADIV, 213W82, Dossier Georges Poirion, Déposition de Mathieu Louarn, 7 juillet 1945.

⁸⁰⁸ ADF, 31W325, Dossier Henri Salesses, Rapport des RG de Quimper au président de la Commission d'Épuration, 31 octobre 1944.

⁸⁰⁹ ADIV, 215W6, Dossier Henri Salesses, Interrogatoire d'Henri Salesses, 8 novembre 1944.

⁸¹⁰ ADIV, 213W82, Dossier Georges Poirion, Réquisitoire définitif de la Cour de Justice, 13 décembre 1946.

⁸¹¹ ADIV, 215W17, Dossier Mathieu Louarn, Instruction de la Cour de Justice du Finistère, 23 mai 1945.

⁸¹² ADIV, 215W7, Dossier Antoine Gironde, Rapport de gendarmerie, 23 septembre 1944.

Mathieu Louarn, le reste du groupe végète et implose finalement au cours du mois de juillet 1944, le contrat de ses membres étant résilié⁸¹³. De la même manière, Louis Archeray explique avoir présenté sa démission du GAJS à la fin du mois de juillet 1944 avec Georges Poirion⁸¹⁴. Chaque membre du Groupe d'Action évolue ensuite de son côté, prenant la fuite aux côtés des Allemands face à l'arrivée prochaine des Alliés.

Finalement, l'existence du GAJS du PPF dans le Finistère est de courte durée et sans réelle orientation militaire ou politique. En effet, il est formé en mai 1944 et disparaît de lui-même – faute de missions, d'engagement de ses membres et face à la précipitation du départ des Allemands devant la progression des Alliés – dès juillet 1944. Le Groupe d'Action remplit tout de même quelques missions secondaires de dénonciations mais, formé trop tardivement, il n'est pas utilisé comme il aurait pu l'être quelques mois auparavant. Aux dires d'Henri Salesses, la courte période d'existence du GAJS se conclut toutefois par l'assassinat de trois ses membres⁸¹⁵. La participation au Groupe d'Action est, par ailleurs, retenue comme charge majeure lors des procès d'épuration : les six dossiers étudiés passés en procédures sont tous condamnés *a minima* à des peines de travaux forcés tandis qu'Antoine Gironde est lui condamné à mort pour avoir abattu un résistant.

Les membres du PPF font donc état d'une radicalisation idéologique engendrée par l'évolution même du parti et de sa propagande – comme cela a été précédemment démontré –, mais cette dernière se double d'actions en faveur de l'Allemagne nazie qui peuvent porter préjudice aux habitants du Finistère. Les attitudes antinationales sont nombreuses, de natures différentes et sont d'ailleurs retenues contre leurs auteurs à la Libération – bien qu'il soit très souvent délicat de prouver l'existence de dénonciations ou de relations particulières avec les Allemands. Si ces actions antinationales sont défavorables, elles n'engendrent toutefois que rarement la mort des victimes. Elle est donnée une seule fois directement par un membre du PPF, tandis que les cas de morts consécutives à des dénonciations ou des arrestations sont, eux, plus courants.

⁸¹³ ADIV, 213W82, Dossier Georges Poirion, Déposition de Mathieu Louarn, 7 juillet 1945.

⁸¹⁴ ADIV, 215W180, Dossier Louis Archeray, Interrogatoire de Louis Archeray, 15 mars 1946.

⁸¹⁵ ADIV, 215W6, Dossier Henri Salesses, Déposition d'Henri Salesses, 2 novembre 1944.

Conclusion du chapitre 8 :

Si toute la population finistérienne est amenée à faire des choix personnels au cours de la période d'Occupation, ceux des collaborateurs et des résistants relèvent d'actes très engagés. Après leur adhésion – plus ou moins influencée par plusieurs paramètres et notamment l'entourage proche – les partisans du Parti Populaire Français suivent des évolutions très variées. Une certaine frange du parti présente ainsi une démission relativement précoce en 1942 ou 1943, au vu de l'éloignement de l'idéologie doriote avec ses idéaux. D'autres démissionnent tardivement, jusqu'à l'été 1944, après s'être davantage compromis auprès des Allemands et au sein de groupements spéciaux du parti. Ces démissions de dernière minute sont enregistrées dans des circonstances désespérées, devant les nombreuses défaites allemandes et surtout la réussite du débarquement allié en Normandie. Elles s'articulent autour de fuites simultanées, parfois aux côtés des Allemands qui se replient vers Paris puis l'est de la France. Il est à constater que les membres du PPF se rendent davantage coupables d'actes antinationaux par rapport aux exemples d'aide apportée aux Finistériens et à ceux de démissions précoces. Toutefois, les radicalisations de membres du parti sont plus visibles dans les rapports de préfecture, de police ou de gendarmerie et peuvent ainsi polariser l'attention – ce constat ne doit toutefois pas participer à nier leur prépondérance.

Ces marques de radicalisation sont nettement retenues comme charges suffisantes lors des jugements d'épuration. En revanche, les actions favorables aux Français adoucissent les verdicts des Cours de Justice et des Chambres Civiques. Certains membres du PPF sont toutefois concernés par une épuration qui dépasse le cadre juridique – que certains nomment « épuration sauvage » – et sont pris à partie par des membres de la Résistance ou des habitants hostiles à la collaboration.

Chapitre 9 : Le PPF face à l'Épuration

A. L'épuration extrajudiciaire

Comme le met en lumière Christian Bougeard, l'épuration extrajudiciaire frappe la Bretagne de 1943 à 1945⁸¹⁶. Elle désigne un processus de brutalisation qui précède la Libération de la fin de l'été 1944 et s'étend jusqu'en 1945 et qui touche certains membres du Parti Populaire Français. L'épuration extrajudiciaire prend la forme d'exécutions sommaires orchestrées par des réseaux isolés ou des individus isolés mais également de violences physiques et psychologiques telles que des tortures.

Comme le soulignent François Rouquet et Fabrice Virgili, l'Épuration est d'abord un phénomène local et les relations de voisinages sont fondamentales dans la désignation collective de collaborateurs, phénomène que les auteurs nomment « épuration de proximité⁸¹⁷ ». Dans le Finistère, l'épuration assez violente des premiers mois l'année 1944 intervient en réaction à l'augmentation de la répression allemande et collaborationniste contre la Résistance⁸¹⁸. Dans ce département, Marcel Baudot dénombre 113 exécutions sommaires et souligne que les condamnations à mort sont peu nombreuses, à l'inverse des peines de dégradation nationale, infligées à 3 165 individus⁸¹⁹.

1. *Les exécutions*

Dès la fin de l'année 1943, les partisans du PPF sont l'objet d'attaques violentes de la Résistance, qui bénéficie notamment de l'unanimité de la population hostile à toute forme de collaboration avec les Allemands⁸²⁰. Comme le met en lumière l'historien Peter Novick, la violence est rare mais réelle à la Libération en Bretagne. Elle s'exerce surtout sur les soldats allemands et les collaborateurs notoires⁸²¹. L'épuration armée suit plusieurs logiques : volonté de vengeance de la Résistance et de la population en générale, fonction de catharsis du traumatisme de l'Occupation, réappropriation du territoire et réintégration de la nation par la population⁸²².

⁸¹⁶ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne, op. cit.*, p. 250.

⁸¹⁷ F. Rouquet et F. Virgili, *Les Françaises, les Français et l'Épuration, op. cit.*, p. 106.

⁸¹⁸ G.-M. Thomas et A. Le Grand, *Le Finistère dans la guerre, tome 2, op. cit.*, p. 515.

⁸¹⁹ M. Baudot, *Libération de la Bretagne, op. cit.*, p. 207.

⁸²⁰ *Ibid.*, p. 27-42.

⁸²¹ P. Novick, *L'épuration française, 1944-1949, op. cit.*, p. 122

⁸²² F. Rouquet et F. Virgili, *Les Françaises, les Français et l'Épuration, op. cit.*, p. 115.

Ainsi, Roman Arghropol d'Argyr, secrétaire corporatif fédéral du parti, chef de la section brestoise et surtout à l'origine du dynamisme du parti dans le nord-Finistère, est abattu par deux jeunes résistants qu'il tente d'arrêter dans les rues de Brest le 9 décembre 1943⁸²³. La mort d'Arghropol désorganise non seulement le PPF brestois mais fait également prendre conscience aux autres membres du parti les risques qu'ils encourent. Par ailleurs, ce même jour de décembre 1943, le délégué de la LVF et membre du PPF à Brest, Léopold Fillang, subit une tentative d'assassinat dans les rues de la ville⁸²⁴.

Cependant, Roman Arghropol d'Argyr n'est pas le seul membre du parti doriotiste assassiné par la Résistance avant la Libération. En effet, le trésorier fédéral Henri Le Focalvez est exécuté au début du mois de janvier 1944. Selon un rapport de police, ce dernier s'est attiré la haine de la majeure partie de la population en militant au PPF et, se sachant menacé, a fait part de ses craintes aux autorités allemandes qui lui ont finalement fourni une arme⁸²⁵. Toutefois, si la mort d'Arghropol fragilise le parti et entraîne l'organisation d'obsèques publiques, celle d'Henri Le Focalvez ne « suscite pas d'émotion particulière » dans le département⁸²⁶. En outre, le membre des JPF Bernard Massotte, militant qui se distingue dans la région de Quimper pour son activité politique et de propagande en faveur du parti et des Allemands ainsi que pour son engagement au sein du Service Social des Chantiers Todt, est finalement assassiné le 25 avril 1944⁸²⁷. Enfin, François Marrec, délégué aux questions paysannes du bureau fédéral du PPF, est tué par deux membres de la Résistance à Plonévez-du-Faou au cours du mois de juillet 1944, dans le cadre des recherches de la femme d'Antoine Gironde menées par ce dernier⁸²⁸. En revanche, les affirmations d'Henri Salesses sur les assassinats supposés de Brégevin et Bourguignon n'ont pas pu être vérifiées⁸²⁹.

Selon François Rouquet et Fabrice Virgili, entre 7 000 et 9 000 exécutions sommaires sont comptabilisées en fonction des études menées en France⁸³⁰. D'après Philippe Collin et Philippe Raoul, ces exécutions sommaires s'expliquent notamment du fait d'un processus de Libération

⁸²³ ADF, 1265W10, Dossier Roman Arghropol d'Argyr, Rapport de police de Brest, 10 décembre 1943.

⁸²⁴ ADF, 1265W10, Dossier Léopold Fillang, Rapport de police de Brest, 3 janvier 1944.

⁸²⁵ ADIV, 215W124, Dossier Mauricette Le Focalvez, Rapport de police de Quimper, 12 janvier 1944.

⁸²⁶ ADF, 200W48, Rapport hebdomadaire des RG de Quimper, 15 janvier 1944.

⁸²⁷ ADF, 208J179, Fonds Alain Le Grand.

⁸²⁸ ADIV, 215W131, Dossier François Marrec, Rapport de gendarmerie de Châteauneuf du 23 octobre 1944, cité dans un rapport du chef du 5^e Bureau militaire de Quimper, 9 février 1945.

⁸²⁹ Celui-ci explique que trois de ses compagnons du GAJS ont été assassinés : Marrec, Brégevin et Bourguignon. ADIV, 215W6, Dossier Henri Salesses, Déposition d'Henri Salesses, 2 novembre 1944.

⁸³⁰ F. Rouquet et F. Virgili, *Les Françaises, les Français et l'Épuration*, op. cit., p. 136-137.

long et violent dans le Finistère, instaurant un flou entre les actes de guerre et les actes d'épuration, ainsi que par la présence massive et précoce de maquis⁸³¹. Mais les exécutions ne sont pas les seuls modes d'action de la Résistance pour punir les collaborationnistes. Certains membres du parti sont ainsi tondus ou menacés de mort.

2. *Les tontes*

Selon Luc Capdevila, le phénomène de tontes est national. Il renvoie à une double finalité : il s'agit à la fois de punir mais aussi d'exclure de la société. Cet acte remplit également la fonction « d'assoier le nouveau pouvoir, d'impressionner la communauté par une démonstration de force⁸³² ».

Les sœurs Germaine et Anne Auffret, membres du PPF au sein de la section de Brest respectivement âgées de 24 ans et 21 ans en 1944, vivent seules durant la période d'Occupation et mènent une vie « irrégulière » : elles rentrent souvent tard, « parfois accompagnées d'Allemands qui venaient les reconduire⁸³³ ». Cette conduite leur vaut finalement d'être tondues par des FFI à la Libération. L'appartenance au PPF semble ici secondaire, c'est l'attitude des sœurs Auffret vis-à-vis des Allemands qui est avant tout pointée du doigt. Toutefois, leur mère tente de défendre ses filles en expliquant que leur adhésion au PPF est réalisée à leur insu par Louis Archeray⁸³⁴.

Il est aussi à noter que l'épuration extrajudiciaire ne se limite pas à la période 1940-1944 et ne se termine pas, dans cette perspective, à la Libération et lors de la mise en fonctionnement des tribunaux spéciaux d'épuration. Cette précision est ici illustrée par le cas des époux Henri et Joséphine Montagne. Au mois de février 1945, le préfet du Finistère demande de placer le couple en résidence obligatoire à Douarnenez⁸³⁵. Considérés dans cette commune comme des collaborateurs notoires et faisant l'objet d'accusations de dénonciations, le couple est pris à partie dès son retour : une foule d'environ 500 individus enfonce leur porte d'entrée, frappe mari et femme afin de leur faire avouer des dénonciations et les menace de mort. Le couple est finalement tondu et escorté à Saint-Charles par les forces de police⁸³⁶. Cet exemple met donc

⁸³¹ P. Collin et P. Raoul, *L'épuration dans le Finistère, 1944-1946*, op. cit., p. 8.

⁸³² L. Capdevila, *Les Bretons au lendemain de l'Occupation*, op. cit., p. 163.

⁸³³ ADIV, 215W134, Dossier Germaine et Anne Auffret, Rapport de police de Brest, 17 mai 1945.

⁸³⁴ *Ibid.*

⁸³⁵ ADF, 31W325, Dossier Joséphine Montagne, Lettre du préfet du Finistère, 6 février 1945.

⁸³⁶ *Ibid.*, Rapport du Commissaire de police de Douarnenez, 26 février 1945.

en lumière la permanence du ressentiment de la population à l'égard des partisans de la collaboration bien après la Libération. Ce cas d'épuration de voisinage illustre également le mécontentement de l'opinion publique vis-à-vis de l'épuration qu'elle attend plus sévère et rapide⁸³⁷ : dans ce cas précis, ce mécontentement s'affirme face à la libération des époux Montagne par la Commission de Vérification des Internements Administratifs, qui estime que le manque de preuves contre Joséphine Montagne doit uniquement aboutir à un internement de 6 mois⁸³⁸.

Ainsi, le département du Finistère connaît lui aussi au phénomène d'épurations extrajudiciaires à la Libération. Cependant, le mythe d'une guerre civile entre collaborateurs et résistants en Bretagne à la Libération doit être précisé : le climat de la Libération en France s'insère dans le paradigme des « guerres franco-françaises⁸³⁹ », sans toutefois pouvoir parler de guerre civile⁸⁴⁰ : « les guerres franco-françaises exacerbées dans les années 1930, puis sous Vichy, n'ont pas conduit à la guerre civile, du moins en Bretagne⁸⁴¹ ». Les membres du parti de Jacques Doriot n'échappent pas à cette épuration extrajudiciaire : plusieurs responsables locaux, délateurs notoires et agents des services allemands font ainsi l'objet de violences avant et après la Libération du département. Les violences épuratoires conduisent le nouveau gouvernement à encadrer l'épuration de manière urgente : cela aboutit à l'invention d'un dispositif judiciaire caractérisé par de nouveaux tribunaux sur lesquels le pouvoir exécutif prime⁸⁴².

⁸³⁷ L. Capdevila, *Les Bretons au lendemain de l'Occupation*, op. cit., p. 171.

⁸³⁸ ADF, 31W325, Dossier Joséphine Montagne, Arrêté de la préfecture du Finistère rapportant l'internement du couple Montagne et l'astreignant à résidence à Douarnenez, 14 février 1945.

⁸³⁹ Le terme polémique de guerre franco-française est le titre d'un ouvrage de l'ancien chef de cabinet du Maréchal Pétain, Louis-Dominique Girard. L'historien Stanley Hoffmann l'a ensuite promu au rang de notion scientifique dans Stanley Hoffmann, *Essais sur la France*, Paris, Seuil, 1974 ; cité par L. Capdevila, *Les Bretons au lendemain de l'Occupation*, op. cit., p. 43.

⁸⁴⁰ L. Capdevila, *Les Bretons au lendemain de l'Occupation*, op. cit., p. 44.

⁸⁴¹ *Ibid.*, p. 44.

⁸⁴² F. Rouquet et F. Virgili, *Les Françaises, les Français et l'Épuration*, op. cit., p. 149.

B. Accusations et défenses

Au cours de la période d'Occupation, les membres du PPF et ses sympathisants font souvent l'objet d'accusations, particulièrement lors des enquêtes relatives aux procès d'épuration. Au cours de ces enquêtes et procès, certains partisans doriotistes tentent de se défendre et de se justifier.

1. *Les accusations*

Il est à noter que les accusations envers les membres du PPF se divisent en deux catégories. D'une part, et ce de manière naturellement plus formelle, les accusations sont officielles, juridiques. L'accusation juridique détermine aussi, dans une certaine mesure, la peine envisagée par les tribunaux d'épuration. D'autre part, les accusations sont officieuses, c'est-à-dire émises par des habitants, des voisins, des collègues, ainsi que par des commissaires de police ou les Renseignements Généraux dans le cadre d'enquêtes. On reproche notamment aux membres des partis collaborationnistes une « collaboration de conviction » – *i.e.* « l'approbation idéologique de la Révolution Nationale, et l'acceptation d'une alliance étroite avec l'occupant⁸⁴³ » –, ainsi qu'une « collaboration d'adhésion », qui concerne surtout les adhérents actifs et les militants des groupements antinationaux⁸⁴⁴.

Trois accusations officielles sont ainsi recensées dans les dossiers d'épuration étudiés. La première et la plus commune d'entre elles vise les membres du PPF dont l'activité est restée circonscrite à la vie du parti : pas ou peu d'actions de propagande, pas de liens notoires avec les Allemands. Ceux-ci sont accusés d' « avoir directement favorisé et servi les desseins de l'ennemi ». Ces accusations aboutissent à une comparution en Chambre Civique et donc à des peines relativement légères. En revanche, en cas de relations avérées d'un individu avec l'occupant – privilèges commerciaux, relations amicales ou conjugales, délateur au service du SD –, l'accusation d' « Intelligence avec l'ennemi » est établie et peut, selon les circonstances, entraîner la comparution en Cour de Justice. Enfin, l'accusation d' « Atteinte à la sûreté extérieure de la nation » concerne les collaborationnistes ultra, ayant effectué non seulement des missions de propagande et de recrutement mais aussi et surtout s'étant engagés directement aux côtés des Allemands. Cette accusation aboutit presque toujours à l'instruction du dossier

⁸⁴³ Anne Simonin, *Le déshonneur dans la République*, *op. cit.*, p. 545.

⁸⁴⁴ *Ibid.*, p. 554.

en Cour de Justice. Dans de nombreux cas, il est également précisé sur les arrêtés d'internement ainsi que dans les rapports d'enquêtes que les individus accusés sont des membres du PPF. A l'accusation principale est, par exemple, rajouté « en tant que membre du PPF ». En fait, l'appartenance au parti de Jacques Doriot suffit à entrainer des procédures judiciaires et représente la première cause d'internement administratif.

Mais les membres du Parti Populaire Français sont également accusés de différentes manières par la population locale. Toutes les enquêtes d'épuration impliquent la recension de témoignages sur les individus accusés. Les charges contre les membres du parti doriotiste s'établissent selon trois niveaux principaux. D'abord, le fait d'appartenir au PPF et de diffuser son idéologie caractérise ces partisans comme « membre du PPF » ou « collaborateur notoire », termes récurrents des dossiers d'épuration étudiés. Il s'agit ici du premier niveau d'accusation. L'accusation de « délateur » ou de « dénonciateur » correspond à un second type. Elle entraîne souvent un plus grand ressentiment du témoin envers l'individu faisant l'objet de l'enquête. Enfin, l'accusation d' « agent de la Gestapo » ou « au service de l'Allemagne » apparaît dans de nombreux dossiers lorsque les accusés sont publiquement connus pour avoir des relations étroites avec les Allemands et leurs services.

Toutefois, les délits d'opinion et d'appartenance au PPF – et aux autres partis de la collaboration – posent le problème de la quantification du degré d'implication et donc de responsabilité des membres accusés⁸⁴⁵. De même, comme le met en lumière Nicolas Blottière, le phénomène de dénonciation est un « problème épineux » : alors que la dénonciation possède un fort rendement – elle débouche toujours sur une arrestation et un interrogatoire –, les motifs personnels se confondent souvent avec les motivations authentiques d'épuration⁸⁴⁶.

Il est à remarquer que ces trois niveaux d'accusations populaires coïncident avec les accusations officielles des dossiers d'épuration. En règle générale, le simple membre du PPF est ainsi accusé d'avoir porté favorisé et servi les desseins de l'ennemi tandis que le délateur le sera d'intelligence avec l'ennemi. Pour terminer, les individus les plus compromis auprès des Allemands et des partis de la collaboration sont accusés d'atteinte à la sûreté extérieure de la nation et encourent des peines plus sévères – mort, travaux forcés.

⁸⁴⁵ P. Collin et P. Raoul, *L'épuration dans le Finistère, 1944-1946*, op. cit., p. 156.

⁸⁴⁶ N. Blottière, *Trajectoires de la collaboration radicale en Bretagne*, op. cit.

2. *Les modes de défense*

Face à ces accusations, certains membres du PPF tentent de se défendre, pendant que d'autres reconnaissent tous les faits reprochés. Sur les 77 cas étudiés, 22 présentent une défense caractérisée face aux accusations. Il ne s'agit ici pas de présenter comme juge ou procureur, mais simplement de présenter les différentes manifestations de défense juridique observées, ainsi que de les confronter à certains témoignages et de faits. Sont ici recensés les exemples éclairant des situations-types.

La défense la plus usitée est celle de la négation ou de l'atténuation. Il s'agit surtout pour les individus accusés de nier leur caractère de membre du PPF. Alors qu'il a participé au congrès national du parti en novembre 1942 et fréquente les membres et les lieux du PPF, Pierre Le Pensec affirme ainsi ne jamais avoir adhéré au parti doriote ni dénoncé des Français⁸⁴⁷. De la même manière, Henri Ruault nie avoir été membre du PPF et avoir de la sympathie pour les Allemands⁸⁴⁸. Ce dernier est pourtant reconnu par la population et de nombreux rapports de police comme le chef du PPF à Douarnenez, non seulement adhérent mais aussi propagandiste et recruteur pour le parti de Jacques Doriot, ainsi que comme fervent défenseur des Allemands. De même, Emile Quémeneur reconnaît avoir adhéré au PPF mais nie avoir diffusé la propagande du parti⁸⁴⁹. Il est cependant reconnu comme un fervent collaborateur et propagandiste actif, il s'évertue notamment à fonder une section locale du PPF à Landerneau, sans succès⁸⁵⁰.

D'autres, en revanche, ne nient pas l'ensemble des faits reprochés – notamment leur adhésion au PPF – mais tentent d'atténuer les accusations. Ces accusés espèrent ainsi prouver l'existence de positions plus extrêmes, reclassant de ce fait leurs actions vers le centre du prisme collaborationniste. Georges Poirion explique, par exemple, n'avoir jamais dénoncé d'emplacement de car et de voitures de la Résistance et avoir refusé certaines missions confiées au GAJS⁸⁵¹. L'exemple le plus explicite est celui d'Henri Salesses. Ce dernier fait partie des premiers collaborationnistes arrêtés puis entendus dans le cadre des procédures d'épuration. Pour sa défense, il affirme avoir refusé d'intégrer la Milice malgré les sollicitations de Gabriel Cosset, ne pas avoir suivi les Allemands à Paris puis en Allemagne, et enfin ne jamais avoir fait

⁸⁴⁷ ADIV, 215W168, Dossier Pierre Le Pensec, Interrogatoire de Pierre Le Pensec, 26 juillet 1945.

⁸⁴⁸ ADIV, 215W52, Dossier Henri Ruault, Audition d'Henri Ruault, 28 avril 1945.

⁸⁴⁹ ADIV, 215W212, Dossier Emile Quémeneur, Audition d'Emile Quémeneur, 27 juillet 1945.

⁸⁵⁰ ADF, 1171W19, Fichier départemental du PPF dans le Nord-Finistère réalisé par Henri Soutif.

⁸⁵¹ ADIV, 213W82, Dossier Georges Poirion, Interrogatoire de Georges Poirion devant la Cour de Justice d'Ille-et-Vilaine, 5 septembre 1946.

de victime pendant sa période d'adhésion au PPF⁸⁵². Bien qu'il reconnaisse avoir adhéré au PPF et aidé le parti dans sa propagande et sa lutte contre les résistants, il présente des actions plus ultra que les siennes et espère ainsi sûrement bénéficier d'une certaine clémence de la part des juges et jurés⁸⁵³.

Une partie des accusés entend remettre en cause les circonstances de leur adhésion au PPF. La mère de Germaine et Anne Auffret explique ainsi que l'adhésion de ses filles a été réalisée à leur insu par Louis Archeray. Louise Mailloux et Lucienne Le Duff estiment, quant à elle, avoir adhéré au parti sous influence. La première affirme avoir donné son adhésion en septembre 1943 sur l'insistance répétée d'un jeune ami de ses fils, Yves Le Ménager⁸⁵⁴. La seconde déclare avoir adhéré au PPF sur sollicitation de son amie Annick Guéguen et non par conviction⁸⁵⁵. Enfin, André Foucard définit son adhésion comme un choix par intérêt : il souhaitait échapper à un départ en Allemagne et aurait ainsi adhéré au PPF sans participer aux réunions ou à la propagande du parti⁸⁵⁶.

En outre, certains accusés présentent une défense semblable à celle du Maréchal Pétain et sa thèse du bouclier. Eugène Carn, par exemple, affirme avoir essayé de gagner la confiance des Allemands afin de mieux servir les intérêts des Français⁸⁵⁷. Cette défense est corroborée par de nombreux témoignages et Carn est uniquement jugé en Chambre Civique. De même, le père d'Yves Le Ménager explique que son fils a fait semblant de se rapprocher des Allemands pour pouvoir aider des prisonniers politiques à s'évader. Toutefois, il est découvert et déporté en Allemagne après avoir voulu quitter la France pour l'Espagne puis l'Angleterre afin de s'engager dans les Forces Françaises Libres⁸⁵⁸. Cette version semble avoir été confirmée lors du jugement puisque le dossier d'Yves Le Ménager est classé sans suite.

Très peu d'accusés reconnaissent finalement les faits reprochés par les enquêtes d'épuration. Deux exemples seulement retiennent l'attention. D'abord, Mathieu Louarn reconnaît ainsi son activité de propagande en faveur du PPF et du nazisme ainsi que sa fuite de Châteauneuf-du-Faou face aux volontés de représailles de la Résistance⁸⁵⁹. C'est en fait Antoine Gironde, l'un des membres du parti les plus compromis sous l'Occupation, qui reconnaît

⁸⁵² ADIV, 215W6, Dossier Henri Salesses, Interrogatoire d'Henri Salesses, 8 novembre 1944.

⁸⁵³ Tentative qui ne lui permet cependant pas d'échapper à une peine de travaux forcés à perpétuité.

⁸⁵⁴ ADF, 1265W24, Dossier Louise Mailloux, Rapport des RG de Quimper, 29 novembre 1944.

⁸⁵⁵ ADIV, 215W55, Dossier Lucienne Le Duff, Audition de Lucienne Le Duff, 12 décembre 1944.

⁸⁵⁶ ADIV, 213W118, Dossier André Foucard, Déposition d'André Foucard, 19 septembre 1945.

⁸⁵⁷ ADIV, 215W51, Dossier Eugène Carn, Audition d'Eugène Carn, 13 février 1945.

⁸⁵⁸ ADF, 31W328, Dossier Yves Le Ménager, Audition de Bertrand Le Ménager, 8 janvier 1945.

⁸⁵⁹ ADIV, 215W17, Dossier Mathieu Louarn, Déposition de Mathieu Louarn, 29 janvier 1945.

l'entièreté des accusations. En effet, ce dernier ne nie pas avoir donné la mort à un résistant ni son implication dans la mort d'un second, il reconnaît aussi avoir dénoncé des Français et milité au PPF tout en étant membre de la police allemande⁸⁶⁰. Cette reconnaissance des faits lui vaut d'être condamné à mort par la Cour de Justice du Finistère et exécuté.

Pour finir, une des défenses étudiées est unique au sein du fichier des membres du PPF. Il s'agit de celle de Léopold Fillang. En effet, selon une lettre de son avocat, Fillang a été examiné par un médecin légiste dans le cadre d'une première procédure d'épuration près de la Cour de Justice de Rouen⁸⁶¹. Le bilan est le suivant : « l'examen psychiatrique et biologique révèle chez lui des anomalies mentales ou psychiques importantes (déséquilibre mental, dégénérescence, débilité, instabilité, dromomanie, etc...) qui atténuent dans une mesure maximale sa responsabilité⁸⁶² ». La défense de Léopold Fillang, à son insu, est donc ici d'ordre psychopathologique. La procédure judiciaire aboutit néanmoins à une peine de 5 ans de travaux forcés, accompagnée d'une dégradation nationale à vie et de 20 ans interdiction de séjour dans le département du Finistère.

Ainsi, les accusations dont fait l'objet les membres du PPF dans le Finistère sont multiformes. Si une partie des charges juridiques et populaires s'attardent avant tout sur l'appartenance au parti doriote, toute autre forme d'engagement – particulièrement auprès de services allemands – suscite des accusations plus sévères et fait encourir des peines d'épuration plus lourdes. Les réponses aux faits reprochés aux partisans doriotes se divisent en plusieurs modes : la majorité des prévenus cherche à prouver son innocence face aux accusations en niant les faits, en les atténuant ou en questionnant leur pertinence ; d'autres membres du parti, en infime proportion, reconnaissent les accusations principales ; enfin, certains membres mettent d'abord en lumière les actions favorables aux Français qu'ils ont réalisées.

Il semble difficile de quantifier la réussite de l'ensemble de ces modes de défense. En effet, chaque verdict dépend avant tout des faits reprochés et de leur matérialité. Justement, comment sont jugés les membres du PPF à la Libération ?

⁸⁶⁰ ADIV, 215W7, Dossier Antoine Gironde, Interrogatoire d'Antoine Gironde, 7 décembre 1944.

⁸⁶¹ Il n'a été condamné qu'à une peine d'un an de prison.

⁸⁶² ADIV, 213W80, Dossier Léopold Fillang, Lettre de l'avocat Jean Lagarde au Commissaire du gouvernement, 31 juillet 1946.

C. Internements et jugements

A la Libération, les membres du PPF finistérien font partie des centaines d'individus compromis ou présumés coupables d'actes antinationaux à faire l'objet d'arrêtés d'internement administratif. Cet internement est une mesure préventive préalable aux procédures judiciaires d'épuration qui commencent à rendre leurs verdicts à la fin de l'année 1944. La diversité des situations des partisans du Parti Populaire Français entraîne un panel de condamnations très varié.

1. *Les internements administratifs*

L'ordre de grandeur de l'internement administratif en France fourni par François Rouquet et Fabrice Virgili serait de 50 000 internés à la fin de l'année 1944 et toujours plus de 30 000 en février 1945⁸⁶³. Selon Marcel Baudot, le département du Finistère enregistre 999 internements administratifs à la Libération⁸⁶⁴. Philippe Collin et Philippe Raoul estiment, quant à eux, un nombre d'internements plus élevé, qui pourrait s'établir au-delà de 1 200 cas⁸⁶⁵. Cette mesure administrative suit plusieurs logiques : il s'agit à la fois de protéger la population des militants violents, mais également de protéger les accusés de la vindicte populaire⁸⁶⁶. Cette sanction permet également de pallier en partie la lente mise en place des tribunaux spéciaux.

Si la totalité des membres du PPF ne sont finalement pas internés, tous font l'objet d'arrêtés d'internement émis par la préfecture. En effet, afin de dresser la liste d'individus à interner, la préfecture du Finistère s'appuie sur des listes de membres du parti doriote dont la validité est sujette à caution. Toujours est-il que sur les 77 cas étudiés, 25 membres du parti sont internés, dont 17 à la prison de Saint-Charles à Quimper. L'internement administratif n'est toutefois pas une mesure d'épuration en lui-même, il représente cependant une étape préalable aux procédures judiciaires. Les dossiers des individus internés passent ainsi devant la Commission de Vérification des Internements Administratifs (CVIA) qui émet un avis sur la durée d'internement ainsi que sur le passage en Cour de Justice ou en Chambre Civique selon les charges retenues. Ensuite, les dossiers sont transmis aux tribunaux spéciaux d'épuration compétents qui procèdent à d'autres enquêtes et jugent les individus présentés.

⁸⁶³ F. Rouquet et F. Virgili, *Les Françaises, les Français et l'Épuration*, op. cit., p. 168.

⁸⁶⁴ M. Baudot, *Libération de la Bretagne*, op. cit., p. 208.

⁸⁶⁵ P. Collin et P. Raoul, *L'épuration dans le Finistère, 1944-1946*, op. cit., p. 47.

⁸⁶⁶ *Ibid.*

Parfois, les membres du PPF se voient sanctionnés de mesures administratives différentes de l'internement : restriction géographique, mise en résidence surveillée, interdiction de résidence ou de séjour dans une commune, un département ou une région. Elles permettent notamment de réduire le nombre d'internés déjà élevé et ainsi d'améliorer les conditions de détention mais aussi d'éviter des représailles envers les individus compromis⁸⁶⁷.

2. *Les tribunaux*

Avant la question des verdicts se pose celle des tribunaux au sein desquels sont jugés les membres du PPF⁸⁶⁸.

Les individus dont les comportements sont passibles de peines non privatives de leur liberté relèvent des Chambres Civiques. Ces dernières sont notamment chargées des poursuites liées à l'adhésion à un mouvement politique de la collaboration. Elles traitent environ 68 000 affaires et condamnent 50 000 personnes à la dégradation nationale. La dégradation nationale est la peine principalement appliquée en Chambre Civique. Condamnant le crime d'indignité nationale, elle consiste en une privation des droits civiques comprenant au total quatorze incapacités⁸⁶⁹. Peter Novick précise que cette mesure rétroactive permet de condamner les collaborateurs de second rang. Il définit ainsi l'indignité nationale, qui entraîne une condamnation à une peine de dégradation nationale : « L'indignité nationale est la situation où s'était placé celui qui, directement ou indirectement, avait volontairement aidé l'Allemagne ou ses alliés, ou porté préjudice à l'unité de la nation ou à la liberté et l'égalité des Français⁸⁷⁰ ». Comme le note Anne Simonin : « L'indignité est bien la notion clef du rétablissement de la légalité républicaine⁸⁷¹ ». Les peines secondairement appliquées sont celles de confiscation des biens et d'interdiction de résidence.

En revanche, les affaires judiciaires relevant de la trahison sont instruites par les Cours de Justice. Ces dernières jugent plus de 55 000 cas : elles condamnent 7 000 individus à la peine de mort – dont seulement 2 300 en présence de l'accusé – et plus de 40 000 personnes à des peines d'emprisonnement ou de travaux forcés. François Rouquet et Fabrice Virgili font

⁸⁶⁷ F. Rouquet et F. Virgili, *Les Françaises, les Français et l'Épuration*, *op. cit.*, p. 173.

⁸⁶⁸ Les deux paragraphes suivant s'appuie sur F. Rouquet et F. Virgili, *Les Françaises, les Français et l'Épuration*, *op. cit.*, et notamment le chapitre V « La justice entre en scène », p. 175-206.

⁸⁶⁹ Sur la notion d'indignité nationale, voir Anne Simonin, *Le déshonneur dans la République*, *op. cit.*, et notamment la troisième partie : « La reprise (1943-1958) », p. 363-670.

⁸⁷⁰ P. Novick, *L'épuration française, 1944-1949*, *op. cit.*, p. 237.

⁸⁷¹ A. Simonin, *Le déshonneur dans la République*, *op. cit.*, p. 398.

également remarquer que la sévérité des peines appliquées varie non seulement dans le temps – les premiers verdicts participent à calmer les ardeurs épuratoires de l’opinion publique – mais aussi selon les lieux de jugement.

Mis en avant par Peter Novick, les *Cahiers Français de l’Information* présentent un bilan chiffré des travaux des Cours de Justice et des Chambres Civiques du district judiciaire de Rennes⁸⁷². Les Cours de Justice ont ainsi entendu 1 586 causes : 255 individus sont acquittés, 201 sont condamnés à la peine de mort dont 111 par contumace, 516 se voient infligés une peine de travaux forcés dont 93 à perpétuité et 604 personnes sont condamnés à une peine de prison. De leur côté, les Chambres Civiques ont entendu 3 768 causes : 550 personnes sont acquittées et 3 165 autres sont condamnés à la dégradation nationale. Dans le Finistère, les condamnations à mort sont peu nombreuses – seulement sept –, à l’inverse des condamnations pour indignité nationale – avec ses 3 165 peines de dégradation nationale, la Bretagne est la seconde région la plus condamnatrice⁸⁷³.

Par quels tribunaux spéciaux d’épuration les membres du PPF sont-ils jugés ? Sur les 77 individus étudiés, les jugements d’épuration sont précisés pour 49 d’entre eux. 20 affaires concernant des membres du PPF sont instruites par une Cour de Justice tandis que 29 le sont par une Chambre Civique – deux partisans sont jugés par les deux tribunaux.

Dans un premier temps, la CVIA rend toutefois un premier avis qui annule la comparution potentielle devant la Chambre Civique de deux partisans doriotiste. Ainsi, Daniel Arnera, qui explique avoir rapidement démissionné du PPF et ne pas s’être occupé de politique sous l’Occupation par la suite, voit son internement limité à quatre mois et est interdit de séjourner à Douarnenez. D’autre part, Mauricette Le Focalvez, qui est inquiétée à la Libération par l’activité collaborationniste importante de son mari Henri Le Focalvez, trésorier fédéral du PPF assassiné par la Résistance en janvier 1944, est libérée de son internement en raison de son statut de veuve mère de six enfants se trouvant, en outre, dans une situation financière critique.

⁸⁷² *Cahiers Français de l’Information*, 15 mars 1949 ; cités par ⁸⁷² P. Novick, *L’épuration française, 1944-1949*, *op. cit.*, p. 330-331.

⁸⁷³ M. Baudot, *Libération de la Bretagne*, *op. cit.*, p. 207.

3. Les jugements des membres du PPF en Chambre Civique⁸⁷⁴

Concernant la Bretagne, Luc Capdevila note que l'épuration civile – ou judiciaire – est un phénomène assez faible – 15 jugements pour 10 000 habitants, contre 33 jugements pour 10 000 habitants pour la moyenne française –, notamment parce que l'épuration de voisinage fut plus violente⁸⁷⁵. Le chiffre des exécutions sommaires en Bretagne est estimé à 581, dont 113 pour le Finistère⁸⁷⁶. Les collaborationnistes représentent tout de même 11% des accusés des Cours de Justice et 26% de ceux des Chambres Civiques en Bretagne⁸⁷⁷. En effet, l'appartenance à un parti de la collaboration est un motif majeur d'internement, de violence puis de jugement à la Libération. Christian Bougeard note ainsi que sur 103 personnes arrêtées pour appartenance à un parti collaborationniste en Bretagne, 16 sont membres du PPF⁸⁷⁸. Concernant le PPF, Luc Capdevila précise que sur les 2 222 accusations d'indignité nationale en Bretagne, 118 sont des membres du PPF tandis que sur les 17 membres des GAJS du PPF, 7 sont condamnés à mort⁸⁷⁹. Bien que minoritaire – environ 10% des plaintes – la collaboration politique et militaire est d'ailleurs davantage punie par les tribunaux⁸⁸⁰.

Les membres du PPF les moins compromis ou ceux dont la défense lors des enquêtes préliminaires est plus convaincante sont jugés en Chambre Civique. Dans le Finistère, cette dernière siège à Quimper, de même que la Cour de Justice. Sur les 29 membres étudiés dont l'affaire est instruite par la Chambre Civique, 14 sont finalement acquittés et 15 sont condamnés à une peine de dégradation nationale, dont cinq par contumace – il s'agit du couple Montagne, de Reine Vacheret et Alexandre Arnera, ainsi que de Lucienne Le Duff. Face au grand nombre d'acquittés, de relevés de l'indignité nationale et de rabattelements de peines, Anne Simonin se pose la question de l'acquittement comme activité principale des Chambres Civiques⁸⁸¹.

⁸⁷⁴ Les arrêts des jugements d'épuration dans le Finistère sont notamment consultables aux Archives Départementales d'Ille-et-Vilaine sous les cotes 215W223 pour la Cour de Justice et 215W224-215W225 pour la Chambre Civique.

⁸⁷⁵ L. Capdevila, *Les Bretons au lendemain de l'occupation*, op. cit., p. 197-198.

⁸⁷⁶ C. Bougeard, « Résistance et épuration sauvage en Bretagne », dans J. Sainclivier et C. Bougeard (dir), *La Résistance et les Français : enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995, p. 277.

⁸⁷⁷ C. Bougeard, *Les forces politiques en Bretagne*, op. cit., p. 252.

⁸⁷⁸ *Ibid.*, p. 252.

⁸⁷⁹ L. Capdevila, « Le mouvement breton face à l'Épuration », dans C. Bougeard (dir), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale, actes du colloque international de 2001*, Brest, CRBC, 2002, p. 343.

⁸⁸⁰ L. Capdevila, *Les Bretons au lendemain de l'occupation*, op. cit., tableau n°3 p. 253.

⁸⁸¹ 54% des individus jugés par les Chambres Civiques de la Seine sont, par exemple, exemptés de peine. A. Simonin, *Le déshonneur dans la République*, op. cit., p. 493-494.

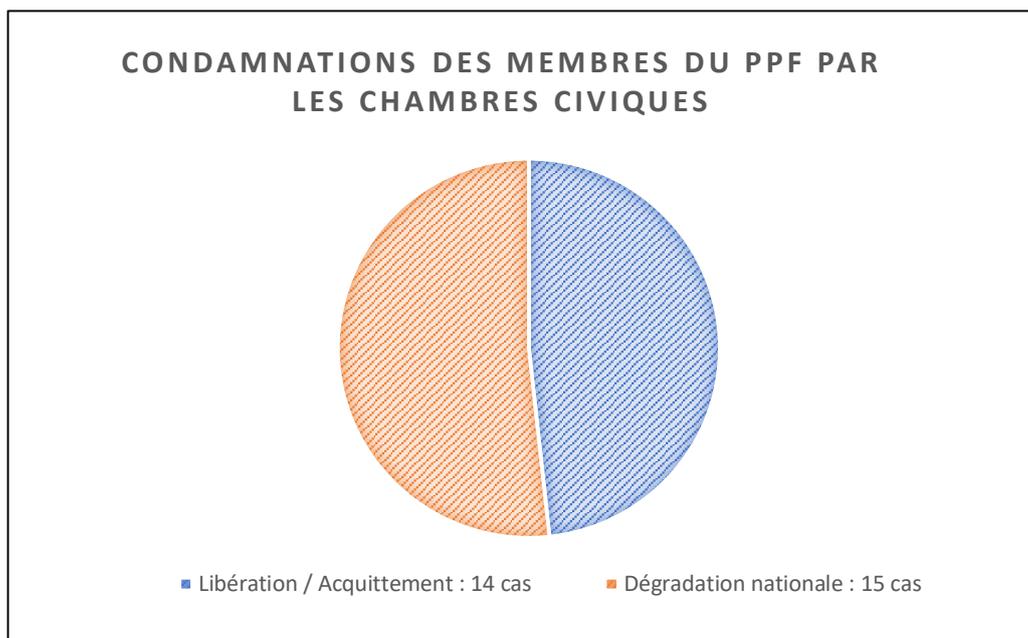


Figure 11 : Les condamnations principales en Chambres Civiques des membres du PPF dans le Finistère

Toutefois, nombreux sont les accusés à recevoir des peines secondaires. Ainsi, quatre membres du parti pourtant acquittés de la charge d'indignité nationale sont condamnés à une autre peine que celle de dégradation nationale, soient uniquement 28,5% : trois sont condamnés à une peine d'interdiction de séjour dans le Finistère – il s'agit de Roger Bord, Alain Sevellec et Marie-France Andrieux – tandis que le sympathisant et financeur du PPF Henri Friant est astreint à fermer sa biscuiterie pour une durée de six mois.

En revanche, les peines secondairement appliquées sont plus nombreuses. Sur les 15 individus condamnés en Chambre Civique, 11 reçoivent au moins une autre peine, soient 73% : 10 interdictions de séjour ou de résidence dans une commune du Finistère ou dans l'ensemble du département, 5 confiscations totales ou partielles de biens et enfin une radiation de la Légion d'Honneur – qui concerne Paul Le Roux. Il n'est pas rare qu'un seul individu soit condamné à l'ensemble de ces peines. Cinq membres du parti reçoivent en effet une peine de dégradation nationale ainsi que deux autres peines secondaires.

Ces peines secondairement appliquées poursuivent l'objectif des mesures d'internement. Il s'agit à la fois de punir les collaborateurs mais également de les protéger de potentielles vengeances de voisinage. A cet effet, les enquêtes d'épuration puis les préfets demandent souvent des informations aux commissaires de police locaux afin d'estimer si le retour d'un

collaborateur dans sa commune de résidence sous l'Occupation pourrait être sujet à des débordements ou des troubles à l'ordre public.

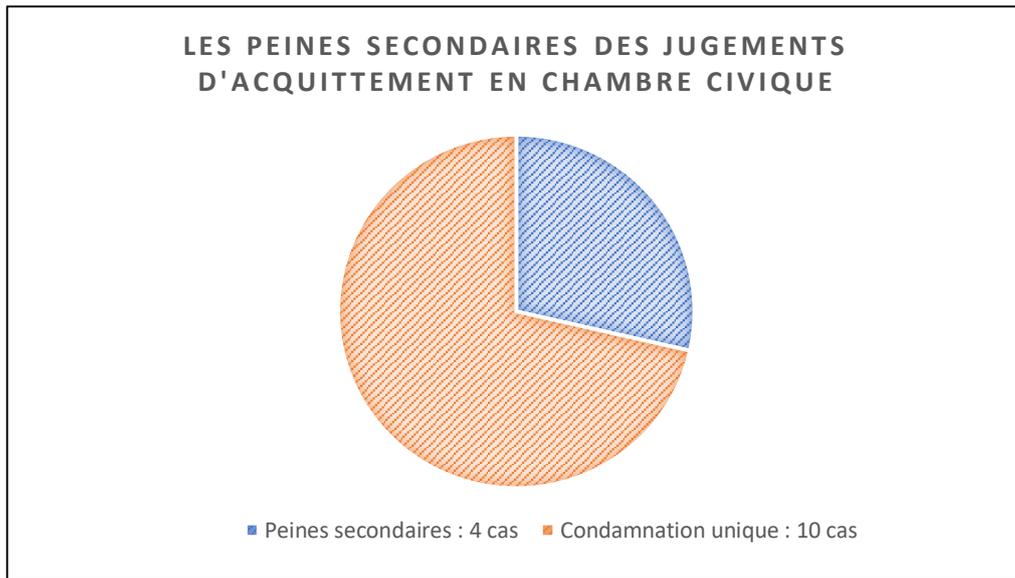


Figure 12 : Les peines secondaires appliquées aux membres du PPF acquittés en Chambre Civique

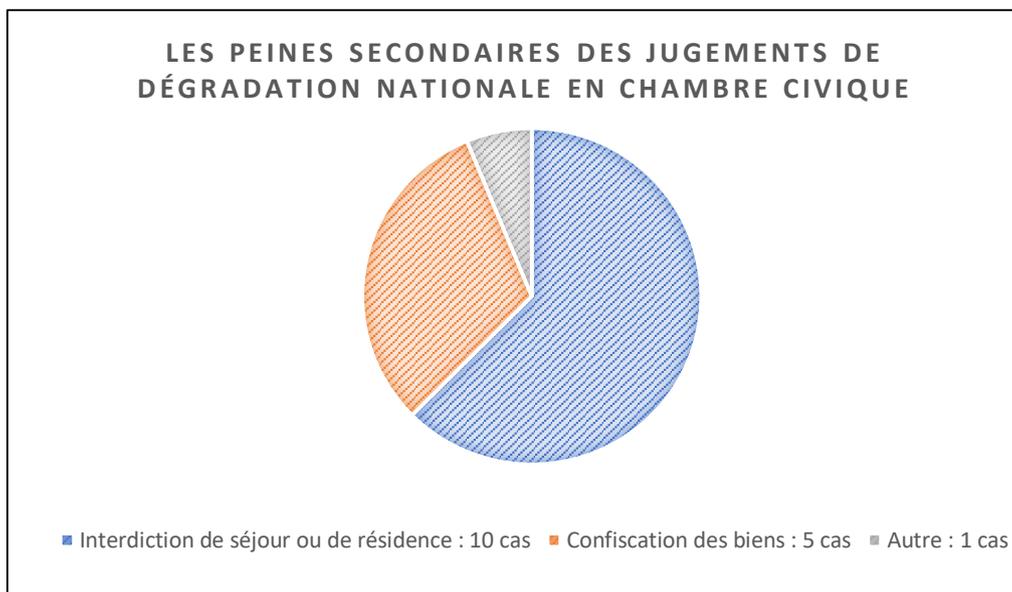


Figure 13 : Les peines secondaires appliquées aux membres du PPF condamnés à une peine de dégradation nationale en Chambre Civique

4. Les jugements des membres du PPF en Cour de Justice

Les membres du parti de Jacques Doriot dont l'activité partisane s'est caractérisée sous l'Occupation par des opérations de propagande et de recrutement ou par la participation au Groupe d'Action sont, cette fois-ci, jugés par les Cours de Justice, de même que les individus qui se sont rapprochés des services allemands. 20 membres du PPF sont ainsi accusés en Cour de Justice. Trois sont condamnés à mort – Antoine Gironde, Gabriel Cosset et Joseph Gourves – et deux sont finalement exécutés. Quatre autres sont acquittés : Georges Poirion, Daniel Desroches, Eugène Carn et Paul Le Roux. Il est à noter que les charges contre ces deux derniers adhérents sont considérées comme insuffisantes pour relever de la Cour de Justice mais les dossiers sont transmis à la Chambre Civique, où ils sont cette fois condamnés. La majeure partie des accusés en Cour de Justice se voit condamner à une peine d'emprisonnement ou de travaux forcés : ils sont, en effet, 12 à recevoir une telle peine. L'étendue des peines d'emprisonnement ou de travaux forcés est importante dans la mesure où celles-ci vont de cinq ans d'emprisonnement aux travaux forcés à perpétuité. Enfin, René Eppe est le seul membre du parti à être condamné à une peine de dégradation nationale à la suite de l'instruction.

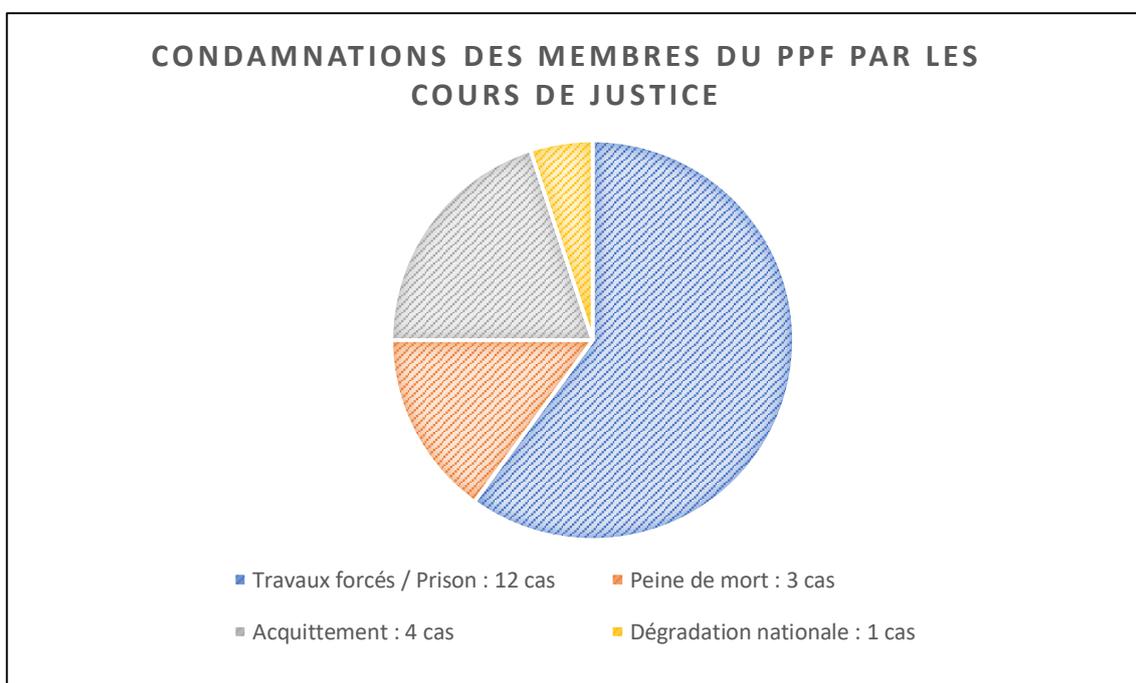


Figure 14 : Les condamnations des membres du PPF dans le Finistère par les Cours de Justice

Il est à préciser que sur l'ensemble de ces condamnations, 3 verdicts sont rendus par contumace avant que les dossiers ne soient rejugés. Les condamnations par contumace sont bien plus sévères que les jugements secondaires rendus plusieurs mois plus tard. D'abord condamné à 20 ans de travaux forcés, à la confiscation de ses biens et à la dégradation nationale à vie, Henri Vaillant est finalement condamné, en juillet 1949, à une peine de cinq ans de prison et à la dégradation nationale par la Cour de Justice de la Seine. De la même manière, Léopold Fillang est d'abord condamné à mort par contumace avant que la Cour de Justice de Rouen ne lui attribue qu'une peine d'un an de prison. La Cour de Justice de Rennes le condamne, pour terminer l'instruction, à 5 ans de travaux forcés, à la dégradation nationale ainsi qu'à 20 ans d'interdiction de séjour. Enfin, Georges Poirion est condamné par contumace aux travaux forcés à perpétuité ainsi qu'à la confiscation de ses biens et à la dégradation nationale avant de passer en jugement contradictoire et d'être finalement déclaré non coupable par la Cour de Justice de Rennes.

Les condamnations des Cours de Justice s'accompagnent, à l'instar des verdicts des Chambres Civiques, de peines secondaires. Ainsi, sur les 16 membres du PPF condamnés à la peine de mort ou à une peine d'emprisonnement ou de travaux forcés, sont notifiées six interdictions de séjour, trois confiscations de bien et trois dégradations nationales. En revanche, quatre dossiers font l'objet d'une condamnation unique.

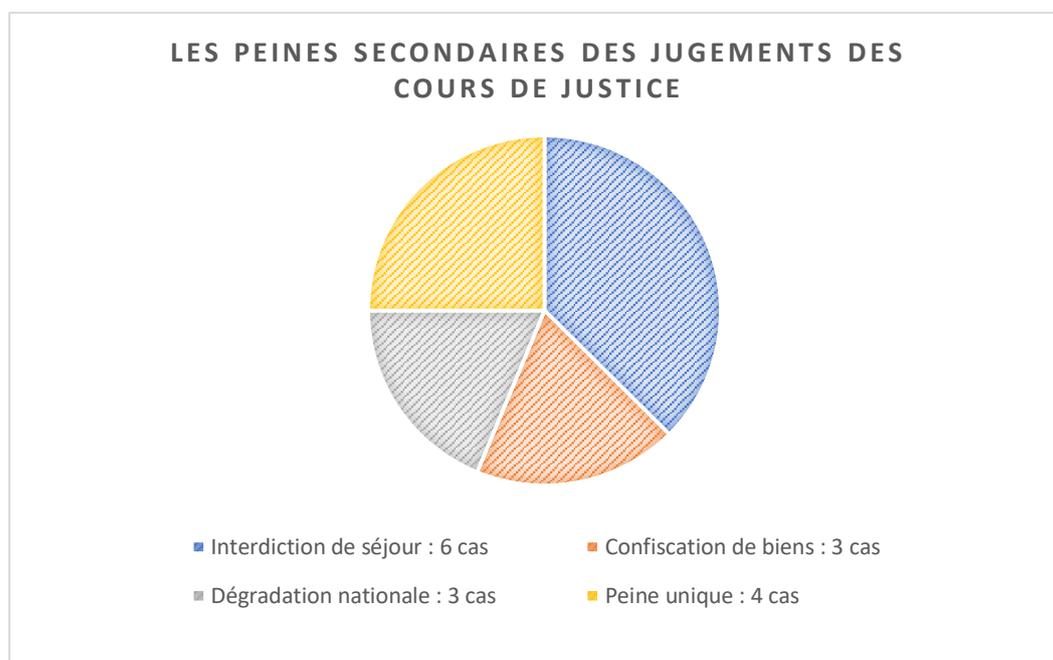


Figure 15 : Les peines secondaires appliquées aux membres du PPF condamnés en Cour de Justice

5. *Les amnisties*

Les condamnations des Chambres Civiques et des Cours de Justice font, cependant, très rapidement l'objet de commutations présidentielles. Le Général De Gaulle s'accroche effectivement à son droit régalien et affirme sa stature en usant de son droit de grâce. Ses successeurs font également usage de ce droit, mettent ainsi en route, selon les mots de François Rouquet et Fabrice Virgili, une « spirale de la “désépuration”⁸⁸² ». En effet, comme le met en lumière Peter Novick, plus de 1 300 des 2 853 condamnations à mort des Cours de Justice sont commuées, tandis que de très nombreuses peines d'emprisonnement, de travaux forcés ou de dégradation nationale sont réduites⁸⁸³. L'interdiction de résidence dans le Finistère d'Alain Didaiier est ainsi commuée en interdiction de séjour. La peine de travaux forcés à perpétuité de Pierre Le Pensec est, elle, transformée en liberté conditionnelle avec assignation à résidence en 1955. Enfin, Henri Salesses voit sa peine de travaux forcés à perpétuité commuée en 15 ans de travaux forcés dès 1948 avant de connaître une nouvelle remise, de deux ans cette fois-ci, en 1949.

Les lois d'amnisties de 1951 et 1953 achèvent cette volonté de passer à autre chose. La première met ainsi fin à de nombreuses peines de dégradations nationales et fait procéder à des libérations anticipées. La seconde abolit la dégradation nationale en tant que peine principale, abroge l'inéligibilité électorale de condamnés et introduit un assouplissement des clauses en vue de la libération des collaborateurs encore emprisonnés en 1953⁸⁸⁴.

L'épuration française a fait face à de nombreux obstacles et notamment au mécontentement de la population. Pour Peter Novick, elle ne pouvait en aucun cas satisfaire chaque groupe :

« Ils [les dirigeants du Gouvernement provisoire] commirent des erreurs, des fautes de jugement, mais les iniquités, les incohérences et les retards qui ont caractérisé l'épuration étaient bien moins dus à la faiblesse humaine qu'aux exigences impossibles et contradictoires de la tâches qu'ils affrontaient. Même si l'épuration s'était déroulée avec moins de heurts et plus de sérénité, personne n'aurait été (n'aurait pu être) satisfait⁸⁸⁵ ».

⁸⁸² F. Rouquet et F. Virgili, *Les Françaises, les Français et l'Épuration*, op. cit., p. 415.

⁸⁸³ P. Novick, *L'épuration française, 1944-1949*, op. cit., p. 302.

⁸⁸⁴ *Ibid.*, p. 297-298.

⁸⁸⁵ *Ibid.*, p. 298.

Les membres du PPF connaissent des sorts variés à la Libération. Si tous font l'objet d'arrêtés d'internement, tous ne font pas l'objet des mêmes procédures d'épuration. La sévérité des jugements coïncide très souvent avec le degré d'implication des individus au sein du parti. Toutefois, certaines exceptions restent inexplicables. Certains responsables locaux ou fédéraux du parti tels que Paul Le Roux, Henri Ruault ou Alexandre Arnera sont ainsi uniquement jugés en Chambre Civique. Les éléments fondamentaux faisant pencher la balance juridique sont, d'un côté, une aide – même minime – apportée aux Français ou des légers faits de Résistance ; et de l'autre, un rapprochement avec les services allemands ou un engagement militaire au sein de la LVF ou du GAJS. Il est cependant à noter que, peines de mort appliquées mises à part, les condamnations officielles des Chambres Civiques et des Cours de Justice sont très rapidement commuées et les membres du PPF profitent finalement d'une volonté partagée par une frange importante de la population – et notamment par le nouveau pouvoir politique – de passer à autre chose.

Conclusion du chapitre 9 :

L'épuration fut donc un phénomène qui touche durablement le Parti Populaire Français dans le Finistère à la Libération. D'une part, l'épuration extrajudiciaire est importante dans le département et les partisans doriote en font les frais dès 1943 – ces attaques participent notamment à plusieurs démissions ou fuites de membres et aboutissent à la chute du dynamisme du parti. Les adhérents du PPF sont souvent publiquement connus et sont ainsi accusés à la Libération. Dans cette perspective, dépasser le simple cadre du parti – en s'engageant dans la LVF ou auprès d'un service allemand comme le SD ou le Service Social des Chantiers Todt – participe à la caractérisation d'une attitude en intelligence avec l'ennemi ou en atteinte à la sûreté de la nation et fait pencher la balance du côté de la collaboration ultra. A l'inverse, les simples membres du parti ne sont pas inquiétés.

En outre, il ne faut pas oublier que plusieurs membres du parti parmi les plus compromis ont pris la fuite au cours de l'été 1944 et ne sont pas tous arrêtés ni jugés – exception faite des jugements par contumace, d'ailleurs souvent plus sévères – et certains échappent donc aux poursuites. Ces individus ayant quitté le département voire le pays qui ne fait l'objet d'aucun jugement ne sont ainsi pas pris en compte dans les chiffres présentés précédemment.

Conclusion de la Partie III

Les intérêts de la méthode prosopographique appliquée aux membres du Parti Populaire Français dans le département du Finistère apparaissent ici multiples. D'une part, elle permet de dresser plusieurs constats relatifs à la sociologie du parti – constats qu'il est possible de comparer avec d'autres études locales ou nationales. De plus, elle définit une échelle d'engagement politique des membres du parti. La prosopographie mise en place fait ainsi émerger une position moyenne des membres du PPF dans le Finistère. Le membre-type du parti doriote suit le schéma suivant : un homme, âgé de 32 ans, finistérien, employé ou ouvrier dans le département, simplement adhérent au parti, également membre des Amis de la Légion et d'un autre parti collaborationniste tel que le MSR ou le RNP, interné à la Libération pour appartenance à un parti de la collaboration puis condamné à une peine de dégradation nationale – avant d'être amnistié entre 1948 et 1953 – ou acquitté en Chambre Civique.

Mais le résultat de cette étude n'est pas qu'une question de moyenne. Ou plutôt, la mise en lumière de la moyenne éclaire des zones extrêmes très différenciées. L'individuel mis au service du collectif facilite ainsi l'observation de différences de statuts et de situations entre les adhérents du PPF. En effet, sous l'Occupation, le parti finistérien n'est pas constitué d'une moyenne d'individus et les différents constats établis raffermissent l'observation d'inégalité des positions occupées par les membres du parti de Jacques Doriot : certains sont agents de police infiltrés, d'autres démissionnent dès 1943, tandis qu'une frange de l'organisation se place sous les ordres du SD ou se rend coupable de dénonciations et d'arrestations de Français.

Bien entendu, cette étude prosopographique souffre de plusieurs écueils. D'abord, la disponibilité des sources implique la mise en place d'un cadre chronologique fondé uniquement sur la période d'occupation. En outre, celle-ci regroupe seulement 77 membres du parti – identifiés en tant que tels ou fortement supposés – et ne recoupe que trois sources productrices des dossiers étudiés : la Préfecture du Finistère pour les dossiers ADF 31W, les Renseignements Généraux du Finistère pour les dossiers ADF 1265W et enfin la justice spéciale d'épuration pour les dossiers ADIV 213W à 215W. Il est enfin à remarquer que certains membres importants du parti finistérien manquent à ce fichier : l'absence d'informations sur Daniel Thoman, René Brégevin et Clément Bourguignon est ainsi regrettable.

Conclusion générale

Finalement, l'implantation locale finistérienne d'un parti national tel que le Parti Populaire Française se solde par un échec dans le département. Chacune des trois parties développées dans le cadre de cette étude permet d'éclairer les difficultés du PPF. Tout d'abord, la première partie, présentée sur un rythme chronologique, dresse le bilan du parti de Jacques Doriot dans le Finistère. Si une implantation locale a bien lieu à la fin des années 1930, les efforts des rares militants sont balayés par l'entrée en guerre de la France et par la défaite qui laisse place à l'occupation allemande. Le pari du rapprochement avec les Allemands porte d'abord ses fruits et permet à l'organisation doriote de se réintroduire de manière pérenne dans le département après 1941. Mais cette stratégie à double tranchant lui porte également un coup fatal après la défaite de plus en plus probable de l'Allemagne nazie à partir de 1944. Dans un second temps, il s'agissait d'analyser les nombreuses causes de l'échec du PPF dans le Finistère ainsi que de mettre en évidence les réactions radicales mises en place par certains membres du parti pour faire face à ces difficultés. Enfin, une étude prosopographique des sympathisants, adhérents et militants du parti finistérien a permis la mise en lumière de différents schémas. Ce plan suit finalement une réflexion qui s'appuie sur l'organisation même du PPF : vie et disparition du parti, causes des échecs, densification de l'analyse en termes d'effectifs à l'aide d'une approche davantage individuelle.

A quels résultats a abouti l'étude menée sur le Parti Populaire Français dans le Finistère ? D'abord, elle a mis en lumière les phases d'apparition, de développement et de disparition du parti dans le département. De plus, elle a rendu possible l'observation d'un contexte politique et culturel très défavorable au fascisme – qui suscite notamment l'hostilité de la population et du clergé catholique omniprésent dans le Finistère. Malgré celui-ci, le parti doriote parvient à s'implanter dans certaines villes du département dans la seconde moitié des années 1930. Il est également à noter l'importance de la relation entre l'échelon national et l'échelon local du parti : le PPF finistérien est surtout piloté depuis Paris avant la guerre, mais une autonomisation progressive apparaît après 1941. Toutefois, il semble que le parti finistérien ait toujours besoin d'un tuteur afin de se maintenir dans un espace géographique : il s'appuie d'abord sur sa structure nationale avant de se rapprocher des autorités allemandes. Au fur et à mesure de l'Occupation, le parti doriote finistérien s'autonomise au point que la direction nationale perde peu à peu le contrôle sur son parti en province – l'action des GAJS est caractéristique de cette perte de contrôle. Finalement, l'échec du PPF dans le département du

Finistère tient avant toute chose dans le nombre trop élevé de ses adversaires et détracteurs. Entre 1936 et 1945, il doit ainsi faire face à l'hostilité de la population, à un antifascisme largement développé au cours des années 1930, à l'opposition du catholicisme ou à la concurrence des partis politiques de gauche – le PCF dont est issu Jacques Doriot entend s'opposer à son implantation dans de nombreuses régions – mais aussi de droite – du PSF notamment, puis des autres partis collaborationnistes. Malgré des réactions ayant eu pour conséquence de l'isoler toujours davantage dans le champ politique français, le PPF compromis aux côtés de l'Allemagne ne peut se relever à la fin de la Seconde Guerre mondiale. La mort de Jacques Doriot en Allemagne en 1945 et les procès d'épuration qui condamnent ses membres pour collaboration politique entérinent l'échec politique d'un fascisme français.

Les estimations du nombre de membres du parti se heurtent à plusieurs obstacles. D'une part, l'adhésion au PPF est très volatile : de nombreux adhérents sont également membres d'autres partis d'extrême-droite car la proximité idéologique entre plusieurs formations facilité le passage de leurs membres respectifs, notamment sous l'Occupation mais aussi lors des années 1930. D'autre part, se pose la question de l'échelle d'engagement des membres en question. Comptabiliser les simples adhérents ainsi que les militants les plus actifs apparaît naturel. Toutefois, *quid* des sympathisants ? Sans être affiliés au parti, ils participent tout de même au développement de ce dernier par la diffusion de son idéologie ou par une participation financière. Le PPF finistérien, en l'état actuel des sources, possède la particularité de s'être davantage développé sous l'Occupation plutôt qu'à la fin des années 1930. En effet, il est possible de dénombrer entre 25 et 75 membres dans le Finistère entre 1936 et 1938 et plus d'une centaine pendant l'Occupation. En effet, la section de Landerneau formée en 1938 par des adhérents du PSF ne compte que 25 membres, tandis que les bribes d'activité de la section brestoise ne permettent pas d'établir une estimation sensée du nombre de ses membres. En revanche, si la ville avait compté une importante section du parti de Jacques Doriot, des traces seraient présentes dans les rapports préfectoraux ou des Renseignements Généraux, éliminant ainsi l'existence d'une section de plus de 50 adhérents. Au vu de la rareté des rapports concernant le PPF dans le département, le chiffre de 75 membres à l'échelle fédérale semble d'ailleurs très peu probable. Après 1942, la section brestoise compte, cette fois, plus d'une centaine de membres tandis qu'une cinquantaine d'adhérents et de sympathisants rejoignent le parti dans les régions de Quimper et de Douarnenez. Le nombre final de 150 membres du parti pendant la Seconde Guerre mondiale est recevable mais correspond avant tout à un maximum : la volatilité des adhésions ainsi que les démissions enregistrées laissent supposer que le parti

finistérien n'a jamais compté autant de membres simultanément. Ce chiffre élevé est obtenu par l'agrégation d'adhérents du parti, mais aussi de sympathisants, dont l'appartenance au parti doriote est souvent discutable mais difficilement prouvable ou réfutable.

L'un des enseignements de ce travail de recherches sur le PPF dans le Finistère concerne les partisans de la collaboration. Dans le département – et partout ailleurs probablement –, les membres de partis collaborationnistes semblent paradoxalement plus unis derrière ce thème central de la collaboration malgré la grande diversité de leurs affiliations. La multiplicité des formations collaborationnistes et proallemandes pourrait plutôt laisser penser à une diversité politique et associative néfaste à l'homogénéisation des forces de la collaboration. Toutefois, il s'avère que cette multitude d'offres politiques renforce le rapprochement entre les membres de groupements de la collaboration. Ce constat procède de plusieurs observations. D'une part, les collaborateurs politiques sont majoritairement membres de plusieurs partis différents, et cela parfois simultanément. Cette volatilité, largement remarquée au sein du PPF finistérien, entraîne en fait une certaine homogénéité des trajectoires collaborationnistes. D'autre part, les partis politiques français se livrent une concurrence féroce sous l'Occupation – avant tout par le biais de leurs chefs –, ce qui aboutit par la suite à des noyautages de certains groupements par d'autres, et *in fine* au regroupement de différents partisans de la collaboration. Par exemple, l'opération de noyautage du RNP par le MSR a pu entraîner un brassage des militants de ces deux partis, brassage réalisé ensuite avec les partisans du PPF. Surtout, les membres de ces partis politiques se regroupent dans des associations – qu'il s'agisse des Amis du Maréchal, des Amis de la LVF, du COSI ou encore du Comité d'Action Antibolchévique – qui deviennent un lieu de réunion des différents parcours et idées de la collaboration. Enfin, l'étude du PPF dans le Finistère fait apparaître une proximité collaborationniste notamment lors de réunions de propagande. En effet, les partisans de la collaboration avec l'Allemagne fréquentent les mêmes cercles et partagent souvent des idéologies similaires. De ce fait, plusieurs partis se rassemblent parfois lors de manifestations publiques orientées contre le bolchevisme ou la franc-maçonnerie, instituant une certaine unité du monde collaborationniste.

Cette monographie du PPF dans le Finistère, bien qu'elle se lance dans une recherche d'exhaustivité, pourra bien sûr être complétée par de nombreux apports – notamment par le biais de sources privées, s'il en existe. Ce travail de recherches souffre avant tout de l'inégalité des archives disponibles. La période 1936-1939 se trouve ainsi trop délaissée, et ce malgré son importance fondamentale dans l'étude du PPF. En effet, elle regroupe l'ensemble des premières tentatives d'implantation de ce nouveau parti politique qu'est le PPF à partir de 1936. D'autre

part, le développement national du parti de Jacques Doriot après 1941 n'atteint en aucune mesure son niveau d'avant-guerre : les 30 000 membres du parti pendant la Seconde Guerre mondiale sont bien peu de chose par rapport aux 100 000 membres estimés en 1938. Il conviendrait donc de pouvoir s'attarder sur les implantations finistériennes du parti à Brest et à Landerneau à la fin des années 1930. L'étude comparée du PSF et du PPF pourrait également être mobilisée dans le cadre de l'analyse de la naissance de sections locales du second sous l'impulsion de membres du premier – comme c'est le cas dans plusieurs villes de France, notamment à Landerneau dans le Finistère mais aussi à Vence comme cela a pu être précisé.

On pourra également regretter l'absence de mobilisation d'archives de dépôts nationaux. De nombreux fonds des Archives Nationales ainsi que du Service Historique de la Défense auraient pu étayer voire modifier les observations notifiées tout au long de ce mémoire. Mais une situation sanitaire défavorable dans un premier temps – symbole de cette année 2020-2021 – et un manque de disponibilité dans un second ont empêché la poursuite de cette mission.

Ce travail de recherches sur le Parti Populaire Français dans le Finistère pourrait bien sûr être complété par une étude centrée sur les Côtes-d'Armor – Côtes-du-Nord pour la période étudiée – et sur l'Ille-et-Vilaine. Tout comme des recherches sur la collaboration à l'échelle de la Bretagne pourraient aboutir à une meilleure appréhension de cette tendance *a priori* hétérogène mais qui regroupe finalement des individus mus par une idéologie commune.

Sources

➤ **Archives départementales du Finistère (site de Quimper) :**

- 204 J 195 : Fonds Francis Gourvil. Documents relatifs à la Seconde Guerre mondiale. Collaboration. XXe siècle.
- 208 J 179 : Fonds Alain Le Grand. Collaboration et révisionnisme.
- 208 J 195 : Fonds Alain Le Grand. Décisions judiciaires de la Cour de justice, de la chambre civique et des tribunaux militaires.
- 1 M 133 : Rapports des préfets. 1910-1940.
- 1 M 140 : Rapports mensuels des commissaires de police : Brest. 1861-1938.
- 1 M 188-189 : Surveillance de l'opinion. 1934-1940.
- 1 M 226 : Antifascisme. Rapports, tracts. 1923-1939.
- 1 M 227 : Partis de droite. Rapports, tracts, journaux : Croix de Feu ; Parti Social Français ; Parti Populaire Français. 1934-1939
- 31 W 231 : Cabinet du préfet. Rapports périodiques : cabinet, renseignements généraux, sous-préfectures, commissariats. 1944-1962.
- 31 W 232 : Cabinet du préfet. Rapports périodiques : cabinet, renseignements généraux, sous-préfectures, commissariats. 1944-1962.
- 31 W 319-323 : Cabinet du préfet. Épuration. Fichier et listes de collaborateurs
- 31 W 324-379 : Cabinet du préfet. Épuration. Dossiers individuels numérotés et non numérotés, enquêtes.
- 31 W 394-395 : Cabinet du préfet. Épuration. Épuration ciblée (administration, catégories socioprofessionnelles, Gestapo, parti national breton [PNB], travailleurs volontaires).
- 31 W 398 : Cabinet du préfet. Épuration. Commission consultative d'épuration, chambre civique, mises sous séquestre, réquisitions.
- 145 W 53 : Cabinet du préfet. Police. Collaboration, épuration administrative. 1941-1960.
- 200 W 6 : Correspondance du préfet à la Feldkommandantur. 1941-1941.
- 200 W 47 : Situation du département. Surveillance de l'opinion et de la population. Rapports mensuels. Brest. 1941-1944.
- 200 W 48 : Situation du département. Surveillance de l'opinion et de la population. Rapports mensuels. Quimper. 1943 -1944.

- 200 W 49 : Surveillance de l'opinion et de la population. Partis et mouvements divers. Fichier départemental, responsables de partis. 1943.
- 200 W 56 : Surveillance de l'opinion et de la population. Parti Populaire Français (PPF). 1941-1944.
- 200 W 57 : Surveillance de l'opinion et de la population. Autres mouvements. 1941-1944.
- 200 W 61 : Surveillance de l'opinion et de la population. Menées antinationales. Rapports bimensuels. 1943.
- 200 W 72 : Surveillance de l'opinion et de la population. Occupation. Actes de terrorisme, attentats, sabotages. Novembre-décembre 1943.
- 200 W 78 : Surveillance de l'opinion et de la population. Occupation. Occupants. Arrestations. 1940-1943.
- 1171 W 19 : Renseignements généraux. Seconde Guerre mondiale. Liste des membres des partis collaborationnistes, des services allemands, des personnes suspectées de collaboration, des personnes arrêtées après l'épuration et incarcérées dans les camps d'internement du Finistère. 1943-1945.
- 1171 W 21 : Renseignements généraux. Seconde Guerre mondiale. Enquêtes individuelles concernant des personnes ayant collaboré ou susceptibles d'avoir collaboré avec les Allemands. 1944-1975.
- 1265 W 1-24 : Renseignements généraux. Dossiers individuels comportant : enquêtes administratives diverses, rapports d'enquêtes et de surveillance, coupures de presse, notices individuelles, notes d'informations. 1938-1998.
- PER 30 : L'Alerte : organe mensuel de la section de Rennes du Parti populaire français puis organe de combat de la région bretonne du Parti populaire français. 1943-1944.
- 3 Z 9 : Sous-préfecture de Morlaix. Affaires politiques. Rapports et correspondance. Crise de septembre 1938, club des ailes PPF. 1848-1938.

➤ **Archives municipales de Brest**

- 4 H 16 : Collaboration. Police de sûreté et services de sécurité (SIPO-SD) : organisation en Bretagne, extraits de rapports. Légion des volontaires français contre le bolchévisme : campagne d'affichage, correspondance. 1940-1944.
- 4 H 74 : Épuration. Comité de libération, suspicion de collaboration, demandes de renseignements. 1944-1945.

- 2 I 46 : Police politique. Partis et groupes. Contrôle du Parti Populaire Français : copie d'affiches. 1937.
 - PR 033 : *L'Alerte* : organe de combat de la région bretonne du Parti Populaire Français. 1943-1944.
- **Archives départementales d'Ille-et-Vilaine :**
- 213-217 W : Cours de justice et chambre civique. Fonds départementaux
- **Archives Départementales des Côtes-d'Armor**
- 1043 W 22 : Documents divers, partis politiques (guerre 1939-1945). 1921-1967.
 - 1140 W 15 : Collaboration. Listes et sanctions, procès-verbaux. 1944-1945.
- **Institut de Documentation Bretonne et Européenne (IDBE)**
- Yann Fouéré, Carton *La Bretagne, La Dépêche*
- **Archives de la justice militaire**
- D.1005, Cote 1 à 331 bis, Tribunal Militaire de Paris, Section de Rennes, Affaires Pulmer, Barnekow, Roeder, Goering
- **Archives galloises : *National Library of Wales***
- Fonds Lainé : Boîte Louis Feutren 5
- **Presse**
- *Breiz Atao*
 - *La Dépêche de Brest*
 - *Le Citoyen*
 - *Le Télégramme de Brest*
 - *L'Ouest Eclair*
 - Presse du PPF : *L'Alerte* et *Arguments*
- **Sources publiées**
- CHAIX, M., *Les lauriers du lac de Constance : chronique d'une collaboration*, Paris, Seuil, 1998.

Bibliographie

AGULHON, M., *La République: de Jules Ferry à François Mitterrand : 1880 à nos jours*, Paris, Hachette, 1990.

AKOKA, J., COMYN-WATTIAU, I. et DU MOUZA, C., « Conception de bases de données prosopographiques en histoire : un état de l'Art », *Revue ouverte d'ingénierie des systèmes d'information*, vol. 1, n°3, 2020.

AR RUZ, N., *Des Bretons pour l'Europe nouvelle: le Groupe Collaboration en Loire-Inférieure, 1941-1944*, Nantes, Ars Magna, 2020.

ARZALIER, F., *Les perdants: la dérive fasciste des mouvements autonomistes et indépendantistes au XXe siècle*, Paris, La Découverte, 1990.

AZEMA, J.-P., *De Munich à la libération: 1938 - 1944*, Paris, Seuil, 2006.

AZEMA, J.-P. et BEDARIDA, F., *La France des années noires, tome I*, Paris, Seuil, 2000.

AZEMA, J.-P. et BEDARIDA, F., *La France des années noires, tome II*, Paris, Seuil, 2000.

AZIZ, P., *Histoire secrète de la Gestapo française en Bretagne, tome I*, Genève, 1975.

AZIZ, P., *Histoire secrète de la Gestapo française en Bretagne, tome II*, Genève, 1975.

BAUDOT, M., *Libération de la Bretagne*, Paris, Hachette, 1973.

BAUER, A. et DACHEZ, R., *La franc-maçonnerie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013.

BECKER, J.J. et BERSTEIN, S., *Histoire de l'anticommunisme*, Paris, O. Orban, 1987.

BENSOUSSAN, D., *Combats pour une Bretagne catholique et rurale*, Paris, Fayard, 2006.

BERLIERE, J.-M., « Schutzkommandos français de l'Organisation Todt (SK Todt) », dans BERLIERE, J.-M., *Polices des temps noirs : France, 1939-1945*, Paris, Perrin, 2018.

BLOTTIERE, N., *Les trajectoires de la collaboration radicale en Bretagne (1940-1948)*, Mémoire de l'Université de Rennes 2, 2001.

BOHN, R., LE BERRE, A. et LE BARS, M., *Chroniques d'hier. Tome II : La vie du Finistère (1939-1945)*, Bannalec, Imprimerie régionale, 1994.

- BOUGEARD, C., *Le choc de la guerre dans les Côtes-du-Nord : 1939-1945*, Paris, Gisserot, 1995.
- BOUGEARD, C., « Résistance et épuration sauvage en Bretagne », dans *La Résistance et les Français*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995.
- BOUGEARD, C., *La Bretagne d'une guerre à l'autre : 1914-1945*, Paris, Gisserot, 1999.
- BOUGEARD, C. (dir), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale : actes du colloque international, 15-17 novembre 2001*, Brest, CRBC, 2002.
- BOUGEARD, C., « Les notables et les forces politiques de droit en Bretagne dans les années 1930 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, n°109-3, 2002.
- BOUGEARD, C., *Les forces politiques en Bretagne: notables, élus et militants, 1914-1946*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.
- BOUGEARD, C., *La Bretagne de l'Occupation à la Libération 1940-1945*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014.
- BOUGEARD, C. et PRIGENT, F. (dir), *La Bretagne en portrait(s) de groupe : les enjeux de la méthode prosopographique (Bretagne, XVIIIe-XXe siècle)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.
- BRUNET, J.-P., *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, Paris, Balland, 1986.
- BRUNETEAU, B., *Les « collabos » de l'Europe nouvelle*, Paris, CNRS Éditions, 2016.
- BURRIN, P., « La France dans le champ magnétique des fascismes », *Le Débat*, vol. 32, n°5, 1984.
- BURRIN, P., « Le fascisme : la révolution sans révolutionnaires », *Le Débat*, n°38, 1986.
- BURRIN, P., *La France à l'heure allemande : 1940-1944*, Paris, Seuil, 1995.
- BURRIN, P., *La dérive fasciste: Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, Paris, Seuil, 2003.
- CAERLEON, R., *Le rêve fou des soldats de Breiz-Atao*, Quimper, 1974.
- CAPDEVILA, L., *Les Bretons au lendemain de l'Occupation : imaginaires et comportements d'une sortie de guerre, 1944-1945*, Rennes, 1999.

CAPDEVILA, L., « La quête du masculin dans la France de la défaite (1940-1945) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, n°109-3, 2010.

CARNEY, S., *Breiz Atao ! Mordrel, Delaporte, Lainé, Fouéré: une mystique nationale, 1901-1948*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.

CARNEY, S., « Le mouvement breton au miroir de son historiographie », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, vol. 123, n°2, 2016, pp. 83-106.

CHEBEL D'APPOLLONIA, A., *L'extrême-droite en France: de Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Editions Complexe, 1996.

CLOITRE-QUERE, M.-T. (dir), *Histoire de Brest*, Brest, CRBC, 2000.

COHEN, A., LACROIX, B. et RIUTORT, P. (dir), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2015.

COINTET, J.-P., *Les hommes de Vichy. L'illusion du pouvoir*, Paris, Perrin, 2017.

COLLIN, P. et RAOUL, P., *L'épuration dans le Finistère 1944-1946*, Brest, Mémoire de l'Université de Bretagne Occidentale, 1997.

CORNETTE, J., *Histoire de la Bretagne et des Bretons tome 2*, Paris, Seuil, 2015.

COURCELLE-LABROUSSE, V. et MARMIE, N., *La guerre du Rif: Maroc, 1921-1926*, Paris, Tallandier, 2008.

COUTROT, L., « Les catégories socioprofessionnelles : changement des conditions, permanence des positions ? », *Sociétés contemporaines*, vol. 45-46, n°1-2, 2002.

DENIEL, A., *Le mouvement breton de 1919 à 1945*, Paris, François Maspero, 1976.

DEPERRIE, J., *Histoire de la Milice*, Paris, Fayard, 1969.

DEREYMEZ, J.-W. (dir), *Etre jeune en France (1939-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2001.

DESQUESNES, R., « L'Organisation Todt en France (1940-1944) », *Histoire, économie et société*, n°3, 1992.

DOMENACH, J.-M., « Sur le fascisme français », *Le Débat*, n°36, 1985, pp. 184-189.

- DROZ, J., *Histoire de l'antifascisme en Europe (1923-1939)*, Paris, La Découverte, 2001.
- DURIN, C., *Psychologie et sociologie du fascisme*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- DUVERGER, M., *Les partis politiques*, Paris, Seuil, 1981.
- DUVERLIE, D., « Amiens sous l'occupation allemande 1940-1944 », *Revue du Nord*, vol. 64, n°252, 1982.
- FOUCHER, J. et THOMAS, G.-M., *La vie à Brest, 1848-1948*, Brest ; Paris, Éditions de la Cité, 1975.
- FRANÇOIS, A., « Jeunes collaborateurs durant la Seconde Guerre mondiale : quelles réponses à quelles transgressions ? (Belgique, 1944-1947) », *Le Mouvement Social*, n°261, 2017, pp. 93-106.
- FORD, C., *De la province à la nation. Religion et identité politique en Bretagne*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2018 [1993].
- FURET, F., « Le rapport dialectique fascisme-communisme », *Commentaire*, n°79, 1997, pp. 573-576.
- GAUWARD, C. et SIRINELLI, J.-F. (dir), *Dictionnaire de l'historien*, Paris, Presses Universitaires de France, 2015.
- GESLIN, C. et al., *Histoire d'un siècle, Bretagne 1901-2001*, Morlaix, Skol Vreizh, 2010.
- GESLIN, C. et SAINCLIVIER, J., *La Bretagne dans l'ombre de la Troisième République*, Rennes, Editions Ouest-France, 2005.
- GIOLITTO, P., *Volontaires français sous l'uniforme allemand*, Paris, Perrin, 2007.
- GODET, A., « “Les jeunes avec Doriot !” : étude d'une jeunesse fasciste française », *Siècles*, n°47, 2019.
- GOGUEL, F., *Géographie des élections françaises sous la Troisième et la Quatrième République*, Paris, Armand Colin, 1970.
- GOSEWINKEL, D., « Europe antilibérale ou Anti-Europe ? Les conceptions européennes de l'extrême-droite française entre 1940 et 1990 », *Politique européenne*, vol. 62, n°4, 2018.

ISAAC, C., « Entre prosopographie et micro-histoire : l'apport de l'approche biographique des ingénieurs des Etats de Languedoc au XVIIIe siècle », *Les Cahiers de Framespa*, n°37, 2021.

JOLY, L., *La délation dans la France des années noires*, Paris, Perrin, 2012.

JOLY, L., « Fascisme et antisémitisme dans la France des années 1930 : une irrésistible convergence ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 62, n°2, 2015, p. 115.

KARILA-COHEN, P., « Les préfets ne sont pas des collègues. Retour sur une enquête », *Genèses*, n°79, 2010, pp. 116-134.

KERVELLA, A., *Brest rebelle (1939-1945)*, Morlaix, Skol Vreizh, 1998.

KESTEL, L., *La conversion en politique : Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Raisons d'agir, 2012.

LABORIE, P., *L'opinion française sous Vichy : les français et la crise d'identité nationale ; 1936 - 1944*, Paris, Seuil, 2001.

LAMBERT, P.P. et LE MAREC, G., *Partis et mouvements de la Collaboration: Paris, 1940-1944*, Paris, J. Grancher, 1993.

LARRIEU, J., « Les adhérents aux mouvements de collaboration dans les Pyrénées-Orientales (1940-1944) », *Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, vol. 104, n°199-200, 1992.

LE BOULANGER, J.-M., *Ni Dieu, ni maître ? Flanhec 1881-1944 ou l'étrange parcours d'un insoumis*, Douarnenez, Mémoires de la ville, 1997.

LE BRAS, J., *Etude de la fédération lorientaise du Parti Populaire Français de Jacques Doriot*, Rennes, Mémoire de l'Université de Rennes 2, 2005.

LE BRAS, J., *Etude du Parti Populaire Français dans le Morbihan*, Rennes, Mémoire de l'Université de Rennes 2, 2006.

LE GALLO, Y., *Le Finistère de la Préhistoire à nos jours*, Saint-Jean d'Angély, Bordessoules, 1991.

LE ROUX, B., *Le mouvement Croix de Feu et le PSF dans le Finistère*, Brest, Mémoire de l'Université de Bretagne Occidentale, 1996.

LORMIER, D., *Les 100 000 collabos: le fichier interdit de la collaboration française*, Orléans, Mon poche, 2018.

MACHEFER, P., « L'Union des Droites, le PSF et le Front de la Liberté 1936-1937 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 17, n°1, 1970.

MACHEFER, P., *Ligues et fascismes en France (1919-1939)*, Paris, 1974.

MALHERBE, M.-C., *L'Action Française, les Croix de Feu, le Parti Social Français, le Parti Populaire Français dans le Morbihan des années 30*, Rennes, Mémoire de l'Université de Rennes 2, 1989.

MARGAIN, C., « La méthode prosopographique appliquée aux militants du syndicat de l'International des gens de la Mer (1930-1937) : des résultats croisés entre vécu et événements historiques », *Revue ¿ Interrogations ?*, n°17, 2014.

MILZA, P., *Fascisme français: passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987.

MONTERO, M. et GARRIGUES, J., *La France de 1914 à 1945*, Paris, A. Colin, 2001.

MOSCOVICI, P., *Psychologie des minorités actives*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996 [1976].

MOSSUZ-LAVAU, J., « Comment ont-ils pu croire que ? Les enfants de collabos face aux convictions de leurs parents. », dans MUXEL, A (dir), *Croire et faire croire : usages politiques de la croyance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

NICOLAÏ, J.-B., *Simon Sabiani*, Paris, O. Orban, 1991.

NISS, A., « Il y a cent ans, le Tableau politique de la France de l'Ouest par André Siegfried », *Parlement[s]*, *Revue d'histoire politique*, vol. 2, 2014, pp. 159-164.

NOBECOURT, J., *Le Colonel de La Rocque 1885-1946, ou les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1996.

NOVICK, P., *L'épuration française: 1944 - 1949*, Paris, Balland, 1991.

- ORFALI, B., *L'adhésion: militer, s'engager, rêver*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2010.
- ORY, P., *Les collaborateurs: 1940 - 1945*, Paris, Seuil, 1980.
- ORY, P., *Du fascisme*, Paris, Perrin, 2010.
- PERRONO, T., « Daniel Le Flanchec, le Doriot breton? », *En Envor, revue d'histoire contemporaine en Bretagne*, en ligne. URL : http://enenvor.fr/eeo_actu/entredeuxguerres/daniel_le_flanchec_le_doriot_breton.html.
- PIGNOT, M., « Adolescents en guerres mondiales, entre transgression et filiation », *Le Mouvement Social*, n°261, 2017, pp. 3-8.
- PIGNOT, M., *L'appel de la guerre. Des adolescents au combat, 1914-1918*, Paris, Anamosa, 2019.
- PREZEAU, J., « Syndicats et organisations de masse. Le cas Amsterdam Pleyel », dans *Syndicats et associations. Concurrence ou complémentarité ?*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, pp. 391-398.
- PROCHASSON, C. et JOLY, B., « Du "fascisme" en France : un débat toujours continué. », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 54-3, n°3, 2007.
- PROST, A., *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 2010 [1996].
- PUECH, V., « La méthode prosopographique et l'histoire des élites dans l'Antiquité tardive », *Revue historique*, vol. 661, n°1, 2012, pp. 155-168.
- REICH, W., *La psychologie de masse du fascisme*, Paris, Payot, 2001.
- REMOND, R., *Les droites en France*, Paris, Aubier Montaigne, 1982.
- REMOND, R., *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988.
- ROLLET, L. et NABONNAUD, P., *Les uns et les autres. Biographies et prosopographie en histoire des sciences.*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2012.
- ROUGERIE, J., « Faut-il départementaliser l'histoire de France? », *Annales. Economies, sociétés, civilisations*, n°1, 1966, pp. 178-193.

ROUQUET, F. et VIRGILI, F., *Les Françaises, les Français et l'Épuration (1940 à nos jours)*, Paris, Gallimard, 2018.

ROUSSEAU, M., « Douai pendant la Seconde Guerre Mondiale, 1939-1945, de la III^{ème} à la IV^{ème} République », *Revue du Nord*, vol. 61, n°241, 1979.

ROUSSO, H., *La collaboration*, Paris, MA Editions, 1987.

ROUSSO, H., *Le syndrome de Vichy: 1944-198--*, Paris, Seuil, 1987.

SAINCLIVIER, J., *La Bretagne dans la guerre, 1939-1945*, Rennes : Caen, Ouest-France, 1994.

SAINCLIVIER, J. et BOUGEARD, C. (dir), *La Résistance et les Français : enjeux stratégiques et environnement social : actes du colloque international « La Résistance et les Français : le poids de la stratégie, Résistance et société »*, 29-30 septembre-1er octobre 1994, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995.

SCHOR, R., « Le Parti Populaire Français dans les Alpes-Maritimes (1936-1939) », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 1, n°33-34, 1986, pp. 99-125.

SENECHAL, J.-P., *Le Finistère du Front Populaire, lutte pour l'hégémonie et logique de blocs*, Université de Bretagne Occidentale, 2015.

SERANT, P., *Le romantisme fasciste*, Paris, Fasquelle, 1959.

SIEGFRIED, A., *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2010.

SIMONIN, A., *Le déshonneur dans la République : une histoire de l'indignité 1791-1958*, Paris, Grasset et Fasquelle, 2008.

SOUCY, R., *Fascismes français ? : 1933-1939, mouvements antidémocratiques*, Paris, Autrement, 2004.

STERNHELL, Z., « La tentation pacifiste De la France des années 30 à l'Allemagne des années 80 », *Le Débat*, vol. 32, n°5, 1984, pp. 28-51.

STERNHELL, Z., « Sur le fascisme et sa variante française », *Le Débat*, vol. 32, n°5, 1984.

STERNHELL, Z. (dir), *L'histoire refoulée : La Rocque, les Croix de feu et la question du fascisme français*, Paris, Editions du Cerf, 2019.

TANGUY, J.-F., « La Bretagne entre conquête républicaine et intégration nationale : 1870-1914 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, vol. 111-4, 2004.

THOMAS, G.-M. et LE GRAND, A., *Le Finistère dans la guerre*, Brest ; Paris, Editions de la Cité, 1979.

TOUCHARD, P. et al. (dir), *Le siècle des excès: de 1870 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 2010.

TRAVERSO, E., « Interpréter le fascisme. A propos de G. Mosse, Z. Sternhell et E. Gentile », *La revue Internationale des Livres et des Idées*, 2008, pp. 13-20.

VAVASSEUR-DESPERRIERS, J., « Jeunesse et mouvements de droite durant l'entre-deux-guerres », *Histoire@Politique. Politique, culture, société.*, n°4, 2008.

VAVASSEUR-DESPERRIERS, J., « Les tentatives de regroupement des droites dans les années trente », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, n°109-3, 2002.

VERGNON, G., *L'antifascisme en France, de Mussolini à Le Pen*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009.

VEYNE, P., *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie*, Paris, Seuil, 1971.

WEBER, M., *Le savant et le politique : une nouvelle traduction*, Paris, La Découverte, 2003.

WINOCK, M., « Retour sur le fascisme français: La Rocque et les Croix-de-Feu », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 90, n°2, 2006.

WINOCK, M., *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 2004.

WOLF, D., *Doriot, du communisme à la collaboration*, Paris, Fayard, 1969.

Index

- Abdelkrim, 29, 157
Abetz, Otto, 34, 78, 105
Andrieux, Marie-France, 63, 191, 209, 239
Ar Ruz, Neven, 134, 254
Archeray, Louis, 147, 200, 214, 216, 217, 222, 223, 224, 228, 233
Arghiropol, Roman, 39, 40, 41, 42, 52, 53, 60, 63, 67, 73, 76, 84, 93, 105, 108, 145, 179, 180, 187, 203, 210, 216, 221, 227
Arnera, Alexandre, 49, 70, 73, 83, 145, 184, 212, 238, 244
Arnera, Daniel, 209, 237
Auffret, 228, 233
Azéma, Jean-Pierre, 34, 94, 111, 119, 254
Bantigny, Ludivine, 184
Barbé, Henri, 26
Barrès, Maurice, 5
Barthélémy, Victor, 69, 175
Bauchet, Gauhier, 134
Baudot, Marcel, 6, 91, 95, 136, 137, 226, 235, 237, 254
Bauer, Alain, 41, 254
Becker, Jean-Jacques, 13, 128, 129, 254
Bédarida, François, 34, 94, 111, 184, 254
Bensoussan, David, 125, 126, 127, 254
Bergère, Marc, 220, 221
Bergery, Gaston, 6, 7, 114, 255
Berlière, Jean-Marc, 85, 86, 254
Berstein, Serge, 13, 128, 129, 183, 203, 254
Beugras, Albert, 16, 79
Blanchard, Suzanne, 84
Blottière, Nicolas, 6, 83, 200, 231, 254
Blum, Léon, 31, 116, 159
Boissel, Jean, 38
Bolloré, Mathurin, 43, 44, 70
Bonis, Joseph, 52, 63, 73, 83, 84, 149, 198, 221
Bord, Roger, 28, 48, 51, 139, 154, 155, 192, 213, 215, 217, 239
Bougeard, Christian, 6, 24, 28, 35, 40, 46, 47, 55, 57, 58, 65, 67, 82, 90, 94, 95, 104, 126, 127, 128, 134, 135, 136, 137, 138, 149, 155, 156, 171, 172, 176, 180, 226, 238, 255, 261
Bourguignon, Clément, 52, 187, 195, 223, 227, 246
Brault, 74
Brégevin, René, 223, 227, 246
Brunet, Jean-Paul, 5, 13, 16, 17, 18, 19, 22, 32, 33, 34, 37, 38, 48, 50, 51, 52, 58, 69, 72, 78, 79, 84, 88, 89, 109, 110, 111, 112, 121, 163, 185, 188, 190, 255
Bruneteau, Bernard, 64, 148, 255
Brüning, Hermann, 211, 222
Bucard, Marcel, 38, 65
Budes de Guébriant, Hervé, 25
Burrin, Philippe, 6, 7, 18, 20, 32, 34, 35, 58, 63, 64, 78, 79, 92, 94, 109, 110, 111, 255
Caerleon (Caouissin), Ronan, 157, 159
Canobbio, Fernand, 44, 82, 105, 158
Capdevila, Luc, 90, 91, 228, 229, 238, 255, 256
Carn, Eugène, 28, 47, 45, 51, 70, 110, 139, 147, 154, 155, 192, 214, 215, 217, 233, 241
Carney, Sébastien, 5, 156, 157, 158, 256
Célor, Pierre, 53
Chaix, Marie, 16, 253
Châtelain, Marcel, 154
Chautemps, Camille, 31
Churchill, Winston, 41, 59
Clémenti, Pierre, 38
Cloître-Quéré, Marie-Thérèse, 118, 120
Cohen, Antonin, 204, 256
Cointet, Jean-Paul, 148, 256
Collin, Philippe, 6, 63, 91, 94, 119, 227, 228, 231, 235, 256
Cosset, Gabriel, 139, 149, 150, 192, 198, 199, 211, 212, 220, 232, 241
Courcelle-Labrousse, Vincent, 29, 256
Coutrot, Laurence, 189, 256
Creff, 21, 39
Dachez, Roger, 41, 254
Daladier, Edouard, 31
Darlan, François, 110
Darnand, Joseph, 83, 89, 148, 149
Daussat, 171
Dautry (Vacheret), Reine, 145, 168, 212, 238
De Brinon, Fernand, 211
De Châteaubriant, Alphonse, 38, 94
De Dieuleveult, Arthur, 26
De Gaulle, Charles, 59, 91, 166, 243
De Penanros, 25, 26
Déat, Marcel, 6, 7, 37, 58, 65, 89, 133, 170, 255
Debauvais, François, 156, 157
Delaporte, Raymond, 156, 157, 256
Delaunay, Maurice, 38
Deloncle, Eugène, 65, 133, 153
Déniel, Alain, 157, 159, 161, 256
Denis, Louis, 12, 15, 16, 17, 18, 27, 28, 43, 50, 82, 84, 135, 139, 154, 155, 158, 162, 195, 221
Deperré de Bayac, Jacques, 148
Dereymez, Jean-William, 184, 185, 186, 256
Desquesnes, Rémy, 84, 85
Desroches, Daniel, 22, 51, 107, 108, 176, 187, 192, 199, 241
Didailler, Alain, 154, 243
Dorgères, Henri, 127

Doriot, Jacques, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 44, 45, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 57, 58, 59, 60, 64, 67, 69, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 82, 83, 84, 87, 88, 89, 95, 96, 98, 99, 101, 104, 105, 109, 110, 111, 112, 119, 121, 122, 127, 129, 130, 131, 138, 141, 143, 144, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 157, 158, 159, 161, 162, 163, 164, 166, 167, 170, 172, 173, 175, 177, 178, 179, 181, 182, 184, 185, 186, 187, 188, 188, 190, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 202, 203, 205, 207, 208, 209, 213, 214, 218, 219, 222, 229, 231, 232, 241, 246, 247, 248, 255, 257, 258, 260, 262
 Droz, Jacques, 114, 257
 Durand, Yves, 58
 Dusseigneur, 23
 Duverger, Maurice, 204, 205, 207, 257
 Duverlie, Dominique, 174, 257
 Elophe, Roger, 99, 210
 Eppe, René, 139, 222, 241
 Fillang, Léopold, 84, 145, 154, 155, 211, 221, 227, 234, 242
 Fossati, Jean, 72
 Foucard, André, 102, 233
 Fouéré, Yann, 156, 157, 158, 253, 256
 Foy, André, 28, 29, 30
 Friant, Henri, 68, 239
 Gamory-Dubourdeau, Paul-Marie, 72, 81, 82, 121, 159, 187, 200
 Gauvard, Claude, 184, 257
 Geslin, Claude, 127, 257
 Giolitto, Pierre, 58, 59, 81, 84, 153, 154, 257
 Girard, Dominique, 229
 Gironde, Antoine, 51, 52, 107, 147, 187, 192, 223, 224, 227, 233, 234, 241
 Godet, Antoine, 185, 186, 187, 192, 257
 Goguel, François, 124, 125, 257
 Goulet, Yann, 156
 Gourves, Joseph, 73, 192, 220
 Gourves, Marie-Françoise, 144
 Gourvil, Francis, 251
 Guédél, Tony, 53, 158
 Gueguen, Anne-Marie 43, 63, 104, 191.
 Gueguen, Jean, 52, 134, 144, 212, 233.
 Guéguin, Pierre, 114
 Guieysse, Marcel, 156
 Hamon, Kristian, 156, 157
 Hascouët, Jean-René, 214, 216, 217
 Hervé, 51
 Hitler, Adolf, 48, 51, 79, 81, 105, 111, 116, 135, 153, 215
 Hochstetter, Dorothée, 199
 Hoffmann, Stanley, 229
 Hubert, René, 108, 210
 Jaouen, Clémentine, 139
 Kervella, André, 103, 105, 116, 120, 122, 126, 176, 258
 Kestel, Laurent, 8, 10, 14, 24, 29, 79, 80, 142, 258
 La Rocque, François De (Colonel), 5, 12, 13, 14, 15, 24, 25, 29, 64, 74, 119, 138, 142, 143, 152, 153, 159, 259, 262
 Laborie, Pierre, 40, 94, 103, 118, 258
 Lacroix, Bernard, 204, 256
 Lainé, Célestin, 156, 157, 158, 159, 253, 256
 Lambert, Pierre-Philippe, 163, 222, 258
 Lannuzel, 54
 Larrieu, Jean, 174, 258
 Laval, Pierre, 109, 111, 119, 120
 Le Bail, Louis, 28, 29
 Le Berre, Raymond, 139, 177, 209, 254
 Le Boulanger, Jean-Michel, 27, 28, 29, 47
 Le Bras, Julie, 6, 170, 258
 Le Breton, Jean-Roger, 40, 43, 49, 70, 73, 75, 76, 158, 159
 Le Can, Jean, 16
 Le Duff (Deschard), Lucienne, 83, 139, 221, 233, 238
 Le Flanchec, Daniel, 27, 28, 30, 47, 51
 Le Focalvez, Henri, 93, 105, 145, 192, 227, 237
 Le Gall de Kerangal, Yves, 39, 43, 52, 70, 74, 134, 210
 Le Gallo, Yves, 5, 58, 120, 258
 Le Grand, Alain, 40, 55, 62, 63, 81, 82, 84, 92, 133, 135, 136, 146, 156, 157, 165, 166, 226, 227, 251, 262
 Le Marec, Gérard, 163, 222, 258
 Le Ménager, Yves, 63, 233
 Le Meur, 99, 158
 Le Nabec, Jean, 170
 Le Page, Jeanne, 220
 Le Pen, Jean-Marie, 115, 256, 262
 Le Pensec, Pierre, 28, 48, 51, 84, 139, 154, 155, 192, 199, 212, 213, 220, 221, 222, 232, 243
 Le Roux, Bruno 24, 61
 Le Roux, Paul, 43, 60, 70, 75, 86, 103, 134, 143, 154, 155, 187, 239, 241, 244.
 Lèbre, Henri, 49, 53
 Leclerc, Eugène, 25, 36, 126
 Lemercier, Claire, 181, 182
 Leroux, 26
 Leroy-Ladurie, Jacques, 110
 Louarn, Mathieu 102, 192, 195, 212, 217, 219, 223, 224, 233
 Louarn, Roger, 195, 212, 223
 Louarn, Eugénie, 192, 212
 Lucas, Maurice, 58, 120
 Machefer, Philippe, 5, 7, 152, 259
 Maginel, 26
 Mailloux, Louise, 233
 Malherbe, Marie-Christelle, 6, 170, 259
 Mallet, Gaston, 154

Marmié, Nicolas, 29, 256
 Marrec, François, 100, 144, 187, 189, 223, 227
 Marin, Louis, 14
 Massotte, Bernard, 43, 52, 52, 63, 65, 71, 73, 83,
 135, 146, 147, 209, 221, 227
 Médecin, Jean, 173, 175, 176
 Mendras, Henri, 189
 Milza, Pierre, 5, 7, 8, 15, 190, 194, 259
 Montagne, Henri, 144, 145, 192, 228, 229, 238
 Montero, Muriel, 119, 259
 Mordrel, Olier, 156, 157, 158, 256
 Moscovici, Pierre, 56, 130, 131, 259
 Mussolini, Benito, 29, 89, 115, 262
 Nicolai, Jean-Baptiste, 16, 259
 Nobécourt, Jacques, 142, 153, 259
 Novick, Peter, 91, 92, 93, 226, 236, 237, 243, 259
 Orfali, Brigitta, 201, 203, 204, 207, 260
 Ory, Pascal, 7, 55, 95, 133, 134, 149, 153, 156, 163,
 260
 Paxton, Robert, 127
 Perrono, Thomas, 27, 260
 Pétain, Philippe, 34, 37, 40, 57, 78, 94, 103, 110,
 119, 163, 168, 172, 199, 210, 229, 233
 Picard, Emmanuelle, 181, 182
 Poirion, Georges, 210, 223, 224, 232, 241, 242
 Poivre, 209
 Prézeau, Jocelyne, 115, 260
 Prigent, Tanguy, 114, 137
 Prigent, François, 180, 182, 255
 Pucheu, Pierre, 33, 110, 195
 Quémeneur, Emile, 54, 192, 199, 208, 214, 216, 217,
 219, 232
 Radiguet, 25
 Raison, Louis, 26, 146
 Raoul, Philippe, 6, 63, 91, 94, 227, 228, 231, 235,
 256
 Rémond, René, 5, 8, 11, 24, 124, 131, 183, 203, 260
 Rémy (Colonel), 136
 Riutort, Philippe, 204, 256
 Rougerie, Jacques, 9, 260
 Rouquet, François, 91, 92, 226, 227, 229, 235, 236,
 243, 261
 Rousseau, Michel, 174, 261
 Rouso, Henry, 65, 133, 135, 148, 185, 261
 Ruault, Henri, 49, 74, 103, 144, 187, 212, 219, 232,
 244
 Sabiani, Simon, 16, 17, 154, 173, 176, 259
 Sahut, 43
 Sainclivier, Jacqueline, 6, 38, 46, 55, 61, 82, 83, 89,
 90, 94, 99, 127, 136, 149, 171, 238, 257, 261
 Salengro, Roger, 31
 Salesses, Henri, 100, 138, 194, 195, 208, 217, 223,
 224, 227, 232, 233, 243
 Sanson, Alfred, 184, 208
 Schor, Ralph, 173, 175, 261
 Sénéchal, Jean-Paul, 8, 19, 21, 22, 24, 25, 29, 127,
 261
 Sevellec, Alain, 139, 214, 215, 217, 239
 Siegfried, André, 125, 259, 261
 Simonin, Anne, 134, 210, 230, 236, 238, 261
 Sirinelli, Jean-François, 184, 257
 Sorel, Georges, 5
 Soucy, Robert, 5, 7, 19, 24, 189, 190, 261
 Soutif, Henri, 49, 51, 54, 55, 60, 67, 86, 87, 103, 107,
 108, 147, 154, 165, 232
 Speer, Albert, 85
 Staline, Joseph, 23, 41, 59, 101, 137
 Sternhell, Zeev, 5, 7, 24, 142, 261, 262
 Surville, 192, 220
 Taittinger, Pierre, 14
 Tanguy, Joseph, 214, 216, 217
 Tarouilly, Herveline, 106, 147, 191
 Tartakowsky, Danielle, 115
 Tétard, Françoise, 115
 Thoman, Daniel, 52, 223, 246
 Thomas, Georges-Michel, 27, 40, 55, 62, 63, 81, 82,
 84, 92, 133, 135, 136, 146, 156, 157, 165, 166,
 226, 257, 262
 Thorez, Maurice, 14, 45, 159
 Thurotte, 53
 Tixier, Jean, 21, 22, 39, 44, 51, 84, 107, 108, 176,
 192, 210, 219
 Todt, Fritz, 84
 Touchard, Patrice, 31, 88, 262
 Tranvouez, Yvon, 118, 120
 Traverso, Enzo, 7, 262
 Truchot, Henri, 139, 220
 Vaillant, Henri, 154, 155, 242
 Valois, Georges de, 19
 Vavasseur-Desperriers, Jean, 14, 15, 262
 Vergnon, Gilles, 114, 115, 116, 117, 262
 Villalard, Simone, 211
 Virgili, Fabrice, 91, 92, 226, 227, 229, 235, 236, 243,
 261
 Weber, Max, 176, 262
 Wolf, Dieter, 5, 12, 14, 16, 17, 18, 29, 32, 33, 57, 71,
 94, 95

Table des figures

Figure 1 : Carte de l'implantation du PPF dans le Finistère entre 1936 et 1939	35
Figure 2 : Carte de l'implantation du PPF dans le Finistère entre 1942 et 1945	66
Figure 3 : Affiche de propagande et de recrutement du PPF	101
Figure 4 : Illustration publiée dans Breiz Atao du 29 novembre 1936	160
Figure 5 : Répartition des membres du PPF finistérien par décennies d'âges	186
Figure 6 : Répartition des membres du PPF finistérien par catégorie socioprofessionnelle ..	188
Figure 7 : Répartition genrée des membres du PPF dans le Finistère	191
Figure 8 : Répartition des membres du PPF dans le Finistère par lieux de naissance	193
Figure 9 : L'appartenance collaborationniste secondaire chez les membres du PPF dans le Finistère	197
Figure 10 : L'échelle de participation politique des membres du PPF dans le Finistère	206
Figure 11 : Les condamnations principales en Chambres Civiques des membres du PPF	239
Figure 12 : Les peines secondaires des membres du PPF acquittés en Chambre Civique	240
Figure 13 : Les peines secondaires appliquées aux membres du PPF condamnés à une peine de dégradation nationale en Chambre Civique	240
Figure 14 : Les condamnations des membres du PPF finistérien en Cour de Justice	241
Figure 15 : Les peines secondaires des membres du PPF condamnés en Cour de Justice	242

Table des matières

Remerciements	2
Abréviations utilisées.....	3
Introduction.....	5
Première partie : Naissance et développement du Parti Populaire Français dans le Finistère	11
Chapitre 1 : L'apparition du PPF dans le département (1936 – 1940)	12
A. Le dynamisme national du Parti Populaire Français	12
B. La première section brestoise et la scission landernéenne	21
C. L'évolution de la situation politique française intérieure et extérieure aboutit à la disparition du parti dans le département	31
Chapitre 2 : La renaissance et le développement départemental (fin 1941 – fin 1943).....	37
A. Les sections brestoises et quimpéroises voient le jour après l'autorisation du parti en zone occupée.....	37
B. D'autres éléments du dynamisme du parti	47
C. Le PPF multiplie sa propagande et ses tentatives de recrutement	57
Chapitre 3 : La disparition (fin 1943 – 1945).....	69
A. Un parti en apparence hiérarchisé mais instable	69
B. Le PPF comme force supplétive de l'occupant allemand	78
C. Défaite allemande, mort du collaborationnisme et fin du PPF.....	88
Conclusion Partie I :	97

Deuxième partie : Echechs et réactions du Parti Populaire Français dans le Finistère	98
Chapitre 4 : L’impasse du doriotisme	99
A. Le contraste entre une politique de présence et des effectifs stagnants	99
B. Le PPF dans l’impasse.....	107
C. Un facteur déterminant : la population	114
Chapitre 5 : L’espace politique finistérien et le Parti Populaire Français	124
A. Un environnement politique propice au PPF ?.....	124
B. La saturation de l’espace politique finistérien.....	133
C. Le PPF et ses rivaux	142
Chapitre 6 : Des réactions face à l’échec	152
A. La recherche d’alliances	152
B. La presse PPF dans le Finistère	162
C. Le bilan du Parti Populaire Français à l’échelle départementale.....	170
Conclusion de la partie II	179
 Troisième partie : Etude prosopographique des membres du Parti Populaire Français dans le Finistère	 180
Chapitre 7 : Sociologie du Parti Populaire Français finistérien	184
A. L’âge des membres	184
B. La situation socioprofessionnelle	188
C. La répartition genrée.....	191
D. L’origine géographique.....	193

E. Les antécédents politiques	194
F. L'appartenance multiple	197
Chapitre 8 : Les choix des partisans du PPF	203
A. Une échelle de l'engagement politique.....	203
B. Rompre les liens : démission, fuite, disparition	208
C. L'aide aux Français au détriment des Allemands.....	214
D. La radicalisation contre les Français.....	219
Chapitre 9 : Le PPF face à l'Épuration	226
A. L'épuration extrajudiciaire.....	226
B. Accusations et défenses	230
C. Internements et jugements	235
Conclusion de la Partie III.....	246
Conclusion générale.....	247
Sources	251
Bibliographie	254
Index	263
Table des figures.....	266
Table des matières	267